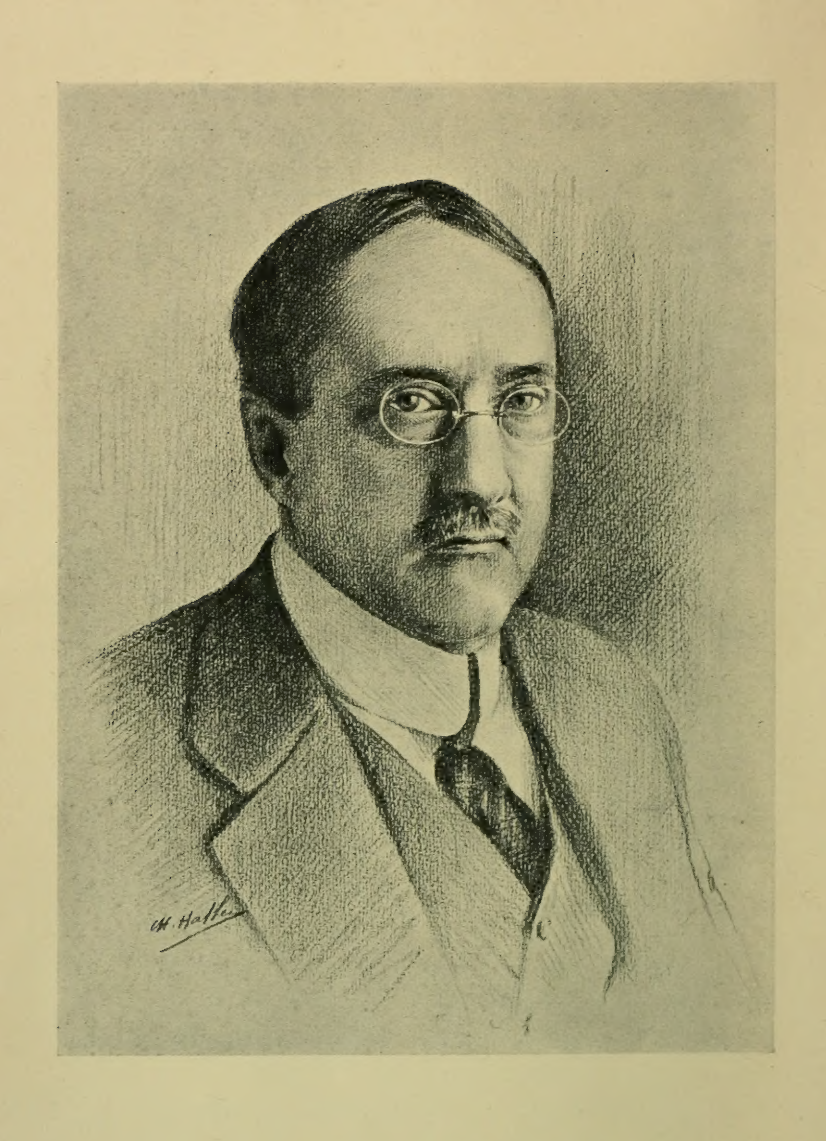


17-7-68

MÉMOIRES

DE

L'AMBASSADEUR GERARD



JAMES W. GERARD
ANCIEN AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS A BERLIN.

Demoulin frères, Sc.

COLLECTION DE MÉMOIRES
POUR SERVIR A
L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

MÉMOIRES
DE
L'AMBASSADEUR GERARD

« MES QUATRE ANNÉES EN ALLEMAGNE »
PAR **JAMES W. GERARD**, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A BERLIN AVANT ET PENDANT LA GUERRE MONDIALE

Avec un portrait et 14 fac-similés.



PAYOT & CIE, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1918



A ma petite famille, composée d'une seule personne, mais si pleine de tact, — ma femme.

AVANT-PROPOS

Pourquoi l'Amérique est en Guerre.

J'expose ici, en manière d'avant-propos, ce qui était destiné à servir de chapitre final à ce livre, parce que je désire rendre la gravité de la situation évidente aux yeux du peuple américain, parce que je veux lui dire que la puissance militaire et navale de l'empire allemand est intacte, que sur les douze millions d'hommes que le Kaiser a appelés sous les armes, un million cinq cent mille seulement ont péri et cinq cent mille ont été mis hors d'état de servir, qu'il n'y a pas plus de cinq cent mille prisonniers de guerre en tout dans les rangs allemands et pas plus de cinq cent mille blessés, y compris les malades portés sur les listes quotidiennes, laissant ainsi sous les armes un effectif de neuf millions d'hommes.

Je reproduis ces chiffres, parce que je constate que les Américains ne se rendent pas compte du développement et de l'importance de ce conflit.

Peut-être en disant que le nombre total de prisonniers de guerre retenus chez les différents belligérants s'élève à plus de cinq millions, réussirai-je à montrer aux Américains l'énorme masse mise en mouvement. La marine allemande n'a pas encore fait de grosses

pertes. Toutes les pertes éprouvées jusqu'ici ont été compensées par la construction de nouvelles unités.

Ces neuf millions d'hommes — chiffre qui est dépassé, car la conscription grossit l'armée allemande d'au moins quatre cent mille recrues nouvelles tous les ans — ont acquis, depuis deux ans et demi que dure la guerre, une expérience militaire bien supérieure à celle qu'ils possédaient lorsqu'ils furent appelés à prendre les armes. Les officiers qui les dirigent ont une connaissance plus approfondie de cette guerre et les soldats eux-mêmes sont arrivés à acquérir une adresse et une trempe de vétérans.

Il est également indispensable que personne ne se laisse entraîner à penser que l'Allemagne sera réduite par la famine ou sera amenée à conclure la paix sous le coup d'une révolution. Le peuple allemand n'est pas de ceux qui accomplissent des révolutions. Il se produira des émeutes partielles dans l'empire, mais il n'y aura jamais un soulèvement du peuple tout entier, emporté par le même élan. Les officiers de l'armée appartiennent tous à la même classe, une classe soumise aux idéals de l'autocratie. Une révolution dans l'armée est impossible, et, à l'intérieur, il ne reste plus que de tout jeunes gens et des vieillards, facilement tenus en respect par la police. En ce qui concerne la famine, le danger couru par nos Alliés est bien plus grave que celui que peut redouter l'Allemagne. Il n'est pas, en Allemagne, un seul pouce de terrain disponible qui ne soit cultivé, — cultivé avec l'aide des vieillards, des tout jeunes gens, des femmes et des deux millions de prisonniers de guerre. Les terres labourables du nord de la France et de la Roumanie sont cultivées en ce

moment, par l'armée allemande, avec une intensité, dont le rendement est supérieur à tous les résultats obtenus jusqu'ici dans ces régions, et cette production est destinée en majeure partie à accroître l'approvisionnement de l'Allemagne en denrées. Il est certain que le peuple souffre. Mais il est encore plus certain que cette guerre ne prendra pas fin par suite de l'état de famine où l'Allemagne aura pu être conduite.

Bien que les Allemands réfléchis sachent que, s'ils ne sortent pas victorieux de cette lutte, ils se trouveront acculés, au point de vue financier, à une impasse, et que l'heure sonnera où il faudra rendre des comptes, on peut dire néanmoins qu'il n'existe pas, en ce moment, de crise financière en Allemagne, en raison de l'habile administration exercée à ce point de vue particulier, dans toute l'étendue de l'empire, par le gouvernement et les principaux établissements de banque. Et comme le peuple sait que tout le poids de la grande guerre retombera sur lui à moins que des indemnités ne soient obtenues des puissances adverses, il sera peut-être conduit par cette considération à se montrer plus disposé à tout risquer dans un suprême effort en vue d'obtenir la victoire et de réclamer ensuite ces indemnités non seulement aux nations de l'Europe, mais aux Etats-Unis d'Amérique.

Nous sommes engagés dans une guerre livrée contre la plus grande puissance militaire que le monde ait jamais connue, contre un peuple dont le sol a été, pendant des siècles, le théâtre de luttes si dévastatrices que le sentiment de la peur est inné chez lui, imprimé pour ainsi dire au fond de son âme, l'entraînant à se soumettre corps et biens, à la domination d'une auto-

cratie, qui, pendant des siècles, l'a souffleté, mais qui est venue à lui promettre, comme résultat du conflit, non seulement la sécurité, mais des richesses inconnues et la suprématie de l'univers; un peuple, qui, du sommet d'une montagne imaginaire, a contemplé les grandes cités de cette terre et leur gloire et a reçu des bandits de l'autocratie et de la guerre l'assurance que tout cela allait lui appartenir.

Nous sommes en train de nous battre contre une nation, dont les poètes et les professeurs, les pédagogues et les ministres du culte, se sont unis pour faire germer en elle la haine et élever cette haine au diapason le plus haut, d'abord contre la Russie, puis contre l'Angleterre et enfin aujourd'hui contre l'Amérique.

Le péril sous-marin est un danger réel pour l'Angleterre. La Russie peut se démembrer dans les guerres civiles ou s'affaiblir de façon telle qu'il sera loisible aux autorités militaires allemandes de retirer des millions de leurs soldats du front oriental et de les lancer contre les lignes du front occidental. Nous nous trouvons en présence d'un grand danger et ce n'est que par l'emploi de moyens d'un réalisme impitoyable que nous pouvons sortir victorieux de cette lutte. Si l'Allemagne obtient la victoire, c'est le triomphe du système autocratique, le triomphe de ceux qui ne se bornent pas à envisager la guerre comme une industrie nationale, à croire en elle pour ce qu'elle donne mais à la considérer comme une haute et noble occupation. A moins que l'Allemagne ne soit battue, toutes les nations seront forcées de se transformer en un vaste camp armé et cela jusqu'à ce que ce problème soit résolu : l'asser-

vissement du monde entier par l'autocratie allemande ou sa suppression radicale comme forme de gouvernement.

Nous sommes impliqués dans cette guerre parce qu'on nous a forcés d'y entrer, parce que l'Allemagne a non seulement assassiné nos concitoyens sur les hautes mers, mais rempli notre pays d'espions et cherché à lancer le peuple américain dans une guerre civile. On ne nous a pas fourni l'occasion de discuter ou de négocier. L'ultimatum de quarante-huit heures adressé par l'Autriche à la Serbie ne constituait même pas, comme l'a dit M. Bernard Shaw, « un délai suffisant pour exiger d'un client le paiement de sa note d'hôtel ». Que dire de l'ultimatum de six heures qui me fut adressé à Berlin, dans la soirée du 31 janvier 1917, ultimatum qui, à six heures, me notifiait qu'une guerre impitoyable allait commencer à minuit! Le gouvernement allemand, qui, jusqu'à ce moment, avait professé des sentiments d'amitié à notre égard et exprimé le désir de s'en tenir à l'engagement pris à la suite de l'affaire du *Sussex*, savait pourtant bien qu'il fallait presque deux jours pour expédier un câblogramme en Amérique. J'estime que, si nous sommes entrés dans ce conflit pour une raison juste, nous y sommes aussi entrés avec sagesse. Si nous nous étions tenus à l'écart et que l'Allemagne eût été victorieuse dans cette guerre ou même qu'elle y eût réussi de façon relative, nous aurions été attaqués et cela devant une Europe ironique : l'attaque ne se serait pas produite tout d'abord, de façon directe, mais elle eût été dirigée sur quelque État américain du Centre ou du Sud, où il nous aurait été difficile, à nous aussi

bien qu'à l'Allemagne, d'envoyer des troupes. Et que serait-il advenu si cette nation puissante, vouée à la guerre, était arrivée à s'établir sur des bases solides dans l'Amérique centrale ou dans l'Amérique du sud ? Que serait devenu cet isolement, dont nous nous vantons si fort ?

Je n'ai consenti à écrire ce livre que parce que j'estime que notre peuple doit être renseigné. Il y a trop de penseurs, trop d'écrivains et trop d'orateurs aux Etats-Unis. Il nous faut, à partir d'aujourd'hui, des hommes d'action, des organisateurs et des réalisateurs, lesquels sont seuls à pouvoir nous assurer le triomphe dans ce conflit engagé pour le bien de la démocratie et pour une paix durable !

Ecrivant sur des événements de date si récente, je suis naturellement tenu à la discrétion, conduit à passer sous silence bien des faits dont j'aurais parlé en d'autres circonstances, amené à suspendre bien des jugements et à retarder la révélation de bien des incidents, dont l'exposé ne servirait, en ce moment, qu'à rendre les esprits plus amers ou à provoquer des discussions intérieures sur notre propre sol.

L'Américain qui a coutume de visiter l'Allemagne pendant la saison d'été ou de passer un mois à Hombourg ou à Carlsbad pour y soigner son foie, celui qui se rend à Kissingen pour se faire remettre l'appareil digestif en état par le Dr Dapper, ou à Bade pour se faire enseigner par le Dr Dengler l'art de manger la viande — art qui semble aujourd'hui perdu — celui-là acquiert fort peu de connaissances sur la véritable Allemagne et sur les personnages qui la gouvernent. J'expose certains aspects et je rapporte

certains faits de cette Allemagne dans le présent livre, non seulement pour que mes lecteurs puissent saisir la signification réelle des événements qui se sont déroulés pendant ces trois dernières années, mais pour qu'ils puissent se rendre compte des éventualités appelées à se produire dans nos rapports futurs avec ce pays.

MÉMOIRES DE L'AMBASSADEUR GERARD

CHAPITRE PREMIER

Les premiers temps de mon séjour a Berlin.

Le lendemain du jour de mon départ à bord de l'*Imperator*, en route pour une croisière d'été, je fus réveillé à sept heures du matin par un coup violent frappé à la porte de ma cabine. Le radiotélégramme qu'on me tendit m'était adressé par un ami de New-York, lequel m'annonçait que je venais d'être nommé ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne.

Je comptais à bord de nombreux amis : Henry Morgenthau, qui fut plus tard ambassadeur en Turquie, le colonel George Harvey, Adolphe Ochs, et Louis Wiley, du *New-York Times*, Clarence Mackay, d'autres encore.

L'*Imperator* est un splendide bâtiment jaugeant 54.000 tonnes et peut-être davantage, d'un aménagement si ingénieux et si luxueux qu'il réussit parfois à vous faire oublier que vous êtes sur mer. Les passagers ont à leur disposition, en outre de la salle à manger, un *grill-room* et un restaurant Ritz, avec son jardin d'hiver et, bien entendu, son orchestre hongrois. Il y a aussi un gymnase et une piscine. Le soir, des danses ont lieu dans l'immense salle de bal, où les femmes se montrent parées et vous donnent l'illusion de vous trouver dans quelque soirée mondaine.

Le colonel Harvey et Clarence Mackay m'offrirent un dîner de vingt-quatre couverts, gracieuseté qui, par le nombre des convives réunis, fut considérée comme un re-

cord à bord. Une des tables dressées pour ce dîner figura pendant longtemps dans les images consacrées à l'*Imperator*, qui circulaient en Allemagne. Ces images avaient été répandues sur le territoire allemand en manière de propagande, afin d'inciter les Allemands aux croisières lointaines aussi bien qu'à se servir de leurs propres paquebots pour voyager. J'aurais voulu que cette propagande se fût produite plutôt et eût rencontré plus de succès, car c'est en voyageant que les peuples arrivent à se connaître et, par conséquent, à s'abstenir de faire la guerre.

Au cours de la soirée réservée au concert, Henry Morgenthau traduisit en allemand un petit discours que j'avais préparé et que je réussis à débiter après l'avoir appris par cœur avec assez de difficulté. Aujourd'hui que je connais mieux l'allemand, j'éprouve une sueur froide en songeant à l'effroyable accent dont je donnai l'exemple. Ce voyage fut suivi d'une rapide visite que je fis au mois d'août à Berlin, où je m'occupai de trouver un nouvel immeuble pour l'ambassade, et je retournai, ensuite, aux Etats-Unis.

Je me rendis, au mois de septembre, à Washington, pour recevoir les instructions relatives à ma nouvelle charge ; je m'entretins avec le Président et avec le secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, et j'écoutai les doctes avis du secrétaire d'État adjoint Alvey A. Adee, le sage du département de l'État. Le 9 septembre 1913, après avoir résigné mes fonctions de juge à la cour suprême de l'État de New-York, je m'embarquai pour l'Allemagne. Je m'arrêtai à Londres dans le but d'y faire la connaissance de l'ambassadeur Page, certaines personnes d'expérience à Washington ayant estimé que nos ambassadeurs, appelés à agir de concert, gagnaient à se connaître.

Un ambassadeur a, en entrant en fonctions, à se préoccuper de deux détails importants : la forme de son habit et son logement.

Les puissances accréditées à Berlin possèdent dans la

capitale prussienne de superbes immeubles, qui sont occupés par leurs représentants. Je constatai que mes deux prédécesseurs s'étaient logés dans une villa construite pour un couple, laquelle était située de façon assez agréable mais à deux milles du centre de Berlin et parfaitement impropre à une ambassade. Il y a très peu de maisons particulières à Berlin, la plupart des gens vivant en appartement. Je finis par trouver, non sans difficulté, une gentille maison sur la Wilhelm Platz, dans le centre même de Berlin, en face le palais du Chancelier et le ministère des Affaires Étrangères. Cette maison avait été construite pour les princes de Hatzfeld, à qui elle avait servi de palais, et elle était devenue plus tard la propriété d'une famille de banquiers répondant au nom de von Schwabach.

Le gouvernement des Etats-Unis, différant en cela des autres puissances, ne possède pas d'immeuble réservé à son ambassade, et cela dans aucune capitale, pas plus qu'il n'en loue, se bornant à attribuer certaines allocations pour les bureaux, si l'immeuble choisi par l'ambassadeur est assez vaste pour contenir le personnel de l'ambassade. Le palais von Schwabach n'était, au fond, qu'une bicoque. On avait tout enlevé, jusqu'aux appliques pour le gaz et la lumière électrique, et quand les aménagements nécessaires : calorifères, appareils électriques, salles de bain, et autres commodités, eurent été terminés et la maison meublée de haut en bas, je constatai que la première année de mon traitement y avait passé et même davantage. Le palais ne fut prêt à nous recevoir qu'à la fin de janvier 1914. Nous avions vécu dans l'intervalle, à l'*Hôtel de l'Esplanade*, et, pour l'expédition des affaires, je m'étais servi de la petite villa dont il a été question plus haut.

On rencontre beaucoup plus de diplomates à Berlin que dans n'importe quelle autre capitale, pour la raison que chacun des vingt-cinq États qui composent l'empire allemand y est représenté par une légation. Les villes libres

de Hambourg, de Lübeck et de Brême y ont elles-mêmes, chacune, un ministre résident.

Une coutume invariable veut que tout ambassadeur nouvellement arrivé à Berlin donne deux réceptions : une au Corps diplomatique et l'autre aux personnalités qui ont leur entrée à la Cour.

Cette deuxième catégorie d'invités comprend les fonctionnaires, les membres de l'aristocratie, les officiers de l'armée et de la marine, et enfin les personnes qui ont déjà été présentées à l'Empereur et à l'Impératrice. Ces personnalités sont qualifiées « hoffähig », ce qui veut dire qu'elles sont dignes d'être reçues à la Cour. Il est intéressant de remarquer que les Juifs n'y sont pas admis. Tous les Juifs anoblis et à qui autorisation a été accordée de faire précéder leur nom du « von » si recherché, ont dû se soumettre, au préalable, aux rites du baptême dans une église chrétienne. Deux exemples de ce genre nous sont fournis par les von Schwabach dont j'occupais à Berlin la résidence héréditaire et par Friedländer-Fuld, coté officiellement comme l'homme le plus riche de la capitale prussienne et que le commerce du coke et de ses produits a enrichi d'une façon notoire.

Ces deux réceptions servent en réalité à mettre le nouvel ambassadeur en contact direct avec le monde officiel et celui de la Cour.

Avant que ces réceptions eussent lieu, je présentai, au mois de novembre, mes lettres de créance à l'Empereur. Cette présentation offre tout le caractère d'une cérémonie officielle.

Trois carrosses vinrent nous chercher, les membres de mon ambassade et moi, carroses qui évoquaient celui où Cendrillon prit place pour se rendre au bal, presque tout en glaces, conduits par des cochers à perruques poudrées, escortés par des piqueurs, à perruques également poudrées et flanqués de valets de pied, qui se tenaient debout derrière. Le baron de Roeder, l'introducteur des ambassadeurs, vint à moi et m'invita à entrer dans le premier

carrosse, où il prit place à mes côtés. Les membres de mon ambassade prirent place dans les deux autres carrosses. Notre petit cortège traversa solennellement les rues de Berlin, passa, au cours du trajet, sous la voûte centrale de la Porte de Brandebourg, la porte monumentale qui se trouve à l'entrée de la promenade des Tilleuls, privilège accordé à de semblables occasions.

Nous gravîmes les hauts escaliers du Palais et nous fûmes reçus dans une vaste salle par des officiers et les aides de la maison de l'Empereur, tous, bien entendu, en uniforme. Je fus ensuite introduit dans la salle voisine, où je me trouvai en présence de l'Empereur, lequel se tenait debout, très droit, devant une table, vêtu de l'uniforme noir des Hussards de la Mort. Je prononçai un petit discours à son adresse et je lui présentai mes lettres de créance ainsi que les lettres de rappel de mon prédécesseur. L'Empereur rompit alors son attitude rigide et solennelle et se mit à causer avec moi d'une façon très amicale. Il exerça sur moi une impression très vive par l'intérêt qu'il semblait prendre aux questions relatives au commerce et aux affaires en général. Je demandai ensuite à l'Empereur, selon la coutume, la permission de lui présenter les membres de mon ambassade. Les portes s'ouvrirent. Les membres de l'ambassade entrèrent, furent présentés à l'Empereur, lequel se mit à s'entretenir avec eux d'une manière enjouée et fort avenante, ajoutant qu'il espérait avoir le plaisir de les rencontrer le matin, dans le Tier-Garten, à l'heure de la promenade des cavaliers.

L'Empereur impose et, dans son uniforme noir, entouré comme il l'était de ses officiers, il avait tout à fait l'air d'un souverain. Bien que, à des occasions analogues, mes prédécesseurs eussent revêtu une sorte d'uniforme diplomatique, de pure fantaisie, dont ils avaient dessiné eux-mêmes le modèle, j'avais résolu d'y renoncer et de revenir à l'habit noir, peu décoratif et peu confortable peut-être, mais considéré comme le seul vraiment démocra-

tique, et cela tout simplement parce que les journaux d'Amérique et certains membres du Congrès, alors qu'ils ne s'opposent nullement à ce que les militaires et les marins, les sergents de ville et les facteurs aient un uniforme et trouvent tout naturel que les officiers commandent leurs troupes autrement qu'en habit de soirée, entretiennent un préjugé extraordinaire à l'égard des diplomates américains qui se croient autorisés à se conformer à l'usage établi en adoptant un uniforme diplomatique.

Quelques jours après ma présentation à l'Empereur, je fus conduit à Potsdam, qui est à une demi-heure en chemin de fer de Berlin, et, arrivé à la gare, où une voiture m'attendait, accompagé au Nouveau Palais, où je fus présenté à l'Impératrice. L'Impératrice, d'aspect extrêmement distingué, se montra charmante et d'une grande affabilité.

Accompagné de Mme Gerard et toujours, que ce fût la nuit ou le jour, vêtu de l'infernal habit, je fus également reçu par le Kronprinz et la Kronprinzessin ainsi que par les autres princes et princesses de la famille impériale. Nous avions coutume de nous asseoir, à ces occasions, et non pas de rester debout comme l'étiquette le voulait quand nous nous trouvions en présence de l'Empereur et de l'Impératrice, échangeant avec nos hôtes des propos de politesse aux cours de conversations de pure forme, qui ne duraient pas une demi-heure. Nous étions reçus, à notre entrée, par les dames d'honneur et les suivantes. Les princes étaient toujours en uniforme.

A la réception qui eut lieu à notre ambassade en l'honneur des membres de la société berlinoise admis à la Cour (les « *Hoffähig* »), Mme Gerard se tenait dans une salle et moi dans une autre. Nous avions chacun à nos côtés un fonctionnaire de la maison de l'Empereur, qui nous présentait les personnalités de la Cour, et un officier de l'armée, chargé de nous présenter les personnages militaires. L'officier qui remplissait ces fonctions auprès de moi avait un nom extraordinaire. Il s'appelait der Pfört-

ner von der Hölle, ce qui veut dire « portier de l'Enfer ». Je me suis souvent demandé, depuis, quel était celui qui, poussé par un instinct prophétique, avait fait choix d'un homme porteur d'un pareil nom pour me servir d'introducteur dans cette société de Berlin au milieu de laquelle j'allais assister pendant deux ans et demi à la guerre mondiale. Ce malheureux officier, homme charmant, fut tué au début des hostilités.

La saison de Berlin commence le 20 janvier et ne s'étend pas au delà de six semaines. Elle est de courte durée, parce que, si les « *Hoffähig* » restaient à Berlin plus de six semaines, ils se mettraient dans le cas d'avoir à payer leur contribution à l'impôt sur le revenu, à Berlin même, où le taux est plus élevé que dans les provinces où sont situées leurs propriétés.

La première grande réception à la cour est la *Schleppen-cour*, ainsi appelée en raison des longues traînes (*Schleppen*) portées par les invitées. Nous eûmes à « présenter », ce soir-là, M. et Mme Robert K. Cassatt, de Philadelphie, Mme Ernest Wiltsee, Mme et Mlle Luce et Mme Norman Whitehouse.

En arrivant au Palais avec ces personnes, auxquelles s'étaient joints tous les membres de notre ambassade accompagnés de leurs femmes, nous fûmes dirigés vers un long escalier, au haut duquel se tenait une garde d'honneur, revêtue d'un uniforme de l'époque du Grand Frédéric, laquelle présentait les armes aux ambassadeurs et battait des timbales au champ.

Nous passâmes entre de longues files de cadets, empruntés aux écoles militaires, tout vêtus de blanc, à la façon des pages, avec des culottes courtes et des perruques frisées, et traversâmes ainsi plusieurs salles où se trouvaient rassemblées toutes les personnes qui allaient être présentées. Derrière, s'ouvrait une vaste salle, d'une superficie d'environ soixante pieds sur cinquante, où l'on apercevait l'Empereur et l'Impératrice assis sur un trône, lequel faisait face à la porte, et sur les larges degrés de ce trône se

tenaient les princes et les princesses, les dames d'honneur et les autres personnalités de la Cour.

Les ambassadrices pénétrèrent, les premières, dans la salle du trône, suivies à distance respectueuse, par les dames de l'ambassade et celles qui allaient être présentées. Au moment où, le seuil franchi, les femmes se tournaient légèrement pour se diriger vers le trône, des pages vêtus de blanc redressaient leurs traînes à l'aide de longues cannes. Arrivée devant le trône, à une distance d'environ six mètres, l'ambassadrice faisait une révérence marquée et allait se placer au pied du trône, à gauche de l'Empereur et de l'Impératrice, et à mesure que les dames de l'ambassade non encore présentées et les invitées qui allaient l'être, s'arrêtaient à leur tour et faisaient la révérence, l'ambassadeur les nommait à haute voix. Chacune, aussitôt présentée, quittait la salle en marchant de côté afin de ne pas tourner le dos à la famille impériale.

Quand le défilé des ambassadrices avait pris fin, celui des ambassadeurs commençait. Il se poursuivait avec le même cérémonial, à cela près, qu'au lieu de faire la révérence, en pliant les genoux, l'ambassadeur s'inclinait très bas. Le défilé des ambassadeurs était suivi par celui des femmes des ministres des légations étrangères, celui-ci par le défilé des ministres eux-mêmes et enfin le défilé des ministres par celui des dignitaires de la Cour. Tous les invités passaient ensuite dans la salle voisine, où un buffet était dressé. La réception durait une heure. Commencée à huit heures, elle était terminée à neuf heures.

Pour les bals de la Cour, qui commençaient également tôt dans la soirée, on suivait un cérémonial différent. Les invités étaient priés de se trouver dans la salle de bal avant huit heures vingt.

Selon la coutume suivie pour les réceptions de la *Schleppen-Cour*, le trône était placé sur un côté de la salle avec des sièges disposés à l'intention de l'Empereur et de l'Impératrice. A droite de ce trône, étaient rangées les chaises réservées aux ambassadrices, lesquelles pre



Auf Allerhöchsten Befehl
Ihrer Kaiserlichen und Königlichen Majestäten
beehrt sich der unterzeichnete Ober-Hof-und Haus-Marschall

Sein: Excellenz den Botschafter der vereinigten Staaten von Amerika
Herrn James W. Gerard und Gemahlin

zum Ball am 4ten Februar 1914 um 8 Uhr
im Königlichen Schlosse zu Berlin
einzuladen

Freiherr von Reischach

Ueber Anzug, An- u. Abfahrt pp.
in der beifolgenden Anlage das Nähere.

Carte d'invitation pour le Bal du 4 février 1914
au chateau de Berlin



Einlaßkarte

C

Reihe 1 Nr 9

zu der auf Allerhöchsten Befehl
Seiner Majestät des Kaisers und Königs
am Sonntag, dem 22. März 1914, vormittags 11½ Uhr,
stattfindenden Einweihung des Neubaus für die
Königliche Akademie der Wissenschaften
und die Königliche Bibliothek
in Berlin.

Für Seine Exzellenz den Botschafter der Vereinigten Staaten von Amerika The Honorable James Watson Gerard

Mit Rücksicht auf das Erscheinen Seiner Majestät des Kaisers und Königs
wird dringend ersucht, die Plätze spätestens bis 11¼ Uhr einzunehmen.

Carte d'invitation a la séance d'ouverture
de l'Académie Royale

naient place dans l'ordre des préséances attribuées aux ambassadeurs, ayant debout derrière elles leurs invitées aussi bien que les dames de l'ambassade. Puis venaient les femmes des ministres, assises dans le même ordre ; ensuite, les ambassadeurs, qui se tenaient sur des degrés disposés à cet effet, ayant, derrière eux, leurs invités joints aux membres de leur ambassade, et enfin les ministres, toujours dans l'ordre des préséances. A gauche du trône, se tenaient les épouses des ducs allemands et celles des dignitaires de l'Empire et, à leur suite, les personnages eux-mêmes.

Quand les invités se trouvaient réunis au complet, vivement, à l'heure annoncée, les musiciens de l'orchestre, vêtus en costume moyen âge et placés dans une galerie, faisaient entendre une sonnerie de trompettes.

L'Empereur et l'Impératrice pénétraient alors dans la salle — l'Empereur bien entendu, en uniforme — suivis par les dames d'honneur et les chambellans, ces derniers revêtus d'uniformes brillants, et par un ou deux officiers du régiment de la Cour, choisis pour leur haute stature et dont l'uniforme évoquait des souvenirs de théâtre — le costume de Rupert de Hentzau — composé d'un casque en argent surmonté d'un aigle, une cuirasse en acier, un habit blanc, des culottes blanches et des bottes énormes montant jusqu'à mi-cuisses. Le Grand Veneur portait une perruque poudrée, un tricorne et un long habit vert.

A leur entrée, l'Impératrice et l'Empereur se dirigeaient vers les invités, se disposant habituellement à faire le tour de la salle chacun de leur côté : l'Empereur s'adressait tour à tour aux ambassadrices, aux ambassadeurs et aux autres personnages diplomatiques, et l'Impératrice agissait de même envers les dignitaires allemands et leurs compagnes, rangés de l'autre côté de la salle. A mi-chemin, il arrivait à l'Empereur et à l'Impératrice de changer de côté. C'est ce qu'on appelle « tenir cercle ». On enseigne aux jeunes princes allemands à « tenir cercle » en les dirigeant vers les arbres d'un jardin devant lesquels ils

doivent passer en adressant à chaque arbre un mot gracieux. Ils se pénètrent ainsi d'une des principales fonctions du pouvoir souverain.

Les danses sont réservées aux jeunes femmes et aux jeunes officiers de la noblesse qui ont déjà la pratique de ce genre de divertissement. Danseurs et danseuses sont sous la surveillance d'un groupe de jeunes officiers connus sous le nom de « *Vortänzer* ». Ces « *Vortänzer* » ont coutume d'assister à tout bal donné à Berlin par une personne qui est reçue à la Cour. Ils sont là pour s'assurer que les danses sont conduites selon les règles. Ils exercent leurs fonctions, dans la salle de bal, avec une sévérité toute prussienne. Aux bals de la Cour, le souper a lieu à dix heures et demie : il est servi par petites tables. Chacun des personnages princiers dispose d'une table, à laquelle il peut admettre environ huit convives. Ces derniers y prennent place sans avoir à se soumettre aux ordres de préséance. Les plus jeunes parmi les invités et les dignitaires de rang inférieur n'ont pas droit à des sièges réservés. Ils se placent comme ils peuvent. Après souper tous les invités retournent dans la salle de bal, où les jeunes femmes et les jeunes officiers exécutent, sous la direction des « *Vortänzer* », une sorte de lancier, dont la dernière figure consiste pour les danseurs à se ranger en longues lignes, qui rayonnent du trône, et, ainsi placés, à s'incliner devant l'Empereur et l'Impératrice ou à leur faire la révérence. Les souverains sont assis sur leur trône ou se tiennent debout sur l'estrade impériale. A onze heures et demie, le bal est terminé. En traversant la vaste galerie, les invités s'arrêtent pour prendre un verre de punch chaud, qu'on leur passe sur un plateau et auquel est jointe une sorte de brioche de confection locale, attention qui sert à les garer des surprises d'un climat reconnu pour être des plus traîtres, l'hiver.

Il va sans dire que les diplomates revêtent, pour les bals de la Cour, leur uniforme le plus brillant. Tous les Allemands y viennent en uniforme. Cependant, les femmes

ne s'embarrassent pas des longues traînes dont il a été question aux réceptions offertes à la « *Schleppen-Cour* ». Elles portent l'habituelle robe de bal. A propos des danses de la Cour, il est assez intéressant de noter que lorsque, dans l'automne 1913, le « Tango » et le « Trot du Dindon » franchirent les frontières de l'Allemagne, l'Empereur fit paraître un ordre spécial interdisant aux officiers de l'armée et de la marine de se livrer à aucune de ces danses, aussi bien que de fréquenter toute maison où ces danses auraient été tolérées, même si ces danses n'avaient eu lieu qu'entre civils. Ce fut la mort du « Trot du Dindon », du « Bunny Hug » et du « Tango » et le maintien de la valse et de la polka comme danses nationales. Mais je crois bien que la secrète pensée des pouvoirs était d'empêcher la population — les officiers de l'armée et de la marine surtout — de trop chercher à s'amuser. On s'est toujours employé — et cela de la manière la plus active — à astreindre les officiers, autant que faire se pouvait, à une existence d'une simplicité toute spartiate. Ainsi, il était interdit aux officiers de l'armée de s'exercer au jeu du polo, non point qu'on fût opposé au jeu lui-même, mais parce que sa pratique eût créé dans l'armée une distinction entre les riches et les pauvres.

L'anniversaire de la naissance de l'Empereur — 27 janvier — est fêté de façon particulière. Le matin, à neuf heures et demie, les ambassadeurs, les ministres et les autres dignitaires de la Cour, assistent au service religieux célébré dans la chapelle du Palais. Cette année-là, en 1914, la cérémonie eut lieu en présence de la Reine de Grèce et de nombreux princes régnants des États allemands. Il y eut dans la soirée une représentation de gala à l'Opéra. La salle était uniquement composée de personnages de la Cour. Les princes, pendant les entr'actes, tinrent cercle dans le vaste foyer. J'eus une longue conversation avec l'Empereur et l'Impératrice et fus surpris en flagrant délit par le Roi de Saxe.

Beaucoup d'ambassadeurs joignent, aux lettres de

créance qui les accréditent auprès de la Cour de Berlin, des lettres supplémentaires destinées à certaines Principautés allemandes. Ainsi, le ministre de Belgique était accrédité auprès de treize Etats allemands et l'ambassadeur d'Espagne auprès de onze. Pour une raison ou pour une autre, les ambassadeurs des Etats-Unis et de Turquie ne sont accrédités qu'auprès de la Cour de Berlin. Certains Princes régnants en témoignent de l'humeur : le Roi de Saxe, en particulier. J'avais été informé qu'il était très désireux de manifester le ressentiment que cette distinction lui faisait éprouver et souhaitait une occasion qui lui permît de refuser la main à l'ambassadeur américain. Au cours de cette représentation de gala à l'Opéra, se trouvant au foyer, il exprima le désir que je lui fusse présenté. Naturellement, je ne pouvais pas refuser, et, oubliant l'avertissement de mes prédécesseurs, je tendis la main, que le Roi négligea, avec ostentation, de prendre. Quelques instants après, la femme de l'ambassadeur de Turquie fut également présentée au Roi de Saxe et se trouva l'objet de la même rebuffade, mais comme elle était la fille du Khédive d'Egypte et, par conséquent, née Altesse Royale, elle se mit à tourner autour du Roi, saisit sa main, qu'il avait placée derrière lui, la ramena et la serra chaleureusement, donnant ainsi un bel exemple de présence d'esprit.

Au moment où j'écris ces lignes et contemplant New-York du haut d'un gratte-ciel, ces détails de la vie de Cour me paraissent bien frivoles et bien éloignés. Mais un ambassadeur est amené à faire partie d'un système établi. Les conversations les plus importantes qu'il a avec l'Empereur ont lieu parfois aux réceptions de la Cour, et il recueille souvent, aussi bien que ses secrétaires, des bouts de renseignements extrêmement précieux en prenant une tasse de thé, — ou le soir, après dîner, à l'heure du cigare...

La brève saison mondaine de la Cour mise à part, Berlin est une ville plutôt maussade. Bismarck l'appelait un « désert de briques et de journaux ». D'après la coutume

établie pour les visites, c'était à moi à faire le premier pas non seulement à l'égard des Princes, mais à l'égard du chancelier impérial et du Ministre des Affaires Étrangères. Il n'en est pas de même à l'égard des autres ministres allemands, lesquels doivent inaugurer les visites, bien que le redoutable von Tirpitz demandât, je crois, que cette coutume fût modifiée. Je fis donc graduellement, au cours de ce premier hiver, la connaissance des personnages qui veillent aux destinées de l'empire allemand et de ses soixante-dix millions d'habitants.

Je dînai avec l'Empereur au jour de l'an et aussi à l'occasion des deux bals donnés à la Cour et j'eus avec lui de longs entretiens. Les Allemands avec qui je me trouvai en relations au cours de cet hiver cherchèrent tous à m'impressionner, représentant le grand danger que, selon eux, l'Amérique courait à l'égard du Japon. On m'apprit et l'on apprit aux attachés militaires et navals que le gouvernement allemand avait su, par son service d'information sur le continent américain, que le Mexique était rempli de colonels japonais. Il est possible que le préjugé qui sévissait à cette époque en Amérique contre les Japonais ait été provoqué et entretenu par les agents de la propagande allemande, que nous étions appelés à connaître si bien.

Il est à remarquer que, pendant tout le cours de mon premier hiver à Berlin, on ne me procura jamais l'occasion de me rencontrer, officiellement, ou même d'une manière demi-officielle, avec aucun membre du Reichstag ou aucune personnalité du monde des affaires. Je parvins à faire la connaissance de certains grands commerçants, mais ces relations, je dus les rechercher. Il en fut de même des hommes de lettres et des artistes que j'arrivai à connaître. En effet, ils n'étaient pas *hoffähig*. Je ne m'étais jamais trouvé en contact avec eux, pas plus aux réceptions de la Cour que dans les milieux officiels ou aristocratiques.

J'eus l'occasion, au cours de ce premier hiver, de faire

la connaissance d'un personnage très intéressant, avec lequel il m'arriva de m'entretenir fréquemment. Je parle du prince Henckel Donnesmarck.

Le prince Donnesmarck, qui mourut en décembre 1916, à l'âge de quatre-vingt-six ans, était l'homme le plus riche de l'Allemagne mais non la personne la plus riche : celle-ci étant Frau von Krupp-Bohlen, l'héritière de la fonderie de canons Krupp. Il avait été, pendant la guerre de 1870, le premier gouverneur de la Lorraine et il fut mêlé, pendant plus d'un demi-siècle, à toutes les affaires politiques et commerciales de l'Allemagne. Il me dit un jour qu'il avait, au lendemain de la guerre de 1870, conseillé à l'Allemagne de réclamer une indemnité de guerre de trente milliards à la France, estimant que celle-ci pouvait y faire face ; et qu'à la conclusion de la guerre mondiale de 1914, l'Allemagne aurait à exiger une indemnité de cette importance et même davantage. Le prince me dit qu'il avait toujours conseillé l'adoption d'un tarif protectionniste à l'égard des produits agricoles de l'Allemagne et celle de certaines mesures relatives au développement de l'industrie ; que le travail aux champs donnait à l'armée des hommes vigoureux et que la richesse industrielle procurait les moyens d'équiper et d'entretenir l'armée aussi bien que la marine. Il voulut que je lui promisse de prendre son fils cadet avec moi à mon prochain voyage aux Etats-Unis et, après l'avoir initié à la vie américaine, de lui faire visiter les importants districts de fer et de charbon de Pensylvanie.

Il va sans dire que la plupart de ces conversations eurent lieu avant les hostilités. Au bout de la deuxième année de guerre, comme les perspectives d'indemnité fondaient graduellement, le Prince se montra tout naturellement inquiet de la façon dont l'Allemagne allait régler ses frais de guerre et je suis certain que cette inquiétude, devenue de plus en plus vive, a été pour beaucoup dans sa mort, survenue à la fin de 1916.

Selon la coutume établie, je devais faire visite, dès

mon arrivée, à chacun des ambassadeurs, après lui avoir demandé son jour et son heure.

La Grande-Bretagne était représentée par sir Edward Goschen, qui avait à peu près soixante-huit ans et qui était veuf. Naturellement, il parlait français et aussi l'allemand et venait souvent nous faire visite, accompagné de son chien. Je lui garde une vive reconnaissance pour l'aide et les conseils qu'il m'accorda si généreusement, aide et conseils rendus doublement précieux par l'expérience et le renom de celui qui les donnait.

La France était représentée par Jules Cambon. Son frère Paul est ambassadeur de France à la Cour de Saint-James. Jules Cambon est très connu en Amérique, où il est resté cinq ans. Son ambassade en Espagne a duré cinq ans également et, à l'époque de mon arrivée à Berlin, il représentait les intérêts de la France dans la capitale prussienne depuis le même nombre d'années à peu près. Malgré les longs séjours qu'il avait faits à l'étranger, il ne parlait que le français, mais possédait une connaissance vraiment merveilleuse de la vie politique de chacun de ces pays où il avait séjourné.

Bollati, l'ambassadeur italien, était un grand admirateur de l'Allemagne ; il parlait bien l'allemand et tenta tout ce qui pouvait être fait pour empêcher l'Italie d'entrer en guerre contre ses anciens alliés.

L'Espagne était représentée par Polo de Bernabe, chargé aujourd'hui de représenter les intérêts des Etats-Unis en Allemagne en même temps que ceux de la France, de la Russie, de la Belgique, de la Serbie et de la Roumanie. Il est vraiment curieux de constater — et cela démontre combien, en principe, la guerre est absurde — qu'en quittant Berlin, je confiai les intérêts des Etats-Unis à cet ambassadeur, lequel en sa qualité de ministre d'Espagne aux Etats-Unis dut, au moment du conflit hispano-américain, recevoir ses passeports ! Je ne suis pas moins certain qu'il représentera nos intérêts en Allemagne avec dévouement et que tout le personnel de son ambassade agira de même.

Sverbeeu représentait les intérêts de la Russie ; Soughimoura ceux du Japon ; et Mouktar Pacha, ceux de la Turquie. La femme de ce dernier était la fille du Khédive d'Egypte et Mouktar Pacha était lui-même un général distingué dans l'armée turque.

Un ambassadeur doit vivre sur un pied d'intimité avec ses collègues. Il arrive que c'est souvent par eux qu'il est mis au courant de questions fort importantes, susceptibles d'intéresser les pays étrangers ou même son propre pays. Tous ces ambassadeurs et la plupart des ministres étrangers étaient logés dans de charmantes maisons, meublées par leurs gouvernements respectifs. Ils avaient d'importants traitements et des fonds mis à leur disposition pour les frais de représentation.

J'eus l'occasion avant la guerre — au cours de ce premier hiver — de voir fréquemment le Kronprinz ainsi que plusieurs de ses frères. Je ne puis souscrire à l'opinion généralement répandue au sujet du Kronprinz. Je trouvai en lui un homme fort agréable, doué d'une observation pénétrante et possédant des connaissances intellectuelles qui étaient loin d'être ordinaires. Il est incontestablement populaire en Allemagne ; il excelle dans les sports : c'est un cavalier intrépide et un bon fusil. Il est habilement aidé par la Kronprinzessin. La mère de celle-ci est une Grande-Duchesse de Russie, la fille du duc de Mecklembourg-Schwerin. C'est une très belle femme, que des manières affables ont rendue populaire. La faute commise par le Kronprinz a été cette impatience qu'il a montrée pour la guerre. Mais comme il a déclaré que cette guerre est la plus stupide qui se soit produite dans l'histoire, on se demande vraiment ce que, devenu Empereur, il pourra dire en constatant toutes les souffrances que cette guerre aura causées à l'Allemagne. Le Kronprinz avait, avant la guerre, manifesté le très vif désir de visiter les Etats-Unis et il avait été convenu que nous irions chasser dans l'Alaska après nous être arrêtés dans les principales villes d'Amérique.

Le deuxième fils du Kaiser, le prince Eitel Frédéric, passe aux yeux des Allemands pour s'être fort distingué dans cette guerre. On le considère comme très brave. Le Prince Adalbert, le Prince marin, a des manières tout américaines. Au mois de février 1914, le Kronprinz et la Kronprinzessin, le prince Eitel Frédéric et le prince Adalbert vinrent à notre ambassade pour prendre part à un petit bal, auquel avaient été invitées toutes les jolies jeunes filles américaines qui se trouvaient à cette époque à Berlin. Il n'est jamais d'usage d'inviter les membres de la famille impériale. Les princes et les princesses s'invitent eux-mêmes, qu'il s'agisse d'un dîner ou d'un bal, et la liste des invités leur est toujours soumise. Le personnage princier est reçu sur le seuil de la demeure, par l'amphitryon. La fonction est remplie par la dame de céans s'il s'agit d'une princesse.

Allison Armour donna lui aussi un bal auquel le Kronprinz assista, bal qui fut précédé d'un dîner à l'Automobile Club. Armour a eu l'occasion de faire de fréquentes visites en Allemagne et cela pendant de nombreuses années : se rendant l'été à Kiel sur son yacht et l'hiver à Corfou, où l'Empereur avait l'habitude de séjourner. Comme il n'a jamais cherché à obtenir quoi que ce soit de l'Empereur, il avait fini par se trouver sur un certain pied d'intimité avec lui et avec tous les membres de la famille impériale.

L'ex-chancelier, von Bethmann-Hollweg est un homme de forte corpulence et de haute stature (il a plus de six pieds). M. de Bethmann-Hollweg appartient à une famille de banquiers originaire de Francfort. Il est encore trop tôt pour apprécier son rôle dans cette guerre de façon équitable. Quand j'arrivai à Berlin, les fonctions de Ministre des Affaires Étrangères étaient confiées à M. de Jagow, fonctions que celui-ci retint jusqu'au mois de novembre 1916. Il avait occupé le poste d'ambassadeur en Italie et l'on avait dû lui forcer la main pour l'amener à accepter celui de Ministre des Affaires Étrangères. Le

sous-secrétaire d'État était Zimmermann, lequel prit la succession de von Jagow quand celui-ci fut pour ainsi dire contraint d'offrir sa démission. Par ses manières simples et cordiales et ses allures démocratiques, Zimmermann sut se concilier les bonnes grâces des ambassadeurs et celles des députés du Reichstag mieux que n'avait pu le faire von Jagow qui, par son aspect comme par ses manières, offrait le type de l'ancien diplomate tel qu'on nous le représente encore sur la scène.

M. de Jagow n'était guère orateur. L'agitation qui se manifesta contre lui fut provoquée par des mécontents, qui estimaient qu'il répondait mollement aux interpellations du Reichstag et n'apportait pas assez d'énergie dans la défense du gouvernement. M. de Jagow ne cultivait aucun membre du Reichstag et sa santé délicate ne lui permettait guère de rien entreprendre en dehors des devoirs de sa charge. A vrai dire, j'estime que von Jagow possédait sur les nations étrangères un jugement plus sûr que celui dont disposait Zimmermann et qu'il avait mieux pénétré la pensée du peuple américain sur cette guerre. Je croyais m'être concilié la sympathie personnelle de von Jagow et de Zimmermann et fus, par conséquent, surpris d'une façon plutôt désagréable quand je lus dans les journaux que Zimmerman avait déclaré au Reichstag qu'il avait été forcé, par raison politique, de rester en termes amicaux avec moi. J'aime à penser que ses paroles ont été rapportées d'une façon incorrecte. Von Jagow, après sa chute, prit la direction d'une ambulance à Libau, sur le territoire russe envahi. Ce détail montre le juste sentiment que la classe noble en Prusse a du devoir et l'empressement qu'elle met à se charger de n'importe quelle besogne, si humble soit-elle, lorsque sa participation est appelée à être de quelque utilité au pays.

UN CURIEUX EXEMPLE DU SOIN APPORTÉ PAR LES ALLEMANDS A L'EXPOSÉ DES MOINDRES DÉTAILS CONCERNANT LES RÈGLEMENTS A OBSERVER DANS LES PRÉSENTATIONS A LA COUR.

Am **Mittwoch, den 4. Februar d. J.,** wird bei Ihren Kaiserlichen und Königlichen Majestäten im Weißen Saale des Königlichen Schlosses hierselbst ein **Ball** stattfinden, zu welchem die Einladungen durch die Hoffouriere und durch Karten erfolgen.*)

Die Damen erscheinen in langen ausgeschnittenen Kleidern **(keine viereckigen Ausschnitte und keine langen Aermel)**, mit hellen Glacé-Handschuhen, die Herren vom Zivil in Gala mit weißen Unterkleidern (Kniehosen, Schuhe und Strümpfe), die Herren vom Militär im Hofball-Anzuge, mit Ordensband.

Diejenigen Herren, welche zur Anlegung einer Uniform nicht berechtigt sind und demnach früher im schwarzen Frack und weißer Krawatte erschienen, haben nunmehr die Befugnis, das vorgeschriebene Hofkleid zu tragen.

Für die Allerhöchsten und Höchsten Herrschaften ist die Anfahrt **gegen 8½ Uhr** vom Lustgarten her durch **Portal Nr. 5** bei der Wendeltreppe und **die Versammlung** im Kurfürstenzimmer.

Die Obersten Hof-, die Ober-Hof-, die Vize-Ober-Hof- und die Hof-Chargen, die General-Adjutanten, die Generale und Admirale à la suite und die Flügel-Adjutanten Seiner Majestät, der Minister des Königlichen Hauses und der Geheime Kabinettsrat, sowie die Gefolge der Allerhöchsten und der Höchsten Herrschaften nehmen dieselbe Anfahrt und versammeln sich um **8¼ Uhr** im Königszimmer; die Damen treten in die boisierte Galerie ein.

Alle anderen Gäste sind zu **8 Uhr** eingeladen.

Die Vorfahrt ist:

für die Fürsten, die Mitglieder des diplomatischen Corps und die Exzellenzen-Damen und Herren vom Lustgarten her durch **Portal Nr. 5** bei der Wendeltreppe,

für die Damen — soweit sie nicht zu den vorstehend bezeichneten Gästen gehören — und die sie begleitenden Herren vom Lustgarten her im **Portal Nr. 4,** an der Theatertreppe, von wo der Eintritt durch den Kapitel-Saal genommen wird, und

für die anderen Herren vom Zivil und Militär von der Schloßfreiheit her durch **Portal Nr. 3** bei der gegenüber der Wache belegenen Hollentreppe (Eintritt durch die Bilder-Galerie).

Die Versammlung ist:

für die Prinzen und Prinzessinnen aus souveränen neufürstlichen Häusern, sämtliche Damen, die Chefs der fürstlichen und ehemals reichsständischen gräflichen Häuser, die Diplomaten, die Exzellenzen und die tanzenden Herren im Weißen Saale,

die anderen eingeladenen Herren in der Weißen-Saal- und in der Bilder-Galerie.

Die noch vorzustellenden Damen versammeln sich im Anbau der Bilder-Galerie (früheres Königinnengemach).

*) **Es wird dringend ersucht, im Behinderungsfalle die Absage umgehend an das Ober-Hofmarschallamt gelangen lassen zu wollen.**

Mercredi, le 4 février de cette année, *Leurs Majestés Impériales et Royales donneront dans la Salle Blanche du Château Royal un* ***bal*** *pour lequel des cartes d'invitation seront délivrées par les Fourriers de la Cour.*)*

*Les dames seront en robes longues décolletées (**ni décolletage en carré ni manches longues**), avec gants de peau clairs, les civils porteront la tenue de gala avec sous-vêtements blancs (culotte, souliers et bas), les militaires seront en tenue de bal de Cour avec décorations.*

Les messieurs n'ayant pas droit au port de l'uniforme et qui pour cette raison se présentaient précédemment en habit noir et cravate blanche ont maintenant l'autorisation de porter la tenue de Cour prescrite.

Pour les invités de rang suprême et supérieur, l'arrivée se fera ***vers 8 h. 1/2*** *au travers du Jardin d'agrément par le* ***Portail Nº 5*** *près de l'Escalier tournant et* ***le rassemblement*** *aura lieu dans la Salle des Princes-Electeurs.*

Les personnes en charge à la Cour, en commençant par les grades les plus élevés, les généraux aides de camp, les généraux et amiraux de la suite et les aides de camp de Sa Majesté, le Ministre de la Maison Royale et le Conseiller intime du Cabinet, ainsi que la suite des invités de rang suprême et supérieur prendront cette même entrée et se réuniront à ***8 h. 1/4*** *dans la Salle du Roi ; les dames entreront dans la Galerie boisée.*

Tous les autres invités sont conviés pour ***8 heures.***

L'arrivée se fera :

pour les Princes, les Membres du Corps diplomatique et les dames et messieurs ayant titre d'Excellences, au travers du Jardin d'agrément par le ***Portail Nº 5*** *près de l'escalier tournant,*

pour les Dames — n'appartenant pas aux catégories d'invités précitées — et les messieurs qui les accompagneront, au travers du Jardin d'agrément par le ***Portail Nº 4,*** *près de l'Escalier du Théâtre, d'où l'entrée se fera par la Salle du Chapitre, et*

pour les autres messieurs civils et militaires, au travers de l'esplanade par le ***Portail Nº 3,*** *et l'Escalier de l'Enfer sis en face de la Garde (entrée par la Galerie des Tableaux).*

Le rassemblement se fera :

pour les Princes et Princesses appartenant aux nouvelles maisons ducales régnantes, toutes les Dames, les Chefs des Maisons ducales et des Maisons comtales autrefois régnantes, les Diplomates, les personnes ayant titre d'Excellence et les Messieurs danseurs, dans la Salle Blanche ;

pour les autres messieurs invités, dans la Salle Blanche et dans la Galerie des Tableaux.

Les dames qui sont encore à présenter se réuniront dans l'annexe de la Galerie des Tableaux (ancien Appartement des Reines).

) En cas de refus, on est instamment prié d'en aviser* ***par retour* *le Haut-Maréchalat de la Cour.*

Um **10¾ Uhr** wird ein Souper stattfinden und zwar
im Marinesaal und im Königinnen-Zimmer:

für die Allerhöchsten und Höchsten Herrschaften,
und für diejenigen Eingeladenen, denen es besonders angesagt werden wird;

in der Schwarzen Adler-Kammer und der Roten Sammet-Kammer:

für die Hofstaaten;

im Gardes du Corps-Saale und den anliegenden Räumen:

für die tanzenden Damen und Herren und
alle einzelnen jüngeren Herren,
(Zugang eine Treppe tiefer über die Weiße Saal-Treppe)

im Braunschweigischen Saal, in der Braunschweigischen Galerie, in der Braunschweigischen Kammer, in den Königin-Elisabeth-Kammern und -Wohnung und im Elisabeth-Saal

für die außerdem Eingeladenen.

Ende des Festes **gegen 12½ Uhr.**

Die **Abfahrt** ist **nach Wahl** bei der Wendeltreppe, oder am **Portal Nr. 4** bei der Theatertreppe in der Richtung nach dem Lustgarten, oder von der Bilder-Galerie aus über die Höllentreppe **durch Portal Nr. 3** nach der Schloßfreiheit

Berlin, den 31. Januar 1914.

Der Ober-Hof- und Haus-Marschall
Freiherr von Reischach.

Die zur **Abholung** kommenden Wagen dürfen nur **vom Schloßplatz** her durch die **Portale I und II** in die **Schloßhöfe einfahren**

Un souper sera servi à ***10 h. 3/4.***
dans la Salle de la Marine et dans la Salle des Reines :
pour les invités de rang suprême et supérieur et ceux qui seront conviés particulièrement ;
dans le Cabinet de l'Aigle-Noir et du Velours rouge :
pour les gens de la Cour ;
dans la Salle des Gardes-du-Corps et les pièces adjacentes :
pour les Dames et Messieurs danseurs et
pour les jeunes Gens seuls,
(entrée un escalier au-dessous de l'escalier de la Salle blanche)
dans la Salle de Brunswick, dans la Galerie de Brunswick, dans le Cabinet de Brunswick, dans le Cabinet et l'Appartement de la Reine Elisabeth et dans la Salle d'Elisabeth.
pour les autres invités.

Fin de la fête ***vers 12 h. 1/2.***

Le ***départ*** *s'effectuera* ***à volonté*** *soit par l'escalier tournant, soit par le* ***Portail n° 4*** *près de l'Escalier du Théâtre dans la direction du Jardin d'agrément, soit par la Galerie des Tableaux, escalier de l'Enfer, puis le* ***Portail N° 3*** *et l'esplanade.*

Berlin, le 31 janvier 1914.

Le Grand Maréchal de la Cour
Freiherr von Reischach.

Les voitures qui ***viendront chercher*** *les invités n'auront accès à la* ***cour du Château*** *que par les* ***portails I et II*** ***en venant de la Place du Château.***

CHAPITRE II

Politique et Géographie.

Ma commission d'ambassadeur portait : « Ambassadeur en Allemagne ». Ce fait d'avoir été nommé ambassadeur dans un endroit qui n'existe pas indique la profonde ignorance dans laquelle nous vivons à l'égard de la politique étrangère. Politiquement parlant, il n'y a pas d'Allemagne. On reconnaît vingt-cinq Etats — la Prusse, la Bavière, le Würtemberg, la Saxe et les autres États — qui constituent l'Empire allemand, mais ce mot « Allemagne » ne représente aucune entité politique. Ces vingt-cinq États ont le droit de vote dans le Bundesrat, corps politique qui offre une analogie lointaine avec notre Sénat aux Etats-Unis. Cependant tous les Etats ne disposent pas du même nombre de voix. La Prusse est représentée par dix-sept voix, la Bavière par six, le Würtemberg et la Saxe par quatre chacun, le grand-duché de Bade et le grand-duché de Hesse par trois chacun, le Mecklembourg-Schwerin et le Brunswick par deux chacun, et les autres États disposent chacun d'une voix. La Prusse exerce un contrôle sur le Brunswick. Le Reichstag ou Parlement impérial correspond à notre Chambre des représentants. Les membres sont élus par le suffrage des hommes qui ont dépassé vingt-cinq ans, mais, au point de vue pratique, le Reichstag n'est à proprement parler qu'une salle de débats, en raison du pouvoir prépondérant du Bundesrat ou Chambre haute. A la tête du ministère, se trouve le chancelier, nommé par l'Empereur. Les autres ministres, tels que ceux des Colonies, de l'Intérieur, de l'Instruction publique, de la Justice et des Affaires Étrangères ne sont que des sous-

cadres du chancelier et sont nommés par lui. Le chancelier n'est pas responsable devant le Reichstag, ainsi que Bethmann-Hollweg l'a nettement déclaré au moment de l'Affaire de Saverne, mais seulement devant l'Empereur. Il est vrai qu'une innovation parlementaire fut introduite, il y a à peu près sept ans, obligeant (selon la coutume en vigueur au Parlement britannique) les ministres à répondre aux questions posées par les membres du Reichstag, mais ici s'arrête l'analogie avec le régime parlementaire.

Les membres du Bundesrat sont nommés par les princes des vingt-cinq Etats qui constituent l'Empire allemand. La Prusse, qui dispose de dix-sept voix, peut se faire représenter par dix-sept députés au Bundesrat ou par un seul, lequel, en votant, dispose des dix-sept voix. Les voix d'un état doivent toujours constituer une unité. Dans la procédure ordinaire, les projets de loi sont proposés et adoptés par le Bundesrat et expédiés ensuite au Reichstag, qui, en cas d'adoption, les renvoie au Bundesrat, où ils doivent être soumis à une approbation finale. Donc, en pratique, les lois sont faites par le Bundesrat avec le consentement du Reichstag. Les membres du Bundesrat ont le droit de se présenter au Reichstag et d'y exprimer leur opinion. La Constitution ne peut être modifiée, comme chez nous, par un corps politique distinct, mais elle l'est selon le mode ordinaire employé pour faire voter une loi, à cela près que toute proposition qui réunit quatorze voix contre elle se trouve virtuellement en échec. De plus, la Constitution ne peut subir aucune modification à l'égard des droits conférés par elle aux vingt-cinq Etats qui forment l'Empire allemand sans le consentement de l'Etat particulier que cette modification intéresse. Une majorité suffit, aussi bien au Bundesrat qu'au Reichstag, pour voter une loi, s'il y a quorum. Au Reichstag, le quorum est atteint lorsque les membres élus sont réunis en majorité dans la salle, et au Bundesrat il suffit, pour que le quorum soit formé, que les membres présents aient été

appelés par une convocation régulière, mais il est toutefois indispensable que le chancelier ou le vice-chancelier assiste à la séance.

Les limites des districts électoraux du Reichstag n'ont pas été modifiées depuis 1872, bien qu'il se soit produit dans l'intervalle de nombreux déplacements, et que la population se soit accrue de façon sensible. C'est pour cette raison que la représentation que le Reichstag offre aujourd'hui de la volonté nationale ne comporte pas la signification que les auteurs de la constitution impériale avaient en vue.

Parmi les lois qui régissent l'Empire, il s'en trouve beaucoup qui émanent soit du Parlement prussien, soit de celui de la Bavière, de la Saxe ou de quelque autre État allemand, comme le cas se présente chez nous avec les législatures de nos différents Etats. Le pouvoir législatif des Ministres, agissant avec le Bundesrat, est, cependant, étendu. Les différents Etats allemands sont eux-mêmes régis par des constitutions particulières. Les grands-duchés de Mecklembourg ne possèdent cependant aucune constitution. On estime que la population s'en abstient pour des raisons économiques, craignant qu'une grande partie des frais auxquels le Grand-Duc fait face aujourd'hui, à l'aide de ses revenus considérables, ne retombe sur le dos du peuple. Les autres Etats sont régis par des constitutions qui varient dans la forme. La Prusse a une Chambre des Seigneurs et une Chambre des Députés. Les membres de celle-ci sont élus selon un système de votes par circonscriptions, système d'après lequel la voix d'un électeur riche, qui vote dans la première circonscription, compte autant que des milliers de voix qui se sont exprimées dans la troisième circonscription. C'est pour avoir reconnu que ce système vicieux doit être modifié que Bethmann-Hollweg s'est attiré le courroux des hobereaux prussiens, lesquels gouvernent depuis si longtemps l'Empire allemand, accaparant les postes, civils et militaires, où ils casent leurs enfants et leurs parents.

En examinant l'état politique de l'Allemagne, on ne doit pas négliger de signaler l'immense influence exercée par le parti militaire. En raison du développement dont elle a été l'objet, la marine a, elle aussi, réclamé une part dans l'action du gouvernement. Les fonctionnaires des départements administratifs, exécutifs et judiciaires ne sont pas soumis, en Prusse, à l'élection. Les habitants sont gouvernés et jugés par des hommes qui sont entrés au service du pouvoir comme d'autres entrent dans l'armée ou dans la marine. Ces fonctionnaires sont soumis à la voie hiérarchique et promus aux différents grades que comportent leurs emplois. Ceci s'applique aux présidents de tribunal, aux greffiers, aux procureurs, et aux fonctionnaires chargés d'administrer les divisions politiques de la Prusse, car la Prusse est divisée en circonscriptions, en présidences et en provinces. Ainsi, un jeune homme peut entrer au service de l'Etat comme suppléant ou greffier d'un tribunal quelconque. Il peut ensuite devenir procureur auprès d'un tribunal de petite ville, puis greffier auprès d'un tribunal plus important et peut-être enfin attaché à la présidence du tribunal de police d'une grande ville. Il peut être nommé plus tard juge à un tribunal de première instance et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il soit finalement élevé à un siège de juge dans un des principaux tribunaux ou chef juge dans une province. En réalité, les seuls fonctionnaires qui disposent d'un pouvoir quelconque par voie d'élection sont les membres du Reichstag et ceux de la Chambre prussienne et ici, ainsi que je l'ai exposé, les pouvoirs sont très restreints. En Prusse, les maires et les conseillers municipaux sont également élus, mais ne disposent que d'un pouvoir modéré. Ils sont élus d'après le système vicieux du vote par circonscription.

Quand, après l'ouverture des hostilités, il m'arrivait de présenter une requête ou une réclamation touchant les intérêts d'une des nombreuses nations que je représentais, j'entendais le Ministre des Affaires Etrangères me faire

cette déclaration, qui se renouvela souvent : « Nous ne pouvons rien obtenir des autorités militaires. Lisez les *Mémoires* de Bismarck et vous verrez combien ses rapports avec le pouvoir militaire furent difficiles. » Il est incontestable que, par suite de son attitude, qui manquait de fermeté, le chancelier ne faisait qu'accroître l'influence que l'armée et la marine prétendaient exercer sur la politique de l'Empire.

On peut dire que le Reichstag est divisé en trois partis politiques. A la droite du Président siègent les Conservateurs. La plupart des membres de ce parti appartiennent à la classe des hobereaux prussiens (*Junker*). Ils sont les défenseurs énergiques des droits de la Couronne et les adversaires déterminés de toute extension du suffrage électoral, en Prusse ou ailleurs. Ils constituent peut-être le parti conservateur le plus important qui existe à l'heure actuelle dans le monde. Leur chef, Heydebrand, est appelé le « Roi de Prusse sans couronne ». A gauche siègent les « Social-Démocrates ». Comme ceux-ci sont opposés au principe de la royauté et favorables à la République, aucun membre de la « Social-Démocratie » n'a jamais été appelé à faire partie du gouvernement. Ils représentent l'immense population industrielle de l'Allemagne. Ils constituent à peu près un tiers du Reichstag et y siégeraient en plus grand nombre si les divisions de l'électorat allemand étaient modifiées de manière à accorder une représentation vraiment équitable aux villes dont la population s'est augmentée de façon sensible depuis la constitution des collèges électoraux. Au milieu, et tenant la balance du pouvoir, siègent les membres du Centre, le parti catholique. On voit parmi eux beaucoup de prêtres. Il est à remarquer que, dans la guerre actuelle, l'opinion catholique des pays neutres comme l'Espagne incline du côté de l'Allemagne, alors que, pour défendre leurs droits, les catholiques allemands envoient au Reichstag des députés catholiques, lesquels y siègent et votent uniquement en catholiques. Des Allemands haut placés au

pouvoir m'ont souvent dit qu'aucune partie de la Pologne conquise ne serait jamais incorporée dans le royaume de Prusse ou dans l'Empire, parce qu'en raison des innombrables difficultés suscitées jusqu'ici, en Allemagne, par la population catholique, il est à désirer que cette population ne soit pas augmentée. Ce sont ces raisons — jointes au désir de leurrer les Polonais par la création d'une armée nationale susceptible d'être utilisée par l'organisation allemande — qui ont amené l'Allemagne à créer (avec l'assentiment de l'Autriche) un nouveau royaume de Pologne.

Ce parti catholique d'Allemagne est le résultat du « Kulturkampf » qualifié de « lutte pour la civilisation » par Bismarck, une lutte qui date de 1870 et se poursuit entre l'Etat allemand et l'Eglise catholique. La Prusse a toujours été en Allemagne le centre du protestantisme, bien qu'il y ait beaucoup de catholiques dans les provinces rhénanes du royaume et dans cette partie de la Prusse habitée principalement par les Polonais et qui appartenait autrefois au royaume de Pologne. Le grand-duché de Bade et la Bavière, les deux principaux États de l'Allemagne méridionale, sont catholiques. D'autres États le sont également.

Le pouvoir temporel du Pape prit fin en 1870, au retrait de la garnison française de Rome. Bismarck resta sourd à l'appel que lui faisaient les catholiques en faveur de la Papauté. Le conflit entre les catholiques et le gouvernement avait été hâté par le Dogme de l'Infaillibilité du Pape, promulgué par le Concile du Vatican en 1870. Un certain nombre d'évêques et de prêtres allemands refusèrent de s'incliner devant le Dogme nouveau. Ces évêques et ces prêtres furent soutenus par le gouvernement au cours du conflit, qui se développa ; les ordres religieux furent supprimés, le mariage civil rendu obligatoire, et l'Etat assuma de nouvelles prérogatives, non seulement dans la nomination des prêtres catholiques mais jusque dans l'enseignement réservé à ceux qui se destinaient à entrer dans les ordres. En 1872, les Jésuites

furent expulsés d'Allemagne. Ces mesures généralement connues sous le nom de « Lois de Mai », parce qu'elles furent édictées en mai 1873, 1874 et 1875, amenèrent la création du parti du Centre ou parti Catholique, qui se fortifia au milieu des circonstances où il se formait. Pendant longtemps nombre d'Églises en Prusse restèrent sans être desservies. Finalement, en raison de l'importance grandissante du Centre, Bismarck céda. Les lois de mai furent rapportées en 1886, et, en 1887, les ordres religieux, sauf celui des Jésuites, furent autorisés à rentrer. Le mariage civil ne resta pas moins obligatoire en Prusse.

Depuis cette époque du Kulturkampf, le parti du Centre tient en Allemagne la balance du pouvoir, agissant tantôt avec les Conservateurs, tantôt avec les Social-Démocrates.

Il faut joindre à ces trois grands partis des partis de moindre importance et des groupes, lesquels votent quelquefois avec un parti, quelquefois avec un autre, le parti national libéral, par exemple, et les progressistes. Certains membres du parti national libéral se sont montrés depuis la guerre des plus acerbes et des plus violents contre le Président Wilson et les Etats-Unis. Ils se sont unis aux conservateurs pour réclamer une guerre sous-marine sans merci.

Le Reichstag compte aussi parmi ses membres : des Polonais, des Hanovriens, des Danois et des Alsaciens.

Il existe trois grandes questions de race en Allemagne. Tout d'abord, celle des Alsaciens-Lorrains. Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur cette question bien connue. Dans le chapitre consacré à l'affaire de Saverne, on aura un aperçu de l'attitude adoptée par les troupes à l'égard de la population civile. A l'ouverture des hostilités, plusieurs députés, siégeant au Reichstag comme représentants de l'Alsace-Lorraine, franchirent la frontière et se joignirent à l'armée française. S'il est un art ignoré des Allemands, c'est celui de gouverner les peuples étrangers et d'amener ces peuples à faire partie intégrante de la nation. Il y a déjà fort longtemps que, par suite des différents partages

auxquels le Royaume de Pologne a été soumis, certaines parties de ce royaume ont été réunies à la Prusse ; cependant, la question polonaise est à l'heure actuelle plus vive qu'elle n'était au moment du dernier partage. Les Polonais sont d'une race plus ardente ; ils appartiennent au culte catholique et rêvent toujours d'un Royaume de Pologne reconstitué et indépendant. On éprouve un sentiment étrange en pensant que la Pologne fut peut-être, à un certain moment, le royaume le plus puissant de l'Europe, disposant d'une population de plus de vingt millions d'âmes, s'étendant de la Baltique aux Carpathes et à la mer Noire, englobant dans son territoire les bassins de la Varta, de la Vistule, de la Dvina, du Dnieper et du haut Dniester et tenant sous sa domination, avec les Polonais proprement dits et les Slaves de la Baltique, les habitants de la Lithuanie, de la Russie blanche et ceux de la Petite Russie, les Ruthènes.

L'aristocratie polonaise était absolument incapable de gouverner le pays, qui devint une proie facile aux intrigues de Frédéric le Grand, de Marie-Thérèse d'Autriche et de Catherine de Russie. Le dernier partage de la Pologne eut lieu en 1795. Posen, qui fut, à une époque, une des capitales du vieux royaume de Pologne, est le centre intellectuel de cette partie de la Pologne qui a été réunie à la Prusse. Pendant des années, la Prusse s'est mise à cajoler et à opprimer les Polonais, selon les circonstances, et à remplacer les habitants de la Pologne annexée, par des colons allemands. Une commission a été constituée dans le but d'acquérir les propriétés qui appartenaient aux Polonais et de les revendre aux Allemands. Cette commission a pleins pouvoirs pour choisir et indemniser. Elle indemnise à un taux qu'elle fixe elle-même et fait occuper par des Allemands les terres ainsi saisies. Cette commission a son siège principal à Posen.

Le résultat n'a pas été heureux. La région qui s'étend autour de Posen et la ville elle-même sont divisées en deux factions. A votre arrivée à l'hôtel, vous devez dire si vous

ètes en faveur des Allemands ou des Polonais. Ceux-ci n'achètent rien dans les boutiques tenues par des Allemands ou dont les enseignes ne sont pas rédigées en polonais. Il arrive souvent que les Allemands établis en Pologne et protégés par la commission marient leurs fils à des Polonaises. Les enfants nés de ces mariages mixtes deviennent invariablement des catholiques et des Polonais. Les députés polonais, qui siègent à la Chambre prussienne et au Reichstag, votent en Polonais, et si, à l'issue de cette guerre, une portion de l'ancien Royaume de Pologne est constituée en Etat autonome, cette mesure aura pour effet de rendre les Polonais de la Prusse encore plus agités et plus agressifs.

L'Empereur a fait élever à Posen, au cours de ces dernières années, un château d'aspect royal, dans le but de se concilier la sympathie des Polonais, et en a nommé gouverneur un membre de l'aristocratie polonaise, très populaire, — le comte Hutten-Czapski, lequel avait servi dans l'armée et était attaché au service de l'Empereur. Il y avait, dans ce château, une fort belle chapelle byzantine, construite d'après des dessins choisis spécialement par le Kaiser. Au mois de janvier 1914, nous allâmes en compagnie d'Allison Armour et des Cassatts, de Mme Wiltsee et de Mme Whitehouse, faire une excursion à Posen pour voir cette chapelle. Certains de nos amis allemands essayèrent de nous jouer une farce, en nous disant que le meilleur hôtel était celui que patronnaient et favorisaient les Polonais. En écoutant cet avis, nous nous serions déclarés contre les Allemands et pour les Polonais, mais nous fûmes prévenus à temps. Le château possède une salle du trône de dimensions imposantes, qui sert de salle de bal. Le hall est orné d'un aurochs empaillé, tué par l'Empereur. L'aurochs est une sorte de buffle, offrant de grandes analogies avec ceux qui se montrent dans nos prairies de l'Ouest. La race a été préservée dans certains domaines importants de l'Allemagne orientale ainsi que dans les forêts de chasse que le Tsar

possède aux environs de Varsovie. Certains Polonais m'ont raconté que la première fois qu'on voulut donner un bal de Cour dans ce château, la population polonaise massée dans la rue lança de l'encre sur les robes des dames qui se rendaient en voiture à la fête et en compromirent ainsi le succès. La chapelle du château est très belle et témoigne du goût de l'Empereur pour l'architecture. En visitant l'appartement particulier réservé à l'Empereur, je remarquai une selle qui était posée sur une sorte de haut escabeau placé devant un bureau. J'interrogeai le guide. Celui-ci m'apprit que l'Empereur avait l'habitude de s'asseoir sur cette selle pour travailler. Dans cette même ville de Posen, un libraire me montra un certain nombre d'ouvrages qu'il possédait et où l'administration allemande en Alsace-Lorraine était commentée par des caricatures. Il est curieux de constater que la communauté d'intérêts aide à l'écoulement de ces livres parmi les Polonais. Bien qu'elle ne jouisse pas d'une aussi grande publicité, la question polonaise est aussi aiguë que celle de l'Alsace-Lorraine.

A la suite de la lutte heureuse livrée en 1866 contre l'Autriche, la Bavière, la Saxe, le grand-duché de Bade, le Hanovre, etc..., la Prusse entra en possession des deux duchés de Schleswig-Holstein, situés dans la péninsule du Jutland, au sud du Danemark. Là, fait assez étrange, il existe une question danoise. Ces duchés sont habités par un certain nombre de Danois, lesquels ont été molestés par les représentants de l'autorité prussienne, aussi bien civile que militaire, pour être restés depuis 1866 fidèles au sentiment national. Ils se sont trouvés l'objet de restrictions irritantes, lesquelles en avivant leur haine ont été un obstacle à toute assimilation. Ainsi, au cours de l'hiver 1913-1914, au moment où Amundsen, l'explorateur des régions arctiques, se disposait à faire des conférences, il lui fut interdit d'employer la langue danoise. Des ordonnances ont été promulguées limitant le nombre de Danois autorisés à se trouver réunis dans un hôtel et interdisant

l'emploi des serviteurs appartenant à la nationalité danoise. En 1866, à la suite de ses succès militaires, la Prusse supprima le royaume de Hanovre, et envoya le Roi de cet ancien État en exil en Autriche. Il y a encore jusqu'aujourd'hui un parti qui proteste contre cette agression. Le Kaiser estime cependant qu'il a satisfait aux revendications royales en mariant sa fille unique à l'héritier de la Maison de Hanovre et en gratifiant le jeune couple du duché vacant de Brunswick. Mais on a compris à Berlin que l'immense fortune Guelphe réservée comme héritage au jeune Prince n'avait pas été précisément un obstacle au mariage. La haine contre la Prusse existe dans d'autres parties de l'Allemagne, mais jointe à de telles appréhensions qu'elle n'est guère appelée à se manifester d'une façon pratique. Les journaux humoristiques de Bavière ont, pendant des années, plaisanté les Prussiens et la Maison de Hohenzollern. Mais le souvenir de l'échec écrasant que la Prusse a fait subir en 1866 à l'Autriche et aux États allemands alliés de la Bavière, de la Saxe, Hesse, Hanovre, etc. et l'accroissement de l'influence prussienne dans tous ces pays ont éloigné les populations de toute manifestation ouverte. On peut se demander pourtant qu'elle serait l'attitude adoptée par ces pays, surtout par la Bavière, au cas où l'Allemagne serait complètement battue ; mais ces pays ne doivent être considérés à l'heure actuelle que comme les défenseurs fidèles de l'Empereur allemand.

Montesquieu, l'auteur de l'*Esprit des Lois*, a dit que « toute loi naît du sol », et l'on a prétendu qu'un séjour prolongé sous le climat brûlant des tropiques modifie jusqu'à un certain point le caractère anglo-saxon. En jugeant le caractère d'un peuple, il est donc toujours prudent de se rendre compte du climat du pays que ce peuple habite et des conditions matérielles au milieu desquelles il évolue. Le cœur de l'Allemagne moderne est constitué par la grande plaine centrale-nord, qui comprend en réalité tout le territoire du Royaume de Prusse, s'étendant des

montagnes Saxonnes et de celles du Hartz jusqu'à la mer du Nord et à la Baltique. C'est de cette plaine désolée et stérile que, pendant des siècles, des tribus militaires, assoiffées de conquêtes, sont parties pour envahir l'Europe. Le climat, l'hiver, n'est pas aussi froid que celui des Etats-Unis du nord. Il pleut beaucoup et le soleil se montre si rarement qu'on est amené à penser que cette obscurité perpétuelle exerce une certaine influence sur le caractère du peuple. Les Saxons habitent une région plus montagneuse. Le Würtemberg et le pays de Bade sont accidentés et la Bavière est une terre de beauté, à laquelle des montagnes et des lacs charmants donnent un aspect varié. Les contours délicats des collines, couvertes de vignes, de la vallée du Rhin font depuis longtemps l'admiration des voyageurs. Les habitants de la Prusse n'avaient pas, à l'origine, le type germanique, mais plutôt le type slave; et même aujourd'hui dans la forêt de la Sprée, la rivière qui arrose Berlin, forêt située à cinquante milles seulement de la capitale, on rencontre encore des descendants des premiers habitants du pays, les Wendes, dont ces descendants ont conservé l'idiome. Les nourrices, dont le costume pittoresque attire si vivement l'attention dans les rues de Berlin, viennent toutes de cette colonie Wende, laquelle, en raison de l'abri offert par les marais et les forêts de cette région particulière, s'est maintenue intacte, et cela, en dépit des nombreuses guerres dont ce territoire de l'Allemagne a été le théâtre. Dans les vallées du Rhin, le vin remplace la bière. Les habitants de cette région font montre de plus d'entrain que les Prussiens, les Saxons et les Bavarois, qui sont lourds et flegmatiques. Les Bavarois ont la réputation d'être de forts buveurs de bière et il arrive assez souvent aux riches bourgeois de Munich de vider trente grands verres de ce liquide dans une seule journée. D'où, les stations destinées aux « cures », qui sont si répandues en Allemagne et où une bonne moyenne des hommes d'affaires séjourne pendant les vacances ou tout au moins une partie des vacances.

Les Allemands sont, en temps de paix, de grands mangeurs. Quelqu'un a dit avec raison : « Il n'est pas vrai que les Allemands mangent tout le temps, mais ils mangent tout le temps sauf pendant les sept étapes de la journée où ils prennent leurs repas ». Il est un fait qu'avant la guerre, les commerçants prospères de Berlin prenaient sept repas par jour : un premier déjeuner à une heure propice de la matinée ; un second déjeuner vers onze heures, composé soit d'un verre de lait ou d'un verre de bière et de sandwiches ; un lunch très copieux, composé de quatre ou cinq plats accompagné de vin, de bière ou de café ; à trois heures, des gâteaux ; vers cinq heures, des sandwiches avec du thé et de la bière ; un dîner sérieux vers sept heures et demie, arrosé de plusieurs sortes de vin ; et, enfin, un souper substantiel avant d'aller se mettre au lit. Les Allemands sont de merveilleux connaisseurs en vins et il leur arrive, à des dîners privés, d'en déguster jusqu'à huit sortes. Le meilleur vin est servi dans des verres offerts sur des plateaux et les convives sont, bien entendu, libres d'y faire honneur ou non. Une Américaine de ma connaissance se trouvait en villégiature dans un château princier en Hongrie. Le premier soir, à dîner, elle laissa le maître d'hôtel remplir son verre, auquel elle ne toucha pas. Le lendemain, le maître d'hôtel passa solennellement derrière elle, laissant son verre vide, et s'abstint ainsi de lui servir du vin pendant tout le temps que dura son séjour. J'ai entendu, en Allemagne, beaucoup de médecins exprimer l'avis que l'excès de nourriture et la grande consommation de vin et de bière à laquelle les Allemands se livraient, avaient affecté le caractère national et rendu le peuple plus irritable et plus agressif, et, par conséquent, plus prompt à faire la guerre. Les peuples qui se nourrissent de viande ont toujours dominé les végétariens. Le régime suivi par un peuple arrive à exercer sur le caractère de ce peuple une influence qui ne doit pas être méconnue.

CHAPITRE III

Les occupations diplomatiques de mon premier hiver.

Au cours de ce premier hiver, je passais toutes mes matinées à l'Ambassade, et les jours où j'étais appelé au Ministère des Affaires Étrangères par les soins de ma charge, je m'y rendais l'après-midi vers cinq heures. Selon la coutume établie, tous les Ambassadeurs se présentaient le mardi après midi, au Ministère, pour voir le Ministre, qui les recevait dans l'ordre de leur arrivée et s'entretenait quelques instants avec eux des questions diplomatiques en cours.

Dans le chapitre précédent, j'ai raconté en détail la vie de Cour, parce qu'il est essentiel de connaître cette vie particulière pour avoir des clartés sur l'esprit qui anime les personnages auxquels les destinées de l'Empire allemand sont confiées. Il ne faudrait pas croire cependant que je passai uniquement mon premier hiver à manger des gâteaux et à boire de la bière. Il y eut, au point de vue diplomatique, certaines questions intéressantes à résoudre. D'abord, nous étions engagés dans notre conflit avec Huerta, le dictateur du Mexique, et une partie de ma tâche consistait à obtenir de l'Allemagne des promesses tendant à ne pas reconnaître Huerta comme Président.

Je passai aussi une grande partie de mon temps à essayer d'obtenir du gouvernement allemand sa participation officielle à l'Exposition de San-Francisco, mais, autant que je pus m'en rendre compte, la Grande-Bretagne — probablement à la requête de l'Allemagne — semblait s'être entendue avec le gouvernement — tacitement peut-être — pour ne prendre aucune part officielle à cette

Exposition. En présence du lamentable échec de l'Exposition de Jamestown, on ne pouvait guère blâmer les pays d'Europe de s'abstenir d'apporter leur appui financier à une entreprise de ce genre. Mais je crois que l'attitude de l'Allemagne avait une signification plus profonde et que les hommes d'Etat allemands — certains du moins — avaient envisagé un « rapprochement » avec la Grande-Bretagne et l'adoption par ces deux grandes Puissances de mesures radicales à l'endroit de la doctrine de Monroe. J'appris plus tard d'un Allemand, qui occupait de hautes fonctions au Ministère des Affaires Étrangères, que l'Allemagne avait offert à la Grande-Bretagne d'intervenir avec elle au Mexique, lui suggérant ainsi l'idée d'une invasion qui aurait paralysé à jamais la doctrine de Monroe, invasion qui aurait été naturellement suivie d'une colonisation de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud par les Puissances européennes. On me dit en même temps que la Grande-Bretagne avait refusé. Les archives du Ministère des Affaires Étrangères britannique sont là pour témoigner s'il y a eu vraiment offre d'une part et refus de l'autre.

Au cours de cette période troublée que nous traversâmes à propos des affaires du Mexique, les journaux allemands se montrèrent, presque sans exception, pleins d'amertume contre l'Amérique. Cette attitude se remarquait surtout dans cette partie de la Presse contrôlée par le gouvernement et par les conservateurs, c'est-à-dire les hobereaux. La raison de cette attitude s'expliquait par la haine entretenue par une autocratie, comme l'Empire allemand, à l'égard d'une démocratie florissante, par l'envie que la liberté et la prospérité américaine faisaient éprouver à l'Allemagne et aussi par un ressentiment violent contre cette Doctrine de Monroe, qui empêchait l'Allemagne de se servir de sa flotte puissante et de son importante force militaire pour prendre pied dans l'hémisphère occidental. L'Allemagne s'est présentée à une heure tardive pour prendre « une place au soleil ». Les colonies

où elle établissait sa domination n'étaient guère habitables pour des hommes appartenant à la race blanche. Le climat de Togo, des monts Cameroun, de l'Afrique orientale allemande, est de nature trop tropicale et souvent trop malsaine pour que ces régions soient jamais transformées en colonies florissantes. Le Sud-Ouest Africain Allemand offre un climat plus sain, mais en même temps une terre stérile. La seule industrie heureuse a été celle offerte par la cueillette des petites perles découvertes dans le sable des rivages et des solitudes proches de la mer.

A la demande pressante de M. Bryan, notre secrétaire d'Etat aux Affaires Étrangères, j'essayai d'amener l'Allemagne à apposer sa signature au bas des conventions en faveur de la paix, auxquelles M. Bryan a attaché son nom. A la suite des nombreuses démarches que je tentai auprès de lui et des longs entretiens que j'eus avec lui dans son cabinet, M. de Jagow, le Ministre des Affaires Étrangères, finit par me dire que l'Allemagne ne signerait pas ces conventions, parce que le plus grand avantage qu'elle possédait au point de vue militaire était son aptitude particulière à déterminer une attaque brusquée ; qu'elle n'avait aucune objection à signer un traité avec l'Amérique, mais qu'elle craignait, en le faisant, de se trouver aussitôt l'objet de requêtes analogues de la part de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie. Il arriverait alors ceci, que son refus équivaudrait à une déclaration de guerre et que, d'autre part, en signant en toute sincérité, avec la parfaite intention de se considérer liée par le traité, elle se priverait de cet immense avantage militaire dont il vient d'être question : l'attaque soudaine.

J'étudiai aussi, au cours de ce premier hiver, la situation commerciale de l'Allemagne et surtout les distinctions auxquelles les Allemands se livrent à l'égard des marchandises et produits américains, et j'adressai des rapports à mon gouvernement à ce sujet. Je reviendrai sur ces questions avec plus de détails dans un autre chapitre. Mon attention fut également sollicitée par l'intérêt que

suscita le projet concernant le monopole de l'huile et l'opposition dont ce projet fut l'objet. Je suivis la question de très près et y consacrai de longues heures. La classe pauvre en Allemagne s'éclaire au pétrole, dont elle fait une grande consommation. Cette consommation a lieu surtout dans les villes industrielles et les villages agricoles. L'huile dont on se sert en Allemagne vient d'Amérique aussi bien que de la Galicie et de la Roumanie. La Compagnie Germano-Américaine d'huile, chargée de la distribution de l'huile importée d'Amérique, était soutenue par des capitalistes américains, bien qu'elle fût une compagnie allemande, et d'importants fonds allemands étaient engagés dans les champs de pétrole de la Galicie et de la Roumanie. L'huile qui provient de ces deux pays ne vaut pas celle qui est importée d'Amérique. Le gouvernement avait, avant mon arrivée en Allemagne, présenté un projet de loi, tendant à l'établissement d'un monopole de l'huile — c'est-à-dire qu'une compagnie allait être chargée d'assurer, sous le contrôle du gouvernement, tout le commerce d'huile sur le territoire de l'Empire, et cela à l'exclusion des autres compagnies et des autres commerçants, à qui il était expressément interdit de vendre tout produit pouvant servir à l'éclairage. Le projet de loi stipulait que les débits d'huile, de plantes oléagineuses, etc., deviendraient propriété de la compagnie et seraient indemnisés.

Cependant la Compagnie Germano-Américaine possédait, elle aussi, en Allemagne des établissements pour la vente au détail et tout un matériel en conséquence. Or, elle n'avait droit à aucune compensation. Ce projet de loi du gouvernement offrait, en outre, certains côtés plaisants, assez curieux. Ainsi, le projet de loi parlait de la mainmise sur tout le matériel se trouvant « dans les limites du régime douanier de l'Empire allemand », excluant ainsi de tout droit à la compensation une raffinerie située dans le port libre de Hambourg, bien que, par le fait de la création du monopole projeté, cette raffinerie fût devenue

inutile à la compagnie américaine qui la possédait. En continuant à examiner la question de près, on venait à constater que les chemins de fer de l'Etat prussien servaient à augmenter le prix de revient des huiles de provenance américaine. L'huile importée d'Amérique arrivait en Allemagne par le port de Hambourg et l'huile de la Galicie et de la Roumanie par la ville frontière d'Oderberg. En choisissant comme terme de comparaison un endroit placé à une égale distance d'Oderberg et de Hambourg, on constatait que l'huile qui venait de Hambourg était frappée d'un droit deux fois plus fort.

J'entrai dans la lutte en me basant sur ce principe que la Compagnie devait recevoir une indemnité : d'abord à l'égard du matériel dont elle disposait aussi bien pour la vente en détail que pour la vente en gros, ensuite à l'égard de la clientèle qu'elle s'était acquise avec le temps et par suite de débours considérables. Le fonds le plus important d'une Compagnie est représenté le plus souvent par sa clientèle, laquelle n'a été souvent créée qu'à l'aide de moyens onéreux, surtout lorsque cette compagnie, déjà ancienne, continue à se servir de la publicité pour prospérer. C'est ainsi que la valeur marchande d'un journal n'est pas représentée par sa valeur mobilière — son matériel d'imprimerie — mais par sa clientèle, résultat d'années de travail et de publicité coûteuse. Je ne présentai aucune objection au sujet du droit que le gouvernement allemand pouvait exercer en créant ce monopole et en supprimant la Compagnie américaine, mais j'insistai pour qu'on prît en considération le matériel et la clientèle, dont celle-ci disposait, et qu'elle fût indemnisée. Mais en accordant à cet égard une compensation équitable, la nouvelle Compagnie aurait commencé ses opérations en contractant une dette considérable sur laquelle elle aurait eu à payer des intérêts ! Il va sans dire que la somme représentée par ces intérêts aurait été comprise dans le prix de l'huile offerte au consommateur allemand. Au cours de notre entretien final sur ce sujet, le chancelier vint à

me dire : « Vous ne me donnez pas à entendre, n'est-ce pas, que le Président Wilson et M. le Secrétaire d'Etat Bryan interviendront en faveur de la Compagnie des Huiles? » Je répondis que tout le monde savait en Amérique que la Compagnie des Huiles n'exerçait aucune influence ni aucun contrôle sur le Président Wilson et le Secrétaire d'Etat Bryan et que tous les deux se borneraient à accorder à la Compagnie des Huiles la protection que tout citoyen américain, commerçant à l'étranger, a le droit d'attendre de son gouvernement. J'ajoutai qu'ils s'étaient, à mon avis, montrés assez débonnaires envers les Allemands intéressés dans les champs d'huile de la Galicie et de la Roumanie, quand ceux-ci se servaient des chemins de fer de l'Etat prussien pour favoriser les producteurs d'huile et cela d'une façon peu équitable.

Ce projet de monopole fut abandonné peu de temps après et naturellement le projet n'est pas revenu sur le tapis depuis l'ouverture des hostilités. Je doute fort que, après la guerre, la population d'une Allemagne devenue libérale consente à payer une huile inférieure plus cher afin d'aider aux placements effectués par certains financiers et par certaines banques en Galicie et en Roumanie. Je doute qu'une Allemagne affranchie voudra confier une aussi vaste entreprise au Gouvernement et augmenter ainsi, de façon sensible, le nombre des fonctionnaires officiels, appelés à faire peser l'influence du pouvoir d'un poids plus lourd. Dieu sait s'il existe assez de fonctionnaires, en Allemagne, sans qu'on ait pour cela à livrer encore à l'Etat une grande entreprise industrielle privée, à seule fin d'améliorer les mauvais placements de certains financiers et d'accroître l'influence politique du Pouvoir Central.

En mai 1914, le colonel House vint nous voir à Berlin accompagné de sa ravissante femme. Il était naturellement très désireux de s'entretenir avec l'Empereur. Celui-ci l'invita — et m'invita à la même occasion — à la *Schrippenfest*, qui allait avoir lieu au Nouveau Palais, à

Berlin. Depuis nombre d'années — au fait, depuis le règne de Frédéric le Grand — le bataillon école (*Lehr*) — bataillon composé de soldats empruntés à tous les régiments de Prusse — est logé à Potsdam. A l'origine, ce bataillon fut convié, un certain mois d'avril, à un dîner où il leur fut servi, à la place du pain noir habituel, de petits pains blancs (*Schrippe*). La coutume de cette fête s'est maintenue et est devenue une véritable cérémonie officielle.

Nous nous rendîmes à Potsdam en auto, le colonel et moi. Nous avions revêtu l'habit de soirée. Au Nouveau Palais, on nous fit attendre dans un des deux salons du rez-de-chaussée. Finalement, l'Empereur et l'Impératrice parurent suivis de quelques-uns des Princes et des Princesses qui se trouvaient au château et des dignitaires de la Maison impériale. Les présentations eurent lieu. Puis, nous assistâmes à un service religieux qui fut célébré, en plein air, à une des extrémités du Palais. L'Impératrice et les Princesses étaient assises dans de grands fauteuils. L'Empereur se tenait debout, avec ses fils, derrière elles. Puis, venaient les différents dignitaires de la Cour. Le bataillon *Lehr* était rangé derrière. La musique, fort importante, était renforcée par les jeunes choristes de la cathédrale de Berlin. La cérémonie fut très impressionnante, en dépit des manœuvres d'un immense zeppelin, qui vola au-dessus de nos têtes pendant toute la durée du service.

Le service terminé, le bataillon *Lehr* défila devant nous. Puis, les soldats furent conduits sous de longues tonnelles construites devant le Palais, où on leur servit des victuailles et de la bière. L'Empereur, l'Impératrice et les Princes circulèrent parmi les tables, adressant la parole à chacun. Nous nous rendîmes ensuite au Nouveau Palais, où une table d'environ soixante couverts attendait les convives. Cette table, qui formait trois côtés d'un carré, avait été dressée dans la merveilleuse salle, dont les murs sont incrustés de minéraux venus de toutes les parties du monde. Nous fûmes placés, le colonel House et moi, en

face de l'Empereur, ayant le général Falkenhayn entre nous. L'Empereur était de très bonne humeur. A un certain moment, s'adressant à moi par-dessus la table, il me dit que le colonel et moi nous avions l'air dans nos habits noirs de deux corbeaux : que nous semblions deux entrepreneurs de pompes funèbres venus à une fête et que nous faisions tache au tableau. A la suite du déjeuner, l'Empereur s'entretint longuement avec le colonel House, puis m'invita à prendre part à la conversation.

Je réunis, le 26 mai, le colonel House et von Tirpitz à dîner chez moi. Nous ne prévoyions pas, à ce moment-là, l'importance que le grand amiral allait prendre dans cette guerre. Il occupait alors les fonctions de Ministre de la Marine, poste qui correspond chez nous à celui de secrétaire du département de la Marine (en allemand, *Reichsmarineamt*). Le colonel se rencontra également avec le chancelier, von Jagow, Zimmermann et beaucoup d'autres. Il existe, en Allemagne, deux autres chefs de département chargés des affaires de la Marine, qui vont de pair avec le Ministre de la Marine et n'ont aucun compte à lui rendre. Ces deux personnages sont le chef d'état-major de la Marine et le chef de l'administration navale (le « Bureau de la Marine »). Le chef d'état-major de la Marine est supposé diriger les opérations de guerre et le chef du Bureau de la Marine a charge du « personnel », désignant les officiers qui doivent être promus, décidant des embarquements et déterminant l'attribution des commandements. A l'époque où von Tirpitz était Ministre de la Marine, celui-ci régnait sur les deux autres départements en raison de sa forte personnalité, mais depuis sa chute le rôle des chefs de ces départements respectifs est devenu aussi important que celui du Ministre de la Marine sinon plus important.

Le 31 mai, nous nous rendîmes avec le colonel et Mme House au champ d'aviation de Joachimstal. L'aviateur hollandais Fokker se livrait à des exercices. Il nous fut présenté et accomplit quelques essais en notre hon-

neur. Fokker était au service de l'armée allemande et se fit naturaliser quelque temps après. Les avions construits d'après ses indications — et auxquels on donna son nom — tinrent pendant longtemps la maîtrise de l'air sur le front occidental.

Les avis du colonel House, conseiller très sage et très prudent, me furent extrêmement précieux pendant la durée de mon séjour à Berlin. Nous correspondions toutes les semaines. Je lui adressais un bulletin hebdomadaire sur la situation à Berlin et je lui relatais bien des nouvelles et des on-dit, d'un caractère trop intime ou trop vague pour figurer dans des rapports officiels.

Quand, en ce mois de mai 1914, je me présentai, d'ordre de mon gouvernement, au Ministère des Affaires Étrangères pour remercier le gouvernement impérial de l'aide apportée par les navires de guerre allemands aux Américains à Tampico, l'idée d'une guerre éventuelle entre l'Amérique et l'Allemagne n'aurait certes retenu l'attention de personne.

Au commencement de février, un Allemand qui avait fait fortune en Amérique et qui était revenu en Allemagne où il avait repris son ancienne nationalité, M. S. Bergmann, m'invita à visiter les grandes usines d'électricité qu'il avait créées. Le prince Henri de Prusse, le frère de l'Empereur, avait été la seule personne invitée avec moi. Nous inspectâmes les vastes usines ensemble et nous prîmes part ensuite au déjeuner que M. Bergmann nous offrit dans son bureau. Depuis le séjour que le prince Henri a fait en Amérique, le prince s'est toujours intéressé à notre pays. Il avait passé la majeure partie de ce séjour dans les milieux du grand commerce allemand et autres centres de l'activité germanique. Naturellement, nous savons aujourd'hui qu'il vint nous rendre visite en agent de propagande, dans le but d'amener les Allemands d'Amérique à former une vaste union et à servir sur le sol étranger les intérêts de la Patrie allemande. Il fit un voyage similaire en Argentine un peu avant la grande

guerre et dans un but analogue. Mais il m'est revenu que ce voyage ne fut nullement considéré comme un succès. Homme aux manières affables, il se trouve évidemment parmi ceux qui sont le mieux qualifiés pour être envoyés à l'étranger comme agent de propagande. Si tous les Allemands lui ressemblaient, la guerre mondiale ne se serait pas produite.

Nous fûmes invités, le 18 mars, à un bal costumé au palais du Kronprinz. La Kronprinzessin portait un très beau costume russe, agrémenté de la haute coiffure si caractéristique. Le Kronprinz et tous les officiers présents avaient revêtu les uniformes pittoresques que leurs régiments portaient il y a juste cent ans. Le prince Oscar, le cinquième fils du Kaiser, se faisait particulièrement remarquer, ayant fort bel air sous son uniforme. La coutume observée à Berlin pour les bals — quand on y attendait surtout des officiers — était faite pour prêcher d'exemple aux personnes qui reçoivent. Les invitations disaient huit heures et cela voulait dire huit heures. Un dîner froid, composé de quatre services, est offert aux invités dès leur arrivée. Il y a fort peu de places réservées. Celles-ci sont destinées à certaines personnalités. A neuf heures moins un quart, les danses commencent. Le souper est servi vers onze heures. Les invités s'en vont à minuit, ce qui permet aux officiers de se coucher à une heure normale. Il y eut, pendant la saison, des bals à l'ambassade d'Angleterre et à l'ambassade de France, et des représentations à l'ambassade de Russie, représentations où figura le Ballet Russe, de passage à Berlin.

L'inauguration de la nouvelle Bibliothèque Royale — fort belle — eut lieu le 22 mars. L'Empereur arriva accompagné de la ravissante reine de Roumanie, qui marchait à ses côtés. La reine est extrêmement jolie, moitié anglaise, moitié russe par ses origines. Je lui fus présenté quelques jours après, au cours d'une réception qui eut lieu à la Légation de Roumanie et je constatai qu'on prenait autant de plaisir à causer avec elle qu'à la regarder.

Il y eut, à la fin de mars, une exposition chevaline. Les chevaux n'étaient pas appréciés uniquement pour leur aspect ou leur allure, comme c'est le cas chez nous. Ils doivent agir — car le cheval sert avant tout à la guerre — et, ainsi, savoir s'arrêter brusquement ou faire demi-tour au commandement. Les sauts furent excellents, les officiers se montrant tous des cavaliers émérites. On ne pouvait guère considérer cette exposition comme une réunion mondaine et cependant toute la société mondaine s'y trouvait et y prenait l'intérêt le plus vif, car dans un pays guerrier comme celui-ci le cheval continue à jouir de l'importance particulière qu'il possédait au moyen âge et l'on se dit, comme autrefois, que la vie du maître dépend parfois de sa monture.

J'ai toujours aimé les chevaux et les courses. C'est dire que les champs de courses de Berlin et des environs m'attiraient souvent. Un grand nombre d'entraîneurs et de jockeys se trouvaient être de nationalité américaine. Mon beau-père, Marcus Daly, en prenant Taral comme jockey, eut la main heureuse, car celui-ci lui valut des succès. Il est employé comme entraîneur par une des premières écuries de courses d'Allemagne, celle des frères Weinberg, qui ont fait fortune dans l'industrie des matières colorantes. « Pop » Campbell qui entraîna *Ogden*, le cheval de M. Daly, un grand triomphateur des luttes hippiques, compte lui aussi parmi les entraîneurs de Berlin. Le jockey le plus réputé était Archibald, un originaire de la Californie. Mc Creery, qui fut à une époque au service d'un de mes frères, avait la charge des chevaux du baron Oppenheim, un riche banquier de Cologne, dont l'écurie rivalise avec celle des Weinberg. Les officiers allemands sont de magnifiques cavaliers et prennent souvent part aux luttes hippiques. Le Kronprinz a eu lui-même des succès comme jockey et possède une écurie de courses. Le 5 juin, l'Empereur assista, dans sa loge, au grand steeple-chase de Grünewald. Cette loge est une sorte de chalet placé à quelques mètres au delà du but.

Les bookmakers ne sont pas tolérés en Allemagne. C'est le système du pari mutuel qui a été adopté. Une retenue de dix-sept pour cent est perçue, au profit du Jockey Club, de l'Etat et de certaines sociétés de bienfaisance, sur les sommes versées aux gagnants, ce qui fait qu'en présence de cette retenue dont il lui faut toujours tenir compte, le parieur s'attend rarement à un gain important. De nombreuses épreuves hippiques sont réservées aux chevaux originaires des empires centraux ou de provenance danoise.

A l'ambassade, nous nous étions tous fait recevoir membres du Club « Blanc et Rouge », une société sportive créée pour le tennis et qui était située dans le Grünewald, à environ cinq milles du centre de Berlin. Le Kronprinz en faisait partie et y venait jouer souvent. C'est un excellent joueur. Bien qu'il ne puisse pas encore prétendre à être admis à un championnat, il a déjà de l'acquit et se comporte avec honneur parmi des joueurs de force moyenne. Il a le privilège de voir les meilleurs joueurs toujours disposés à se mesurer avec lui. Pendant la période de haine contre l'Amérique, nous rencontrâmes toujours à ce club, chez nos collègues allemands, une courtoisie extrême.

Au cours de l'hiver 1913-1914, nous eûmes souvent l'occasion de voir le professeur Paul Shorey, de l'Université de Chicago, et le professeur Archibald Coolidge, de l'Université d'Harvard, les deux professeurs d'économie politique bien connus. Ils donnèrent tous les deux des cours et des conférences dans les universités et l'inauguration de ces leçons en 1914 eut le caractère d'un événement. L'inauguration eut lieu à l'Université de Berlin, en présence du Prince Auguste-Guillaume, qui représentait le Kaiser. Celui-ci avait eu jusqu'ici l'habitude d'assister à ces cérémonies, mais je crois bien qu'il avait fini par se désintéresser d'une entreprise qui avait été cependant favorisée par lui.

Quelque temps après l'ouverture des hostilités, la *Gazette de Cologne* exprima, dans un article, la grande

surprise qu'elle disait avoir éprouvée en constatant que l'Amérique tolérait des exportations de munitions à l'adresse des Alliés et déclara, avec le plus grand sérieux, que l'Allemagne avait fait tout son possible pour gagner les bonnes grâces de l'Amérique : que Roosevelt avait eu le privilège de passer en revue les troupes allemandes, que les Américains en visite à Kiel sur leurs yachts avaient été invités à dîner par l'Empereur et que des professeurs américains avaient même eu l'insigne honneur de voir l'Empereur se déranger pour venir assister à leurs conférences !

Il n'existait avant la guerre qu'un seul câble direct entre l'Allemage et l'Amérique. Ce câble était la propriété d'une Compagnie allemande et était relié à l'Amérique par les îles Açores. J'essayai d'obtenir que la « Western Union Company » fût autorisée à installer un câble en Allemagne ; mais la Compagnie allemande, qui entendait garder son monopole, s'y opposa et réussit à faire ajourner la demande de la « Western Union », demande qui finit par être classée. Lorsqu'en août 1914, après l'ouverture des hostilités, j'eus l'occasion d'en parler à Ballin, l'associé de la Compagnie de Navigation Maritime Hambourg-Amérique, et à von Gwinner, le directeur de la Deutsche-Bank, tous les deux se rendirent compte de l'économie, que, dans les circonstances nouvelles, un câble américain établi sur le territoire allemand aurait assurée aux compagnies qu'ils dirigeaient et à l'Allemagne en général, et entrèrent dans une violente colère contre le gouvernement allemand, qui avait ajourné l'offre d'une façon si inopportune. Je reçus, peu de temps après, du Ministre des Affaires Étrangères une lettre par laquelle le gouvernement accordait l'autorisation demandée par la « Western Union Company », à la condition que le câble fût relié directement à l'Amérique. L'autorisation arrivait trop tard et, en présence de la situation créée par la guerre mondiale, la « Western Union » s'abstint tout naturellement de mettre cette autorisation à profit.

CHAPITRE IV

Le militarisme allemand et l'affaire de Saverne.

C'est en 1913-1914 que se produisit la série d'événements qui constituent ce qu'on a appelé l' « Affaire de Saverne », événements qui, selon moi, ont décidé le « régime » — l'autocratie militaire — à hâter la guerre. Il sembla, au cours de cette affaire, que le peuple allemand avait fini par voir clair, se ressaisir jusqu'à un certain point de la panique qu'il avait éprouvée à l'égard de la nation voisine, panique qui l'avait amené à se soumettre à l'arrogance et aux exigences de la caste militaire. Ce sentiment de réveil avait semblé inviter le peuple à se démilitariser pour ainsi dire et cela au grand scandale des dirigeants de la caste, du « système », de l'armée et des Hohenzollern. L'inscription, répétée sur les murs, de ce simple mot : *Zabern* (Saverne) devenu si significatif, l'action des Social-Démocrates et leur audace croissante étaient autant d'avertissements à l'adresse de l'autocratie, avertissements qui lui donnaient à entendre que son pouvoir déclinait. Cet état d'esprit nouveau poussa l'autocratie vers la guerre, considérée comme une saignée salutaire. La Prusse, qui a imposé sa volonté aussi bien que ses méthodes de pensée et d'action à tous les autres pays de l'Allemagne, est une puissance essentiellement militaire. Il y a plus de cent vingt-cinq ans, au moment où s'accomplissait la Révolution française, Mirabeau, le grand orateur, écrivait : « La guerre est l'industrie nationale de la Prusse ». Napoléon exprima un peu plus tard la même pensée en disant que la « Prusse avait été couvée dans un boulet », et peu de temps avant la guerre franco-

prussienne de 1870, l'attaché militaire français à Berlin, en adressant un rapport à son gouvernement, écrivait que « les autres pays possédaient une armée », mais que « en Prusse, l'armée possédait le pays ».

Au fond, il est permis de dire qu'en Prusse la classe noble possède l'armée. L'officier peut entrer dans l'armée de deux façons : d'abord, comme simple soldat et être promu ensuite au grade d'officier sans brevet, puis à celui de sous-lieutenant stagiaire ; ou bien, le jeune aspirant, ayant passé deux ans dans une école de cadets, peut entrer d'emblée dans un régiment en qualité de sous-lieutenant stagiaire. Dans les deux cas, le jeune officier se trouve placé sous la surveillance de ses supérieurs pendant toute la période de son stage et ne peut être élevé au grade d'officier dans un régiment que par le consentement de ce dernier. En d'autres mots, un régiment peut être comparé à un club : les officiers décident d'une nomination, comme on décide d'une admission dans un cercle, par voie de scrutin. Ce système a fini par singulariser la classe des officiers et l'enfermer dans la noblesse. Il n'est pas rare de rencontrer dans un régiment des officiers, dont les ancêtres étaient, comme eux, officiers dans ce même régiment deux siècles auparavant et même antérieurement. En dehors de ces officiers qui font de l'armée leur carrière, il existe un certain nombre d'Allemands, qui, après s'être enrôlés dans l'armée pour un an et y avoir passé deux périodes d'instruction supplémentaire, sont nommés officiers de réserve. Ceux-ci sont appelés au service à l'époque des manœuvres et sont, bien entendu, appelés sous les drapeaux en temps de guerre. Les officiers de réserve dépassent rarement le grade de capitaine. Cependant, appelés à exercer des fonctions civiles, ils peuvent être promus. C'est ainsi que le chancelier a été promu graduellement au rang de général et qu'au cours de la guerre von Jagow fut élevé au grade de chef de bataillon. En règle générale, les officiers de réserve appartiennent de droit à la catégorie des *Einjähriger*, c'est-à-

dire de ceux qui ne doivent qu'un an de service, parce que, ayant atteint un certain degré d'instruction, ils ne sont tenus qu'à un an au lieu de deux. L'armée bavaroise, dans un certain sens, est indépendante de la Prusse, mais elle se trouve établie d'après le même système.

Les officiers de l'armée se font remarquer depuis des années par leur attitude extrêmement arrogante envers la population civile, aussi bien dans l'exercice de leurs fonctions que dans les rapports journaliers. Alors que j'attendais mon tour devant le guichet d'une gare pour prendre mon billet de chemin fer, il m'est arrivé souvent de voir un officier se faire un chemin et atteindre la première place sans avoir été l'objet d'une seule protestation. Je me rendis un jour aux courses, à Berlin, avec mon beau-frère et je louai une loge. Dans un entr'acte, entre deux épreuves, tandis que nous étions sortis pour aller regarder les chevaux, un officier prussien vient s'asseoir dans notre loge en compagnie de sa femme. Je signalai le fait à un employé de service, mais celui-ci me répondit qu'il n'osait pas demander ainsi à un officier prussien de se retirer et ce ne fut qu'après avoir envoyé querir le chef de service et lui avoir exhibé ma plaque de membre du Jockey Club et mon laissez-passer d'ambassadeur que j'arrivai à rentrer en possession de ma loge. On cite en Allemagne de nombreux exemples où des civils, en fonctions dans l'armée, ont été destitués sur l'heure par des officiers avec lesquels ils avaient eu un différend, d'ailleurs sans importance. Ce traitement si rigoureux a fini par créer chez le peuple un esprit d'antagonisme, non seulement envers l'armée mais envers le système militaire prussien considéré dans son ensemble.

L'affaire de Saverne créa une situation des plus difficiles. L'antagonisme existant entre la population civile et les militaires, antagonisme qui s'était développé pendant une longue période de paix, parut au cours de cette affaire atteindre son plus haut point. Naturellement, cet antagonisme s'était accru en 1913-1914 par suite de l'augmen-

tation des effectifs de l'armée permanente, augmentation qui rendait le nombre des officiers et des officiers sans brevet, c'est-à-dire les représentants du militarisme professionnel, encore plus important. Les Provinces de l'Empire ou Reichsland (comme l'Alsace et la Lorraine sont dénommées) occupaient, depuis l'annexion de 1870, une situation particulière dans le corps politique de l'Allemagne. La Reichsland devait être considérée — son nom l'indique — comme étant la propriété commune de l'Empire allemand et ne fut annexée, par conséquent, à aucun État. Le gouvernement de la Reichsland est confié à un Vice-Roi à qui est adjoint une sorte de cabinet, composé d'un secrétaire d'État, de sous-secrétaires d'État, de ministres civils, de chefs de département, et dont le pouvoir s'exerce, en outre, à l'aide d'un corps législatif réparti en deux chambres. Une de ces chambres est élue par le suffrage populaire ; l'autre est représentée par deux catégories de membres : une élue par les conseils municipaux, le corps universitaire, le clergé et autres associations reconnues et l'autre nommée par le gouvernement impérial. Le Vice-Roi et le cabinet sont nommés par l'Empereur en sa qualité de souverain de la Reichsland.

La Reichsland ne possède une Constitution particulière que depuis le 31 mai 1911. Jusque-là la forme de son gouvernement était régie par le Reichstag et le Conseil Fédéral (Bundesrat) à peu près de la même façon que les territoires des Etats-Unis sont régis par le Congrès et le Président. En 1911, l'Alsace-Lorraine fut dotée d'une Constitution, qui lui accorda le droit de se faire représenter au Conseil Fédéral (le droit de représentation au Reichstag lui avait été accordé dès 1871). Les liens de sympathie qui unissent l'Alsace-Lorraine à la France avaient été rendus plus intenses par suite de la politique suivie par plusieurs vice-rois allemands, — Manteuffel, le prince de Hohenlohe, le prince de Münster et le comte Wedel, — lesquels, tout en adoptant une attitude plutôt débonnaire, n'avaient apporté aucune amélioration dans la condition

des habitants. Ceux-ci, qui appartiennent à la race germanique du Sud, finirent par s'irriter du ton et des manières des fonctionnaires venus de l'Allemagne du Nord. Le gouvernement impérial avait aidé au développement des grandes industries — particulièrement les industries textiles et charbonnières — et, d'autre part, la population industrielle concentrée à Mulhouse se montrait l'ardent et ferme soutien du parti de la Social-Démocratie. Les classes élevées étaient unies à la France par des liens de famille et par ceux du même culte religieux. Le « bourgeois » restait modéré, en se montrant antiallemand ou plutôt antigouvernemental pour les mêmes raisons, et les ouvriers étaient opposés au gouvernement pour des raisons d'ordre social et économique. La population agricole, qui ne se souciait guère de la politique, mais n'était pas moins influencée par les campagnes de la presse nationaliste, était sympathique à la France. L'atmosphère était ainsi préparée à l'orage qui s'annonçait.

Saverne est une petite ville de huit à neuf mille habitants, admirablement située au pied des Vosges, sur les bords du canal de la Marne au Rhin. La garnison de Saverne était composée d'un état-major et de deux bataillons du 99e d'infanterie, commandé par le colonel von Reuter. Parmi les officiers se trouvait un lieutenant von Fortsner, jeune homme de vingt ans, dont l'aspect enfantin excita la verve d'un groupe d'écoliers et de tout jeunes gens employés dans les usines métallurgiques des environs. On arriva à savoir que ce jeune officier, en faisant l'instruction à ses hommes, avait insulté le drapeau français et avait appelé les recrues alsaciennes des « Wackes », sobriquet équivalant à « tête de bois » et dont les habitants de l'Alsace-Lorraine se servent souvent en manière de plaisanterie, mais qui les froissent vivement lorsqu'il est employé à leur endroit par des étrangers. On apprit, en outre, que Forstner avait promis une récompense de dix marks à celui de ses hommes qui, en cas de trouble, abattrait un Social-Démocrate.

Forstner avait mis ses hommes en garde contre les « agents » de la France, lesquels, d'après les Allemands, étaient en train de débaucher les soldats alsaciens et lorrains francophiles et les amener à déserter pour s'enrôler dans la Légion Étrangère. Il est probable qu'en parlant de cette Légion à ses hommes, Forstner aura employé des termes d'un caractère offensant pour les oreilles françaises. Il admit qu'il s'était servi du mot « Wackes » en dépit de l'ordre du général commandant en chef interdisant l'emploi de cette expression et pour cette désobéissance il fut puni de plusieurs jours de prison. Le lieutenant von Forstner, qui avait été chargé de mettre son escouade au courant des règlements relatifs aux cas de conflit avec la population civile, prétendit qu'il s'était borné à joindre aux instructions habituelles un simple vœu : celui de voir tous les vrais soldats faire de leur mieux pour supprimer les troubles qui pouvaient se produire, en ajoutant qu'il accorderait personnellement une récompense particulière à celui de ses hommes qui aurait réussi à arrêter « un de ces odieux Social-Démocrates ».

L'attitude de Forstner et celle observée par d'autres officiers furent l'objet de commentaires qui se répandirent rapidement parmi la population. Les deux journaux de Saverne publièrent des articles sur l'incident. L'agitation s'accrut et des manifestations eurent lieu contre les fonctionnaires et surtout contre Forstner. La situation s'aggrava de façon telle, que le colonel von Reuter dut demander au chef de l'administration civile de la localité, le directeur Mahler, d'adopter des mesures pour rétablir l'ordre, déclarant que, si l'ordre n'était pas rétabli, il prendrait lui-même l'affaire en main. Le directeur, qui était né dans un petit village des environs de Saverne, répondit assez franchement qu'il ne considérait pas que la population, pacifique et respectueuse de la loi comme elle l'était, eût donné lieu à une intervention quelconque. Le 29 novembre 1913 une foule nombreuse se réunit devant la caserne. Le colonel von Reuter ordonna au lieutenant

Schad, l'officier de service commandant la garde, de disperser la foule. Le lieutenant obéit en appelant la garde et, en trois fois, ordonna à la foule de se disperser et de rentrer. Les soldats se mirent à charger et, refoulant les manifestants sur la place, les poursuivirent jusque dans une des rues latérales. Il y eut environ quinze arrestations. Parmi les personnes arrêtées se trouvaient le Président de la Cour suprême de Saverne, le procureur et deux juges à la même Cour, qui sortaient du tribunal. Ils furent bientôt relâchés. Les autres personnes arrêtées passèrent la nuit dans les sous-sols de la caserne.

L'annonce de ces événements provoqua une immense agitation dans les esprits et cela sur tout le territoire allemand. Une grande clameur s'éleva contre le militarisme, même dans les régions où les idées socialistes n'avaient nullement cours. Ce mécontentement s'affirma avec d'autant plus d'énergie que le général commandant en chef le quatrième corps, auquel appartenait le régiment de Saverne, se faisait remarquer par l'exagération de ses idées militaristes. Quelques années auparavant, ce général, alors colonel dans l'armée coloniale, avait été appelé à représenter le Ministre de la Guerre devant le Reichstag, au cours d'un débat sur la question du nombre des troupes à maintenir dans les colonies allemandes du Sud-Ouest Africain. Il avait adopté à cette occasion une attitude des plus dédaigneuses envers le Reichstag. Traduit devant la Cour martiale pour avoir ordonné aux troupes de marcher contre la population civile, le colonel von Reuter et le lieutenant Schad réclamèrent le bénéfice de la loi prussienne de 1820, laquelle déclarait que, dans les villes comme dans les villages, tout officier militaire chargé du commandement suprême devait s'attribuer l'autorité dévolue au gouvernement civil, chaque fois que, pour une raison quelconque, l'administration civile négligeait de maintenir l'ordre. Le colonel et le lieutenant furent acquittés, par la suite, à la faveur de cette loi.

D'autres circonstances vinrent ajouter à la surexcita-

tion qui régnait en Allemagne. L'Empereur était resté pendant ces jours critiques à Danaueschingen, le domaine seigneurial de son ami et favori, le prince de Fürstenberg, prenant part à des chasses au renard, à des promenades aux flambeaux et à des réceptions. Le programme de ces réjouissances avait été naturellement établi à un moment où l'explosion d'une affaire comme celle de Saverne ne pouvait venir à l'idée de personne et, d'autre part, on ne pouvait guère s'attendre à voir l'Empereur se rendre compte, sur l'heure, de la gravité de la situation. Mais cette coïncidence eut un mauvais effet. Le bruit courut même que l'Impératrice, effrayée de la tournure des événements, avait donné l'ordre de former un train, se disposant à aller rejoindre l'Empereur et lui démontrer la nécessité qui s'imposait d'un retour immédiat à Berlin. Falkenhayn, le nouveau Ministre de la Guerre, se rendit à Danaueschingen, où il fut rejoint par von Deimling. Cette démarche aggrava la situation, car le public conclut que l'Empereur n'allait entendre que les rapports et les avis intéressés des chefs militaires. La brusque disparition, par suite d'un affaiblissement du cœur, de l'ami le plus intime du Kaiser, von Hulsen, chef de son cabinet militaire, mort à Danaueschingen, au cours d'un banquet, jeta un voile mystérieux et tragique sur les événements qui se développaient si rapidement. Les conférences tenues à Danaueschingen provoquèrent les démissions du comte de Wedel et de Zorn de Bulach, le vice-roi et le secrétaire d'Etat de l'Alsace-Lorraine, lesquels sentirent que le parti militaire avait eu gain de cause dans le conflit survenu avec les autorités civiles.

Le chancelier se rendit en toute hâte à Danaueschingen, où il arriva quelques heures avant le départ de l'Empereur. Celui-ci adressait aussitôt au général von Deimling un ordre, où il lui demandait de s'assurer que les officiers de l'armée ne dépassaient pas les limites de l'autorité dont ils étaient investis, d'instituer une enquête sur les événements qui s'étaient produits et de prendre les

mesures nécessaires pour que tous les coupables fussent punis. Cet ordre calma le peuple en quelque sorte et amena les deux plus hauts fonctionnaires civils de l'Alsace-Lorraine à retirer leur démission.

Saverne, où von Deimling avait envoyé le brigadier-général rétablir le pouvoir civil, commençait à reprendre un aspect tranquille. Cependant, le chancelier n'était pas plus tôt de retour à Berlin qu'un nouvel incident troublait l'Allemagne. Alors qu'il traversait un village des environs de Saverne, au retour de manœuvres militaires, le lieutenant von Fortsner avait eu une altercation avec un cordonnier et l'avait renversé. L'homme était estropié. Cet acte caractéristique d'un militarisme brutal provoqua une nouvelle agitation dans l'Empire. Forstner fut traduit devant la justice, pour coups et blessures infligés à un civil sans défense, et condamné par le tribunal de première instance à un an de prison, mais acquitté par la cour d'appel, comme ayant agi en état « présumé de légitime défense ».

Trois partis politiques, le Centre, les Progressistes et les Social-Démocrates interpellèrent le chancelier au sujet de l'Affaire de Saverne.

J'assistai aux débats, au Reichstag, lesquels eurent lieu les 4, 5 et 6 décembre 1913. Trois députés de l'Allemagne méridionale : Hauss, un membre du Centre ; un progressiste, du nom de Hauser, et Peirotes, le député de la ville alsacienne de Mulhouse, commencèrent l'attaque et exposèrent en termes violents les événements qui s'étaient déroulés à Saverne. Le chancelier défendit le gouvernement avec une nervosité d'autant plus apparente qu'il se trouvait sous le coup de fâcheuses nouvelles, d'ordre intime, reçues le matin même. Il parlait d'une voix peu distincte et avait l'aspect d'un homme abattu et souffrant. Après qu'il eut parlé, le bruit courut dans les couloirs qu'il avait oublié la partie la plus importante de son discours. Falkenhayn, qui paraissait devant le Reichstag pour la première fois, vint ajouter à l'impression défavo-

rable produite par ce discours. Si les membres du Reichstag avaient été déçus par le chancelier, on peut dire qu'ils furent irrités au delà de toute expression par le discours du Ministre de la Guerre. D'une voix tranchante et qui s'exprimait sur le ton du commandement, Falkenhayn leur déclara que les officiers militaires n'avaient fait qu'accomplir leur devoir, qu'ils ne seraient pas détournés de leur chemin par des agents de la Presse ou des individus hystériques, que Forstner avait été soumis à une punition sévère, mais que de jeunes officiers susceptibles de donner l'exemple d'un courage de cette sorte n'étaient pas moins nécessaires au pays, etc.

Aussitôt que le Ministre de la Guerre eut terminé son discours, le parti progressiste présenta une motion tendant à déclarer que l'attitude du chancelier n'était pas approuvée par les représentants du peuple. Pour la première fois dans l'histoire de l'Empire allemand, une demande de censure contre le Gouvernement allait être l'objet d'un débat. La séance reprit le lendemain. Le chancelier fit un nouveau discours, où, selon toutes probabilités, il arriva à exprimer ce qu'il avait eu l'intention de dire la veille. Il raconta ce qu'il avait fait à Danaueschingen ; il dit que l'Empereur avait signé un ordre de cabinet ordonnant le maintien de l'autorité militaire dans les limites légales, que toutes les personnes coupables seraient punies, que le 99e régiment avait été retiré de Saverne, que la loi despotique de 1820 avait été abolie en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine et qu'on ne pouvait vraiment pas admettre qu'un chancelier eût la prétention de rester au pouvoir en laissant violer la loi par des fonctionnaires de l'Etat.

Le deuxième discours du chancelier fit une meilleure impression et exerça une certaine influence sur les membres les plus avancés du Reichstag, mais il s'était produit trop tard pour empêcher le vote de censure, qui réunit une majorité de 293 voix contre 54, majorité assurément très forte. Seuls, les conservateurs avaient voté

contre. Quand, quelques jours après, les Social-Démocrates demandèrent que le chancelier se soumît au vote de blâme et résignât ses fonctions, les membres de tous les autres partis, qui avaient été favorablement impressionnés par le deuxième discours du chancelier, montrèrent par leur attitude qu'ils n'étaient pas encore disposés à considérer qu'un vote de blâme exprimé par le Reichstag impliquât nécessairement la démission du chancelier. La surexcitation du public se calma graduellement et le changement complet opéré dans le corps des fonctionnaires à Saverne aida à rétablir l'ordre. Le comte Wedel et Zorn de Bulach se démirent de leurs charges de Vice-Roi et de Ministre d'Etat et furent remplacés par von Dallwitz et le comte Rödern. Cependant, la question fut agitée de nouveau au Reichstag au cours de la discussion sur le Budget. Le chancelier passa la situation politique internationale en revue. Le chef des Social-Démocrates, Herr Scheidemann, lui succéda, et se livra à une attaque impitoyable contre la politique du chancelier. Il déclara que, si celui-ci estimait qu'il était encore l'homme qui s'imposait au gouvernement du pays, il allait, lui, Scheidemann, démontrer le contraire. Il se mit alors à énumérer ce qu'il appela les nombreux échecs politiques du chancelier, rappela le rejet du projet de loi tendant à modifier le droit électoral prussien, et déclara que le petit nombre de lois qui avaient été votées, telle que la loi accordant à l'Alsace-Lorraine une véritable constitution, l'avaient été uniquement grâce à l'appui du parti Social-Démocrate. L'orateur revint sur les incidents de l'affaire de Saverne ; il fit allusion à l'attitude de l'Empereur, lequel, dit-il, était évidemment trop absorbé par la chasse et les réjouissances pour accorder son intention à une question aussi peu importante. Il ajouta que, si le chancelier refusait de s'en aller, la seule conclusion qu'on pût tirer de la situation créée par le vote des 293 membres du Reichstag — lesquels n'avaient certainement pas obéi à des sentiments personnels contre le chancelier — était que le chance-

lier restait par suite de la fausse représentation qu'il se faisait du pouvoir de l'Empereur et parce qu'il devait être imbu de la superstition du gouvernement personnel. Scheidemann demanda à la majorité, qui avait exprimé le vote de censure, d'achever son œuvre en votant la suppression du traitement du chancelier et en l'expulsant ainsi de son poste.

Le chancelier riposta en déclarant qu'il n'avait aucun conseil à recevoir de Herr Scheidemann et qu'à l'époque où le gouvernement avait consenti à modifier les règlements du Reichstag, le gouvernement avait réservé au pouvoir la faculté de considérer ou de négliger toute résolution votée sur une interpellation, et qu'autrefois, lorsqu'une interpellation avait été l'objet d'un débat et que le gouvernement avait formulé son opinion, la question était considérée comme réglée. Des votes de cette nature pouvaient être précieux au point de vue documentaire, mais il était entendu que ces votes ne liaient pas le gouvernement ni aucun de ses membres, et il n'était jamais venu à l'idée de personne que la modification apportée aux règlements du Reichstag eût changé la constitution de l'Empire et accordé au Reichstag le pouvoir de renvoyer les ministres selon son bon plaisir ; que la situation en France et en Grande-Bretagne était différente, mais que le régime parlementaire n'existait pas en Allemagne ; que l'Empereur était investi par la constitution du droit de nommer le chancelier de sa propre autorité et sans avoir pour cela à consulter le Reichstag ; qu'il était parfaitement décidé, lui chancelier, à résister de tout son pouvoir à toute tentative tendant à modifier ce système et que, par conséquent, il refusait de se retirer, puisque la résolution votée par le Reichstag montrait simplement que l'assemblée et le gouvernement étaient séparés par une différence d'opinion.

Le débat eut lieu le 9 décembre 1913. A l'exception des Social-Démocrates et des députés polonais, les chefs de tous les partis appuyèrent les vues du chancelier. La

proposition tendant à supprimer le traitement du chancelier fut rejetée. Elle n'avait réuni que les voix des Social-Démocrates et des Polonais.

Il est cependant hors de doute que le parti militaire fut vivement alarmé par l'Affaire de Saverne, par l'attitude que cette affaire provoqua chez le peuple aussi bien que par le vote extraordinaire du Reichstag. Ce fut peut-être ce dernier facteur qui amena les partisans du vieux système militaire allemand à se prononcer en faveur d'une guerre européenne. D'habitude, quand le Reichstag s'ajournait, il arrivait qu'au moment où les députés se levaient pour acclamer le nom de l'Empereur, les Social-Démocrates quittaient la salle des séances, s'abstenant ainsi de prendre parti à la manifestation ; mais le 20 mai 1914, au moment de l'ajournement, les Social-Démocrates demeurèrent dans la salle des séances et refusèrent de se mettre debout et d'acclamer l'Empereur. Le Président du Reichstag releva immédiatement ce manque de respect au Souverain, sur quoi les Socialistes s'écrièrent : « Ceci nous regarde ! » et cherchèrent à couvrir les applaudissements par des huées et des sifflets, auxquels les autres partis répondirent en redoublant d'applaudissements. Je sais que cet incident exaspéra l'Empereur et je crois qu'il contribua à l'amener à consentir à la guerre.

CHAPITRE V

Considérations psychologiques. Les Causes qui ont amené les Allemands à se préparer à la Guerre.

L'Allemand apparaît à celui qui le considère du dehors comme un peuple farouche et martial. Mais, en réalité, la grande masse des Allemands, en consentant aux grands sacrifices que leur a coûtés leur formidable préparation à la guerre, ont obéi à la peur. Cette peur remonte à la Guerre de Trente Ans, laquelle commencée en 1618 ne se termina qu'en 1648. A ce moment, à la signature du traité de Westphalie, l'Allemagne était devenue presque un désert. La population était tombée de vingt millions à quatre millions d'âmes. La famine avait conduit les habitants à des mœurs de cannibales. La polygamie était reconnue par la loi, qui continua à l'autoriser pendant de nombreuses années. Il ne restait plus que six mille villages tchèques sur trente-cinq mille. Dans le bas Palatinat un dixième seulement de la population survivait, un sixième dans le Würtemberg. D'immenses superficies de ce pays, jadis fertiles, étaient maintenant envahies par des forêts où rôdaient des loups. On trouve un tableau de cette effroyable époque dans le curieux roman de Grimmelshausen, les *Aventures de Simplicissimus*, publiées en 1669. Ce livre décrit la vie mouvementée à laquelle un paysan est condamné, malgré la prudence dont il fait preuve. L'homme finit par aller se réfugier dans une île déserte, qu'il refuse de quitter lorsque l'occasion lui est offerte de retourner dans sa patrie. Il répond aux personnes qui cherchent à le convaincre, par ces mots, qui

semblent appropriés aux événements actuels : « Mon Dieu, où voulez-vous me conduire ? Ici, c'est la paix. Là-bas, c'est la guerre. Ici, je vis dans l'ignorance des artifices de la Cour ; j'ignore l'ambition, la colère, l'envie, les déceptions ; je n'ai pas le souci d'avoir à me préoccuper de mes vêtements, de ma nourriture... Alors que j'habitais l'Europe, je ne voyais autour de moi (ô malédiction ! d'avoir à témoigner sur de pareils actes commis par des chrétiens !) que la guerre, l'incendie, le meurtre, le vol, le pillage et le déshonneur des épouses et des vierges. » Le journal hebdomadaire *Simplicissimus*, dont les dessins politiques si pleins d'énergie ont souvent impressionné l'Europe, a emprunté son nom au personnage.

A la suite de cette lutte de trente ans, l'Allemagne eut à souffrir de guerres partielles sans cesse renouvelées et dont les plus importantes furent la guerre de Sept Ans conduite par Frédéric le Grand, et celle qui se termina par l'humiliation de l'Allemagne sous le talon de Napoléon. Un dixième de la population périt dans les guerres de Frédéric le Grand. La grande bataille des nations livrée à Leipzig, en 1813, ne réussit pas à libérer l'Allemagne de la guerre. En 1866, la Prusse et les petits Etats allemands du Nord, aidés de l'Italie, défirent l'Autriche, assistée des Etats allemands suivants : Bavière, Hesse-Cassel, Hesse-Darmstadt, Nassau, Saxe, Bade, Würtemberg et Hanovre. Je suis convaincu que l'appréhension de la guerre, déterminée par l'instinct héréditaire, amena la masse des Allemands à devenir les instruments et les dupes de ceux qui se servirent précisément de cette crainte pour créer une autocratie militaire. D'autre part, il se trouve en Allemagne, surtout dans l'aristocratie, un grand nombre de personnes qui croient en la vertu de la guerre et veulent qu'elle soit pratiquée pour elle-même. Certains de ces nobles descendent des Chevaliers Teutoniques, lesquels conquirent la population slave de la Prusse, qu'ils devaient dans la suite tenir sous leur main de fer.

L'armée prussienne a été créée par le père de Frédéric

le Grand, qui poussa le ridicule jusqu'aux plus extrêmes limites en voulant obtenir à tout prix des hommes de haute stature. Voici un exemple des recommandations que le père de Frédéric le Grand donnait par écrit aux deux professeurs chargés de l'instruction de son fils : « Que les deux professeurs s'efforcent avant tout, et de la façon la plus constante et la plus énergique, à lui inculquer l'amour de l'état militaire et à pénétrer son esprit de cette vérité que, seule, l'épée peut accorder à un prince la célébrité et l'honneur ; le monarque qui n'en fait pas le but unique de ses désirs est destiné à paraître méprisable aux yeux du monde ». A la mort de ce père, qui l'avait un jour menacé de mort, Frédéric le Grand, se trouva à la tête d'une armée splendide et d'un trésor public considérable et finit par se décider à faire la guerre « pour qu'on parlât de lui », comme il le dit dans sa correspondance. Et le désir qu'il avait « qu'on parlât de lui » conduisit à la guerre de Sept Ans.

La courte guerre qui eut lieu en 1864, contre le Danemark ; celle qui eut lieu en 1866 contre l'Autriche, la Bavière et les autres Etats allemands, et enfin celle qui eut lieu en 1870 contre la France, accrurent le prestige et l'orgueil de l'armée prussienne. Il semble — et ceci ne doit pas être oublié — qu'à tous les moments de l'histoire un instinct aveugle ait poussé les habitants des plaines inhospitalières de l'Allemagne du Nord vers la guerre et les conquêtes. Les tribus défaites par Marius, les Cimbres et les Teutons ; Arioviste, qui fut battu par Jules César ; les Goths et les Visigoths, les Francs et les Saxons, tous se sont précipités de ce pays stérile pour conquérir d'autres terres. Les Allemands d'aujourd'hui expriment les aspirations des populations de l'Allemagne du Nord vers un climat moins rigoureux en disant qu'ils réclament « une place au soleil ». La noblesse prussienne a toujours demandé la guerre. Les hommes d'affaires, les industriels et les armateurs désiraient l'accroissement du champ réservé à leur activité. Les colonies allemandes n'étaient guère

habitables pour des Européens. Le reluisant Empereur et ses généraux avaient pensé tout le temps à la guerre en la préparant; et le Kronprinz, entouré de sa remarquable collection de souvenirs et de reliques de Napoléon, ne songeait qu'à se mettre à la tête d'une guerre de conquête qui ne pouvait être que triomphale. Au commencement de l'hiver 1913-1914, le Kronprinz eut l'occasion de montrer sa collection napoléonienne à une Américaine de ma connaissance, femme d'une grande beauté. Le prince lui dit, tout en lui montrant cette collection, qu'il espérait que la guerre éclaterait sous le règne de son père; mais que, si l'événement ne s'était pas encore produit, il provoquerait la guerre dès son avènement au trône.

Depuis que ces lignes ont été écrites, l'Américaine a transcrit à mon intention cette conversation qu'elle avait eue avec le Kronprinz. La voici reproduite d'après ses propres termes :

« Je lui avais donné le livre de Norman Angell, *La Grande Illusion*, qui cherche à démontrer que la guerre est sans profit. Il (le Kronprinz) me dit que la guerre pouvait être profitable ou ne pas l'être, mais qu'elle aurait lieu à son avènement au trône — si elle ne s'était pas déjà produite — ne serait-ce que pour la drôlerie de la chose. Il avait dit, à une occasion antérieure, que le plan était d'attaquer et de conquérir la France, puis l'Angleterre et ensuite mon pays (les Etats-Unis d'Amérique). La Russie devait être conquise elle aussi, et l'Allemagne allait être après cela la maîtresse du monde. »

La collection vraiment extraordinaire de reliques napoléoniennes : statues, bustes, souvenirs de toute sorte, réunis par le Kronprinz et montrés par lui à l'Américaine au cours de son premier entretien avec elle, indique la tendance de son esprit et laisse voir en même temps que son admiration se concentre sur Napoléon, l'homme qui rêva la domination du monde et qui est tenu par des admirateurs comme le Kronprinz pour n'avoir échoué que par suite d'erreurs insignifiantes, qu'ils

sentent qu'ils n'auraient pas commises à sa place.

Si la longue préparation des Allemands à la guerre était appelée à porter des fruits, il serait facile de constater, et cela à l'aide de nombreux faits, que la saison d'été 1914 était déjà marquée comme l'époque où l'armée devait se lancer dans cette attaque formidable et soudaine contre les libertés du monde à laquelle s'est livrée l'Allemagne. C'est en juin 1914 qu'eut lieu la réouverture du Canal de Kiel, soumis à des améliorations qui allaient permettre aux plus grands navires de guerre de passer de la Baltique dans la mer du Nord. Les Allemands avaient, avec les zeppelins, des moyens de combat que ne possédait aucune autre puissance, moyens à l'aide desquels ils estimaient sans aucun doute pouvoir infliger à l'Angleterre plus de pertes qu'ils ne réussirent à lui faire encourir après l'ouverture des hostilités. Ils s'étaient préoccupés, d'une façon particulière, de la question des sous-marins. Leurs aéroplanes étaient supérieurs à ceux des autres nations. Ils considéraient que l'emploi des gaz asphyxiants, conçu avant l'ouverture des hostilités, leur procurait un moyen infaillible de démoralisation absolue à l'égard de l'ennemi. Ils avaient conçu aussi l'emploi des grenades incendiaires et disposaient enfin de cette artillerie lourde et de ces mitrailleuses qui en quelques heures détruisirent de fond en comble les redoutables forts de Liége et de Namur et rendirent la résistance de toute forteresse impossible.

Chez eux, par l'impôt d'une lourde taxe, la *Wehrbeitrag* (la taxe supplémentaire pour la défense nationale), ils avaient — dès 1913 — augmenté leurs forces militaires d'un certain nombre de corps d'armée. D'autre part, ni la loi militaire de trois ans votée par la France, ni le service obligatoire voté par les Chambres Belges n'étaient encore entrés en vigueur. Il est incontestable que les Allemands fondaient de grands espoirs sur le chemin de fer de Bagdad, qui devait étendre leur influence en Orient et même menacer le gouvernement de l'Angleterre en Egypte et dans l'Inde. Il est bon d'ajouter qu'on parlait

aussi d'une ligne de chemin de fer slave, qui devait s'étendre du Danube à l'Adriatique, ligne qui aurait coupé toute communication entre l'Allemagne et les mers du Sud. Dans son ouvrage publié avant la grande guerre, intitulé : *De la Guerre des Balkans à la Guerre Européenne*, le Français Francis Deloisi écrivait :

« En un mot, la guerre actuelle (des Balkans) est l'œuvre de la Russie, et le chemin de fer Danube-Asiatique est un projet russe. Si elle réussit, une barrière ininterrompue des peuples slaves se dressera devant l'expansion austro-allemande et lui barrera la route de la Méditerranée, de la mer Noire à l'Adriatique. Mais ici encore les Romanoff font face aux Habsbourg ; le conflit austro-serbe devient le conflit austro-russe ; deux grands groupes sont formés, et le conflit balkanique devient le conflit européen. »

Une autre raison qui militait en faveur d'une guerre immédiate était l'emprunt consenti par la France à la Russie, à la condition que de nouvelles lignes stratégiques fussent construites en Pologne. Bien que l'argent eût été reçu, les lignes n'étaient pas encore construites au commencement de la grande guerre. Dans son rapport pour l'année 1900, le général russe Kouropatkine, parlant de cette situation, écrivait : « Ce serait vouloir entretenir des illusions que de s'imaginer qu'on pourrait vaincre facilement l'armée autrichienne », et il continuait en disant que « l'Autriche avait huit lignes de voies ferrées pour transporter des troupes à la frontière russe, tandis que la Russie n'en possédait que quatre, et qu'alors que l'Allemagne avait dix-sept lignes de chemin de fer allant à la frontière germano-russe, les Russes n'en possédaient que cinq ». Kouropatkine ajoutait : « Les différences sont trop profondes et donnent à nos voisins une supériorité qui ne peut être surpassée ni par la force numérique de nos troupes, ni par leur courage. »

Il poursuivait, en comparant les deux armées entre elles : « L'éventualité d'une invasion de la Russie par les troupes

allemandes offre plus de probabilité que l'invasion de l'Allemagne par des troupes russes », et « si une guerre européenne arrivait à se produire, notre frontière occidentale se trouverait placée en face d'un péril sans exemple dans l'histoire de la Russie ». Des troubles ayant éclaté dans la classe ouvrière russe, on crut en Allemagne que la Russie se trouvait au seuil d'une révolution.

Les chiffres des achats d'or faits par la Banque impériale allemande sont significatifs : en 1911, cent soixante-quatorze millions de marks; en 1912, cent soixante-treize millions de marks ; mais, en 1913, trois cent dix-sept millions de marks. On était, en Allemagne, sous l'impression que le peuple français était dégénéré, corrompu et impréparé à la guerre. Cette impression devint une conviction lorsqu'au commencement de 1914, au cours d'une séance au Sénat français, le sénateur Humbert exposa publiquement l'état de faiblesse et d'impréparation où, selon lui, la France se trouvait.

Il est certain que l'ambassadeur allemand à Londres, le prince Lichnowsky, fit savoir à son gouvernement que la Grande-Bretagne désirait se tenir en dehors du différend. Il prétend aujourd'hui qu'il n'entendait pas par là que la Grande-Bretagne resterait toujours neutre ; mais il est incontestable que le Ministère des Affaires Étrangères allemand crut que la Grande-Bretagne se maintiendrait en dehors du conflit. La levée d'une armée dans l'Ulster par sir Edward Carson, un des plus grands bluffs politiques qu'ait enregistré l'histoire, manifestation qui, au point de vue révolutionnaire ou militaire, n'avait pas plus de signification que ne peut offrir, chez nous, une parade aux flambeaux pendant une campagne présidentielle, fut représentée par les espions allemands sous les couleurs d'un mouvement insurrectionnel vraiment sérieux, et les Allemands crurent naturellement qu'une révolution générale éclaterait en Irlande aussitôt la guerre déclarée. Pendant l'été de 1914, on crut que la Russie se trouvait à la veille d'une révolution.

Ainsi que je l'ai dit dans le chapitre précédent, le mouvement antimilitariste, qui avait atteint son apogée dans le vote extraordinaire exprimé par le Reichstag contre le gouvernement, au moment de l'Affaire de Saverne, fit comprendre au pouvoir et au parti militaire que la grande masse des Allemands revenait au sentiment exact des choses et s'apprêtait à secouer le joug du militarisme et de la peur. Les Pangermanistes et les Annexionnistes souhaitaient la guerre avec ardeur. Les contemporains avaient été les témoins de trois guerres. D'abord, la guerre de 1864 contre le Danemark, laquelle n'avait duré que quelques jours et avait ajouté les duchés de Schleswig et de Holstein à la couronne de Prusse. Puis, la guerre de 1866, au cours de laquelle les royaumes et grands-duchés de Bavière, de Bade, de Würtemberg, de Hesse-Darmstadt et de Saxe furent défaits, où le royaume autrichien de Hanovre disparut et les territoires de Hesse-Cassel et de Nassau et la ville libre de Francfort furent joints à la Prusse. Cette guerre n'avait duré que quinze jours en tout, de l'ouverture des hostilités à la bataille de Königgrätz, où les Autrichiens furent complètement battus. Enfin, en 1870, la défaite de la France s'était prononcée un mois et demi après la déclaration de guerre. On était donc porté à croire le Kaiser sur parole, lorsque, le jour de l'ouverture des hostilités, il cria, du haut du balcon du palais à la foule pleine d'ardeur : « Vous serez de retour dans vos foyers avant que les arbres se soient dépouillés de leurs feuilles ».

L'armée le crut et, avec elle, la nation tout entière. L'Allemagne crut, en même temps, que la ruine de la France et la mainmise sur ses colonies n'allaient demander que quelques semaines ; que la Russie allait être frappée et paralysée avant d'avoir pu concentrer son armée et réunir ses réservistes ; que la Grande-Bretagne resterait neutre et que l'Allemagne arriverait sinon à posséder le monde du moins à lui dicter ses volontés. Quelqu'un a dit, depuis, qu'en parlant des arbres, l'Em-

pereur songeait aux sapins ! Par des manœuvres souterraines, à l'aide d'une presse acquise de ses deniers ou influencée par elle, l'usine Krupp avait infecté l'esprit du peuple du poison de la guerre.

Après l'ouverture des hostilités, l'ambassadeur allemand à Londres, le prince Lichnowsky, vint me voir souvent et me déclara avec insistance qu'il avait exprimé exactement l'état d'esprit de la Grande-Bretagne en disant qu'elle ne désirait pas la guerre. A son retour en Allemagne, il avait été l'objet d'un accueil peu équitable de la part de ses compatriotes, qui le regardèrent comme un incapable et parurent le blâmer, et cela parce que la Grande-Bretagne avait suivi la seule voie qui lui était ouverte et s'était rangée du côté de la France et de la Russie !

L'inauguration du monument élevé à Leipzig en 1913 pour commémorer le centenaire de la victoire remportée dans cette ville au cours de la guerre des nations, appelée là-bas la « guerre de libération », avait incontestablement créé un état d'esprit guerrier en Allemagne. Mais, selon moi, la cause réelle qui détermina l'Empereur et la classe dirigeante à faire la guerre fut l'attitude observée par la nation tout entière dans l'Affaire de Saverne et l'aversion marquée et croissante qui se manifestait contre le militarisme. Le fait qu'au terme de la session du Reichstag les socialistes avaient eu l'audace de rester dans la salle des séances et de refuser de se lever ou d'acclamer le nom de l'Empereur révélait un nouvel esprit de résistance à l'égard de l'autocratie, et l'autocratie comprit que, pour continuer à gouverner l'Allemagne, une guerre brève et heureuse lui était indispensable. Le jeu n'est pas nouveau. Depuis l'époque où les patriciens de Rome entraînaient le peuple au combat chaque fois que celui-ci laissait entrevoir qu'il allait réclamer ses droits, les autocraties ont suivi cet exemple et ont trouvé dans la guerre un remède contre l'envahissement de l'esprit démocratique.

CHAPITRE VI

A Kiel, a la veille de la Guerre.

Kiel, situé sur la Baltique, sur la côte orientale de la péninsule de Jutland, à l'entrée du canal de Kiel, est le principal centre naval de l'Allemagne. Aussitôt que les Allemands se furent décidés à construire une grande flotte, l'Empereur chercha à répandre le goût du yachting et des sports nautiques et créa la semaine des régates de Kiel pour l'opposer à celle de Cowes, le centre du yachting britannique. On encouragea, à cet effet, et même on força les riches Allemands à se faire construire des yachts et à prendre part aux régates, et les Américains et les autres étrangers qui venaient visiter Kiel à bord de leurs yachts étaient accueillis par l'Empereur sur un pied d'intimité qu'ils n'auraient certes pas connu s'ils étaient venus à Berlin en simples touristes et s'étaient logés à l'hôtel.

En juin 1914, nous nous disposâmes à nous rendre aux régates de Kiel. Nous devions séjourner à bord de l'*Utowana*, le yacht d'Allison Armour, de Chicago, qui nous avait invités. J'étais retenu pour affaire à Berlin, et Mme Gerard me précéda à Kiel. J'y arrivai le samedi 27 juin et, en compagnie d'Armour, j'allai dîner avec l'Empereur sur son yacht le *Hohenzollern*. On remarquait dans la rade de nombreux yachts allemands destinés à prendre part aux épreuves nautiques, des voiliers pour la plupart. On remarquait principalement le superbe yacht de lord Brassey, le *Sunbeam* et celui du prince de Monaco, yacht qui sert au prince pour ses croisières scientifiques. Une importante escadre anglaise, laquelle comprenait quelques-unes des plus puissants dreadnoughts de la flotte britannique

était aussi arrivée, envoyée comme un gage des sentiments bienveillants qui semblaient exister alors entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Le redoutable von Tirpitz était là, sur un bâtiment de guerre allemand, et la compagnie Hambourg-Amérique était représentée par un ancien transatlantique, le *Deutschland*, devenu à ce moment le *Victoria-Louise*, à bord duquel on remarquait beaucoup d'invités, dont la plupart avaient été conviés aux fêtes sur la suggestion du Kaiser.

Un certain nombre d'Anglais se trouvaient réunis à la table de l'Empereur sur le *Hohenzollern*. Le Kaiser avait, à sa droite, lady Maud Warrender, la femme de l'amiral anglais, et à sa gauche la comtesse de March, la femme du comte de March, l'héritier présomptif du duc de Richmond. J'étais assis entre la princesse de Münster et la comtesse de March. Après dîner, l'Empereur m'entraîna à la barre et s'entretint avec moi pendant quelques instants. J'aurais voulu ne pas être lié par le secret professionnel et pouvoir rapporter ce que l'Empereur me dit ; mais je ne pense pas qu'il me soit permis, même en temps de guerre, de révéler des confidences qui me furent faites par un souverain dont j'étais l'hôte. Quelque importante et intéressante qu'ait été cette conversation que l'Empereur a eue avec moi, particulièrement à l'égard des mesures à prendre pour mater les socialistes allemands, je ne la rapporterai pas, pas plus que je ne rapporterai la conversation que j'eus avec lui, à la « Schrippenfest » en compagnie du colonel House, et cela parce que j'étais son invité. Les entretiens que j'ai eus avec l'Empereur dans la suite eurent lieu au cours d'audiences officielles et ne sont pas soumis aux mêmes considérations. Il m'invita à venir à bord de son yacht, le *Meteor*, le mardi suivant, pour prendre part à l'épreuve qui, ce jour-là, allait être courue entre Kiel et Eckernfjord.

Le prince et la princesse Henri de Prusse, qui habitent le château de Kiel, devaient offrir une réception et une *garden party* le dimanche dans l'après-midi ; mais en arrivant



Auf Allerhöchsten Befehl Seiner Majestät des Kaisers und Königs
beehrt sich der unterzeichnete Ober-Hof-und Haus-Marschall
Seine Excellenz den Botschafter der Vereinigten Staaten von Amerika
Herrn James W. Gerard
zur Abendtafel am 27ten Juni 1914 um 8 Uhr
an Bord S. M. Y. „Hohenzollern“
einzuladen

Freiherr von Reischach

Anzug: Mess-dress.

Jalid, Ulcrama

UNE INVITATION A DÎNER A BORD DU “ *Hohenzollern* ” A KIEL

S. M. J. „Hohenzollern“, den 27. Juni 1914.

Seine Majestät der Kaiser und König lassen Euere Excellenz zum Segeln an Bord S. M. J. „Meteor“ einladen. Einschiffung am Dienstag den 30. Juni 8 Uhr 30 Vorm. an der Boje.

Müller
Admiral.

An
Seine Excellenz
den Botschafter der Vereinigten Staaten von Amerika
Herrn James W. Gerard.

CARTE D'INVITATION POUR PRENDRE PASSAGE A BORD DU “ *Meteor* ”

devant la grille du château, ce jour-là, nous apprîmes que la fête n'avait plus lieu. Nous n'étions pas plutôt revenus à bord de l'*Utowana* que nous vîmes Frédéric William Wile, le célèbre correspondant du *Daily Mail* de Londres, monté dans une petite embarcation, se diriger vers nous. Il se rangea contre notre yacht et nous annonça que l'héritier au trône d'Autriche, l'archiduc François-Ferdinand, et sa femme avaient été assassinés à Serajevo. Il y eut un mouvement fiévreux d'embarcations allant et venant dans une rapidité vertigineuse, l'Empereur ayant été rappelé de l'épreuve nautique qui se disputait. Nous dînâmes, ce soir-là, à bord du yacht du prince de Monaco. Tous les diplomates et toutes les personnalités que j'avais rencontrés dans l'après-midi et ceux que je rencontrai dans la soirée semblaient être du même avis et estimer que la tragédie de Serajevo ne conduirait pas à la guerre. L'Empereur partit le lendemain pour Berlin à une heure très matinale, mais non sans avoir ordonné de façon expresse que le programme des courses et des réceptions à Kiel suivît son cours sans modification aucune.

Il y eut, le lundi après-midi, un « Bierabend » dans la grande salle du Yacht Club à Kiel. L'Empereur devait présider ce dîner, et il fut remplacé par son frère, le prince Henri. L'ambassadeur britannique, sir Edward Goschen, qui assistait aux fêtes à bord d'un des bâtiments de guerre anglais, était assis à la droite du prince et j'étais assis à la gauche. Un curieux incident se produisit pendant la soirée. Nous étions en train de causer, le prince et moi, et nous exprimions l'avis qu'il était toujours imprudent de chercher à porter un toast après dîner. Au beau milieu de notre conversation, quelqu'un vint parler à l'oreille du prince, qui se leva aussitôt et proposa de boire à la santé de l'amiral anglais et de sa flotte. Il improvisa un petit « speech » qu'il termina par ces mots à l'adresse des officiers de la flotte britanique : « Nous regrettons que vous partiez et nous regrettons que vous soyez venus ». Ce curieux lapsus a toujours été passé sous silence, fait



Auf Allerhöchsten Befehl Ihrer Kaiserlichen und Königlichen Majestäten

beehrt sich der unterzeichnete Ober-Hof-und Haus-Marschall,

Seine Excellenz den Botschafter der Vereinigten Staaten von Amerika

Herrn James W. Gerard

zu dem am Montag, den 1 Juni 1914 um 11 Uhr Vormittags im Neuen Palais bei Potsdam stattfindenden Stiftungsfest des Lehr-Infanterie-Bataillons und zu der um 1 Uhr darauf folgenden Frühstücks-Tafel im Muschelsaale des Neuen Palais

einzuladen

Freiherr von Reischach

Ueber Anzug pp. siehe beifolgende Anzeige

Carte d'invitation pour le Festival donné le 1er juin 1914 au Nouveau Palais, a Potsdam



Ihre Königlichen Hoheiten

der Prinz und die Frau Prinzessin Heinrich von Preussen

empfangen im Königlichen Schloss zu Kiel

am Sonntag, den 28. Juni von *5½* bis *7* Uhr.

An

S. Excellenz The Hon'ble

James W. Gerard, Amerikanischer Botschafter

und Gemahlin

Frhr. v. Seckendorff

Anzug pp.: *umstehend.*

Carte d'invitation a la "Garden-party" que le Prince et la Princesse Henri de Prusse devaient offrir le dimanche 28 juin, a Kiel. La réunion fut contremandée a la nouvelle du double meurtre de Serajevo.

qui témoigne de la discipline des Allemands et de leur respect pour l'autorité.

La température était plutôt agréable et nous allâmes après dîner nous promener dans les jardins du Yacht Club. J'eus une longue et intéressante conversation avec le Prince de Monaco. Le Prince, qui reçoit un revenu si considérable de la Compagnie des Jeux de Monte-Carlo, offre l'exemple d'un homme du monde très épris d'études scientifiques. Il n'est pas une seule région des sept mers qu'il n'ait explorée à bord de son yacht, à la recherche de quelque pièce curieuse pour le musée interocéanique qu'il a établi à Monaco.

Nous passâmes le mardi, Armour et moi, sur le yacht à voile de l'Empereur, le nouveau *Meteor*. L'épreuve, de Kiel à Eckernfjord, fut splendide. Elle fut gagnée par le *Meteor*. Comme l'Empereur ne se trouvait pas sur son yacht, je n'eus pas l'occasion de recevoir l'épingle de cravate traditionnelle que, le jour d'une victoire nautique, l'Empereur offre aux invités qu'il a à son bord. Parmi nos compagnons, se trouvait le grand amiral von Koster, qui allait se montrer dans la suite un partisan déterminé de la guerre sous-marine.

Eckernfjord est un petit port de pêche et en même temps une station balnéaire. La résidence estivale du Prince Henri se trouve tout près, maison plutôt modeste construite en briques, dans le style anglais de l'époque d'Elisabeth. La Princesse Henri est une Princesse de Hesse-Darmstadt et la sœur de l'Impératrice de Russie. Nous prîmes le thé avec le Prince et la Princesse entourés des membres de leur famille et en compagnie du duc de Sonderburg-Glücksburg et de quelques parents du duc. La salle de billard est ornée des originaux de la série de caricatures que M. Cutcheon a faites du Prince pendant le séjour de celui-ci en Amérique. Le Prince et la Princesse Henri vinrent dîner à bord de l'*Utowana* et le Prince se rendit à terre après le repas pour prendre part à un nouveau *Bierabend*, mais je résistai aux tentations de

la bière et du tabac et je demeurai à bord. Avant son départ, j'avais eu l'occasion de causer avec le Prince Henri. Il semblait être très préoccupé de l'aversion dont les Allemands étaient l'objet de la part de tous les autres peuples sans distinction, et me demanda qu'elle en était la cause, à mon avis. Je lui répondis, avec politesse, que j'attribuais ce sentiment au succès que les Allemands avaient obtenu dans tous les champs ouverts à l'entreprise et particulièrement dans le commerce et l'industrie. Il me dit, avec beaucoup de raison, qu'il estimait qu'on devait attribuer en grande partie cette aversion à la mauvaise éducation dont les Allemands donnaient l'exemple en voyage. Le prince Henri est un homme capable et d'esprit pondéré, et se fait remarquer par des manières fort agréables. Il parle l'anglais en perfection et le Grand Amiral de la flotte allemande de la Baltique renoncerait volontiers aux grandeurs, je crois, pour mener la vie de *gentleman farmer* telle que la comprennent les Anglais. Il s'est intéressé à l'industrie de l'automobile et a beaucoup encouragé les Allemands à développer cette industrie chez eux. L'Automobile Club de Berlin est son cercle favori.

Nous revînmes le lendemain à Kiel, où nous restâmes plusieurs jours. Je déjeunai avec le grand amiral von Tirpitz à bord de son bâtiment de guerre, assis à table à côté de lui. Il me donna l'impression d'un loup de mer qui, sous des manières aimables, joint à ses connaissances techniques une grande expérience de la politique et des problèmes mondiaux.

Pendant notre séjour à Kiel, nous allâmes dîner un soir dans une famille de l'aristocratie allemande, un comte et une comtesse, en villégiature dans leur résidence d'été. La maison bâtie, il y a deux siècles, s'élevait sur le côté d'un carré, dont les trois autres côtés étaient occupés par de vastes granges construites en pierre et où les produits de la propriété étaient mis en réserve. Bien que le premier étage fût placé à huit pieds au-dessus du sol, la famille, en

raison de l'humidité particulière de cette région, habitait le second étage. C'était là que se trouvait installée la salle à manger. Vers l'année 1700, alors que cette région faisait partie du Danemark, il était arrivé à un ancêtre du comte de prêter au Roi toute sa fortune. Un tableau, d'exécution assez naïve, placé dans le hall, représentait cet ancêtre assis dans ce même hall et occupé à fumer une longue pipe, entouré de trois ou quatre femmes — ses sœurs — en train de filer. Notre hôtesse nous apprit que ce tableau montrait ces fileuses travaillant pour nourrir leur frère, tandis que celui-ci attendait le remboursement du prêt qu'il avait fait au Roi de Danemark, scène caractéristique qui semblait l'illustration anticipée de la chanson bien connue « Tout le monde travaille, excepté papa ». Naturellement, il n'est jamais venu à l'idée de personne qu'un Prussien de race noble pût s'employer autrement qu'à faire la guerre ou à diriger la classe inférieure.

CHAPITRE VII

LE RÉGIME.

On s'est demandé à l'étranger comment le gouvernement allemand arrivait à imposer si facilement sa volonté au peuple. J'ai exposé en détail dans un autre chapitre le régime politique. On a pu voir ainsi que le Reichstag n'est en somme qu'une assemblée, où l'on discute sur des questions politiques ; que les Prussiens ne jouissent pas, en réalité, du suffrage universel et qu'en raison du système vicieux de voter par circonscription la franchise électorale demeure entre les mains d'une minorité ; que le gouvernement du pays, par les *Landsräte*, les *Regierungspräsidenten* et les *Oberpräsidenten*, s'exerce à l'aide d'un système central, de composition hiérarchique, et non à l'aide de représentants élus du peuple ; et enfin, dans le chapitre sur le militarisme et l'Affaire de Saverne, j'ai dit comment la direction de l'armée se trouve placée entre les mains de l'aristocratie.

Le régime ne gouverne pas le pays par ces seuls moyens. Ils ne suffiraient pas. L'enfant allemand commence à être soumis à la discipline dès l'âge de quatre ans. Cette discipline lui enseigne que son pays est régi par un mode de gouvernement idéal. Les instituteurs dans les écoles sont tous à la solde du gouvernement et ils n'enseignent aux enfants que les seuls principes que les dirigeants du peuple allemand désirent qu'ils exposent. Le congé du samedi n'existe pas dans les écoles allemandes. Les vacances d'été ne durent que trois à cinq semaines. Vous ne voyez jamais les petits garçons se réunir en groupe. Leurs jeux et leurs promenades ont lieu sous la surveillance de leurs instituteurs, lesquels ne

cessent de leur inspirer le respect et la terreur des héros militaires d'autrefois et d'aujourd'hui. Le samedi soir, le petit Allemand passe des mains de l'instituteur salarié par l'Etat aux mains du pasteur également salarié par l'Etat, lequel ajoute l'autorité de l'Eglise aux principes enseignés au profit du régime allemand.

Il existe, en Allemagne, un véritable régime de caste. Ainsi, un jour, à l'issue d'une partie de tennis, je dis à mon adversaire, tout en me rhabillant, que je serais très heureux de savoir avec qui j'avais eu le plaisir de jouer. Il me répondit qu'il était un commerçant (*Kaufmann*). Pour un Allemand, cette réponse était suffisante. Je le plaçai donc dans la classe des commerçants. Je lui demandai quel était le genre du commerce qu'il pratiquait. Il m'apprit alors qu'il était le président d'une importante compagnie d'électricité. Naturellement, dans des circonstances analogues, un des nôtres aurait commencé par formuler sa qualité de président de la compagnie en question ; mais, étant Allemand, cet homme disait à quelle caste il appartenait sans entrer dans de plus amples détails.

Au cours des villégiatures d'été, on a souvent l'occasion de lire sur les registres d'invités des noms inscrits comme suit : Mme la propriétaire d'usine Schultze, Mme Landrat Schwartz et Mme sous-lieutenant von Bing ! Aucun doute n'est naturellement permis à l'égard des positions sociales relativement occupées par Mme la propriétaire d'usine Schultze et Mme sous-lieutenant von Bing. Il est possible que Mme la propriétaire d'usine Schultze possède un yacht à vapeur, une tiare en diamants, une loge à l'Opéra et une fortune de dix millions de marks. Il se peut qu'elle soit une dame d'un certain âge, qui se fait remarquer par le nombre des œuvres pieuses qu'elle dirige ou encore la femme d'un industriel dont les découvertes sont d'un prix inestimable pour le genre humain. Elle ne sera pas moins toujours obligée de prendre rang derrière Mme sous-lieutenant von Bing, même si celle-ci n'est âgée que de dix-sept ans.

Il arrive, naturellement, que des officiers de l'armée et de la marine condescendent à prendre femme dans la caste des commerçants. C'est ainsi que, lorsque une jeune fille est appelée à se prononcer entre trois jeunes prétendants, également agréables : par exemple, un médecin assuré d'une clientèle de cinquante mille francs ; un industriel assuré de même revenu ; et un officier de l'armée dont le nom est précédé de la particule *von*, mais dont le revenu se limite à quinze mille francs, la jeune fille n'hésite pas : elle choisit l'officier à la particule.

Les plus hautes fonctions officielles sont, depuis des années, l'apanage exclusif des membres de l'aristocratie prussienne. La nomination de Zimmermann au poste de Ministre des Affaires Étrangères eut l'importance d'une innovation et causa la plus grande surprise. En effet, Zimmermann, qui appartient à une famille aisée de la Prusse orientale, n'est pas d'origine noble.

Le système des *Rat* est un de ceux qui ont donné les meilleurs résultats comme moyen d'assurer la discipline chez le peuple. Le mot *rat* veut dire « conseiller » et constitue un titre d'honneur, conféré à celui qui a obtenu un certain succès ou a atteint un certain rang dans sa profession, son industrie ou son commerce. Ainsi, un commerçant devient *rat* (conseiller) de commerce ; un homme de loi, « conseiller » de justice ; un médecin, « conseiller » sanitaire, etc. Les titres de conseillers sont établis de la façon suivante : le titulaire commence par être simple « conseiller » pour devenir un « conseiller privé », puis un « conseiller privé de la Cour », ensuite un « *Wirklicher* », c'est-à-dire un véritable et réel conseiller privé de la Cour, série de titres à laquelle on peut joindre celui d' « Excellence », lequel met le titulaire à l'échelon supérieur de l'échelle des *Rat*.

Mais remarquez, je vous prie, le mécanisme trompeur du système. La coutume allemande veut que la femme porte le nom du mari. La femme d'un constructeur qui a réussi est connue sous le nom de « Mme Véritable Réel

Conseiller privé à la Cour pour la Construction » et sa préséance sur les autres femmes, au point de vue social, dépend entièrement du rang de son mari dans la classe des *Rat*. Les personnes qui occupent un rang dans les hautes fonctions de l'Etat ont toujours le pas sur celles dont les prérogatives sont uniquement constituées par leurs titres de noblesse. C'est ainsi que, si un homme de loi n'a pas encore, à quarante ans, obtenu le moindre titre de conseiller, il est pris à partie par sa femme et devient suspect aux yeux de ses parents et de ses amis. Il doit avoir une tare dans son passé. En effet, tout homme qui, à un moment quelconque, a fait montre d'esprit d'opposition à l'égard du pouvoir — comme peuvent le révéler les registres de la police, où la vie de tout citoyen allemand est tenue à jour — n'a pas la moindre chance d'obtenir aucune de ces distinctions honorifiques, qui ont tant d'importance dans la vie sociale en Allemagne. Le gouvernement arrive, par ce moyen, à tenir la portion intelligente de la population d'une main encore plus ferme que s'il la menaçait de la torture et du bûcher !

Les Social-Démocrates, s'étant naturellement déclarés contre le régime actuel et en faveur d'une république, ne peuvent prétendre à aucune marque de bienveillance du pouvoir, puisqu'ils se sont élevés, par la parole comme par la plume, contre l'ordre établi. On les tient en les menaçant des foudres de la loi. Les condamnations pour crime de lèse-majesté sont très fréquentes. Il s'en produit presque tous les jours. Au début de la guerre, nombre de ces cas furent l'objet d'une amnistie et le Ministre de la Guerre renonça à la mise en jugement de pauvres hères, qui, arrêtés pour avoir osé parler irrespectueusement de l'armée, attendaient en prison l'ouverture de leur procès. Ce passage d'un livre, publié depuis la déclaration de guerre, le montre de la façon la plus nette :

« Dans l'atmosphère bienfaisante créée par l'amnistie générale arriva la nouvelle que le Ministre de la Guerre

avait arrêté les poursuites intentées aux journaux accusés d'insultes contre l'armée ou certains membres de l'armée » (Docteur J. Jastrow, *Im Kriegszustand*).

Il n'y a pas seulement le régime des *Rat* et le régime militaire, il y a celui des fonctionnaires, dont le nombre est prodigieux. Il est tout naturel que, dans un pays où tant de choses se trouvent placées sous le contrôle du gouvernement, les fonctionnaires soient plus nombreux qu'ailleurs et même dans des proportions considérables. Ainsi, en Prusse, toutes les lignes de chemin de fer appartiennent à l'Etat, sauf une ligne d'un parcours de soixante-dix milles et quelques lignes d'embranchement d'ordre secondaire. Cette armée de fonctionnaires dépendant de l'Etat ne se borne pas à s'abstenir de toute critique ! Les fonctionnaires influent sur leur famille et sur leurs connaissances. Comme ils relèvent de juridictions spéciales et secrètes, ils savent bien qu'en faisant montre d'indépendance, ils risqueraient de perdre leur place. Tel n'est pas, bien entendu, le cas des députés du Reichstag, lesquels, en exprimant leur opinion, n'encourent aucune responsabilité. Certains socialistes, qui savent n'avoir rien à attendre du pouvoir, profitent de la situation.

Il n'est pas de pays où la presse soit astreinte à d'aussi nombreuses restrictions. D'abord, les propriétaires de journaux sont soumis à l'influence du système des *Rat*, comme tout Allemand. Un propriétaire de journal doit veiller à ce que la politique de sa feuille ne soit pas un obstacle au développement de sa situation mondaine, à l'établissement de sa famille, à celle des personnes auxquelles il s'intéresse. Il se peut, en effet, que sa fille soit recherchée par un officier de marine ou par un fonctionnaire, que son fils soit candidat à un poste de juge ou de procureur, etc. Depuis la guerre, bien qu'il n'existe pas en Allemagne de censure préventive, un journal ne se trouve pas moins dans le cas d'être supprimé d'office, mesure sévère, car la suppression d'un journal pendant une semaine ou même cinq jours place ce journal dans une

situation des plus confuses et l'entraîne à des pertes matérielles considérables.

Nombre de grands journaux appartiennent à des établissements comme la maison Krupp ou sont, du moins, influencés par eux. Ainsi, au cours de cette guerre, les nouvelles d'Allemagne ont été transmises aux pays étrangers par deux services d'informations dans l'exploitation desquels l'usine Krupp est largement intéressée : l'agence d'Outre-Mer et l'agence Transocéanique. Les petits journaux sont placés sous la surveillance directe de l'Etat.

Au moyen âge, on déclarait souvent, dans les villes, une sorte de trêve pour empêcher les querelles intestines de dégénérer en luttes sanglantes. Cela s'appelait la « paix de la ville » (*Burgfrieden*). Au début de la guerre actuelle, tous les partis furent supposés souscrire à une sorte de *Burgfrieden* et ne pas chercher à obtenir aucun avantage au point de vue politique.

C'est ainsi qu'il se manifesta une indignation profonde dans les rangs des Social-Démocrates allemands, lorsqu'au printemps de 1916 on découvrit que le Ministre de l'Intérieur se disposait à établir un service d'informations en faveur des petits journaux et préparait les *landrat* et les autres fonctionnaires du département de l'intérieur à l'employer pour tromper le peuple, en tenant celui-ci dans l'ignorance des faits et des événements qui pouvaient nuire au régime.

Au système des *Rat* il faut joindre celui des décorations. L'Allemagne distribue des ordres et des décorations innombrables. Il y a d'abord l'ordre de l'Aigle Noir, puis celui de l'Aigle Rouge, l'ordre prussien de la Couronne, les ordres « Pour le Mérite », l'ordre de la Maison de Hohenzollern et bien d'autres. Chacun des vingt-cinq Etats distribue, à son tour, des ordres, des distinctions et des décorations. Ces ordres comprennent de nombreuses classes. Ainsi l'ordre de l'Aigle Rouge est divisé en première, deuxième, troisième et quatrième classe et ces

classes sont susceptibles d'être compliquées d'une couronne de laurier, d'une couronne de chêne, d'épées, d'étoiles et d'autres attributs. Les serviteurs eux-mêmes peuvent être décorés. Il leur suffit d'être restés longtemps au service de la même famille. Il en est de même des facteurs qui ont donné des preuves de probité, de certains autres fonctionnaires à qui il suffit, pour recevoir une distinction honorifique, de ne pas figurer sur les registres de la police pour s'être exprimés contre le gouvernement ou contre l'armée.

Tous les décorés sont réunis annuellement, dans un grand banquet qui a lieu à Berlin. C'est l'*Ordensfest*. Le maître d'hôtel, décoré pour avoir servi la même famille pendant vingt-cinq ans, y coudoie le diplomate, qui a reçu l'Aigle Noir pour avoir doté l'Empire allemand d'une colonie nouvelle, et le cuisinier fidèle s'asseoit à côté de l'officier de marine décoré de l'Ordre du Mérite pour avoir coulé un bâtiment de guerre ennemi. Tout cela, dans un certain sens, est démocratique. Mais, au fond, le but réel est de remplacer le droit du peuple au vote par un bout de ruban, en amenant l'humble porteur dudit ruban à se tenir pour satisfait. On le transforme ainsi en ferme soutien d'un régime qui ne lui permet guère d'améliorer sa position ! Ce système, en raison de l'influence qu'il exerce sur les populations, est le plus complet du genre qui ait jamais été pratiqué dans aucun pays. En réalité, seuls les ouvriers des grandes villes et les paysans bornés des campagnes sont tenus hors de ses mailles.

Je possédais, dans les environs de Berlin, un terrain de chasse, où je pouvais me rendre, de l'ambassade, en trois quarts d'heure. Il me fut ainsi permis d'étudier des conditions de l'existence telles qu'elles se présentent chez le paysan. L'Allemagne est encore aujourd'hui un pays de grands propriétaires. On peut y posséder des terres par droit de mouvance, coutume abolie en Grande-Bretagne depuis un siècle. En Grande-Bretagne, le droit de propriété ne peut être maintenu sous des conditions déter-

minées que pendant la vie de certaines personnes désignées et qui existaient à la mort du testateur. Dans l'État de New-York, le droit de propriété ne peut être maintenu que pendant la vie de deux personnes qui existaient à la mort du testateur et pour une période supplémentaire de vingt et un ans, c'est-à-dire la durée de la minorité d'un enfant. Mais dans les Empires Centraux le droit de propriété peut être maintenu, par le système féodal, pendant un temps illimité, ce qui fait qu'il arrive que de grandes propriétés ne sont pas mises en vente et restent indivises, quelque extravagante que soit la vie menée par le tenancier. Ainsi, il existe actuellement dans les Empires Centraux des domaines dont la propriété doit passer de fils aîné en fils aîné indéfiniment ou à défaut de l'aîné au puîné et ainsi de suite. Des clauses supplémentaires prévoient que les enfants sont inhabiles à faire actes d'héritiers si leur père s'est marié à une personne qui ne possède pas un certain nombre de quartiers de noblesse. On peut citer, à ce propos, l'exemple d'un prince, propriétaire de domaines considérables en Hongrie. Ce prince est célibataire. Il lui faut, pour se marier, choisir entre treize jeunes filles appartenant à des familles d'ores et déjà désignées. En portant son choix ailleurs, il frustrerait sa descendance de tout héritage et cela en vertu du testament de l'ancêtre à qui il doit sa fortune.

Ce système défectueux a été un obstacle au développement de la propriété chez les paysans. Cependant l'État a encouragé, jusqu'à un certain point, celui-ci à devenir propriétaire, mais dans certaines limites, et il arrive bien rarement de voir en Allemagne, surtout en Prusse, un paysan posséder plus de vingt à trente ares de terre. Les paysans disposent de terrains si modestes, qu'ils trouvent le temps, après avoir cultivé leurs terres, de s'occuper de celles qui dépendent de la propriété voisine et cela moyennant une légère rémunération.

Dans les familles nobles, l'aîné n'est pas seul à porter un titre. Le « Livre de poche des Comtes », qui est publié

par l'éditeur de l'*Almanach de Gotha*, contient les noms des comtes d'Autriche, d'Allemagne et de Hongrie, montrant ainsi les rapports qui existent entre les familles nobles de ces trois pays. Tous les fils d'un comte sont comtes, le titre se perpétuant ainsi de façon continue. Ainsi il existe probablement soixante-dix comtes Szecheny, en Hongrie, et autant de Zichy, etc. Il en est à peu près de même de certaines familles allemandes. Au fait, on peut dire que la plupart des personnes qui appartiennent à ce qu'il est convenu d'appeler la « société » dans les Empires Centraux possèdent un titre quelconque. La particule « von » indique que la personne appartient à la noblesse. Elle précède parfois les noms de personnes non titrées. La coutume veut, en Allemagne, qu'une personne non titrée mais ayant droit à la particule « von » soit autorisée à prendre le titre de « baron » lorsqu'elle voyage à l'étranger. Mais elle ne pourrait, en aucun cas, se le permettre en Allemagne.

Les familles nobles des Empires Centraux possèdent de vastes domaines par ce système de majorats dont j'ai parlé, et exercent naturellement une grande influence sur les cultivateurs. En règle générale, le système du tenancier n'existe pas, c'est-à-dire qu'on ne loue pas des terres aux petits fermiers — comme c'était la coutume en Irlande et comme c'est encore la coutume en Grande-Bretagne — mais les propriétés sont exploitées à la façon des grandes entreprises agricoles, sous l'administration d'intendants nommés par les propriétaires. Ce système, qui est impraticable en Amérique ou même en Grande-Bretagne, est possible dans les Empires Centraux, dont les villages sont remplis de personnes qui étaient encore, il n'y a pas très longtemps, des serfs attachés à la terre, vivant dans la terreur des propriétaires fonciers. C'est le premier moyen d'influence dont on dispose sur les populations. Il y a aussi le suffrage restreint, le vote par circonscription qui place l'électeur sous le contrôle de quelques riches propriétaires.

En règle générale — dans les familles — l'aîné des enfants entre dans l'armée avec le grade d'officier et peut poursuivre ainsi la carrière militaire, mais, s'il ne fait pas montre d'aptitude spéciale, il se retire et s'occupe de faire valoir la propriété. Toute propriété doit produire un revenu représentant au moins quatre pour cent de la valeur des terres. Il arrive que les autres enfants de la famille, après avoir servi quelque temps dans l'armée comme officiers — mais non comme *Einjähriger* — quittent l'armée et entrent dans la diplomatie ou dans tout autre service de l'Etat. Etant donné que les fonctions de juge, de procureur et autres fonctions judiciaires ne sont pas soumises à l'élection, la carrière diplomatique — aussi bien que celle qui conduit à la situation de *Landrat* et de premier président d'une province — est ouverte à la descendance des vieux propriétaires fonciers de Prusse, laquelle jouit de la bienveillance particulière de l'Etat.

Le hobereau prussien (*Junker*) fait beaucoup parler de lui, aussi bien en Allemagne que hors d'Allemagne. On ne rencontre guère d'oisifs parmi les « junker ». Ils sont tous travailleurs, patriotes, probes, dévoués à l'Empereur et à la Patrie. Si un peuple devait jamais accepter d'être gouverné par une classe, celle des « junker » s'imposerait à ce peuple, car nulle n'est plus apte à gouverner. Le « junker » a des principes d'une rigidité toute spartiate. Le « junker » a l'esprit étroit, mais il est incorruptible et avec cela brave et patriote. Les vertus austères du « junker » commandent l'admiration. Cette classe particulière, en raison de sa pauvreté et de ses occupations constantes, ne voyage pas. L'étranger, qui visite l'Allemagne pour son plaisir ou qui y vient pour les besoins de sa santé, ne se trouve pas en contact avec elle. Les « junker » lutteront jusqu'à toute extrémité pour conserver leurs privilèges, car les « junker » sont les plus fermes soutiens des Hohenzollern.

Les ouvriers des villes sont de grands travailleurs. Ils ont moins de bien-être que les ouvriers des autres pays,

tout en peinant peut-être davantage. Les lois qu'on admire tant, lois faites en apparence pour les protéger, telles que l'assurance contre le chômage, la maladie, les accidents, la vieillesse, etc., sont en réalité autant de moyens habiles pour les attacher au sol, et cela d'une façon aussi étroite que les serfs du moyen âge étaient attachés aux terres de leurs maîtres. J'ai reçu des lettres d'ouvriers, qui avaient travaillé en Amérique, lettres où ces ouvriers demandaient un passage d'entrepont pour retourner aux Etats-Unis, me disant que leurs primes d'assurance étaient si élevées qu'ils ne réussissaient pas à se réserver une épargne. Il va sans dire qu'après avoir effectué ces paiements pendant un certain temps l'ouvrier hésite à émigrer et ne pouvant plus payer arrive à perdre le bénéfice de toutes les primes qu'il a versées à l'Etat. En temps de paix, un mécanicien habile n'arrivait pas à gagner dix francs par jour et cela en fournissant une moyenne de dix heures de travail. Les travailleurs agricoles sont très peu payés dans les Empires Centraux. Les travaux accomplis chez nous par des hommes sont confiés en grande partie à des femmes. Au cours d'un séjour en Hongrie sur le domaine d'un membre de l'aristocratie, je remarquai que les jardins de la propriété étaient entretenus par des femmes. Ayant voulu connaître le montant du salaire qu'elles recevaient, j'appris qu'on leur donnait environ un franc par jour. Dans les régions agricoles de l'Allemagne, les femmes sont soumises à un travail encore plus dur que celui imposé aux bêtes. En été, elles sont dans les champs dès cinq ou six heures du matin et ne rentrent, le soir, qu'à huit heures et quelquefois plus tard. Le plus fort salaire qu'elles reçoivent pour un pareil labeur, à l'époque de la moisson, ne dépasse guère deux francs quarante. Malgré leur modicité, ces salaires tentent beaucoup de Russes, qui se rendent en Allemagne au moment des récoltes.

Il y avait, à l'ouverture des hostilités, environ cinquante mille travailleurs russes en Allemagne : hommes,

femmes et jeunes filles. Les Allemands qui les employaient aux champs les tenaient en une sorte d'esclavage. J'eus un jour, aux environs de Berlin, l'occasion de causer avec une jeune Polonaise occupée à travailler sur un terrain dont j'avais acquis le droit de chasse. Elle me dit que la guerre l'avait surprise en Allemagne, où elle était arrivée avec sa famille quelque temps avant l'ouverture des hostilités et avait trouvé de l'emploi, et que ses parents et elle s'étaient vu refuser depuis le droit de retourner en Pologne. Ce travail pénible imposé aux femmes tend à abrutir la population rurale, laquelle est ainsi tenue sous la domination de l'Eglise de Prusse et du régime prussien, toujours dans l'attente de la guerre. Les « junker » prussiens et les industriels allemands sont tous partisans de cet emploi des femmes aux travaux agricoles, car en augmentant le nombre des laboureurs on arrive à diminuer le chiffre du salaire.

A mon arrivée en Allemagne, je partageai naturellement l'opinion qui prévaut en Amérique sur le bien-être dont jouit l'ouvrier allemand. Je me le représentais assis à la table familiale, buvant de la bière et prêtant une oreille attentive et ravie à la musique classique qu'on joue non loin de cette table. Après avoir séjourné quelque temps en Allemagne, je constatai que l'ouvrier allemand ne s'asseyait devant une table que parce qu'il tombait de fatigue. J'espère qu'après la guerre les ouvriers américains arriveront à persuader aux ouvriers d'Allemagne d'envoyer des délégués visiter les Etats-Unis. Quand ceux-ci se seront rendus compte du bien-être dont jouissent les travailleurs américains, ils réclameront certainement à leur retour chez eux une augmentation de salaires aussi bien qu'une diminution des heures de travail. L'Américain ne subira pas ainsi l'humiliation d'entrer en compétition avec des esclaves comme le cas se produisait avant la guerre. On peut dire qu'aucun signe d'indigence ne s'offre, dans les rues de Berlin, au regard du passant. Mais la plupart des familles vivent dans une seule chambre!

La proportion des familles berlinoises qui vivent dans ces conditions dépasse, en effet, cinquante-cinq pour cent. La façon dont les Allemands sont élevés et éduqués peut être comparée à celle employée ici par l'Etat à l'égard des pensionnaires d'un asile d'indigents ou d'un pénitencier. L'exemple d'un conducteur de locomotive devenant président d'une compagnie de chemin de fer ne saurait se produire en Allemagne. La liste des gens qui doivent la situation qu'ils occupent à leur propre mérite — les *self-made men* — est plutôt limitée : je parle de ceux qui sont sortis de la classe ouvrière.

Les socialistes, qui représentent l'élément opposé à l'opinion conservatrice, envoient quelques députés à la Chambre basse prussienne et sont représentés au Reichstag par un tiers des députés, mais ne participent d'aucune autre façon aux affaires de l'Etat. Un socialiste qui chercherait à entrer au service de l'Etat, dans l'espoir d'obtenir plus tard un poste de procureur ou de juge, s'exposerait à d'amères désillusions. Les Juifs ne sont guère employés par l'Etat. Exception a été faite cependant en faveur de quelques-uns. Dernburg, qui fut un agent de la propagande allemande en Amérique pendant la première année de la guerre et qui est Juif, avait été Ministre des Colonies de l'Empire.

A mon avis, la Prusse a été arrêtée dans les voies libérales par ce fait que le pouvoir ne s'est jamais trouvé en présence d'un parti d'opposition et de protestation, sauf celui des socialistes, et que ceux-ci, en inscrivant l'abolition de la monarchie et l'établissement d'une république parmi les principes de leur programme, ont été impuissants à obtenir des réformes. Un grand mécontentement a régné dans le peuple avant la guerre et cela jusqu'aux derniers jours qui ont précédé l'ouverture des hostilités. Le peuple avait été irrité par l'établissement de certains impôts directs, — la taxe sur les allumettes, par exemple, aussi bien que l'impôt réclamé par les protestants de Prusse pour l'entretien du culte, impôt que le contri-

buable était tenu de payer à moins qu'il ne déclarât qu'il était athée.

En Allemagne, la seule classe de la population qui soit un peu au courant de la vie des peuples étrangers est celle des commerçants (*Kaufmann*). Les nobles de la classe dirigeante en Prusse ne voyagent pas. Ils sont absorbés par l'armée, ou la marine, ou les affaires de l'Etat, ou le soin de leurs domaines, et, en général, ne sont pas assez fortunés pour se permettre de voyager. Les pauvres, naturellement, ne voyagent pas. Quant à l'Allemand de la classe des *Kaufmann*, bien qu'il apprenne assez à l'étranger pour comprendre combien son avenir est borné en Allemagne au point de vue politique, il ne se résout pas moins à laisser les choses en l'état par suite des immenses profits que lui assure la situation de l'ouvrier, appelé à lui fournir de longues heures de travail pour un prix dérisoire. Les hommes de loi et les juges n'ont guère de rôle en Allemagne. On n'y rencontre pas cette classe d'avocats politiques qui se montre si puissante dans les Républiques.

CHAPITRE VIII

Les journées qui ont précédé la Guerre.

Une période de calme suivit mon retour de Kiel à Berlin. Il ne venait à l'idée de personne que les meurtres de Serajevo pouvaient exercer une influence quelconque sur les destinées du monde. L'Empereur était parti sur son yacht pour les mers du Nord, mais je crois bien que ce départ ne s'était effectué qu'après l'établissement d'un certain plan d'action. La plupart des diplomates partirent en vacances. Sir Edward Goschen, l'ambassadeur britannique, quitta Berlin, ainsi que l'ambassadeur de Russie. Ceci montre combien, dans les milieux diplomatiques, on était éloigné de toute idée de guerre.

Je partis pour la Silésie, région où sont situés les plus riches domaines. J'y allai avec l'intention de villégiaturer chez deux propriétaires allemands dont j'étais l'invité. L'un d'eux — un comte — est un des hommes les plus riches de l'Allemagne, possesseur d'une fortune évaluée à trente ou quarante millions de dollars. Le domaine qu'il possède en Silésie est exploité, selon la coutume que j'ai expliquée, non point par des tenanciers mais par des intendants à sa solde. Une maison splendide s'élève au milieu du domaine, maison comparable à un château. Nous étions trente-deux invités. Notre hôte, marié à une femme charmante, avait beaucoup voyagé. On constatait que le couple cherchait à s'inspirer à la campagne de la grande vie anglaise. Nos distractions étaient le tennis, la nage, le tir aux pigeons et les soirées étaient consacrées à la musique et à la danse. Rien de plus rare en Prusse

qu'une villégiature aussi dispendieuse. Celle-ci s'offrait comme une véritable exception.

Je retournai à Berlin. L'ultimatum de l'Autriche à la Serbie se produisait quelques jours après. L'événement ne causa qu'une surexcitation légère dans les esprits. A la publication de la réponse serbe, on crut que cette réponse mettait fin à l'incident et que l'affaire serait réglée, comme d'ordinaire, par des moyens diplomatiques et dilatoires. Le 26 juillet, on comprit que la situation devenait grave. L'Empereur rentra ce jour-là, et prit dès le lendemain matin la direction des affaires. Ce même jour, 27 juin, sir Edward Goschen rentrait, lui aussi, à Berlin. Je me tins en contact, autant que possible, avec les diplomates, car les fonctionnaires allemands se montraient extrêmement réservés, bien que j'allasse faire visite tous les jours à von Jagow, en m'efforçant d'obtenir de lui quelques renseignements. Dans la soirée du 29, le chancelier et sir Edward eurent l'entretien mémorable au cours duquel, sans se lier par des promesses au sujet des colonies françaises, le chancelier consentit à ne se livrer à « aucune agression territoriale aux dépens de la France » si la Grande-Bretagne demeurait neutre. Le chancelier déclara en outre à sir Edward Goschen que, depuis son avènement au poste de chancelier, l'objet de sa politique avait été d'amener une entente avec la Grande-Bretagne et qu'il avait, dans sa pensée, le plan d'un accord de neutralité générale entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Le 30, sir Edward Grey opposa un refus au marché proposé, à savoir que la « Grande-Bretagne s'engagerait à rester inactive pendant la lutte ouverte pour s'emparer des colonies françaises et vaincre la France, et cela aussi longtemps que la France ne subirait aucune atteinte à son territoire ». Sir Edward Grey déclara qu'un pareil marché conclu aux dépens de la France était fait pour déshonorer à jamais la Grande-Bretagne. Il déclina également tout marché concernant la neutralité de la Belgique. Les

Zweite

Extra-Ausgabe

Berliner Lokal-Anzeiger

An jeder Anschlagsäule ist die nächste Geschäftsstelle des „Berliner Lokal-Anzeigers“ angegeben.

[illegible] Jahrgang. Freitag, 31. Juli. 1914.

Deutschlands letztes Wort an Rußland.

[illegible]ch einmal, ehe die Waffen sprechen, [illegible] Deutschland dem russischen Reiche auf [illegible] Herausforderung großmütig eine [illegible] Frist, sich zu besinnen und die [illegible] Katastrophe abzuwenden. Eine [illegible] erschienene Sonderausgabe der [illegible] deutschen [illegible] Zeitung bringt [illegible] halbamtliche, für die Beurteilung der augenblicklichen Lage hochwichtige Mitteilung:

[illegible] Nachdem [illegible] auf einen Wunsch des [illegible] selbst unternommene Vermittlungsarbeit von der russischen Regierung [illegible] allgemeine Mobilmachung der russischen Armee und Marine gestört worden [illegible], hat die Regierung Seiner Majestät des [illegible] heut in St. Petersburg [illegible], daß die deutsche Mobilmachung in Aussicht steht, [illegible] Rußland nicht binnen zwölf Stunden seine Kriegsvorbereitungen einstellt und hierüber bestimmte Erklärung abgibt. Gleichzeitig ist an die französische Regierung eine Anfrage über [illegible] Haltung im Falle eines deutsch-russischen Krieges gerichtet worden.

[illegible] diesen allerletzten Schritt hat der Kaiser [illegible] gedacht, als er in der in unserer ersten Ausgabe veröffentlichten Ansprache an die Menge seine immer noch nicht abgebrochenen [illegible] erwähnte. Die Gegner zum Einsehen [illegible]. Es wird [illegible] [illegible]

Vorgeschichte des Konflikts.

[illegible]

Thronfolgers und seiner Gemahlin grell hervorgetreten.

Die Oesterreich-Ungarische Monarchie entschloß sich diesem, gegen ihren Bestand als Großmacht gerichteten verbrecherischen Treiben ein Ende zu machen. Es mußte sich aber ergeben, ob Rußland tatsächlich die Rolle des Beschützers der Südslawen bei ihren auf Zertrümmerung des Bestandes der Oesterreichisch-Ungarischen Monarchie gerichteten Bestrebungen durchzuführen willens war. In diesem Falle kam ein Lebensinteresse Deutschlands in Frage: der ungeschwächte Bestand der uns verbündeten Monarchie, dessen wir zur Erhaltung unserer eigenen Großmachtstellung inmitten der Gegner von Ost und West bedürfen.

Deutschland hat sich von vornherein auf den Standpunkt gestellt, daß die Auseinandersetzung mit Serbien eine Angelegenheit ist, die nur Oesterreich-Ungarn und Serbien angehe. Unter Wahrung dieses Standpunktes haben wir mit der größten Hingabe an allen Bemühungen teilgenommen, die auf Erhaltung des europäischen Friedens gerichtet waren. Oesterreich-Ungarn gab hierzu die Handhabe, indem es den Mächten wiederholt erklärte, daß es auf keine Eroberungen ausgehe und den territorialen Bestand Serbiens nicht antasten wolle. Diese Erklärungen sind namentlich in Petersburg mit Nachdruck zur Kenntnis gebracht worden. Unserem Bundesgenossen haben wir geraten, jedes mit der Würde der Monarchie vereinbare Entgegenkommen zu zeigen. Insbesondere haben wir allen englischen, auf Vermittlung zwischen Wien und Petersburg hinzielenden Schritten hilfreiche Hand geliehen.

[illegible]

Telegramm des Zaren

[illegible]

Zur Erklärung des Kriegszustandes.

[illegible]

Verlobung des Prinzen Adalbert.

[illegible]

Alle Extra-Ausgaben des „Berliner Lokal-Anzeigers“ werden nach wie vor in beliebiger Anzahl gratis in unseren sämtlichen Expeditionen an jedermann ausgegeben.



Druck und Verlag von August Scherl G. m. b. H., Berlin SW. [illegible]

FAC-SIMILE D'UN NUMÉRO SPÉCIAL DU *Lokal Anzeiger* DE BERLIN (31 JUILLET 1914).
L'ALLEMAGNE NIE SA RESPONSABILITÉ DANS LA GUERRE.

conversations tendant au maintien de la paix se poursuivirent, cependant, des deux côtés, le 30 et le 31, et beaucoup de diplomates restaient optimistes. Le 31, nous déjeunions, Mme Gerard et moi, en compagnie de notre ministre à Lisbonne, Thomas H. Birch et de sa femme. Je me levai de table pour m'approcher de Mouktar Pacha, l'ambassadeur de Turquie, et causer avec lui. Il m'assura que toute crainte de guerre devait être écartée. Cependant, agissant d'après mes propres impressions, fortifiées des renseignements fournis par les diplomates que j'avais vus, je m'étais décidé, dès le matin, à télégraphier au département de l'État que la guerre européenne était inévitable.

Le 31, à sept heures du soir, l'état de siège « *Kriegsgefahrzustand* » était proclamé et, à la même heure, l'Allemagne adressait à la Russie un ultimatum par lequel elle lui accordait douze heures pour démobiliser. Le 30, j'eus, dans l'après-midi, un entretien avec le baron Beyens, le Ministre de Belgique, et Jules Cambon, l'ambassadeur de France, dans les jardins de l'ambassade de France. Ils exprimèrent, tous les deux, l'avis que seule une intervention américaine pouvait empêcher la guerre. Ils paraissaient tristes et déprimés. En les quittant, je rencontrai, dans la rue, sir Edward Goschen, et m'entretins quelques instants avec lui. Il était, lui aussi, très déprimé. Agissant sous ma propre responsabilité, j'adressai la lettre suivante au chancelier :

« VOTRE EXCELLENCE. — Mon pays peut-il faire quelque chose ? Ne puis-je rien tenter pour prévenir cette guerre épouvantable ? Je suis certain que le Président approuverait toute initiative que je prendrais en faveur de la paix. — Toujours à vous.

« JAMES W. GERARD. »

Cette lettre est restée sans réponse. Le 1er août, à cinq heures du soir, l'ordre de mobilisation était signé et, à sept heures dix, l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie, le Kaiser proclamant du balcon du Palais qu'il ne connaissait plus aucun parti.

Il va sans dire que la population de Berlin s'était montrée en proie à la plus vive agitation au cours de ces événements. Des foules énormes circulaient tous les soirs dans les rues en chantant le *Deutschland über Alles* et en réclamant la guerre. Les journaux faisaient paraître, d'heure en heure, des éditions supplémentaires, qui étaient distribuées gratuitement. Les Allemands estimaient, en général, que leur longue préparation à la guerre était à la veille de porter des fruits, que l'Allemagne allait conquérir le monde et imposer sa « Kultur » à tous les peuples.

Le 2 août, dans la matinée, j'allai faire mes adieux à l'ambassadeur de Russie. L'ambassade était pleine de Russes sans ressources venus pour demander des secours et se faire protéger. On voyait partout des hommes et des femmes pleurer. Un désespoir immense semblait planer dans l'atmosphère. Le jour du départ de l'ambassadeur de Russie, je mis mon automobile à la disposition de l'ambassadeur pour le conduire à la gare. Mon chauffeur et mon valet de pied me rapportèrent dans la suite que la protection de la police avait été insuffisante, que l'automobile avait été presque renversée par la foule, que certains manifestants s'étaient approchés de l'ambassadeur et des dames qui se trouvaient avec lui et les avaient frappés au visage de leurs cannes. Le départ du train de l'ambassadeur était fixé pour une heure quinze du soir. A une heure moins dix, tandis que j'étais debout dans mon bureau à l'ambassade, entouré d'une foule d'Américains, Mme James, la femme du sénateur de Kentucky, et Mme Post-Wheeler, femme de notre secrétaire d'ambassade au Japon, vinrent à moi et me dirent qu'elles désiraient se rendre au Japon par la voie de Sibérie et qu'elles ne savaient quels moyens adopter. Je griffonnai aussitôt un mot à l'adresse de l'ambassadeur de Russie, en lui demandant de les prendre dans son train. Je remis le mot à un petit rougeaud employé à l'ambassade et qui parlait allemand et je le chargeai d'accompagner ces dames à la gare.

Il réussit, par miracle, à atteindre la gare, avant le départ du train. L'ambassadeur accepta gracieusement de prendre les deux Américaines avec lui. Cependant le train fut dirigé sur le Danemark au lieu de l'être sur la Russie. Du territoire danois les deux voyageuses gagnèrent la Suède, d'où elles s'embarquèrent pour l'Angleterre et de là pour leur pays. Etant donnée la mobilisation russe, cet itinéraire offrait, en somme, un caractère moins hasardeux que n'eût présenté le voyage à travers la Sibérie. L'ambassadeur de Russie me confia, à son tour, une Princesse russe, qui se disposait à partir avec lui mais qui, impressionnée peut-être par les scènes qui s'étaient produites sur le parcours de l'ambassade à la gare, avait dû renoncer, au moment du départ, à entreprendre le voyage. Elle resta encore quelques semaines à Berlin et, sentant ses forces revenues, partit pour le Danemark.

Le 4 août, dans la matinée, je me rendis au Palais de Berlin, où, d'après une convocation reçue la veille, j'étais invité à assister à une réunion officielle, à laquelle l'Empereur allait prendre part.

Un certain nombre de députés du Reichstag étaient groupés dans la salle de bal. Les diplomates se tenaient dans une galerie latérale. L'Empereur parut bientôt. Il avait revêtu l'uniforme gris de campagne et était suivi de plusieurs officiers de son Etat-Major et d'un certain nombre de dames. Il s'avança d'une allure martiale et jeta un coup d'œil vers la galerie où les diplomates étaient assemblés, comme s'il voulait s'en assurer le nombre. Il alla prendre place sur le trône, puis, s'étant levé, il se mit à lire, à haute voix, un message à l'adresse des membres du Reichstag.

Les députés présents l'applaudirent et quittèrent la salle pour se rendre au Reichstag, où le chancelier prit, à son tour, la parole, et prononça cette allocution fameuse au cours de laquelle il déclara que « nécessité ne connaissait pas de loi », et qu'à l'heure où il parlait les troupes allemandes franchissaient peut-être la frontière belge.

Le Reichstag vota ensuite certains projets de loi qui avaient été préparés pour assurer l'administration de l'Empire, — lois dont je parlerai plus loin —, et vota également les crédits de guerre. Les socialistes, qui ne s'étaient pas rendus au Palais, s'unissaient maintenant à leurs collègues pour voter les crédits.

Le 4 août, dans l'après-midi, j'allai voir von Jagow afin d'essayer de recueillir quelques nouvelles. Je trouvai l'ambassadeur britannique assis dans la salle d'attente du Ministère des Affaires Etrangères. Sir Edward me dit qu'il venait demander ses passeports. Il s'exprimait naturellement en anglais, et je crois bien que ses paroles furent surprises par un visiteur assis non loin de nous dans la salle et qui me parut être un journaliste allemand. Je n'éprouvai donc aucun étonnement en voyant vers la fin de l'après-midi des éditions supplémentaires paraître dans les rues annonçant que l'ambassadeur britannique avait demandé ses passeports et que la Grande-Bretagne avait déclaré la guerre. A l'annonce de cette nouvelle, une véritable rage éclata parmi la population de Berlin, une rage indescriptible. Le Ministère des Affaires Etrangères avait cru que le peuple britannique était trop occupé avec la rébellion de l'Ulster et les troubles de l'Irlande pour déclarer la guerre et cette erreur était partagée par tous les Berlinois.

Après dîner, je me rendis à la gare pour présenter mes vœux de bon voyage à Jules Cambon, l'ambassadeur de France. Tout le parcours qui s'étend de l'ambassade de France à la gare de Lehrte, par la porte de Brandebourg, était gardé par la police et par les troupes. Il n'y eut donc aucun accident. A la gare, le gouvernement allemand n'était représenté que par un fonctionnaire du Ministère des Affaires Etrangères, d'ordre très inférieur. Je trouvai Cambon, très maître de lui et faisant face à la situation d'une manière vraiment admirable. Sa famille était absente de Berlin, fort heureusement. Le train de Cambon fut dirigé sur le Danemark au lieu de l'être sur

la Suisse, qui était la voie indiquée pour rentrer en France, étant la plus directe. Il fut l'objet du traitement le plus grossier pendant le trajet et dut payer en or le montant des frais du train spécial que le gouvernement allemand avait mis à sa disposition.

J'allai ensuite me promener dans Berlin, et je me trouvai bientôt au milieu d'une foule immense, qui stationnait, dans la Wilhelmstrasse, devant l'ambassade britannique. La foule se mit à lancer des pierres et d'autres projectiles contre l'ambassade et réussit à briser tous les carreaux des fenêtres. Les Allemands accusèrent plus tard les personnes qui se trouvaient à l'intérieur de l'ambassade d'avoir irrité la foule en lui jetant des sous. Je n'ai rien vu de la sorte, à aucun moment. Comme l'avenue des Tilleuls et la Wilhelmstrasse sont pavés avec de l'asphalte, tout donne à penser que les manifestants avaient apporté les projectiles dont ils se servaient, et cela dans le dessein prémédité de briser les vitres des fenêtres de l'ambassade. La police envoya de la troupe à cheval, mais pas en nombre suffisant pour avoir raison des manifestants.

Je me rendis ensuite à l'avenue des Tilleuls, où une foule énorme s'était rassemblée devant l'hôtel Adlon. Un homme qui se tenait au dernier rang de cette foule me donna le conseil de ne pas chercher à pénétrer dans l'hôtel, car, selon lui, les manifestants étaient en train de guetter les correspondants de la presse britannique. La foule se montra, en effet, dans la suite, si menaçante envers les journalistes anglais qu'à un certain moment Wile, le correspondant du *Daily Mail* de Londres, vint sonner à la porte de notre ambassade. Nous étions alors couchés. Et, comme il ne voulait pas nous déranger, il s'installa sur un sofa dans la loge du portier.

En présence des dégâts auxquels l'ambassade britannique avait été soumise, je me dis que sir Edward Goschen ne serait peut-être pas disposé à y passer la nuit. Je me procurai donc une auto et, accompagné de Roland Harvey, le deuxième secrétaire de l'ambassade britannique,

je me fis un chemin à travers la foule qui continuait à barrer la Wilhelmstrasse. Je trouvai sir Edward et ses secrétaires parfaitement calmes. Ils déclinèrent poliment l'offre que je leur faisais de se réfugier à notre ambassade. Je restai à causer quelques instants avec eux et, au moment où je m'apprêtais à prendre congé, un serviteur vint me dire que la foule dans les rues avait augmenté dans des proportions considérables et surveillait mon automobile. Je chargeai l'homme d'aller ouvrir l'auto — car c'était un landau — et de recommander au chauffeur d'observer une allure extrêmement modérée aussitôt que, me voyant installé, il se mettrait en route.

Je traversai ainsi la foule lentement, sans incident, cette foule se bornant, pour toute manifestation, à me lancer le mot de mépris qu'elle emploie habituellement à l'égard de ceux qui ont excité sa colère. Ce mot, *pfui*, donne une sensation vraiment particulière lorsqu'on l'entend proféré par des milliers de voix allemandes. Au moment où nous quittions la foule, un homme monta sur le marchepied de l'automobile et cracha sur moi en criant *pfui*, et frappa Harvey au visage du rebord de son chapeau. Je fis arrêter l'auto, et ayant mis pied à terre je courus après l'homme, que j'empoignai. Mon valet de pied, qui était Allemand, nous rejoignait à ce moment même. Il expliqua à l'insulteur que j'étais l'ambassadeur des Etats-Unis et non un sujet britannique. L'homme, qui avait frappé Harvey, fit des excuses et tendit sa carte. C'était un avocat de Berlin. Il se présenta le lendemain à l'ambassade et renouvela ses excuses pour l' « erreur » qu'il avait commise.

Je passai une partie du lendemain, 5 août, avec sir Edward, qui me confia le soin des intérêts britanniques. Je me rendis en compagnie de Joseph C. Grew, notre premier secrétaire, à l'ambassade d'Angleterre, où des cachets furent apposés sur les archives et où nous reçûmes toutes les instructions et tous les renseignements qui pouvaient nous être fournis à l'égard des sujets britanniques

en ce moment en Allemagne et des intérêts que ces personnes pouvaient avoir dans le pays. Les correspondants des journaux anglais se réunirent à l'ambassade et ils furent autorisés à quitter Berlin dans le train qui allait emporter l'ambassadeur.

Ce même jour, les sujets britanniques furent arrêtés partout où ils se trouvaient, sans distinction d'âge ou de sexe, et dirigés sur la forteresse de Spandau. Je protestai auprès de M. de Jagow, en lui disant qu'une pareille mesure rappelait les mœurs du moyen âge. Je crois qu'il adressa des observations à ce sujet aux autorités et qu'il réussit à mettre fin à l'arrestation arbitraire des femmes.

Frédéric William Wile, le correspondant américain bien connu du *Daily Mail* de Londres, devait partir lui aussi dans le train britannique, en sa qualité de correspondant d'un journal d'Angleterre. J'allai dans la soirée au Ministère des Affaires Étrangères pour prendre son passeport. Le fonctionnaire préposé à la signature des passeports s'arrêta au moment où il achevait de tracer le nom de Wile sur la feuille destinée au journaliste, jeta sa plume sur la table et déclara qu'il refusait absolument de signer un passeport pour Wile, en raison de la haine qu'il lui portait, convaincu, comme il l'était, que ce dernier avait beaucoup fait pour provoquer la guerre. Ce raisonnement était évidemment ridicule, mais ce ne fut pas sans peine que je calmai la colère de l'Allemand et l'amenai à compléter sa signature. J'ai entendu dire que Wile n'avait aucune raison pour redouter des représailles. Cependant cet incident montre que ses appréhensions étaient justifiées. Je le lui tus, mais je ne fus pas moins heureux de le voir accepter l'hospitalité de l'ambassade la nuit qui précéda son départ. Il était parfaitement calme, bien qu'il se montrât enchanté quand je lui appris qu'il allait pouvoir se mettre en route.

Le train emportant sir Edward, le personnel de l'ambassade et les correspondants de la presse britannique

quitta Berlin le lendemain matin vers six heures. Ce départ, ignoré, au reste, de la populace, ne donna lieu à aucun incident fâcheux.

Il y eut, pendant ces premiers jours, une grande agitation en Allemagne, provoquée par des soupçons d'espionnage. Des gens étaient pris à partie par la foule dans les rues. Certaines personnes furent même fusillées sous prétexte qu'elles étaient au service de la France ou de la Russie. Les étrangers qui se trouvaient sur le territoire allemand étaient exposés aux plus grands dangers et beaucoup d'Américains furent mis en état d'arrestation ou soumis à des traitements indignes. Une rumeur assez curieuse vint à circuler et se propagea dans toute l'Allemagne. On prétendait que des automobiles, chargées d'or français traversaient le pays à toute vitesse en route pour la Russie. On voyait des paysans et des gardes-chasse en arrêt sur les routes, armés de fusil, et les voyages en automobile devinrent extrêmement dangereux. Une comtesse allemande fut tuée, un officier blessé et la duchesse de Ratibor atteinte d'une balle au bras. On prit un certain temps à calmer cette agitation et on dut même faire insérer de nombreuses informations dans les journaux pour chasser cette lubie de l'esprit populaire. La rumeur courut également que les Russes avaient empoisonné le Muggelsee, le lac où Berlin puise une partie de son eau. On racontait que des espions russes déguisés en femmes étaient arrêtés sur tout le territoire allemand. Beaucoup d'Américains étaient contraints de rester en permanence dans les hôtels où ils logeaient, mis en quelque sorte en état d'arrestation. Parmi ces personnes, se trouvaient M. et Mme Archer Huntington ; Charles H. Sherrill, qui avait été notre ministre dans l'Argentine ; et beaucoup d'autres.

CHAPITRE IX

Les Américains a l'ouverture des hostilités.

Naturellement, aux premières menaces de guerre, l'ambassade fut envahie par les Américains. Peu d'Américains avaient pris la précaution de se munir d'un passeport et le passeport devenait obligatoire. Toutes les personnes appartenant à l'ambassade, tous les volontaires que j'avais pu recruter — il y avait même parmi ces derniers un enfant de onze ans confié à notre garde — tous étaient occupés à répondre aux demandes des Américains, qui se tenaient par milliers sur la Wilhelm Platz, attendant leur tour pour pénétrer dans l'ambassade. La question d'argent se présenta aussitôt comme un problème à résoudre. Des voyageurs porteurs de lettres de crédit et de chèques importants n'arrivaient pas à se faire remettre un centime sur ces valeurs. L'American Express Company paya, je crois, tous les chèques qui la concernaient. Quand, accompagné de M. Wolf, président de l'Association Américaine de Commerce à Berlin, j'allai voir le directeur de la Banque Impériale et lui demandai de trouver un moyen quelconque pour obvier à la situation faite aux Américains de passage en Allemagne, il s'y refusa. Je lui suggérai alors de leur remettre du papier-monnaie — qu'on était en train d'imprimer — en échange de leurs lettres de crédit et de leurs chèques, lui faisant remarquer que ce papier-monnaie allait jouir en Amérique d'un crédit qui était susceptible d'offrir des avantages plus tard. Il ne voulut rien entendre. Le directeur de la Dresdner Bank, Herbert Gutmann, fut le banquier qui aida à aplanir les difficultés. Gutmann s'arrangea avec moi pour que la

Dresdner Bank, qui est considérée, vu son importance, comme la deuxième banque d'Allemagne, versât aux Américains le montant des chèques, des lettres de crédit, des traites et effets de commerce de l'American Express Company et des autres valeurs qu'ils pouvaient avoir sur eux — ne dépassant pas, bien entendu, un chiffre raisonnable. Il était convenu que ces chèques et lettres de crédit seraient revêtus du sceau de l'ambassade attestant ainsi que les bénéficiaires appartenaient à la nationalité américaine. Le sceau du Consulat américain devait être employé pour les valeurs payables en dehors de Berlin. La situation fut ainsi éclaircie.

Je n'avais pour m'aider que M. Wolf — au reste, très pris par ses propres affaires — et ne disposais d'aucun comité américain semblable à ceux qui fonctionnaient déjà à Londres et à Paris. Cependant, à Munich, des Américains s'organisèrent entre eux et formèrent un comité, qui donna d'excellents résultats. M. et Mme Ralph Pulitzer se trouvaient à Berlin et se mirent à la disposition de l'ambassade. M. Pulitzer s'occupa de la délivrance des passeports et Mme Pulitzer se montra très active, apportant un concours des plus précieux. Elle forma avec Mme Ruddock, femme de notre troisième secrétaire, Mme Gherardi, femme de notre attaché naval, et Mme Gerard, une sorte de comité de secours, dont le but était de venir en aide aux Américains qui se trouvaient privés de ressources et d'assistance. Avec le concours efficace de Lanier Winslow, j'établis, à l'intention des Américains, un service de trains spéciaux pour la Hollande. Des trains partirent, pour cette destination, de Suisse, de Munich et de Carlsbad, et traversèrent l'Allemagne. Des trains partirent également de Berlin.

En arrivant à l'ambassade, on pénétrait tout de suite dans la salle réservée à la vente des billets de chemin de fer. Les billets furent d'abord vendus par Mme Winslow, que le capitaine Fenton remplaça ensuite. Ils étaient distribués gratuitement aux Américains dont la situation

précaire avait été reconnue par le comité de Mme Pulitzer et de Mme Gerard. Le comité était installé dans la salle de bal au deuxième étage. Un cordon protégeait les dames du comité contre les envahissements de la foule. J'achetais toutes les semaines à la Compagnie de Navigation Hollande-Amérique un certain nombre de billets d'entrepont que ces dames revendaient dans la salle de bal. Nous avions adopté cette méthode parce que la Compagnie Hollande-Amérique n'avait pas le droit de vendre des billets d'entrepont aux particuliers en Allemagne ; mais, en achetant à la Compagnie deux cents ou trois cents billets à la fois, directement, j'arrivais à les céder, de la façon indiquée plus haut, aux Américains, qui, dans la hâte de rentrer chez eux, n'étaient nullement arrêtés par la perspective d'un voyage accompli dans des conditions si peu confortables.

Il arriva à Winslow d'avoir à se charger d'un des trains spéciaux qui furent dirigés sur la Hollande et je dois dire que je sympathisai avec lui de tout cœur quand j'appris toutes les difficultés qu'il avait éprouvées à retrouver des bagages à main égarés et à découvrir du lait pour des enfants qui en réclamaient à grands cris. Comme ces trains partaient de la gare de Charlottenbourg, située dans un quartier tranquille de Berlin, l'exode des Américains n'attirait pas l'attention de la foule. Le trajet du train de Carlsbad s'effectua dans d'excellentes conditions. Ce train emportait les Américains qui avaient été retenus dans la ville balnéaire.

Un des incidents curieux de cette époque troublée fut la réunion tenue le 11 août, à l'Hôtel de Ville de Berlin, en témoignage de sympathie à l'égard des Américains, qui se trouvaient en détresse sur le territoire allemand. Cette réunion fut ouverte dans une des salles ordinaires de l'Hôtel de Ville, mais elle avait attiré une telle foule, que nous fûmes obligés de nous transporter dans la salle principale. Là, des allocutions furent prononcées par le premier bourgmestre von Gwinner, par le professeur von

Harnack et par moi. Un autre professeur, qui s'exprima dans un anglais excellent et sans trahir le moindre accent germanique, se livra à une attaque des plus amères contre la Grande-Bretagne. Une brochure parut, rendant compte de la réunion. Cette brochure reproduisait le discours de Harnack et celui du premier bourgmestre, mais non celui du professeur. En parlant de l'objet de la réunion, le premier bourgmestre avait dit :

« Puisque nous apprenons qu'un grand nombre de citoyens américains se trouvent en Allemagne dans l'embarras — particulièrement à Berlin — et cela par suite des difficultés qu'ils éprouvent à retourner dans leur pays, nous déclarons ici solennellement qu'il est de notre devoir de nous occuper d'eux fraternellement dans la mesure de nos moyens. Nous faisons appel à tous les citoyens de Berlin et de l'Empire, en leur demandant de coopérer avec nous à cet effet. »

Le professeur von Harnack, directeur-conservateur de la bibliothèque royale de Berlin, est un des professeurs les plus capables de l'Allemagne. Il exprima dans son discours le sentiment qui dominait chez ses compatriotes dans les premiers jours de la guerre, à savoir que l'Allemagne était en train de se défendre contre une invasion russe, laquelle menaçait de supprimer la *kultur* germanique. Après avoir parlé de la civilisation d'Occident, le professeur s'était écrié :

« Mais en face de cette civilisation se dresse aujourd'hui à mes yeux une autre civilisation, la civilisation de la tribu, avec son organisation patriarcale, la civilisation de cette horde qui est groupée et maintenue par des despotes, la civilisation mongolienne moscovite. Cette civilisation n'a pu subir la lumière du XVIIIe siècle, encore moins celle du XIXe, et maintenant au XXe siècle elle se déchaîne et nous menace. Cette masse asiatique non organisée, aussi stérile qu'un désert de sable, cherche à s'emparer de nos champs de céréales. »

Les Allemands ne firent rien en faveur des Américains

qui se trouvaient sans ressources sur leur territoire, exception faite pour les arrangements pris par la Dresdner Bank au sujet des versements effectués sur les lettres de crédit et la mise en marche de trains spéciaux par la Compagnie de l'Etat allemand. A vrai dire, on ne pouvait guère rien demander de plus aux Allemands, puisqu'il était du devoir du gouvernement américain de s'occuper de ses nationaux en détresse à l'étranger. A l'ouverture des hostilités, presque au moment même où la guerre était déclarée, j'avais télégraphié à notre gouvernement pour lui suggérer l'idée d'expédier un navire avec un chargement d'or, puisqu'en temps de guerre l'or a cours partout. Le bruit courut à Berlin que le *Tennessee* et d'autres navires étaient déjà partis d'Amérique et un grand nombre d'Américains d'esprit simpliste vinrent à penser que ces navires étaient destinés à les rapatrier. Je fus interpellé un matin par une Américaine qui m'apprit qu'elle consentirait à prendre passage sur un de ces bâtiments, à la condition qu'on mît à sa disposition une cabine de luxe avec une salle de bain et qu'on lui donnât l'assurance que ses enfants auraient du lait Walker-Gordon. Une autre Américaine — d'origine allemande — restait assise pendant des heures dans un coin de la salle de bal, et s'écriait de temps en temps, d'un accent pénétrant : « Seigneur, ces navires n'arriveront donc jamais ? »

Pendant ces premiers jours de la guerre, nous nous occupâmes également d'établir un système de fiches qui, en nous permettant de dénombrer les Américains qui se trouvaient dans les autres villes, nous aidait en même temps à ne délivrer des passeports qu'à bon escient. Les Américains étaient tenus de se présenter à l'ambassade, où ils étaient interrogés, et d'après leurs réponses recevaient leurs passeports revêtus de cette mention : « Recommandé pour le transport en Amérique. »

J'adressai de temps en temps à nos consuls établis sur le territoire allemand des circulaires qui contenaient des instructions d'ordre général à l'égard des Américains. La cir-

culaire suivante, expédiée le 12 août, en donne un exemple :

« AMBASSADE AMÉRICAINE.

« *Berlin, 12 août 1914.*

« AUX REPRÉSENTANTS CONSULAIRES DES ETATS-UNIS EN ALLEMAGNE ET POUR L'INFORMATION GÉNÉRALE DES CITOYENS AMÉRICAINS :

« Une communication paraîtra demain dans le *Lokal Anzeiger* de Berlin, relativement à l'envoi d'un train spécial à la frontière hollandaise pour le transport exclusif des Américains. D'autres trains fonctionneront probablement de temps en temps. Aucun renseignement nouveau n'a été reçu jusqu'ici relativement à l'envoi de transports des Etats-Unis, mais les demandes de rapatriement sont en train d'être considérées par l'ambassade et par les différents consulats établis sur le territoire allemand, conformément à la dernière circulaire de l'ambassade et aux annonces publiées dans le *Lokal Anzeiger*.

« Les passeports des Américains qui partent de Berlin doivent porter le timbre du Ministère des Affaires Étrangères. Les Américains doivent s'adresser à cet effet au Geheimer Legationsrat, docteur Eckhardt, Wilhelmstrasse, 76. Les Américains qui résident en dehors de Berlin sont tenus de s'assurer auprès de leurs consuls respectifs des dispositions qu'ils doivent prendre à cet égard.

« Les lettres pour les Etats-Unis peuvent être adressées à l'ambassade. Elles partiront à la première occasion.

« Les sujets allemands qui désirent communiquer avec leurs amis en Angleterre, en Russie, en France ou en Belgique, ou qui désirent leur expédier de l'argent, doivent présenter leurs demandes au Ministère des Affaires-Etrangères. L'accès de l'Italie n'est pas interdit aux Américains. Le service des paquebots des compagnies italiennes continue à fonctionner ; mais, vu le nombre de passages arrêtés d'avance, ces compagnies ne disposeront pas de places

pendant un certain temps. L'ambassade a également appris que le service qui s'effectue de Vlissingen (Hollande) a lieu tous les jours à onze heures du matin. L'ambassadeur, cependant, ne saurait recommander aux Américains de chercher à atteindre la Hollande par ces trains réguliers du service ordinaire, ayant appris que les trains étaient l'objet de retards en route, les passagers civils étant contraints de descendre et de céder leurs places aux militaires toutes les fois que la nécessité d'une pareille mesure se présente. Il est préférable d'attendre le départ des trains spéciaux organisés par les soins de l'ambassade.

« La Dresdner Bank et ses succursales en Allemagne paieront les lettres de crédit et les chèques émanant de banques américaines jouissant d'un certain crédit, et cela en faveur des seuls Américains et pour des sommes limitées. Sont compris dans cette catégorie les chèques des établissements suivants : Banker's Association, Banker's Trust Company, International Mercantile Marine Company, American Express Company. Tous les chèques et toutes les lettres de crédit doivent cependant porter le timbre des Consulats américains, et les Consuls sont invités à s'assurer, en timbrant ces valeurs, que les personnes qui les détiennent en ont la légitime propriété. La Banque de Commerce et d'Escompte fait la même offre et la Deutsche Bank paiera les chèques et les lettres de crédit émis par ses correspondants.

« Les consuls américains pourront également tirer sur la Dresdner Bank pour le paiement de leurs salaires, plus tard, et aussi pour leurs frais administratifs. Cependant, les Consuls devront me soumettre, au préalable, les relevés de leurs frais. Il est à désirer que ces relevés soient transmis à l'ambassade à la première occasion.

« L'Ambassadeur. »

On remarquera, dans cette circulaire, que tous les Américains étaient tenus de faire timbrer leurs passeports

par le Ministre des Affaires Etrangères. Il arriva que le passeport d'un Américain ne fut pas retourné, bien que celui-ci l'eût laissé au Ministère. Le Ministère prétendit qu'il l'avait remis à quelqu'un qui s'était présenté au nom de l'ambassade. Nous ne fûmes pas surpris d'apprendre, dans la suite, que ce passeport se trouvait entre les mains de Lody, l'espion allemand, qui se livra à des aveux et fut exécuté dans la Tour de Londres. Quelque temps après, le gouvernement américain me télégraphia pour m'autoriser à faire des avances d'argent aux Américains sans ressources. Les dames installées dans la salle de bal s'occupèrent également de ce soin, aidées de leurs secrétaires, accordant des avances aux personnes nécessiteuses, complétant à d'autres le prix de leur passage d'entrepont de Hollande aux Etats-Unis. Nous vînmes à établir graduellement un système de banque. Des Etats-Unis, les Américains faisaient des remises d'argent aux parents ou aux amis qu'ils avaient en Allemagne, en versant les fonds au département de l'Etat. Le département de l'Etat me télégraphiait de remettre les sommes aux personnes désignées, ce que je faisais en tirant des traites sur le département de l'Etat. Les personnes, au profit desquelles ces traites étaient tirées, cédaient ces valeurs, à un taux déterminé, à la Deutsche Bank à Berlin. Cette façon de procéder se poursuivit sur une grande échelle et après que les Américains pressés de partir eussent quitté Berlin, ceux qui restèrent furent maintenus en fonds par leurs parents et leurs amis dans les mêmes conditions.

Le 23 août, Breckenridge, le secrétaire adjoint au département de la guerre, qui était parti d'Amérique sur le navire de guerre *Tennessee*, avec de l'or et accompagné d'un certain nombre d'officiers de l'armée, arriva à Berlin et prit la direction du service de secours que nous avions établi en vue du rapatriement des Américains. Il loua, à cet effet, un appartement dans un hôtel voisin de l'ambassade, le « Kaiserhof ». La commission était composée des majors J. A. Ryan et J. H. Ford, de M. G. W. Martin

et des capitaines Miller et Fenton. Le Comité de Secours et le bureau installé pour les avances de fonds continuaient à fonctionner dans la salle de bal de l'ambassade. Un bulletin paraissait sous les auspices de l'Association Américaine du Commerce. Un avis fut inséré dans ce bulletin, invitant les Américains qui avaient les moyens de quitter l'Allemagne à ne pas hésiter à profiter de tout train spécial qui se mettait en route. On leur donnait le conseil de se rendre directement à Londres, d'où ils pouvaient se faire transporter aux Etats-Unis. On invitait tous les Américains sans ressources à s'adresser au Comité de Secours, lequel était autorisé à subvenir aux besoins des Américains en détresse et à leur procurer les moyens de retourner dans leur pays.

Il fallut s'occuper des nombreux bagages que les Américains laissaient derrière eux en Allemagne. Beaucoup d'Américains insistaient pour rester. Il y avait bien parmi ces récalcitrants quelques commerçants, mais on remarquait surtout des chanteurs, des pianistes et des étudiants. Les retardataires nous causèrent beaucoup d'ennuis. Ainsi, une Américaine, qui était accompagnée de sa fille, ayant refusé de partir au moment où elle était invitée à le faire, se mit, en restant, à s'endetter et finit par devoir plus de dix mille marks. Comme l'emprisonnement pour dettes est en vigueur en Allemagne, la mère et la fille se trouvèrent dans l'impossibilité de partir quand elles voulurent se mettre en route. Nous dûmes faire circuler une liste de souscription, à l'ambassade, afin de recueillir une somme qui permît de solder leurs dettes les plus pressantes. Elles finirent par quitter l'Allemagne, non sans avoir ajouté aux préjugés entretenus à l'égard des Américains.

CHAPITRE X

Les Prisonniers de Guerre.

Pendant les premiers mois de la guerre, j'eus, en dehors des fonctions de ma charge, à m'occuper des étrangers qui avaient été confiés à mes soins. Les sujets britanniques jouirent d'abord d'une grande liberté, bien qu'il leur fût interdit de quitter le territoire allemand. Ils avaient à se présenter au commissariat de police, à certaines heures, et le soir il ne leur était pas permis de trop s'attarder dehors. Les Japonais avaient été mis en garde, par leur ambassade, contre la tournure que pouvaient prendre les événements. De plus, ils avaient été prévenus par leur gouvernement, à un certain moment, de l'envoi imminent d'un ultimatum à l'Allemagne. C'est ainsi qu'un grand nombre d'entre eux avaient quitté le territoire allemand. La déclaration de guerre du Japon fut immédiatement suivie de l'emprisonnement de tous les Japonais qui se trouvaient en Allemagne. On donna pour raison qu'on voulait les mettre ainsi à l'abri de la furie de la populace. Il est certain que le peuple paraissait très excité contre les Japonais. Quand j'eus réussi à obtenir leur mise en liberté et l'autorisation de les diriger hors d'Allemagne, je dus faire accompagner par mesure de protection chacun des groupes qui partaient pour la frontière suisse. Les Japonais n'étaient autorisés à partir que par la voie de la Suisse et il leur fallait ainsi changer de train à Munich. Notre consul dans cette ville était avisé de chaque départ par une dépêche qu'il recevait de moi. La police munichoise était aussitôt prévenue par

lui et prenait les mesures de protection nécessaires avant l'arrivée du train à la gare..

Un jour où un certain nombre de Japonais attendaient à l'ambassade l'heure de se rendre à la gare pour s'embarquer dans le train de nuit à destination de Munich, je chargeai un serviteur de les conduire à un restaurant afin qu'ils prissent quelque nourriture avant de se mettre en route. Aucun restaurant ne voulut leur donner à manger. On dut leur procurer des aliments à l'ambassade. Les membres de la Légation Siamoise furent souvent soumis à des insultes. On les prenait pour des Japonais. Ils n'osaient plus circuler dans Berlin ou même sortir de leurs maisons. Cette situation dura assez longtemps.

Les Japonais étaient d'une courtoisie extrême. J'allai un jour faire visite à quelques-uns d'entre eux, internés au camp de Ruhleben. Je reçus, en retour, une lettre de remerciements. La plupart des Japonais qui quittaient l'Allemagne m'écrivaient aussitôt arrivés en Suisse et m'exprimaient leur gratitude. Lors de mon départ définitif, je vis, en descendant du train spécial à Zurich, une Japonaise s'avancer vers moi. Elle avait connu les rigueurs de la prison en Allemagne. Son mari avait subi le même sort. Elle savait que j'étais allé voir celui-ci dans sa prison et elle venait me remercier. En arrivant à Berne, je me trouvai, à l'hôtel, en présence d'un Japonais qui m'attendait dans le bureau de l'établissement pour un motif analogue. Le lendemain, le Ministre du Japon se présenta à une heure très matinale à l'hôtel et y laissa une superbe pendule à l'adresse de Mme Gerard, comme un hommage de sa gratitude pour les attentions dont ses compatriotes avaient été l'objet. On était vraiment heureux de pouvoir se rendre utile à un peuple aussi poli et aussi charmant.

Le 20 août, j'allai visiter, pour la première fois, un camp allemand de prisonniers. C'était le camp de Doeberitz, situé à environ huit milles à l'ouest de Berlin, sorte de camp militaire où étaient élevées des casernes. On avait logé dans ces casernes les civils britanniques que

les Allemands avaient mis en état d'arrestation dès les premiers jours de la guerre. Il ne se trouvait, au moment de ma visite, que quelques sujets britanniques parmi les prisonniers, lesquels étaient pour la plupart des Russes et des Français. Je pus m'entretenir librement avec les prisonniers, et constatai qu'ils ne formulaient aucune plainte. Cependant, peu après, au cours de la grande retraite que les Anglais effectuèrent dans le nord de la France, les Allemands réussirent à faire un certain nombre de prisonniers. Officiers et soldats commencèrent à se montrer en Allemagne et furent dirigés sur divers camps. Finalement, au cours de l'automne de 1914, le gouvernement britannique ayant décidé d'interner un grand nombre de sujets allemands en Angleterre, le gouvernement allemand, en manière de représailles, interna immédiatement tous les civils britanniques, qui, jusque-là, avaient joui d'une liberté relative à Berlin et dans les autres villes de l'Empire.

Les civils britanniques furent internés dans l'enceinte d'un champ de courses situé à environ cinq milles du centre de Berlin et appelé Ruhleben. Ce champ de courses servait aux luttes entre chevaux de trot, et l'on voyait encore les vastes tribunes du public et les écuries en briques avec leurs stalles et leurs greniers à foin.

Le 20 août, j'allai pour la première fois à la préfecture de police de Berlin, où les prévenus politiques sont détenus. Un petit nombre de sujets britanniques soumis à une enquête spéciale y étaient internés. Cette prison, où j'étais appelé à me rendre souvent, était propre et bien tenue, et je n'entendis jamais les prisonniers formuler de plaintes particulières, sauf, bien entendu, à l'égard de la nourriture, à mesure que la guerre se prolongeait.

Dès l'ouverture des hostilités, j'avais organisé un département spécial destiné à s'occuper des intérêts des sujets britanniques. Ce département eut d'abord à sa tête M. Boylston Beal, un avocat de Boston, lequel eut pour adjoint M. Rivington Pyne, de New-York. La direc-

tion en fut assumée plus tard par l'honorable John B. Jackson, qui avait été Ministre des États-Unis dans les Balkans, en Grèce et à Cuba. M. Jackson s'était mis à notre disposition, dès le début de la guerre, et j'étais heureux du concours qu'il nous apportait, sachant surtout qu'il avait rempli pendant douze ans les fonctions de secrétaire à l'ambassade de Berlin et qu'il était ainsi riche d'expérience, non seulement sur l'Allemagne en général, mais sur les mœurs et coutumes du monde officiel allemand. M. Jackson fut aidé de façon très efficace par M. Charles H. Rusell jeune, de New-York, et M. Lithgow Osborne. Il va sans dire que le service de ce département réclama le concours d'autres personnes de l'ambassade.

Les premiers prisonniers soldats qui arrivèrent furent conduits au camp de Doeberitz, aux environs de Berlin. M. Grew, notre premier secrétaire et notre consul général M. Lay visitèrent, dès les premiers temps de la guerre, le camp des officiers à Torgau. La question de la visite aux prisonniers des camps n'avait nullement été examinée, pas plus que celle relative aux droits que possédaient à cet égard les ambassadeurs chargés des intérêts des pays ennemis. On reçut en Allemagne des rapports si nombreux concernant les mauvais traitements dont les prisonniers de guerre allemands passaient pour être l'objet en Angleterre, que je confiai à M. Jackson le soin d'aller faire une enquête à ce sujet sur les lieux mêmes. La visite avait été préparée par mon collègue l'ambassadeur des Etats-Unis à Londres. Au cours du premier hiver de la guerre, M. Jackson partit pour l'Angleterre. Le rapport du délégué calma les appréhensions entretenues jusque-là par les Allemands sur la façon dont leurs compatriotes, prisonniers de guerre, étaient traités en Grande-Bretagne et m'aida beaucoup à améliorer le sort des prisonniers anglais en Allemagne. Après avoir vainement essayé d'amener le gouvernement allemand à prendre une décision sur la question de l'inspection des prisonniers ; après avoir constaté que les notes que j'avais adressées au

Ministère des Affaires Etrangères à cet effet étaient encore sans réponse bien qu'elles eussent été expédiées depuis fort longtemps ; après avoir écrit une lettre personnelle à von Jagow, appelant son attention sur ce fait que le délai tendait à être préjudiciable aux prisonniers allemands dans les pays où ils étaient détenus, je finis par aller voir le chancelier et je lui demandai que mes notes concernant les prisonniers fussent envoyées par le Ministère des Affaires Etrangères aux autorités militaires. Je lui fis remarquer que, bien que j'eusse l'occasion de m'entretenir avec certains fonctionnaires au Ministère des Affaires Etrangères, je ne réussissais jamais à me trouver en contact avec ceux qui avaient réellement pris connaissance des notes que j'avais adressées et qui étaient chargés des questions relatives à l'entretien des prisonniers de guerre. Je lui demandai donc de vouloir bien rompre avec les précédents diplomatiques et m'autoriser à m'entretenir avec les autorités militaires, qui décidaient de ces questions. J'ajoutai :

« Si je ne réussis pas à obtenir une réponse à la proposition que j'ai faite au sujet des prisonniers, je prendrai une chaise et je m'assoierai devant votre palais dans la rue jusqu'à ce que je reçoive cette réponse. »

Le résultat fut un rendez-vous dans mon bureau.

Au rendez-vous, se trouvèrent présents deux représentants du Ministère des Affaires Etrangères, deux représentants de l'Etat-Major général, deux représentants du Ministère de la Guerre, et le comte Schwerin, qui avait la charge des prisonniers civils du camp de Ruhleben. Je discutai la question avec eux. Au bout de vingt minutes, nous étions parvenus à un accord, que je rédigeai sur place. Cet accord — établissait, pour l'Angleterre comme pour l'Allemagne — que l'ambassadeur des Etats-Unis et ses représentants en Allemagne d'une part et l'ambassadeur des Etats-Unis et ses représentants en Grande-Bretagne d'autre part, auraient le droit de visiter les camps des prisonniers dans chacun de ces pays en avertissant à

temps, — vingt-quatre heures d'avance quand cela était possible — et auraient également le droit de s'entretenir avec les prisonniers en présence des fonctionnaires du camp, mais sans que ceux-ci puissent rien entendre des entretiens; qu'on chercherait à aplanir les difficultés en s'adressant aux autorités du camp avant de porter les plaintes devant leurs supérieurs; que notre ambassadeur nommerait dix représentants auxquels on délivrerait des autorisations nécessaires pour visiter les camps dans les conditions indiquées plus haut.

Cet accord fut ratifié par le gouvernement britannique et le gouvernement allemand. Nous travaillâmes d'après ces données pendant longtemps, et nous nous trouvâmes en rapport direct avec le département de la guerre pour la plupart des questions. Il va sans dire qu'avant cette réunion j'avais réussi à obtenir l'autorisation de visiter les camps de Ruhleben et de Doeberitz, tous deux près de Berlin. M. Michaelson, notre consul à Cologne, M. Jackson et d'autres personnes de l'ambassade avaient été autorisés à visiter certains camps. Mais nous interrompûmes nos visites au moment où la réunion mentionnée plus haut allait avoir lieu et nous nous abstînmes de les reprendre pendant que la discussion se poursuivait. Il est malheureusement certain que, pendant les premiers jours des hostilités, les prisonniers de guerre capturés par les Allemands furent souvent maltraités par les soldats, les gardes et la population civile : ces mauvais traitements se produisant aussi bien sur le front qu'en cours de route.

Les exemples étaient trop nombreux, les preuves trop évidentes pour être niés. Les prisonniers ne se trouvaient pas toujours soumis au même traitement dans les différents camps et cela en raison du fonctionnement particulier du système militaire. Comme je crois l'avoir dit ailleurs, l'Allemagne est divisée en régions de corps d'armée. Chacune de ces régions est gouvernée, en temps de guerre, par un chef militaire disposant d'une autorité absolue, car ses ordres priment ceux des représentants du gouver-

nement civil. Ces commandants de corps prennent des décisions sans avoir à en référer au Ministère de la Guerre, étant dans une certaine mesure indépendants et, au reste, très jaloux de leurs prérogatives.

Pour montrer combien les rapports avec ces chefs militaires sont parfois difficiles, je citerai le fait suivant. Après que mon projet concernant l'inspection des prisonniers de guerre eût été ratifié par le gouvernement allemand et le gouvernement britannique, je me rendis à Halle pour visiter le camp de détention qui avait été installé à l'intention des officiers. Halle est à quelques heures de Berlin. A mon arrivée au camp, le commandant vint à ma rencontre et me dit que j'étais autorisé à procéder à ma visite, mais que je ne pouvais pas m'entretenir avec les prisonniers en secret. Je lui fais remarquer que sa déclaration était en contradiction formelle avec l'accord intervenu, mais il se montra inébranlable et je rentrai à Berlin. Je protestai aussitôt auprès du Ministère des Affaires Etrangères, qui me donna l'assurance que le malentendu serait dissipé. Je retournai donc, quelques jours après, à Halle. L'incident se renouvela dans les mêmes conditions J'allai voir von Jagow, qui m'expliqua que le cas était assez difficile à résoudre et me conseilla de faire une visite préalable au commandant de corps à Magdebourg et de chercher à arranger les choses avec lui. Je suivis ce conseil et fus finalement autorisé à visiter le camp et à parler aux officiers en dehors de tout témoin. Ce camp de Halle a été maintenu au cours des hostilités, bien que l'endroit ne fût nullement propice à servir de lieu de détention à des officiers, lesquels se trouvaient logés dans les bâtiments d'une vieille usine au milieu d'une cour dont le sol était couvert de cendres et d'escarbilles. Ces bâtiments étaient situés dans le quartier industriel de Halle. Il n'y avait pas un seul endroit dans cette cour où l'on pût installer un jeu sportif quelconque. Les officiers n'avaient même pas réussi à se ménager quelques mètres de terrain offrant l'espace voulu pour lancer une balle de tennis contre un mur.

En s'arrangeant à ce qu'il y eût, dans tous les camps, des prisonniers de nationalités différentes, les Allemands poursuivaient un but. Ils voulaient probablement éviter des réclamations qui eussent représenté l'Allemagne faisant acte de partialité dans le traitement des prisonniers. Les Allemands furent surpris, au début des hostilités, par le grand nombre de prisonniers qu'il fallut loger. Aucune disposition n'avait été prise pour les recevoir. On manquait de vêtements et de couvertures. J'achetai tout le linge de corps et toutes les couvertures que je pus trouver dans les magasins de Berlin et les expédiai dans les camps où les prisonniers anglais avaient été amenés. J'expédiai au camp de Doeberitz des cannes pour les blessés convalescents, des béquilles et même des œufs et d'autres denrées susceptibles d'apporter un adoucissement au régime des malades.

Au début, les prisonniers ne furent nullement astreints au travail, mais au moment où je quittai l'Allemagne les deux millions de prisonniers de guerre étaient employés aux travaux agricoles et industriels de l'Etat.

La Ligue de Charité de New-York m'avait télégraphié en 1914 pour me demander de lui indiquer le meilleur emploi qu'elle pouvait faire de ses fonds. Je répondis en exposant la détresse dans laquelle se trouvaient les prisonniers de guerre. De nombreux journaux me plaisantèrent à ce propos et un brillant directeur de journal alla jusqu'à dire que, si les Allemands ne traitaient pas leurs prisonniers de façon convenable, on saurait les y contraindre ! Vraiment ? Et par quel moyen ? En bombardant le Palais Impérial ? Le brillant directeur n'avait qu'à traverser la Sprée à bord d'un sous-marin et se mettre à l'œuvre. Je ne vois pas d'autre moyen de contrainte ! Cependant l'Association Chrétienne des Jeunes Gens s'occupa de venir en aide aux prisonniers de guerre. Le Docteur John R. Mott s'était mis à la tête de l'entreprise. Je reçus du révérend Archibald C. Harte une assistance des plus cordiales et des plus effectives. Je rendrai compte de

leur splendide effort dans le chapitre que je consacrerai aux œuvres de bienfaisance inspirées par la guerre.

Une seule ville d'Allemagne s'intéressa au sort des prisonniers de guerre. Ce fut, je suis heureux de le dire, la charmante ville universitaire de Gœttingue. J'eus l'occasion de visiter ce camp, en compagnie de M. Harte, au mois d'avril 1915. On inaugurait le premier abri construit pour les prisonniers par les soins de l'Association Chrétienne des Jeunes Gens. Le camp était placé sous la direction du colonel Bogen, un officier d'une discipline très rigoureuse, mais qui se montrait équitable à l'égard des prisonniers, de l'aveu même de ces derniers. Il y avait dans ce camp, autant que je me le rappelle, environ sept mille prisonniers : russes, français, belges et anglais.

Il est à regretter que les plans du colonel Bogen pour la construction et l'aménagement des camps de prisonniers n'aient pas été suivis à l'égard des autres camps installés sur le territoire allemand. A Gœttingue, ainsi que je l'ai dit, la population civile s'intéressa dans une certaine mesure au sort des malheureux prisonniers qui se trouvaient chez elle, et cela sur l'appel que leur avaient adressé plusieurs professeurs de l'université. Parmi ces professeurs, le plus actif fut le professeur Stange, lequel, aidé d'un avocat français qui avait été fait prisonnier dans un service de la Croix-Rouge aux environs d'Arras, procura des livres aux prisonniers et leur fut utile de diverses manières. Ces mesures généreuses du professeur Stange déplurent naturellement aux habitants de la ville de Gœttingue et le professeur n'eut donc pas lieu d'être surpris, en se réveillant un matin, de constater que, pendant la nuit, sa maison avait été peinte aux couleurs de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis : rouge, blanc et bleu.

J'avais entendu dire si souvent que les prisonniers étaient soumis à des vexations de toutes sortes de la part de la population civile, que je fus très heureux de lire un jour le paragraphe suivant dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, organe officiel :

« Les habitants de *** (une petite ville allemande sur la frontière danoise), dont les noms suivent, s'étant conduits d'une façon répréhensible à l'égard des prisonniers de guerre, ont été condamnés aux peines suivantes d'amende et d'emprisonnement et les noms de ces personnes sont imprimés ici pour qu'elles restent un objet de mépris aux yeux des générations allemandes de l'avenir. »

Suivait la liste contenant les noms des personnes, le nombre d'années ou de mois de prison et le chiffre des amendes. Je trouvai cela merveilleux, en me disant que le gouvernement allemand s'était enfin décidé à protéger les prisonniers de guerre contre les vexations de la population civile, et j'écrivis à notre Consul à Kiel pour le prier de se livrer à une enquête sur le cas qui venait de se produire. J'appris ainsi de lui que quelques malheureux prisonniers en traversant la ville en question (située dans une région de l'Allemagne habitée par des Scandinaves) avaient manifesté par des signes qu'ils mouraient de faim et de soif; que plusieurs Scandinaves touchés de leur infortune leur avaient tendu à boire et à manger et que c'était pour avoir observé cette attitude que ceux-ci se trouvaient condamnés à l'amende et à la prison et voués au mépris des générations futures. Je ne connais pas d'exemple susceptible de montrer d'une façon plus saisissante la haine qu'on éprouvait dans les milieux officiels envers les peuples avec qui l'Allemagne était en guerre.

Le lendemain de ma visite à Gœttingue, je visitai le camp des officiers établi à Münden. Je me trouvai en présence de huit cents officiers — dont treize seulement étaient anglais — enfermés dans le bâtiment d'une vieille usine, laquelle était située en contre-bas sur une des berges de la rivière. Les officiers russes me remirent quelques flèches dont les pointes étaient garnies de clous. Ces flèches avaient été lancées sur eux par les petits polissons de la ville. Les officiers anglais me firent remarquer l'état de malpropreté où se trouvait le camp. J'eus de nouveau l'impression qu'on était porté à considérer

les prisonniers de cet ordre comme les premiers venus et à les traiter non point comme des officiers capturés, mais comme des forçats. J'eus, avant de m'en aller, un entretien assez vif sur ce sujet avec le commandant, lequel se montra dans la suite outré du rapport que j'avais fait sur le camp dont on lui avait confié la charge. Je ne suis pas moins heureux de pouvoir dire qu'il se livra à certaines améliorations et j'appris plus tard, par mes inspecteurs, que son camp était devenu un des mieux tenus de l'Empire.

Je ne disposais, à mon grand regret, que d'un temps fort limité pour visiter ces camps de prisonniers. Les devoirs de ma charge et les surprises — si fréquentes — des événements me retenaient à Berlin. Mais les attachés de de l'ambassade les visitaient sans cesse.

Mes rapports furent livrés à la publicité pendant un certain temps. Ils paraissaient avec les documents officiels. Mais le gouvernement américain constata que cette publication irritait les Allemands jusqu'à l'exaspération et dut demander au gouvernement britannique de l'interrompre. J'avais l'habitude d'expédier des copies de mes rapports à Washington et à Londres et de remettre un exemplaire de ces copies au Ministère des Affaires Etrangères à Berlin.

A l'époque où Winston Churchill occupait les fonctions de premier lord de l'amirauté en Angleterre, il fut déclaré que les hommes capturés à bord des sous-marins allemands ne seraient pas traités comme des prisonniers ordinaires mais tenus pour des pirates et des assassins et relégués comme tels dans un endroit spécial. On considérait qu'ils s'étaient mis dans le cas de se voir refuser le traitement habituel accordé aux prisonniers de guerre. Cette déclaration surexcita les esprits en Allemagne. Le gouvernement allemand fit un choix de trente-sept prisonniers parmi les officiers qui lui paraissaient être apparentés aux meilleures familles de la Grande-Bretagne et les soumit à une relégation spéciale. Plusieurs de ces officiers furent ainsi relégués à Cologne. Mais le plus grand nombre

fut dirigé sur Magdebourg et sur Burg et incarcéré dans les geôles de droit commun, c'est-à-dire dans les prisons réservées aux voleurs et aux assassins.

Aussitôt que j'appris la nouvelle, je me rendis à Magdebourg, en compagnie d'un de mes attachés, M. Charles H. Russell jeune, muni de mon laissez-passer ordinaire pour la visite des prisonniers. Les autorités allemandes me dirent plus tard que, s'ils avaient eu vent de ma visite, ils l'auraient interdite. Je ne profitai pas moins des conventions établies en m'adressant au bureau du commandant de corps d'armée. Accompagné d'un adjudant — un ancien avocat de la ville — et de plusieurs autres officiers, je visitai ces officiers anglais dans les cellules qui leur avaient été attribuées. Ils se trouvaient complétement isolés, relégués pour la plupart dans un espace étroit, dont la surface ne dépassait pas onze pieds de long sur quatre pieds de large. Les rigueurs s'augmentaient de ce fait que les prisonniers n'avaient droit qu'à une heure d'exercice par jour dans le préau. Leur nourriture était passable, mais l'état de claustration auquel ils se trouvaient condamnés était vraiment pénible. Le lieutenant Goschen, fils de l'ancien ambassadeur britannique en Allemagne, en souffrait de façon particulière. Il avait été blessé et avait dû être transporté et soigné à l'hôpital de Douai. Je retrouvai parmi les officiers une vieille connaissance, le capitaine Robin Grey, qui était venu souvent à New-York. Les autorités allemandes consentirent à faire droit à quelques petites réclamations d'ordre secondaire que je leur présentai au nom des prisonniers. Nous nous rendîmes ensuite à la ville voisine de Burg, où d'autres officiers étaient relégués dans les mêmes conditions et toujours dans la prison commune. Après avoir visité ces prisonniers et après avoir obtenu des autorités certaines modifications au régime qui leur était appliqué, nous allâmes voir un camp de prisonniers — un camp d'officiers — qui avait été installé dans une autre partie de la ville.

Ce camp était défectueux, comble, et n'offrant aucune espace pour la récréation. Plus tard, des améliorations furent apportées et l'on accorda plus d'espace aux prisonniers pour les jeux, etc. Le commandant se trouvait être un juge de la Cour suprême de Leipzig, la plus haute Cour de l'Empire. J'avais rempli les mêmes fonctions dans l'Etat de New-York. Nous réunîmes ses collaborateurs et nous allâmes tous déjeuner à l'hôtel de compagnie. Après le départ de Churchill de l'amirauté britannique, son successeur renonça à la relégation spéciale appliquée aux Allemands capturés à bord des sous-marins, lesquels furent désormais soumis au traitement habituel des prisonniers de guerre. Aussitôt que le gouvernement allemand se fût assuré du fait, les trente-sept officiers qui avaient été soumis à la réclusion en manière de représailles furent réintégrés dans les camps ordinaires. Je réussis à obtenir des camps « convenables » pour la plupart d'entre eux.

Cependant l'état du lieutenant Goschen empira. L'officier fut conduit à l'hôpital de Magdebourg. Au moment où il avait été fait prisonnier, les Allemands, en réponse à mes questions, m'avaient dit qu'il souffrait d'une contusion occasionnée par un coup de crosse de fusil reçu à la tête, mais l'examen médical à l'aide de rayons X auquel il fut soumis à l'hôpital de Magdebourg montra que des fragments de boulet avaient pénétré dans son cerveau et par conséquent qu'il n'était pas précisément désigné pour servir à une politique de représailles et être transformé en prisonnier de droit commun. Je dis à von Jagow ce que je pensais à ce sujet : d'abord, qu'on avait violé toutes les règles de la diplomatie en choisissant le fils d'un ancien ambassadeur pour servir à des représailles ; ensuite, qu'on n'avait pas été arrêté par cette considération que le prisonnier était blessé. J'ajoutai que le fait d'avoir ignoré le caractère de la blessure aggravait le cas, cette ignorance provenant de la négligence apportée à l'examen de la blessure dans les hôpitaux allemands et j'insistai pour

qu'en raison de l'influence délétère que cette mesure peu équitable avait exercée sur l'état du lieutenant Goschen, celui-ci fût expédié en Angleterre et échangé contre un prisonnier allemand parmi les plus grièvement blessés. Je suis heureux de dire que von Jagow partagea mes vues et qu'il obtint le rapatriement du lieutenant Goschen. Un de nos attachés navals adjoints, le docteur Ohnesorg, l'accompagna en Angleterre — en raison de l'état grave où le blessé se trouvait et — j'eus la satisfaction d'apprendre de son père qu'il était arrivé à Londres sans encombre.

De tous les camps que je visitai en Allemagne, le camp qui me parut le plus mal entretenu fut assurément celui de Wittenberg.

Wittenberg est la vieille ville de Luther, devenue célèbre par le séjour qu'il y fit et l'acte décisif qu'il y accomplit : l'affichage de ses thèses sur les portes de l'église. Le camp était installé en dehors de la ville, dans une situation peu attrayante, tout près de la voie ferrée. Des cas de fièvre typhoïde venaient de se produire. Nous ne fûmes donc pas autorisés à visiter le camp. M. Jackson put néanmoins échanger des propos avec plusieurs prisonniers par-dessus une barrière de fils de fer barbelés. Quand l'épidémie de fièvre typhoïde eût cessé, M. Lithgow Osborne visita le camp. Le rapport qu'il me fit sur l'état sanitaire de l'établissement fut tel que je résolus de me rendre sur les lieux avant de prendre aucune décision. J'y allai, accompagné de M. Charles H. Russell jeune. La fièvre typhoïde semble être à l'état latent en Russie. Elle est transmise par les poux du corps. Les soldats russes en sont infectés sans paraître en souffrir beaucoup. Ceux qui se trouvaient à Wittenberg ne furent pas désinfectés avec assez de soin à leur arrivée. D'où l'épidémie qui s'était produite.

Les prisonniers britanniques étaient soignés par des médecins de leur nationalité et cela en vertu des clauses de la Convention de La Haye, lesquelles prévoient que les médecins militaires capturés pourront être maintenus

avec les prisonniers de leur nationalité si ceux-ci ont besoin de leurs soins. Ces médecins protestèrent auprès du commandant du camp contre la promiscuité dans laquelle les prisonniers français et anglais se trouvaient placés à l'égard des prisonniers russes, lesquels, ainsi que je l'ai dit, étaient atteints de fièvre typhoïde. Mais le commandant répondit : « Il faut que vous connaissiez vos alliés », et continua à laisser les prisonniers ensemble, condamnant ainsi un grand nombre de prisonniers français et anglais à une mort aussi certaine que s'il les avait dirigés contre un mur et placés sous un feu de peloton.

Pendant cette période d'épidémie, le camp se trouva dans une situation épouvantable. On peut dire que les Allemands le désertèrent. J'ai entendu dire que le médecin allemand ne s'y était pas présenté aussi souvent que la situation le réclamait. Naturellement, quand je visitai le camp, l'épidémie de fièvre typhoïde avait disparu. Les Allemands employaient de nombreux chiens policiers dans ce camp. Ces chiens ne servaient pas seulement à en surveiller les abords, de façon à prévenir les évasions de prisonniers, mais à faire la garde à l'intérieur. De nombreux prisonniers se plaignirent auprès de moi au sujet de ces chiens, me disant que des hommes avaient été mordus par eux abominablement. Le fait était exact. J'appris même qu'un des médecins anglais se trouvait parmi les victimes. Il y avait, dans ce camp, trente-sept prisonniers civils. Ces prisonniers avaient traversé la période épidémique avec les autres. Sur ma demande, on les dirigea sur le camp général des civils à Ruhleben. On jugera de la situation horrible dans laquelle les prisonniers se trouvaient à Wittenberg par le fait suivant. Quand on annonça à ces civils qu'ils allaient être déplacés et dirigés ailleurs, un d'eux fut saisi d'une telle joie qu'il tomba mort ! En parlant de ce camp de Wittenberg à von Jagow, je vins à lui dire : « Supposez que je retourne à Wittenberg et que j'abatte quelques-uns de ces chiens,

que me ferez-vous ? » Peu de temps après, les chiens disparurent.

Dans tous ces camps, les civils et les soldats étaient soumis au même régime. Les prisonniers recevaient la ration de pain accordée à la population civile. Ce pain leur était distribué le matin, accompagné d'une tasse d'un breuvage auquel on donnait le nom de café, sorte d'extrait de glands servi sans lait ni sucre. Au milieu de la journée, ils recevaient un bol de soupe épaisse faite avec de la viande et des pommes de terre. La viande diminua graduellement aussi bien que les pommes de terre, qui furent remplacées en grande partie par des navets et des carottes. Le soir, dans les camps convenables, on servait encore de la soupe ou une pomme ou un petit morceau de fromage ou de saucisse.

Il y avait, au Ministère de la Guerre à Berlin, un département des prisonniers de guerre placé sous la direction du colonel Friedrich, élevé depuis au grade de général. Cependant, ce département ne semblait pas être autorisé à envoyer des ordres aux chefs militaires sous le contrôle desquels les camps de prisonniers étaient placés. Ce contrôle était exercé dans chacun des districts de corps d'armée par le commandant en chef, d'une façon absolue. Le colonel Friedrich et ses adjoints n'essayèrent pas moins de régulariser le traitement appliqué aux prisonniers de guerre dans ces différents districts et réussirent à exercer une certaine influence sur les commandants de corps d'armée. Ils réglèrent le question des représailles, relativement aux prisonniers de guerre. Ainsi, quand des soldats allemands faits prisonniers par des Anglais et détenus en Angleterre étaient expédiés au Havre pour y être employés aux travaux du port, les Allemands usaient de représailles en envoyant des prisonniers anglais travailler à Libau, dans cette partie de la Russie que l'Allemagne occupait à cette époque — et le nombre des prisonniers de nationalité anglaise expédiés à Libau était quatre fois plus important que celui des prisonniers allemands en-

voyés au Havre. Mais, tandis que le gouvernement britannique permettait à l'ambassade américaine à Paris de visiter les prisonniers allemands au Havre, le gouvernement allemand me refusa pendant des mois une autorisation analogue que je sollicitais à l'égard des prisonniers britanniques envoyés à Libau.

On me rapporta des cas où les commandants de corps d'armée avaient, de leur propre initiative, infligé des punitions à des prisonniers de guerre détenus dans leurs districts, et cela en manière de représailles, simplement pour avoir entendu dire que des Allemands avaient été maltraités en Angleterre! Ainsi, le commandant du district où se trouve situé le camp de Doeberitz publia un ordre décrétant des représailles contre les prisonniers sous sa juridiction en raison du traitement soi-disant indigne dont les femmes allemandes avaient été l'objet en Angleterre. On était astreint à exercer une vigilance de tous les instants pour découvrir des cas de cette sorte et y remédier.

Je n'ai pas trouvé les Allemands à la hauteur de leur rôle dans la garde des prisonniers de guerre. L'autorité était tellement subdivisée qu'on arrivait difficilement à établir une responsabilité lorsqu'un cas répréhensible se présentait. Ainsi, je luttai pendant longtemps avec les autorités allemandes afin d'obtenir des améliorations aux conditions de l'existence telles qu'elles étaient établies au camp civil de Ruhleben. Ces améliorations m'étaient promises sans cesse par le colonel Friedrich, par le commandant du camp et par le Ministère des Affaires Etrangères. Dans ce camp, des hommes de la meilleure éducation, des hommes de santé délicate étaient astreints à dormir six dans une stalle d'écurie ou dans des greniers à foin, si confondus les uns avec les autres que les têtes se touchaient et cela entre des murs qui n'avaient pas plus de quatre pieds de haut. Finalement, après avoir épuisé tous les moyens diplomatiques, j'adressai, presque désespéré, des lettres personnelles — toutes identiques —

au commandant de la Marche de Brandebourg, le général von Gessel ; au commandant du district où se trouve situé le camp de Ruhleben, et enfin au Ministre de la Guerre. Chacun de ces fontionnaires se déclara insulté par moi ! Et cela parce que je m'étais permis d'attirer l'attention de l'autorité sur le traitement inhumain dont les prisonniers du camp Ruhleben étaient l'objet !

Le commandant du camp civil de Ruhleben était un vieillard d'aspect fort agréable. Il s'appelait le comte Schwerin. Il eut pour adjoint pendant longtemps un officier qui répondait au nom de baron Taube. Ces deux officiers s'étaient retirés depuis longtemps de l'armée et avaient été investis de ces nouvelles fonctions au début des hostilités. Je crois, en somme, qu'ils éprouvaient une certaine sympathie à l'égard des prisonniers et qu'ils firent tous leurs efforts pour qu'on améliorât leur situation. Les prisonniers s'organisèrent dans leurs casernes respectives, chacune des casernes ayant son capitaine particulier et les capitaines se réunissant pour élire un des leurs comme capitaine du camp (*Obmann*).

Un certain Powell devint finalement chef du camp. C'était un ancien directeur de cinématographe. Aidé par Beaumont et d'autres capitaines, il mena — selon moi — les affaires du camp aussi bien que possible, étant donné surtout qu'il avait à donner satisfaction aux prisonniers sans mécontenter les autorités militaires. Il lui arriva naturellement de rencontrer de l'opposition chez beaucoup de prisonniers : d'aucuns, en raison de leur naissance, éprouvaient une certaine répugnance à se trouver sous la dépendance de quelqu'un qui n'était pas de leur rang social, d'autres se montraient jaloux de l'autorité dont il était investi et désiraient le remplacer. Les fonctionnaires du camp autorisèrent Powell à se rendre à l'ambassade au moins une fois par semaine et je réussis ainsi à me tenir en rapport avec les prisonniers. Pendant mon séjour à Berlin, je pus — à deux occasions — aller passer plusieurs jours au camp et permettre de cette façon à ceux qui avaient lieu

de se plaindre de me formuler leurs réclamations. L'organisation de ce camp était vraiment extraordinaire. Il me fut impossible de trouver des prisonniers anglais pour vaquer aux soins du ménage et accomplir les travaux de nettoyage, de lessive et autres que les prisonniers se partagent ordinairement entre eux. Le capitaine du camp dut avoir recours aux prisonniers qui se trouvaient dans le dénuement. Ces hommes furent rétribués à l'aide des fonds que me fournissait le gouvernement anglais. Deux secrétaires de notre ambassade, MM. Ruddock et Kirk, acceptèrent la tâche pénible et fort peu intéressante de contrôler ces paiements aussi bien que les autres frais encourus. Besogne ingrate, qu'ils accomplirent avec une abnégation digne d'éloges.

D'accord avec le gouvernement britannique, je remettais cinq marks, par semaine, aux prisonniers les plus nécessiteux, leur fournissant ainsi les moyens de se procurer un supplément de nourriture et quelques douceurs à la cantine du camp. Je remettais aussi à la cantine les fonds dont elle avait besoin pour les achats et les menus frais. Cette cantine fournissait tous les articles qu'on pouvait se procurer en Allemagne. Elle vendait les articles de luxe à des prix majorés, mais les denrées de première nécessité à perte, et cela au profit de ceux à qui un supplément de nourriture était devenu nécessaire. Le camp avait sa rue de commerçants, bordée de petites échoppes de tailleur, de cordonnier, d'horloger, etc. On donna à cette rue le nom de Bond Street. Aidé de Powell, je réussis à obtenir des autorités allemandes que les cuisines fussent confiées aux prisonniers eux-mêmes. Parmi ceux qui se dévouèrent dans ces attributions nouvelles, il faut citer Ernest L. Pyke, Herbert Kastner, Richard H. Carrad et George Fergusson. Le camp était alimenté surtout par les provisions reçues d'Angleterre. Il faut rendre cette justice aux autorités allemandes, que les provisions qui arrivaient de la Grande-Bretagne, du Danemark et de la Suisse étaient distribuées assez promptement aux prisonniers.

A Ruhleben, les prisonniers instruits s'étaient mis à la disposition des ignorants qui voulaient apprendre : on compta deux cent quatre-vingt-dix-sept cours d'enseignement. On organisa un très bel orchestre. Il y eut une association d'artistes dramatiques qui donna des représentations en français ; une autre, en anglais. Enfin une association d'artistes lyriques fit entendre des opéras. En 1916, j'assistai, le premier de l'an, à une remarquable interprétation de la pantomime de *Cendrillon* et, en 1917, en ce même mois de janvier, à une représentation du *Mikado*, qui eut lieu sur une scène installée au-dessus d'une des tribunes de ce champ de courses que la guerre avait transformé en un camp de prisonniers. Les rôles de femmes étaient tenus naturellement par des hommes choisis parmi les plus jeunes. Les décors, les costumes et les accessoires étaient l'œuvre des prisonniers eux-mêmes. Le camp possédait une bibliothèque de cinq mille volumes envoyés par le gouvernement britannique et une salle de réunion et de lecture installée par l'Association Chrétienne des Jeunes Gens américaine. On avait même établi un système de service postal intérieur avec des timbres spéciaux. Les prisonniers pouvaient ainsi correspondre d'une caserne à l'autre. La distribution des lettres était assurée par les fonctionnaires du camp. L'autorité militaire allemande n'avait pas loué la totalité du champ de courses. Je pus ainsi contracter avec la société propriétaire du terrain pour la pelouse intérieure et d'autres parties restées libres. Les prisonniers purent se livrer aux différents sports : tennis, hockey, football, cricket, ainsi qu'aux jeux athlétiques. Les prisonniers nécessiteux reçurent des soins particuliers au même titre que leurs compagnons plus fortunés. Ils eurent à leur disposition d'excellents dentistes et même un oculiste, dont je réglai les visites à l'aide des fonds que je tenais du gouvernement britannique. Ces fonds me servirent même à leur procurer des vivres.

Les prisonniers qui désiraient une nourriture un peu

plus substantielle que celle offerte par le régime du camp et par les provisions reçues d'Angleterre, pouvaient se procurer des cartes de repas. Ces cartes leur donnaient accès au Casino, où était installé le restaurant officiel. Ils étaient autorisés à joindre à leurs mets une certaine quantité de vin ou de bière. On arriva dans la suite à obtenir que la surveillance intérieure du camp ne fût plus soumise à des gardes, mais confiée au service de police qui fonctionnait sous le contrôle du commandant et d'un comité. Les gardes n'eurent plus à surveiller que les abords du camp. Les deux points qui laissaient le plus à désirer étaient naturellement la nourriture et le logement. La nature humaine ne change guère. La vie de club semble être indispensable à l'Anglo-Saxon là où il se trouve. On voyait ainsi des prisonniers — dont le nombre parfois ne dépassait pas dix — se réunir sous un abri qu'ils avaient réussi à élever contre les murs d'une caserne et où ils avaient disposé quelques chaises et placé une table. Servis par un prisonnier de condition plus modeste, qu'ils avaient revêtu pour la circonstance d'un veston blanc et qu'ils appelaient « garçon », ils se donnaient, en s'isolant de la sorte, l'illusion de goûter aux délices de la vie de club.

On voyait à Ruhleben des hommes de tout âge : des vieillards de soixante-quinze ans et des jeunes gens de quinze ans. Et cela, en raison du désaccord qui existait entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne relativement à la mise en liberté des équipages capturés. Ce désaccord allait durer longtemps. On comptait cinquante à soixante de ces mousses. Ils étaient logés dans une caserne sous la surveillance d'un officier de marine qui s'était offert à leur servir d'instituteur. Leurs aînés leur enseignaient la navigation et en tirèrent, j'imagine, quelque profit. Je finis par obtenir que ces mousses fussent relâchés, — en Grande-Bretagne comme en Allemagne. A l'exception des officiers de marine et des équipages, les prisonniers de plus de cinquante-cinq ans n'étaient pas

sujets à l'internement. Le gouvernement britannique se montra très généreux dans les remises de fonds qu'il fit en faveur des prisonniers de Ruhleben.

L'allocation accordée par le gouvernement allemand aux commandants de camp pour la nourriture des prisonniers était très minime : soixante pfennigs par jour. Dans les premiers temps, un grand nombre de ces commandants de camp traitèrent avec des contracteurs pour l'alimentation des prisonniers, et, comme les contracteurs avaient à trouver leur profit dans une somme aussi minime, les approvisionnements s'en ressentirent. Au cours de la guerre, le département des prisonniers au Ministère de la Guerre voulut amener les commandants de camp à abandonner le système des contrats et à acheter les provisions eux-mêmes. Les commandants se réunirent à cet effet, à Berlin, en une sorte d'assemblée à laquelle j'assistai. On y parla des denrées et des divers moyens de se les procurer. On y exposa des méthodes pour désinfecter les prisonniers, pour les protéger contre le typhus. On s'occupa de la question des logements et de maints autres détails. Un lunch fut servi. Le menu de ce lunch représentait les rations exactes qu'on distribuait aux prisonniers des camps. Les listes de repas et les menus dressés par les commandants de camp et communiqués par eux aux correspondants des journaux étrangers n'étaient pas toujours suivis dans la pratique. Je me rappelle que, me trouvant un jour au camp de Doeberitz, je fus appelé sur l'invitation même du commandant à parcourir la liste des menus établis pour la semaine. Je vis que le menu des prisonniers consistait ce jour-là en une soupe accompagnée de tranches de viande. Cependant, quand je visitai la cuisine, je m'aperçus que le contracteur avait remplacé la viande par du poisson. Certains commandants de camp ne se contentaient pas de traiter leurs prisonniers avec bienveillance, mais leur procuraient de petits travaux manuels afin de ne pas les laisser dans une oisiveté pénible. Les camps de Krossen et

de Gœttingue méritent une mention spéciale. A Giessen, le commandant du camp avait permis qu'on élevât un hangar, où certains prisonniers enseignaient à leurs compagnons d'infortune les diverses applications de l'électricité. On avait également installé dans le camp un atelier à l'intention des prisonniers peintres.

Les départs pour le front se succédant, les autorités eurent de plus en plus recours aux prisonniers pour des travaux de toutes sortes. On peut dire qu'au cours de l'été 1914 tous les prisonniers étaient employés en dehors des camps. Ils recevaient une légère rémunération à cet effet, quelques centimes par jour. Ce changement de lieu et d'occupation leur était, au reste, profitable. Les Russes rendirent de grands services aux Allemands dans les travaux agricoles.

Le professeur Alonzo E. Taylor, de l'Université de Pensylvanie — inspecteur des vivres — et le docteur D. J. Mc Carthy qui était lui aussi de Philadelphie, se joignirent à nous en 1916, et donnèrent, au cours de leurs visites dans les camps, des preuves indiscutables de leur savoir-faire et de leur sang-froid. Le docteur Taylor se montrait l'égal des experts allemands sur leur propre travail et, à certains égards, plus expéditif. Il rédigea un rapport où il déclara que les prisonniers de Ruhleben étaient soumis à un régime de famine. Ce rapport exaspéra les autorités allemandes à un point tel que défense lui fut faite de se présenter de nouveau au camp. Le professeur Buckhaus, l'inspecteur allemand, s'était rencontré avec lui sur certains points dans les expertises auxquelles il s'était livré. J'ignore le sort que l'avenir réserve au professeur Buckhaus, mais il semblait animé des plus louables intentions à l'égard des prisonniers. Il rédigea une brochure sur les camps, brochure qu'il me demanda la permission de me dédier. Mais le Ministère de la Guerre, sous les auspices duquel la brochure fut publiée, s'opposa à cette dédicace. Le docteur Taylor s'acquittait de sa tâche de façon si scrupuleuse que cela faisait vraiment plaisir de le voir se livrer

à ces expertises d'aliments. Le professeur fit beaucoup pour améliorer le régime des camps. Il est équitable de rendre hommage, à la même occasion, aux autres médecins venus d'Amérique pour se joindre à mon personnel : les docteurs Furbush, Mc Carthy, Roler, Harns, Webster et Lungibuhl.

Le docteur Caldwell, inspecteur sanitaire, connu pour les importants services qu'il a rendus en Serbie — et qui se trouve, je crois, maintenant à la tête de l'hôpital de Pittsburg — s'est ainsi exprimé à l'égard du régime des prisonniers : « Bien que les aliments soient d'une qualité appréciable et d'une quantité suffisante au point de vue du poids, on doit à la vérité de dire que la nourriture ne possède aucun des éléments essentiels qui constituent un régime équilibré et satisfaisant. Cette nourriture manque d'éléments gras et de protéine, particulièrement désirables pendant les mois d'hiver. On se demande si ce régime suffirait à maintenir les prisonniers en force et en santé au cas où ceux-ci ne recevraient pas des denrées supplémentaires de chez eux. » Le docteur Caldwell visita également Wittenberg. Il trouva que le commandant du camp n'était pas à la hauteur des fonctions qui lui étaient confiées, en raison de son caractère particulier, et pour d'autres motifs.

Ainsi que le docteur Taylor l'a fait remarquer, les Allemands cherchaient à établir le régime des prisonniers sur un mode régulier, comme cela se pratique pour les chevaux ! Il y a cependant une certaine distinction à observer en faveur de l'homme : impressionnable au point de vue de l'alimentation comme à d'autres égards, et un régime scientifiquement propre à le maintenir en vie peut devenir dangereux par sa monotonie. Pensez à la situation dans laquelle vous vous trouveriez, si, pendant des années, vous n'aviez pour toute nourriture que des aliments liquides (et du pain noir). C'était la situation faite aux prisonniers de guerre en Allemagne.

Les officiers finirent par être traités de façon équitable ;

mais ce résultat ne fut obtenu qu'à la longue et j'eus même plusieurs différends assez vifs à ce sujet avec les autorités allemandes. Ici, aussi bien que dans les camps des soldats, les conditions du traitement variaient selon les camps et selon les commandants. M. Jackson se chargea de visiter la plus grande partie des camps d'officiers. On autorisa l'installation de jeux de tennis dans beaucoup de ces camps ainsi que d'autres distractions. On permit également aux officiers d'accompagner leurs mets d'un peu de vin léger ou de bière. Mais la guerre, en raison de sa durée, finit par exercer une influence déprimante sur le moral d'un grand nombre d'officiers.

Il y eut un grand pas de fait lorsque des arrangements survinrent entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, établissant que certains prisonniers blessés ou malades des deux pays pouvaient être expédiés en Suisse pour leur rétablissement et cela des pays respectifs où ils étaient détenus : les déplacements devant être effectués par les soins de la Commission suisse opérant dans les pays belligérants à cet effet, et les malades ou blessés devant être considérés toujours comme prisonniers de guerre et susceptibles d'être dirigés de nouveau sur l'Allemagne ou la Grande-Bretagne. Le changement de nourriture et d'atmosphère fut un réconfort pour beaucoup de prisonniers, qui eurent, en même temps, la joie de se retrouver dans un milieu familial. Nombre d'entre eux furent ainsi préservés d'une mort certaine. Par des accords analogues entre les deux pays belligérants, les prisonniers grièvement blessés furent mis en liberté. De pareils échanges de grands blessés eurent également lieu entre l'Allemagne et la Russie. Je suis porté à croire que ces échanges contribuèrent à empêcher la Suède d'entrer dans le conflit mondial. Ces blessés traversaient tout le territoire suédois en chemin de fer et le spectacle navrant offert par ces mutilés exerça sur la population suédoise une influence directe, en lui enlevant toute velléité guerrière.

Les officiers et les soldats qui cherchaient à s'évader n'étaient pas très sévèrement punis en Allemagne, à moins qu'au cours de leur tentative ils ne se fussent rendus coupables d'effraction ou de vol. Les officiers étaient d'ordinaire logés dans une prison pendant un temps déterminé, puis expédiés dans une sorte de camp pénitencier. Un de ces camps était situé dans un des forts établis autour de la ville de Kustrin, que je visitai en septembre 1916. Là, les officiers n'avaient comme tout espace pour se livrer à l'exercice qu'une courette, à moins que l'idée ne leur vînt d'utiliser le toit du bâtiment où il étaient détenus, lequel était plat et recouvert d'herbe. J'obtins qu'on leur ménageât en dehors du bâtiment un terrain où ils pussent jouer au tennis. On peut dire que les officiers britanniques vivaient à l'aide des provisions qu'ils recevaient de chez eux. Pendant les derniers temps de mon séjour en Allemagne, je constatai que le thé que nous offraient ces prisonniers était bien supérieur à celui qu'on prenait chez le commandant du camp. C'était du véritable thé. Ils nous offraient également de la marmelade d'orange et du pain blanc, denrées de luxe qui avaient déserté les tables allemandes depuis fort longtemps. En résumé, les camps des officiers laissaient à désirer et me paraissaient vraiment impropres à leur servir de lieu de détention.

A l'époque où je quittai l'Allemagne, il y avait près de deux millions de prisonniers de guerre répartis sur le territoire allemand. Parmi ces deux millions d'hommes, il y avait environ dix mille officiers russes, neuf mille officiers français, et mille officiers britanniques. Nos inspecteurs visitèrent les hôpitaux où étaient soignés les prisonniers de guerre, et trouvèrent que, généralement parlant, ces hôpitaux étaient aussi bien tenus qu'ils pouvaient l'être. Je crois que cette constatation doit être attribuée en grande partie au fait que beaucoup de médecins en Allemagne appartiennent à la race juive. Les Juifs sont d'instinct bienveillant. Dans ces hôpitaux, les

prisonniers bénéficiaient d'un meilleur régime. Il y avait naturellement, outre les établissements ordinaires, les hôpitaux spéciaux pour les grands blessés. La plupart de ces hôpitaux se faisaient remarquer par leur propreté et par les soins vraiment sérieux dont les prisonniers étaient l'objet.

Cependant il y eut, à Ruhleben, un hôpital, qui laissa toujours à désirer, malgré toutes les observations présentées à son sujet. Les prisonniers avaient établi dans une caserne une ambulance spéciale à l'intention de ceux de leurs camarades qui réclamaient des soins particuliers bien que leur état de santé ne fût pas assez grave pour nécessiter un transport à l'hôpital. Cette ambulance fut longtemps sous la direction d'un prisonnier qui se montra d'un dévouement admirable. Je regrette d'avoir oublié son nom, car il a vraiment droit à une mention spéciale. J'obtins du gouvernement allemand l'autorisation de passer un contrat avec un médecin, le docteur Weiler, lequel possédait un sanatorium dans le quartier ouest de Berlin. Par ce contrat, le docteur Weiler s'engageait à recevoir les prisonniers du camp de Ruhleben et à leur faire donner les soins nécessaires. Le gouvernement britannique réglait les notes de ceux qui ne pouvaient pas payer. Ce sanatorium occupait plusieurs villas. J'eus au début de nombreuses difficultés avec le docteur Weiler, mais je finis par obtenir les améliorations que je désirais.

Un accord fut conclu entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, par lequel il fut établi que les civils des deux puissances belligérantes impropres au service militaire seraient renvoyés dans leurs pays respectifs ; et, au moment où j'allais quitter l'Allemagne, j'obtins que tous les civils ayant dépassé quarante-cinq ans seraient relâchés, sauf vingt dans chaque pays, ces vingt civils pouvant être retenus pour des raisons militaires. J'ignore si cet accord a été exécuté à la lettre. La durée de la guerre avait fini par exercer une action déprimante sur le moral des hommes d'un certain âge, détenus à Ruhleben. L'état

d'âme du prisonnier soldat est très différent de celui du civil. Le soldat qui va à la bataille sait ce qui l'attend ; si la chance tourne contre lui, il sera tué, blessé ou fait prisonnier. Il a donc pris des mesures en conséquence. Ajoutez à cela qu'il est entré dans l'armée sain de corps. La situation des civils est toute différente. Il se trouvait parmi ces prisonniers civils des gens à santé délicate ; de plus, ils étaient tous inquiets de leurs familles ou de leurs affaires. Le moral s'en ressentit vivement ; il fallut le relever. Deux personnes s'employèrent, en 1916, à cette mission délicate : M. Grafton Minot, qui avait déjà donné de grandes preuves de dévouement envers les prisonniers de Ruhleben, et M. Ellis Dresel, un avocat distingué de Boston, qui s'était engagé volontairement au service de l'ambulance. M. Dresel se rendait presque tous les jours à Ruhleben et procurait une sorte de réconfort moral aux prisonniers en s'intéressant à leurs peines.

Les Allemands réunirent tous les prisonniers soldats d'origine irlandaise dans un camp à Limbourg, ville située non loin de Francfort-sur-le-Mein, et cela dans le but de les amener à se joindre à l'armée allemande. Les hommes furent bien traités et reçurent de fréquentes visites de sir Roger Casement, lequel, après s'être mis d'accord avec les autorités allemandes, cherchait à entraîner ces Irlandais à déserter leur drapeau. Sir Roger n'arriva à convaincre que quelques esprits faibles et finit par renoncer à ses visites, ayant été chassé du camp par les Irlandais restés loyaux. Il n'avait réussi à lever qu'une trentaine de recrues. J'appris, un jour, qu'un prisonnier avait été tué d'une balle et, bien que les autorités du camp eussent dit au docteur Mc Carthy que l'enquête avait eu lieu et que le garde accusé d'avoir tiré avait été exonéré de tout blâme, je me vis, à mon arrivée au camp, refuser le droit de me livrer à une enquête personnelle, sous prétexte que le cas du garde n'avait pas encore été jugé. Je me vis refuser également le droit de parler aux prisonniers qui avaient été

témoins de l'incident. J'appris, dans la suite, qu'un autre Irlandais avait été tué par un garde la veille du jour où j'avais fait ma visite. Les mêmes difficultés se présentèrent quand je voulus connaître la vérité sur ce nouveau cas. Les Irlandais supportaient la détention assez difficilement. A l'époque de ma visite, nombre d'entre eux se trouvaient atteints de tuberculose et en traitement à l'hôpital. Ils semblaient être, eux aussi, sujets au découragement. Les prisonniers avaient avec eux deux missionnaires catholiques, pleins de dévouement, le Père Crotty et le Frère Warren, ce dernier appartenant à une Congrégation religieuse de Belgique. Tous les deux se montrèrent d'une ardeur et d'un zèle admirables dans l'accomplissement de leur tâche.

En envoyant les prisonniers de guerre travailler sur le territoire de l'Empire, l'Allemagne a fait naître un état d'esprit plutôt fâcheux ; certains fermiers et certains industriels ayant ainsi trouvé que la prolongation des hostilités ne pouvait que leur être profitable. Les propriétaires fonciers de la Prusse, les junkers, obtiennent pour leurs produits un prix quatre ou cinq fois supérieur à celui qu'ils obtenaient avant la guerre et ne paient les prisonniers qui font valoir leurs terres que trente centimes par jour. Le *Tageblatt* appela l'attention sur ce fait anormal. Le journal fut suspendu pendant plusieurs jours. Nos inspecteurs se virent refuser l'accès de ces prétendus camps de travail, sous prétexte qu'ils pouvaient avoir ainsi certains indices sur le commerce allemand ou surpendre certains détails relatifs à la conduite de la guerre. Ils réussirent, cependant, à obtenir que les hommes sortissent du camp pour se faire examiner et confier en même temps les réclamations qu'ils pouvaient avoir à formuler. Il existait en Allemagne, pendant la saison d'été, environ cent camps centraux, et peut-être six mille de ces « camps de travail » ou même davantage. On envoya plusieurs prisonniers britanniques travailler sur les établissements d'engrais de la ville de Berlin, mais nous réussîmes à les

faire réintégrer leur camp. Les prisonniers de guerre étaient souvent accusés de certains manquements à la discipline et même de crimes. Les attachés de l'ambassade assistaient aux procès et veillaient à ce que les prisonniers fussent défendus de façon équitable. Mais les Allemands nous refusaient souvent l'autorisation de voir les prisonniers avant l'ouverture des débats et même avant leur exécution. Le cas du capitaine Fryatt en est un exemple.

Le capitaine Fryatt, qui commandait un bâtiment marchand de la marine britannique, fut capturé et conduit au camp civil de Ruhleben. Les Allemands prétendirent qu'ils avaient trouvé sur lui une montre qui lui avait été offerte, en hommage, pour avoir essayé de couler un sous-marin allemand. Ils retirèrent donc Fryatt du camp de Ruhleben et l'envoyèrent à Bruges pour être jugé. En apprenant la nouvelle, j'adressai deux notes officielles au Ministère des Affaires Etrangères allemand, à l'effet d'être autorisé à voir Fryatt et à m'assurer d'un avocat pour sa défense. Je demandai en même temps qu'on voulût bien me donner tous les renseignements nécessaires au sujet de cet avocat que je serais autorisé à choisir et je demandai, en outre, que la date de l'ouverture du procès fût retardée jusqu'au règlement de ces questions. Le Ministère des Affaires Etrangères me répondit qu'il avait appuyé ces différentes demandes. Je ne mets aucunement cette parole en doute. Mais il n'est pas moins certain que la réponse de l'Amirauté allemande hâta l'ouverture du procès, lequel eut lieu le lendemain matin du jour où les notes avaient été présentées. A midi, le même jour, Fryatt était fusillé. En ce qui concerne le témoignage relatif à la montre, le Ministre des Affaires Etrangères britannique apprit qu'au moment de sa capture le capitaine n'avait sur lui ni montre ni lettre indiquant qu'il avait cherché à couler un sous-marin !

Cet acte outrageant, cruel et mené de haute main, causa une profonde indignation en Grande-Bretagne et même

dans certains milieux d'Allemagne. De plus, l'accueil réservé à ma demande constituait certainement une insulte directe à l'adresse du pays que je représentais. En s'entretenant avec moi de cet incident, Zimmermann, le chancelier et von Jagow me dirent qu'ils le déploraient vivement. Cela montre qu'en temps de guerre l'influence du gouvernement civil sur le gouvernement militaire est à peu près nulle. Plus tard, à l'occasion d'accusations analogues dirigées contre un autre commandant de la marine britannique, le Ministre des Affaires Etrangères réussit — par l'influence de l'Empereur, je crois — à prévenir le renouvellement d'un pareil outrage. Ainsi que je l'ai dit, il existait parmi ces commandants de camp beaucoup d'hommes excellents, capables, affectueux, qui faisaient ce qu'ils pouvaient pour les prisonniers. Il est vraiment regrettable que ces hommes se trouvent sous le coup de l'odieux qui pèse sur l'Allemagne, par suite des mauvais traitements auxquels les prisonniers de guerre furent soumis pendant les premiers jours de la guerre et de l'attitude de certains commandants de camp, indignes de la situation qu'ils occupaient.

Le commandant du camp de Wittenberg fut remplacé, mais les Allemands n'ont jamais admis que ce camp avait été tenu d'une façon si déplorable. Peu de temps avant notre départ d'Allemagne, nous crûmes nous apercevoir que le Département de la Guerre avait réussi à acquérir plus d'autorité dans les questions relatives aux prisonniers de guerre. Une des plaintes adressées par nous au sujet des commandants de camp fut prise en considération et le fonctionnaire incriminé fut congédié. Si l'on avait su donner de pareils exemples d'équité dès les premiers temps des hostilités, le peuple allemand ne se trouverait pas compromis aujourd'hui comme il l'est. Les nombreux prisonniers retourneront chez eux animés d'une haine profonde contre le nom germanique.

Le gouvernement de la Grande-Bretagne s'occupa du sort des prisonniers britanniques en Allemagne de la façon

la plus active. Rien ne fut omis. Toutes mes suggestions furent mises en pratique. On m'en fit de Londres, et des plus précieuses. Leurs Majestés le Roi et la Reine s'intéressèrent personnellement et de façon profonde au bien-être des sujets britanniques qui avaient l'infortune de se trouver entre les mains de l'ennemi, et cette sollicitude ne se ralentit à aucun moment. Lord Robert Cecil et lord Newton ne cessaient de s'occuper des intérêts des prisonniers britanniques. A un moment où les prisonniers manquaient de vêtements, le gouvernement britannique m'expédia des uniformes, des capotes, etc., et je louai un entrepôt à Berlin pour pouvoir les distribuer. Cependant je dus interrompre cette distribution au bout de quelques mois, le gouvernement allemand m'ayant donné à entendre que ce soin lui incombait et que seul il avait le droit de fournir des vêtements aux prisonniers. Et pourtant le gouvernement allemand n'usait guère de cette prérogative, incurie dont souffraient les prisonniers britanniques.

Au printemps de 1916, les Allemands rompirent leur « traité » concernant les visites aux prisonniers et refusèrent de continuer à nous autoriser à leur parler sans témoin. Von Jagow me dit que cette mesure était due à certaines difficultés survenues à la suite des visites de Mme Sazonoff aux prisonniers russes. Je fis remarquer cependant que cet incident n'avait aucun rapport avec l'accord passé entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Je crois que les Allemands me soupçonnaient d'avoir appris l'exécution cruelle et inutile de deux prisonniers irlandais — lesquels avaient été passés par les armes à Limbourg — et de l'avoir appris de certains de leurs camarades. On se trompait : j'avais appris le fait par des Allemands, qui me l'avaient rapporté par écrit.

Outre les Anglais et les Japonais, j'avais à protéger les sujets serbes et roumains. J'avais également à veiller aux intérêts d'un tout petit pays : la république de Saint-Marin. Peu après l'arrivée des prisonniers serbes et

roumains dans les camps allemands, nous présentâmes des rapports sur les conditions dans lesquelles ces prisonniers se trouvaient placés et les traitements auxquels ils étaient soumis, comme nous le faisions pour les prisonniers britanniques. J'eus, au début de la guerre, l'occasion de m'entretenir avec plusieurs Serbes dans leur langue maternelle, laquelle, détail curieux, se trouvait être l'espagnol. A la suite de la persécution des Juifs en Espagne sous le règne de Ferdinand et d'Isabelle, persécution qui se poursuivit sous les autres souverains, un certain nombre de Juifs espagnols émigrèrent en Serbie. Ils ont fait souche. Les descendants de ces émigrés ont conservé les vieilles coutumes de leurs ancêtres et continuent à s'exprimer dans la langue espagnole, telle qu'elle se parlait au temps de Cervantès.

Les autorités allemandes me cachaient souvent, et cela de la façon la plus mesquine, la présence des prisonniers britanniques dans les camps, surtout celle des civils. Ainsi, je restai longtemps à être informé de l'arrivée de certains prisonniers civils britanniques à Sennelager. Un jour, en allant visiter à l'improviste le camp de Brandenbourg, je constatai la présence, dans ce camp, d'un certain nombre de prisonniers britanniques, qui avaient appartenu à l'équipage d'un chalutier. Je m'étais rendu à Brandenbourg sur la suggestion d'une lettre anonyme adressée selon toute évidence par la femme d'un officier allemand. L'équipage de ce chalutier se trouvait dépourvu d'argent et privé de ces petites attentions qui contribuent tant à adoucir la vie des prisonniers dans les camps.

CHAPITRE XI

Les premières journées de la Guerre : Politique et Diplomatie.

Au début des hostilités, je restai quelques jours sans pouvoir communiquer avec les Etats-Unis. Mais nous établîmes bientôt une communication directe : d'abord, par l'Italie ; et. plus tard, par le Danemark. La transmission des câblogrammes entre Washington et Berlin et entre la capitale allemande et la capitale américaine a toujours pris une moyenne de deux jours. Après la chute de Liége, M. de Jagow me fit appeler et me demanda si j'étais disposé à transmettre, par l'intermédiaire de la Légation Américaine, une offre de paix à la Belgique et une indemnité, à la condition qu'aucun nouvel obstacle ne fût opposé au passage des troupes allemandes à travers la Belgique. Comme cette proposition était, en somme, une offre de paix j'en assumai la responsabilité et j'expédiai la note du gouvernement allemand à notre Ministre à La Haye pour être transmise à notre Ministre en Belgique. Le docteur Van Dyke, notre Ministre à La Haye, refusa de se charger de la transmission et retourna la note allemande au Ministre des Affaires Etrangères de Hollande, et la proposition parvint, par cette voie, au gouvernement belge. Le département de l'Etat me transmit par câble un message adressé par le Président à l'Empereur, message où le Président déclarait que le gouvernement des Etats-Unis était prêt à agir à n'importe quel moment en médiateur entre les puissances en guerre et me chargea de présenter cette proposition à l'Empereur. Je sollicitai donc une audience du Kaiser. Une lettre du

premier maréchal de la Cour m'annonça que l'Empereur allait me recevoir au Palais de Berlin, le 10 août, dans la matinée. Je pénétrai en auto dans la Cour du Palais et, à ma descente, je fus conduit vers une porte qui s'ouvrait sur des degrés conduisant à un petit jardin. Ce jardin, dont la surface est de quarante à cinquante mètres carrés environ, s'étend sur le quai de la Sprée, dont les eaux baignent le palais impérial. Comme je descendais les marches, je vis l'Impératrice qui s'avançait, accompagnée de sa fille, la duchesse de Brunswick. Toutes deux s'arrêtèrent et me serrèrent la main en m'adressant quelques mots de politesse.

Je trouvai l'Empereur assis devant une table de jardin, une table de fer, peinte en vert, sur laquelle s'ouvrait un vaste parasol de toile. Il avait des formules télégraphiques éparses devant lui. Sur le gravier, deux petits bassets allemands se chauffaient au soleil. J'exposai à l'Empereur l'objet de ma visite et nous eûmes une conversation générale sur la guerre et l'état des affaires. L'Empereur prit quelques-unes des formules télégraphiques de grand format qui se trouvaient sur la table devant lui et écrivit, au crayon, sa réponse à l'offre du Président. Bien entendu, je transmis cette réponse sur l'heure au département de l'Etat, par câble (1) :

PERSONNELLE AU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS,

10. VIII. 14.

1. S. A. R. Le prince Henri a été reçu, à Londres, par Sa Majesté le roi George V, qui l'a autorisé à transmettre

(1) *Note des éditeurs anglais* : Cette dépêche parut pour la première fois en Angleterre dans le *Daily Telegraph* de Londres. Le directeur du journal anglais accompagna cette publication de la déclaration suivante : « Nous avons la plus haute autorité pour affirmer que l'allégation représentant ces déclarations comme ayant été faites au Prince Henri par Sa Majesté le Roi est absolument sans aucun fondement. »

verbalement la nouvelle que l'Angleterre demeurerait neutre si une guerre éclatait sur le continent entre l'Allemagne et la France, l'Autriche et la Russie. Ce message me fut télégraphié de Londres par mon frère à la suite de sa conversation avec Sa Majesté le Roi et me fut répété de vive voix le 29 juillet.

2. Mon ambassadeur à Londres transmit à Berlin un message de sir E. Grey, déclarant que l'Angleterre interviendrait au cas seulement où la France semblerait devoir être écrasée par l'Allemagne.

3. Le 30, mon ambassadeur à Londres informait que sir Edward Grey lui avait dit, au cours d'une conversation « privée », que, si le conflit restait circonscrit entre *la Russie* — non la Serbie — et *l'Autriche*, l'Angleterre ne bougerait pas, mais que, si nous nous mêlions à la dispute, elle prendrait de promptes décisions et des mesures graves, c'est-à-dire que, si je laissais l'Autriche, mon alliée, dans la situation difficile de combattre seule, l'Angleterre n'interviendrait pas.

4. Cette communication se trouvant en contradiction directe avec le message que le Roi m'avait fait transmettre, je télégraphiai le 29 ou le 30 à Sa Majesté la remerciant des propos bienveillants qu'elle m'avait fait tenir par mon frère et lui demandant avec instance d'empêcher la France et la Russie, ses alliées, de se livrer à aucun préparatif d'ordre militaire tendant à troubler mon œuvre de médiation, l'informant en outre que j'étais en communication constante avec Sa Majesté le Tsar. Le Roi, dans la soirée, eut l'amabilité de répondre qu'il avait donné l'ordre à son gouvernement d'exercer toute l'influence dont celui-ci disposait auprès de ses alliés pour les empêcher de prendre aucune mesure militaire pouvant ressembler à une provocation. Sa Majesté me demandait en même temps si j'étais disposé à transmettre à Vienne la proposition britannique suggérant la prise de Belgrade et de plusieurs autres villes serbes, ainsi que celle d'une bande de territoire, par l'Autriche, en manière de « mainmise » (en français dans le texte) afin de s'assurer que les autres promesses serbes formulées par écrit seraient réellement remplies. Cette pro-



Gebühren:

.... M .... Pf.

Angenommen durch:

....

Telegraphie des Deutschen Reichs.

von

Nr. .... mit .... W. 191.... den ..../.......... um .... Uhr .... Min. .... mitt.

Telegramm

Sr. Majestät des Kaisers und Kön

4) I immediately transmitted the teleg
to Vienna & London. I felt that I
the question over & was happy at the
5) While I was preparing a note to H.
next morning, to inform him that V
Berlin were agreed about the treatmen
I received the Telegramme from H. S the
in the night before the Czar had
to mobilise the whole of the Russian
of course also meant against Germany, whe
the southern armies had been mobilised again
6) In a telegram from London my Ambassa

Fac-simile du message écrit au crayon par Guil



171

Telegraphie des Deutschen Reichs.

Befördert den ../ 191
.. Uhr ... M. mitt. in Ltg.
an
durch

von

..en . /..... um . Uhr ... Min. mitt.

Telegramm

Majestät des Kaisers und Königs.

to use every possible influence with his
from taking any provocative military measures
H.M. ~~propose~~ asketing I should transmit to Vienna
proposal that Austria was to take Belgrade
vian towns & a strip of country as a
make sure that the Servian promises
be fullfulled in reality. This proposal
e moment telegraphed to me from Vienna
in conjunction with the British proposal
legraphed to H.M. the Zar the same as an
ffare I recieved the two Communications f..
As both were of the same opinion, I
v.k

II

Reichs. Befördert den / 19

Uhr M. mitt. in Ltg.

an

durch

n. mitt.

Gebühren:

M Pf.

Angenommen durch:

Nr. mit M. 191

...nds Königs.

we 'mixed' in the [illegible]
– grave manoeuvre". T. E.
the [illegible] to [illegible] alone

...lly counter to the Kings
... M[illegible] thanking [illegible]
..., & begging him to
...nce & Russia – his Allies–
...rations calculated to
... [illegible] that I was in
..., M. the Ox. In the
...that she had ordered

his Government
allies to suffer
at the same time
the British
& a few other
"main-mise" t...
on paper show...
was in the sa...
for London, quit...
besides I had
idea of mine,
Vienna & London

IV

…förbert den / 191
Uhr M. mitt. in Stg.

Gebühren:
M … Pf.
Angenommen durch:

Telegr…

Nr. mit … W. 191… den … /…

…s.

…ins vice versa
…as able to bide
…uccessful outlook
…n. the Czar the
…nna, London, +
… of affairs
…hancellor that
…to guarantee order
…rmy, which was
…as up till then
…l Austria.
… ~~as a marker~~

Sr. Majest…
informed me he unders…
guarantee neutrality of…
Germany would refrain…
the King personally th…
out could not be stopp…
with his armed forces th…
refrain from attackin…
troops elsewhere. H. W…
offer was based on a m…
made out Sir E. Grey…
consideration. He never…
had to defend Belgian neu…

…ume II en présence de l'Ambassadeur Gerard, au château de…

(La traduction de cette dépêche se trouve dans le présent…

ʒen Reichs.

Befördert den .... / .... 191 ...
...... Uhr ...... M. ...... mitt. in Stg. ......
an ....
durch ....

... Min. .... mitt.

Gebühren:
...... ℳ Pf.
Angenommen durch:
....
Nr. .... mit .... W. I

n

s und Königs.

...sh Government would
... wished to know wether
...ch. I telegraphed to H. M.
...iation being allready carried
... H. M. could guarantee
...ity of France, I would
... her alone, or employ my
... that he thought my
...ding; & as far as I can
...ok my offer into serious
... Instead he declared England
...ch had to be violated by

Germany on ...
Received that ...
& the King of ...
a free passag...
I am most gr...

... 10 août 1914, et remis par le Kaiser au représentant des
...es de l'Ambassadeur Gerard, de la page 163 à la page 166.)

10/VIII
1.44

Befördert den ... / ... 191
Uhr ... M. ... mitt. in Ltg. ...

3.
ty King George V
verbally that
on the Continent
his message was
his conversation
29th of July.
from Sir E. Grey to
ly to be crushed

that Sir E. Grey
that if the
ist Servia - & Austria
V 1

Telegraph

M Pf.
Angenommen durch:

Nr. mit W. 191 den ... / ...

Sr. Majestät

England would not inter...
He would take quick ...
if I left my Ally Au...
England would not touch...
4) This communication b...
message to me. Telegr...
this message through ...
use all his power to ...
from making any War...
disturb my work of ...
conclusive communicati...
viz, the King kindly ...

For the President
of the United States
Personalty



Gebühren:
M Pf.

Telegraphie des Deutschen Reichs.

Angenommen durch:

von

Nr. mit W. 191 den / um Uhr Min. mitt.

Telegramm

Sr. Majestät des Kaisers und Köni

1) H.R.H. Prince Henry was received by his Maj
in London who empowered him to transmit to
England would remain neutral if war broke o
involving Germany & France, Austria & Russia.
telegraphed to me by my brother from London a
with H.M. the King, & repeated verbally on
2) My Ambassador in London transmitted a message
Berlin saying that only in case France was
England would interfere.
3) On the 30th My ambassador in London repo
in course of a "private" conversation told hi
conflict remained localized between Russia



Telegraphie des Deutschen Reichs.

Befördert den / 191
Uhr M. -mitt. in Ztg.
an
durch

von

den ....../....... um ...... Uhr .... Min. mitt.

Telegramm

r. Majestät des Kaisers und Königs.

ategical grounds, ~~knowledge~~ news having been
ance was already preparing to ente Belgium.
the Belgians having refused my petition for
under guarantees of his country's freedom
ful for the Presidents message

William I.R.

:ats-Unis pour être télégraphié au Président Wilson.

position me fut télégraphiée de Vienne pour Londres à la même heure, en conjonction directe avec la proposition britannique. De plus, j'avais télégraphié la même suggestion à Sa Majesté le Tsar, comme une idée qui m'était venue avant que j'eusse reçu les deux communications de Vienne et de Londres, puisque toutes les deux exprimaient le même avis.

4(*bis*). Je transmis immédiatement les deux dépêches à Vienne et à Londres, *vice versa*. Je sentais que j'allais venir à bout de la question et j'étais heureux de la perspective pacifique qui s'ouvrait devant moi.

5. Le lendemain matin, tandis que je préparais une note à l'intention de S. M. le Tsar pour l'informer que Vienne, Londres et Berlin étaient d'accord sur la conduite des affaires, je recevais une communication téléphonique de S. E. le Chancelier, m'apprenant que, dans la nuit précédente, le Tsar avait donné l'ordre de mobiliser toute l'armée russe, mesure qui était naturellement dirigée en même temps contre l'Allemagne, attendu que jusque-là les troupes du Sud avaient été mobilisées contre l'Autriche.

6. Dans une dépêche adressée de Londres, mon ambassadeur m'informa qu'il apprenait que le gouvernement britannique garantissait la neutralité de la France et désirait savoir si l'Allemagne s'abstiendrait d'attaquer. Je télégraphiai à Sa Majesté le Roi personnellement que la mobilisation, ayant déjà commencé, ne pouvait être arrêtée, mais que, si Sa Majesté pouvait garantir avec sa force armée la neutralité de la France, je m'abstiendrais *de l'attaquer, la laisserais à l'écart* et emploierais mes troupes ailleurs. Sa Majesté répondit qu'elle pensait que mon offre reposait sur un malentendu et, autant que je peux m'en rendre compte, Sir E. Grey ne prit jamais mon offre en considération sérieuse. Il n'y fit jamais aucune réponse. Au lieu de répondre, il déclara que l'Angleterre avait à défendre la neutralité belge, laquelle dut être violée par l'Allemagne pour des raisons stratégiques, la nouvelle ayant été reçue que la France se préparait déjà à entrer en Belgique et le Roi des Belges ayant refusé la demande de

passage que je lui avais adressée sous la garantie que la liberté de son pays serait respectée. Je suis très reconnaissant au Président pour son message.

GUILLAUME I. R.

Quand, le 10 août 1914, l'Empereur allemand rédigea en ma présence sa lettre au Président Wilson, il me pria d'en transmettre immédiatement le texte par câble au Département de l'Etat et de communiquer ce texte à la Presse. Ainsi que je l'ai déjà dit, je télégraphiai sur l'heure le texte du document au département de l'Etat à Washington, mais je m'abstins de le livrer à la publicité. Mon entrevue avec l'Empereur avait eu lieu dans la matinée. L'après-midi, un personnage, qui occupe en Allemagne une situation marquante, me fit appeler. Je ne donne pas son nom; parce que je ne veux d'aucune façon mêler sa personnalité à celle de l'Empereur. Donc, je ne dirai même pas s'il fait partie de la famille impériale ou si c'est un haut fonctionnaire. Ce personnage me dit : « Vous avez eu aujourd'hui une entrevue avec l'Empereur. Que s'est-il passé? » Je lui parlai du message que l'Empereur m'avait remis pour le Président, message destiné, dans l'esprit du souverain, à la publicité. Il me dit :

« Je crois que vous feriez bien de me montrer ce message. Vous savez que l'Empereur est un souverain constitutionnel et qu'un message semblable a donné lieu dans le temps à bien du bruit. »

C'était évidemment une allusion à la fameuse interview du Kaiser parue dans le *Daily Telegraph*.

Je lui montrai le message. Après l'avoir lu, il me dit:

« Je crois qu'il vaudrait mieux pour nous que ce message ne fût pas publié. En raison des bons rapports qui existent entre l'Allemagne et l'Amérique, demandez au cas où vous en télégraphieriez le texte, que la publication en soit différée. »

Je me conformai à sa requête et la discrétion observée au sujet de ce message est une preuve du désir qu'avait

le Président de maintenir les bonnes relations qui existaient entre les deux pays. Aujourd'hui que les deux puissances sont en guerre, aujourd'hui que le monde entier, et particulièrement notre propre pays, a intérêt à savoir comment cette grande calamité de la guerre mondiale a surgi, le temps est venu de livrer ce message à la publicité et j'ai été autorisé à le faire.

D'abord, ce très intéressant document règle une question, qui, à la vérité, n'a jamais été réellement embrouillée aux yeux de l'univers : la violation délibérée de la neutralité de la Belgique, neutralité qui « dut être violée par l'Allemagne pour des raisons stratégiques ». On y ajoute la très faible excuse de la nouvelle reçue d'après laquelle « la France se préparait déjà à entrer en Belgique », excuse n'offrant même pas ce prétexte que les Français avaient déjà violé le territoire belge avant l'invasion de ce malheureux pays par l'Allemagne. Naturellement, la deuxième excuse, celle qui représente le Roi des Belges, comme ayant refusé le libre passage aux troupes de l'Empereur sous l'assurance formelle donnée par celui-ci de respecter l'indépendance du royaume, est encore plus faible que la première. Ce serait vraiment inaugurer une ère nouvelle dans les rapports qui existent entre les peuples, si un petit état ne pouvait conserver sa liberté qu'à la condition d'accorder, chaque fois que la demande lui en serait faite, un libre passage aux troupes d'un voisin puissant en marche pour attaquer un pays limitrophe.

Sans prendre en considération la violation de la neutralité belge, quel eût été le sort réservé à l'Angleterre et au monde entier si l'autocratie prussienne avait été laissée libre de vaincre tous les peuples l'un après l'autre ? C'eût été d'abord la défaite de la Russie et de la Serbie par l'Autriche et l'Allemagne et l'incorporation d'une partie importante de la Russie dans l'empire allemand. L'influence allemande se serait exercée d'une façon prépondérante en Russie et toutes les immenses ressources de ce grand pays eussent été à la disposition de l'Allemagne. La possession

par l'Allemagne des richesses illimitées de l'empire des Romanoff eût rendu vain tout blocus des côtes allemandes, ce blocus fût-il exercé par toutes les flottes du monde réunies. L'armée allemande, en puisant ses réserves dans les populations si fécondes de la Russie et de la Sibérie, n'aurait jamais connu la défaite, et ceci n'est pas une hypothèse vide, une simple rêverie dans le domaine des possibilités, car la révolution russe nous a montré combien la puissance si redoutée du Tsar était, en réalité, faible et chancelante. Une fois la Russie battue et à moitié absorbée, la France serait devenue une proie facile, et l'Angleterre, même au cas où celle-ci serait venue à se joindre à la France dans la lutte, l'Angleterre aurait eu à résoudre un problème bien différent de celui devant lequel elle se trouve placée, si les sous-marins partaient maintenant de Cherbourg, de Calais, de Brest et de Bordeaux pour accomplir leur mission de piraterie et de meurtre. Puis c'eût été notre tour et celui de l'Amérique latine, la première attaque se produisant non pas contre nous, mais contre l'Amérique du Sud ou contre l'Amérique centrale : sur quelque point, où il nous aurait été tout aussi difficile d'envoyer des troupes pour aider nos voisins qu'à l'Allemagne de les attaquer. Mais il ne faut pas oublier que dans le sud du Brésil 400.000 Allemands sont subventionnés annuellement par le Trésor impérial de Berlin, qui, sous couleur d'aider à leur instruction, les entretient dans le culte de la patrie.

Ce ne fut pas sans raison qu'en rédigeant son message à l'adresse du Président le Kaiser vint à dire que l'entrée de l'Angleterre dans la lutte avait modifié la situation et que ce fait nouveau allait rendre la guerre longue. Le Kaiser, en parlant de la guerre, paraissait plutôt découragé. J'essayai de le remonter, en lui disant que les troupes allemandes seraient vite à Paris. Mais il répondit : « Les Anglais modifient toute la situation et c'est un peuple obstiné. Ils feront durer la guerre. Elle n'est pas près de toucher à sa fin. » Ce fut l'entrée de

l'Angleterre dans la lutte, pour la défense des droits des petits peuples et pour celle de la neutralité garantie de la Belgique, qui sauva le monde de l'âpre domination des Prussiens, avides de conquêtes, et sauva ainsi, à la même occasion, les deux Amériques et la doctrine de Monroe, qui les protège. Ce document du Kaiser — daté du 10 août 1914 — annule la déclaration faite par le chancelier von Bethmann-Hollweg devant le Reichstag le 4 août 1914, déclaration où le chancelier donna la version officielle de l'entrée en guerre des Empires Centraux.

On remarquera que Bethmann-Hollweg a insisté sur le point qui tend à représenter la France comme ayant commencé la guerre, et cela dans la phrase suivante : « Des aviateurs armés de bombes, des patrouilles de cavalerie, des compagnies d'éclaireurs se sont montrés sur le territoire de l'Empire (l'Alsace-Lorraine). Ainsi quoique l'état de guerre ne fût pas encore déclaré, la France avait attaqué notre territoire ». Pourtant dans son message au Président Wilson écrit six jours après, l'Empereur ne mentionne aucunement ce fait, d'une importance capitale s'il était vrai.

Il s'est produit, au début des hostilités, ce fait curieux que les Allemands se représentèrent le Japon disposé à déclarer la guerre aux Alliés et à se ranger du côté des puissances centrales. Il y eut même, un soir, une manifestation amicale devant l'ambassade japonaise. Mais ces espérances s'évanouirent bientôt en présence de l'ultimatum adressé par le Japon le 16 août et furent finalement détruites par la déclaration de guerre du 23 août.

Les puissances en lutte se livrèrent pendant les premiers jours des hostilités à des récriminations réciproques, à propos de l'usage des balles dum-dum. C'est ainsi que je reçus plusieurs paquets de cartouches contenant des balles forées, que les Allemands prétendirent avoir trouvé dans la forteresse française de Longwy. On me demandait de porter le fait à la connaissance du Président Wilson et de solliciter son intervention. Le Pré-

sident Wilson eut la sagesse de refuser d'intervenir de quelque façon que ce fût. Il se serait trouvé, en effet, l'objet de sollicitations analogues chaque fois que l'un des deux camps aurait jugé devoir se plaindre d'une violation des lois de la guerre. Les cartouches en question étaient enfermées dans des paquets portant cette inscription : « Cartouches de Stand (1) ». Cette mention me donna à penser qu'on avait peut-être fait usage de ces cartouches sur des lignes de tir placées près du fort et qu'on avait perforé les balles afin de les empêcher de porter trop loin au cas où, par suite d'un tir imprudent, elles auraient dépassé les cibles.

Le 5 août, accompagné de notre attaché naval le commandant Walter Gherardi, j'allai voir l'amiral von Tirpitz pour lui demander quels étaient, à son avis, les ports qui offraient le plus de sécurité et sur lesquels le gouvernement des Etats-Unis pouvait diriger sans péril les navires destinés à apporter de l'or aux Américains privés de ressources. Il désigna Rotterdam. J'eus également, ce jour-là, un entretien avec Geheimrat Letze, du Ministère des Affaires Étrangères, relativement à la proposition qui avait été faite d'étendre jusqu'au 14 août le délai à accorder aux navires anglais pour quitter les ports allemands où ils se trouvaient, la réciproque devant avoir lieu à l'égard des navires allemands dans les ports britanniques.

Dans la deuxième semaine d'août, la sœur de ma femme, la comtesse Sigray, arriva à Berlin, accompagnée de son mari. Le comte Sigray, officier de réserve dans les Hussards hongrois, se trouvait, aux premiers bruits de guerre, à Montana. Il se rendit immédiatement à New-York, d'où il s'embarqua, le 4 août, pour l'Europe. Le comte et la comtesse Sigray débarquèrent en Angleterre et, comme l'Angleterre n'avait pas encore déclaré la guerre à l'Autriche, ils purent continuer leur voyage. Ils avaient, comme compagnon de route, le comte George Festetics,

(1) En français dans le texte.

attaché à l'ambassade d'Autriche à Londres, et le comte Cziraki, attaché à l'ambassade d'Autriche à Washington. Ils étaient tous surexcités, cela va sans dire, aussi bien du fait de la guerre que par suite de ce voyage accompli dans des circonstances aussi particulières. Les Hongrois ont, en tant que peuple, de nombreux points de ressemblance avec les Américains. Leurs façons sont agréables et leur rire naturel, ce qui les rend bien différents des Prussiens. La plupart des membres de l'aristocratie hongroise parlent l'anglais à la perfection et s'inspirent de la vie anglaise à de nombreux points de vue.

Ce fut le 13 août que partit notre premier train spécial d'Américains à destination de la Hollande. J'allai assister au départ de nos compatriotes à la gare de Charlottenbourg. Ils se mirent tous en route de bonne humeur, très heureux de pouvoir quitter l'Allemagne. J'eus à m'occuper d'un projet d'achat — par l'Amérique ou par des Américains — des navires du Lloyd nord allemand. Les négociations n'aboutirent pas. Des trains continuèrent à partir de Berlin, emportant des Américains, mais ceux-ci étaient remplacés par d'autres qui arrivaient de toutes les directions et cette irruption semblait ne pas devoir s'arrêter. Le 30 août, le comte Szoegyeny, ambassadeur d'Autriche à Berlin, quitta la capitale prussienne. Il avait occupé ces fonctions pendant vingt-deux ans. Je suppose qu'en raison de son âge avancé le gouvernement autrichien jugeait qu'il n'allait plus lui être utile. Toute une foule d'Allemands et de diplomates étrangers se trouva à la gare pour assister à ce départ plutôt mélancolique. Le successeur du comte Szoegyeny fut le prince Hohenlohe, marié à une fille de l'archiduc Frédéric. La nouvelle ambassadrice renonça, de façon formelle, aux droits de préséance que lui conférait sa qualité d'Altesse Royale, pour se contenter de la préséance qui lui revenait comme épouse d'ambassadeur, et cela afin d'éviter tout froissement d'amour-propre dans les milieux officiels. Le prince Hohenlohe,

diplomate aux manières assez rondes et qui avait été très populaire en Russie et en Autriche, produisit une impression favorable à Berlin dès son entrée en fonctions, et remplit avec succès le rôle de médiateur entre les gouvernements de Berlin et de Vienne.

Le Chancelier me remit, le 4 septembre, une déclaration que j'étais chargé de communiquer aux journalistes, déclaration où il attaquait l'Angleterre : prétendant que cette puissance, loin de rechercher l'amitié de l'Allemagne, ne faisait qu'agir sous l'empire de la jalousie, mue par un esprit de rivalité commerciale et le désir de l'écraser ; que les efforts tentés en faveur de la paix avaient échoué parce que la Russie était résolue, coûte que coûte, à faire la guerre ; que l'Allemagne était entrée en Belgique pour prévenir une invasion projetée par les Français. Il déclara également que, sans s'arrêter aux conséquences que le fait pouvait avoir plus tard à l'égard de la race blanche, l'Angleterre avait poussé le Japon à entreprendre une expédition de pillage et ajouta que les femmes et les jeunes filles belges avaient arraché les yeux aux blessés ; que des officiers avaient été invités à dîner et fusillés à table, et que des femmes belges avaient tranché la gorge aux soldats, logés chez elles, pendant leur sommeil. Le Chancelier terminait cette déclaration en disant : « Tout le monde sait que le peuple allemand est incapable de commettre une cruauté inutile ou un acte quelconque de brutalité. »

Nous avions non seulement à nous occuper des prisonniers anglais, mais à veiller aux intérêts américains et notamment aux négociations relatives à certaines questions commerciales et à l'acquisition des articles que les Etats-Unis importaient d'Allemagne. Nous étions absorbés par ces soins multiples lorsque, le 7 octobre, un incident désagréable se produisit, incident qui allait faire éprouver aux membres de notre ambassade des sentiments plutôt amers à l'égard du Ministère des Affaires Étrangères allemand.

Un grand nombre de sujets britanniques appartenant à la population civile, hommes et femmes, se trouvaient à Berlin sans ressources. Nous faisions à beaucoup d'entre eux des remises d'argent de la part du gouvernement britannique. Pour faciliter notre tâche, nous avions placé les employés affectés à cette distribution dans un bâtiment occupé autrefois par le Consul britannique. L'accès de nos bureaux était devenu des plus difficiles par suite du grand nombre d'Américains et de sujets britanniques qui avaient affaire chez nous et l'établissement de ce bureau de secours, hors de l'ambassade, améliorait pratiquement la situation. Je pris donc possession de l'immeuble et je me fis aider, dans cette distribution de secours, par des sujets britanniques des deux sexes, sur l'autorisation formelle que j'avais reçue à cet effet du Ministère des Affaires Étrangères, autorisation que j'avais jugé prudent d'obtenir, les Allemands m'ayant semblé devenir de jour en jour plus irritables et plus méfiants, surtout après la bataille de la Marne. Le 2 octobre, notre deuxième secrétaire, M. Harvey, se rendit vers minuit à ce bureau de secours et se trouva en présence d'agents de la police berlinoise qui venaient faire une descente dans cet immeuble occupé par nous. Les femmes — comme les hommes — furent interrompues dans leur besogne et arrêtées, et tous les livres et documents sur lesquels la police put mettre la main furent saisis.

Je me rendis sur les lieux le lendemain matin et, en interrogeant les agents de la police criminelle laissés à la garde de l'immeuble, j'appris que la descente avait été effectuée sur l'ordre du Ministère des Affaires Étrangères. Au ministère, les fonctionnaires responsables, à qui je parlai de l'incident, nièrent qu'ils eussent ordonné une descente et se livrèrent à de demi-excuses. La descente se justifiait d'autant moins que la veille, au cours d'une conversation avec le chef adjoint de la Kommandantur à Berlin, j'avais dit à ce fonctionnaire que, bien que je fusse autorisé par le Ministère des Affaires Étrangères à employer des sujets

britanniques, j'estimais qu'il serait préférable de les congédier et de les remplacer par des sujets américains ou allemands. Je dépêchai quelqu'un chez mon ami Herr von Gwinner, directeur de la Deutsche Bank, et lui demandai de me recommander quelques comptables allemands. La Kommandantur est le siège de l'autorité militaire. En apprenant la nouvelle de la descente qui avait été opérée, l'adjudant se montra presque aussi indigné que je l'avais été. Le 10 octobre, il m'informa que la descente avait eu lieu sur les ordres réunis du Ministère des Affaires Etrangères et du bureau de l'amiral von Tirpitz. Les livres et les papiers d'une ambassade, y compris ceux qui ont trait aux affaires des puissances étrangères et qui se trouvent être provisoirement confiés aux soins de cette ambassade, sont universellement considérés par le droit international comme insaisissables. Ce caractère d'inviolabilité attaché à ces livres et à ces papiers n'était nullement diminué par le fait que je m'occupais de l'œuvre en dehors de l'hôtel de l'ambassade et demeurait intact aussi longtemps que l'immeuble se trouvait placé directement sous mon contrôle, étant donné surtout que le seul travail en cours se poursuivait sous ma direction officielle. Le Ministère des Affaires Etrangères s'aperçut qu'il s'était trompé lourdement, mais devant les sollicitations pressantes de M. Zimmermann je finis par laisser croire que j'avais oublié l'incident. Ce précédent aurait pu servir plus tard à notre gouvernement si celui-ci avait voulu justifier la saisie des papiers de von Igel. On se rappelle que von Igel s'occupait d'affaires d'un caractère personnel dans un bureau privé qu'il avait pris en location. Le comte Bernstorff ne réclama pas moins l'immunité en faveur des documents trouvés dans ce bureau, en donnant pour raison que von Igel avait tenu un emploi à l'ambassade d'Allemagne à Washington.

Le Kaiser quitta Berlin le 16 août pour se rendre sur le front. J'écrivis à son chambellan et fis part du désir que j'avais de me trouver à la gare pour présenter mes

civilités à l'Empereur, mais je fus écarté sous différents prétextes. On peut dire qu'à partir de ce moment, l'Empereur abandonna Berlin. Le souverain se mit à séjourner soit à Pless, en Silésie, soit dans le voisinage du front occidental. Dans les premiers temps de la guerre — suivant, en cela, un précédent créé pendant la campagne de 1870, — les membres les plus importants du gouvernement accompagnèrent le Kaiser sur le front. Le Chancelier et le Ministre des Affaires Etrangères donnèrent l'exemple et s'absentèrent de Berlin. Un peu plus tard, quand on s'aperçut qu'il fallait mener la guerre sur plusieurs fronts et qu'on n'allait pas la terminer en quelques semaines comme les Allemands l'avaient cru tout d'abord, les ministres regagnèrent leurs bureaux. Cette pratique plutôt ridicule, inspirée des coutumes de 1870, n'avait pas moins donné lieu à une certaine confusion. Quand M. de Jagow, Ministre des Affaires Etrangères, se trouvait au grand quartier général, les diplomates qui étaient restés à l'arrière menaient les négociations avec M. Zimmermann, lequel à son tour avait tout à transmettre au grand quartier général.

Au mois d'août, le bruit courait à l'étranger que certains socialistes de marque avaient été fusillés à l'ouverture des hostilités. Le département de l'Etat me télégraphia pour me prier de voir ce qu'il y avait de vrai dans ces rumeurs et appela particulièrement mon attention sur celles qui concernaient le Dr Liebknecht et Rosa Luxembourg. Liebknecht, avocat, exerçait à Berlin. Je lui téléphonai donc et lui demandai de venir me voir. Il se rendit à ma prière et me montra bien par sa présence qu'il n'avait pas été exécuté. Liebknecht me dit que les rumeurs qui couraient sur la prétendue exécution de certains socialistes ne reposaient sur aucun fondement. Il me déclara que les socialistes étaient opposés au Tsarisme et que personnellement il avait confiance dans l'armée allemande et dans la cause du peuple allemand. Liebknecht ajouta qu'il n'avait aucune objection à ce que je donnasse communica-

tion par dépêche de la déclaration qu'il venait de me faire. Bien des gens confondent Liebknecht avec son père, qui est mort. Liebknecht, le fils, est un homme d'environ quarante-trois ans, à l'épaisse chevelure et à la moustache brune. Il porte des lunettes, est de taille moyenne et ne semble guère robuste. Au cours des nombreuses interruptions auxquelles il se livra au Reichstag pendant la première année de la guerre, sa voix paraissait toujours grêle et tendue par l'effort. Il est certain que tous ceux qui luttent contre le bras lourd de l'aristocratie ont leurs nerfs soumis à une rude épreuve. Nous savions tous que l'aristocratie allait « avoir » Liebknecht tôt ou tard et l'occasion s'offrit le jour où il parut en civil au milieu d'une foule qui cherchait à manifester sur la Potsdamerplatz. Pour s'être présenté sur la place publique non revêtu de l'uniforme militaire, après avoir été appelé à sa classe et mobilisé, et pour s'être rendu soi-disant coupable d'excitation de l'esprit populaire, il fut condamné à une longue détention. On ne peut qu'admirer son courage. Je crois que Liebknecht gagne sa vie en plaidant devant un tribunal de première instance. Il est difficile de préciser le caractère du rôle qu'il est appelé à jouer dans l'avenir. Il est probable que lorsqu'après la guerre les socialistes se mettront à réfléchir sur les événements à tête reposée, ils trouveront que la politique de Scheidemann a été trop conservatrice, qu'il s'est soumis avec trop d'empressement au pouvoir de l'autocratie et qu'il a abandonné trop promptement le programme de ses amis politiques. Il est possible que Liebknecht prenne alors la direction du parti socialiste et il est également possible que Scheidemann et certains autres membres du parti s'en détachent pour se rapprocher des libéraux.

CHAPITRE XII

Négociations diplomatiques.

Dans l'automne de 1914, la rude et pressante besogne qui consistait à assurer le départ des Américains d'Allemagne avait pris fin. Le sort des citoyens britanniques était sous la sauvegarde d'une administration établie sur une base normale, et les camps de prisonniers de guerre étaient relativement peu nombreux. Extrêmement fatigué par suite d'un surmenage quotidien qui me tenait éveillé jusqu'à minuit, j'allai me reposer quelques jours à Munich.

Le 4 février 1916, l'Allemagne annonça que le blocus sous-marin de l'Angleterre allait commencer le 18 février. Des négociations mystérieuses et d'ordre particulier se dessinèrent aussitôt. Un Américain, qui entretenait d'étroites relations avec certains membres de l'Etat-Major général, vint me trouver vers le 8 février et me déclara que l'Allemagne désirait la paix et qu'elle était prête à entamer des pourparlers à cette fin. Cependant il était indispensable que l'Américain en question se rendît à Paris et à Pétrograd dans le but de révéler au gouvernement français et au gouvernement russe la force écrasante des armées allemandes et l'état exceptionnel des positions qu'elles occupaient, révélations qu'il était à même de faire par suite de l'expérience qu'il avait acquise en visitant les deux fronts allemands. Il me donnait à comprendre en même temps que Tirpitz était lui-même anxieux de voir la paix conclue et que cet état d'esprit de l'amiral allemand venait probablement des appréhensions qu'il entretenait au sujet du blocus projeté. Je mis, natu-

rellement, le département de l'Etat au courant de ces manœuvres mystérieuses. J'eus un rendez-vous, la nuit, avec Tirpitz dans une salle du Ministère de la Marine. J'y fus introduit par des escaliers dérobés. Cependant, quand je me trouvai seul avec Tirpitz, je constatai qu'il n'avait aucune déclaration précise à me faire ; pas même une offre à formuler. Une occasion de conclure la paix se présentait-elle à ce moment-là ? En tout cas il n'y eut rien de défini. Il me sembla que le projet se résumait à dépêcher cet Américain à Paris et à Pétrograd dans le but de fournir des témoignages personnels aux gouvernements français et russes sur la puissance des armées allemandes et sur les positions exceptionnelles qu'elles occupaient et d'aider ainsi à amener un de ces deux gouvernements et même tous les deux à déserter la cause des Alliés. Ceci se passait environ dix jours avant la date fixée pour l'inauguration du blocus contre l'Angleterre, c'est-à-dire le 18 février. Des médailles commémoratives furent frappées. Elles portaient sur une face la tête de Tirpitz et sur l'autre les mots « Gott strafe England » (Que Dieu punisse l'Angleterre) joints à une sorte de dessin allégorique montrant Neptune sortant des flots pour bloquer la côte anglaise qui se révélait dans le lointain.

Un ambassadeur est supposé avoir le droit de solliciter une audience du Kaiser, à n'importe quel moment. Or, comme il y avait à débattre certaines questions relatives au traitement auquel les prisonniers étaient soumis et que je désirais également entretenir l'Empereur de cette guerre sous-marine qui s'annonçait, je lui avais demandé à plusieurs reprises de vouloir bien me recevoir. Ma requête avait chaque fois essuyé un refus sous un prétexte ou un autre et je n'avais même pas été autorisé à aller offrir au souverain mes souhaits de bon voyage, à la gare, à l'occasion d'un de ses départs pour le front. Quand notre attaché militaire, le major Langhorne, quitta l'Allemagne au mois de mars 1915, il fut reçu par le Kaiser en audience

de congé. Je l'avais prié de vouloir bien dire à l'Empereur que je ne me rappelais vraiment plus ses traits, étant resté si longtemps sans être admis à le voir. Le major Langhorne m'apprit qu'il avait transmis mon message au Kaiser et que celui-ci lui avait répondu : « Je n'ai rien personnellement contre M. Gerard, mais je ne verrai pas l'ambassadeur d'une puissance qui fournit des armes et des munitions aux ennemis de l'Allemagne. »

Je réussis, avant le départ du major Langhorne, à obtenir que le gouvernement allemand autorisât six officiers de l'armée américaine à venir visiter l'Allemagne. A leur arrivée, je les présentai au Ministère des Affaires Etrangères. Ces officiers furent conduits en tournées d'inspection sur le front oriental aussi bien que sur le front occidental. Il ne leur fut permis de voir que fort peu de choses. Ils demandèrent à être attachés à une unité déterminée. On leur opposa un refus formel. Ils furent presque partout l'objet de remarques particulières, ou soumis à des procédés grossiers sous prétexte que l'Amérique fournissait aux Alliés des munitions. Après avoir été l'objet d'insultes délibérées de la part de plusieurs généraux allemands, — Mackensen s'était fait remarquer d'une façon toute spéciale, — ils reçurent du gouvernement des Etats-Unis l'ordre de quitter l'Allemagne. Cependant un de ces officiers, le colonel (aujourd'hui général) Kuhn succéda au major Langhorne comme attaché militaire. Parlant l'allemand avec aisance et doué d'un grand tact, il réussit à rester assez longtemps dans les bonnes grâces des Allemands pour se faire une idée approximative des opérations sur les différents fronts. A un certain moment, en 1916, il cessa d'être invité aux tournées d'inspection auxquelles prenaient part les attachés militaires et finalement, au commencement de l'automne de 1916, il fut mandé par le directeur général du service des renseignements au grand quartier général le major Nicolaï, qui l'informa qu'il n'était plus autorisé à se rendre sur aucun front. Le colonel Kuhn répondit qu'il était déjà au courant

de cette décision prise à son égard. Le major Nicolaï lui dit qu'il lui faisait part de la décision sur l'ordre du général Ludendorff, lequel estimant que l'Amérique avait fait à l'Allemagne autant de mal que celle-ci pouvait subir d'une puissance ennemie, considérait que les deux pays étaient entrés en lutte. Le fait ayant été rapporté à Washington, le colonel Kuhn fut, tout naturellement, rappelé. Je ne saurais louer trop hautement la patience et le tact dont le colonel Kuhn a fait preuve dans l'accomplissement de ses fonctions. Accusé par les journaux allemands d'espionnage et en butte à des attaques de toute sorte, il sut garder son sang-froid et continua à remplir son rôle d'observateur militaire, avec intelligence et mesure, pour le bien de son pays. Comme il avait eu l'occasion de suivre les opérations de la guerre russo-japonaise, l'expérience qu'il avait acquise à cette époque, jointe à celle qu'il venait d'acquérir en Allemagne, contribua à le placer au rang de nos meilleurs experts en art militaire. Il est peut-être à l'heure actuelle le plus hautement qualifié au point de vue de la guerre moderne. C'est avec la plus vive satisfaction que j'ai appris de M. Baker, notre secrétaire d'état à la guerre, qu'il avait résolu d'élever le colonel Kuhn au rang de général et de le placer à la tête de notre Ecole de Guerre, où son enseignement sera d'un prix inestimable.

Le colonel House arriva le 19 mars 1915 pour nous faire visite, accompagné de sa femme, et resta jusqu'au 28. Le colonel, pendant son séjour, rencontra les principaux membres du gouvernement allemand et beaucoup de personnages éminents et influents du monde des affaires, tels que M. de Gwinner, directeur de la Deutsche Bank, et le docteur Walter Rathenau, qui avait succédé à son père comme directeur de la Compagnie générale d'Electricité et de divers autres établissements. Le colonel eut l'occasion de dîner chez le Ministre des Colonies, le docteur Solf, et de déjeuner avec M. de Gwinner.

Des négociations furent entamées au mois d'avril, à

propos du torpillage du *William P. Frye*, un navire américain qui transportait des denrées à destination de l'Irlande. Le gouvernement américain avait été chargé par les propriétaires du *Frye* de réclamer des dommages-intérêts pour la perte du navire. Aucune allusion n'était faite au sujet de la cargaison. La réponse allemande ne notifia pas moins que la cargaison du *Frye*, consistant en denrées, était destinée à un port militaire de l'ennemi, par conséquent à la force armée, et se présentait ainsi comme une cargaison de contrebande. J'entretins M. de Jagow de ce cas particulier et je lui dis qu'à mon avis une pareille interprétation était peut-être de nature à paraître constituer une sorte de justification, de la part du gouvernement allemand, du blocus exercé par l'Angleterre à l'égard de l'Allemagne. Il me répondit que cette note avait été rédigée par le directeur Kriege, qui était leur conseil en droit international et qu'il n'interviendrait pas dans le travail de Kriege. Il s'ensuivait naturellement que toutes les denrées chargées à l'intention de l'Allemagne se trouvaient dans le cas d'être débarquées dans quelque port fortifié et transformées par cette théorie en denrées destinées aux forces militaires de l'ennemi. Elles devenaient ainsi marchandises de contrebande !

Il a toujours été admis, en droit international, que les particuliers aussi bien que les associations avaient le droit de vendre des armes et des munitions de guerre à tout belligérant. Ce droit fut ratifié et confirmé de façon formelle à la Convention qui fut tenue à La Haye en 1907. Ce même directeur Kriege, qui représentait l'Allemagne en 1907 à la conférence de La Haye, s'exprima ainsi au cours de la discussion qui eut lieu sur ce sujet particulier :

« Les navires neutres qui se livrent à un pareil commerce violent les lois de la neutralité. Cependant, d'après une règle généralement admise, l'Etat sous le pavillon duquel voyage le navire n'est pas responsable de cette violation. Les états neutres ne sont pas tenus d'interdire

à leurs nationaux un commerce qui, au point de vue des belligérants, devrait être considéré comme illégal. »

(*Conférence internationale de la Paix, La Haye, 15 juin — 18 octobre, 1907, Vol. III, p. 859*).

Au cours des difficultés que nous eûmes avec Huerta, des armes et des munitions furent expédiées d'Allemagne sur des navires allemands à l'intention de ses troupes et débarquées au Mexique. Pendant la guerre qui eut lieu entre l'Angleterre et la République du Transvaal, les Allemands, qui sympathisaient ouvertement avec les Boers, ne fournirent pas moins à l'Angleterre des quantités considérables d'armes et de munitions destinées à être employées contre les Boers et cela bien qu'il fût manifeste que ceux-ci se trouvaient dans l'impossibilité absolue d'obtenir des armes et des munitions par l'entremise des Allemands. Ainsi, la maison Eberhardt, de Dusseldorf, fournit aux Anglais 109 canons, au complet, avec les wagons, caissons, munitions, etc., le tout parfaitement désigné comme devant être employé contre les Boers. Il m'arriva de recevoir du Ministère des Affaires Étrangères d'Allemagne une note officielle à propos d'un paragraphe publié dans l'autobiographie de notre ancien ambassadeur Andrew D. White. Ce paragraphe avait trait à la guerre hispano-américaine et faisait allusion à la prétendue retenue dans un port allemand d'un navire chargé d'armes et de munitions destinées à être employées contre nos troupes à Cuba. Il est indubitable qu'au moment où notre ancien ambassadeur M. White écrivait ces lignes, il n'avait pas les archives de l'ambassade sous la main. Car les documents officiels montrent que l'attitude qu'il observa à l'époque de cette prétendue retenue était parfaitement correcte. Les archives indiquent, en effet, qu'il adressa au département de l'Etat une lettre, où il déclarait qu'il avait eu connaissance du départ projeté de ce navire, mais qu'il s'était abstenu de protester parce que l'attaché naval l'avait informé que les Etats-Unis n'avaient pas le droit d'intervenir. Le département de l'Etat lui écrivit

pour le féliciter de n'avoir pas protesté et de s'être abstenu d'intervenir sous une forme quelconque.

Le gouvernement allemand semblait chercher à créer un courant de haine contre l'Amérique à propos de cette affaire afin d'amener le gouvernement américain à mettre sans plus tarder l'embargo sur l'exportation de ces fournitures, par crainte du gouvernement allemand ou par crainte des agents de la propagande germano-américaine aux Etats-Unis. M. Zimmermann me montra au cours de l'automne de 1914 une longue liste que lui avait adressée le comte Bernstorff établissant le nombre de selles, d'automobiles, de roues, de pneumatiques, d'explosifs, de denrées et autres articles expédiés d'Amérique à l'adresse des Alliés et il me donna à entendre que ce trafic avait atteint des proportions si considérables qu'il devait être arrêté. En février 1915, la déclaration suivante parut dans le texte du communiqué du jour : « Feu lourd d'artillerie dans certaines sections du front occidental dirigé en grande partie à l'aide de munitions américaines » et en avril dans le communiqué officiel, on lisait : « Des officiers d'artillerie français prisonniers disent qu'ils possèdent d'importants dépôts de munitions américaines ». J'obtins par l'entremise du département de l'Etat à Washington une déclaration de l'ambassadeur de France certifiant que jusqu'à ce moment-là (fin avril 1915) aucun obus employé par l'artillerie française n'avait été fourni par l'Amérique. Cependant, rien n'était de nature à satisfaire les Allemands. Ils semblaient résolus à exiger que toutes les fournitures susceptibles d'être d'une utilité quelconque aux Alliés, denrées ou munitions, fussent arrêtées. Les journaux étaient remplis d'attaques du caractère le plus amer contre l'Amérique et le Président Wilson et de caricatures ayant trait à la vente des munitions. Il semble que l'idée ne soit jamais venue aux Allemands que nous ne pouvions vraiment pas changer les règles établies simplement parce qu'après l'ouverture des hostilités une des parties en lutte avait constaté

que ces règles tournaient à son désavantage. Les Allemands ne se disaient pas non plus qu'il était interdit à l'Amérique de faire varier les lois internationales selon les caprices de la guerre et appliquer une certaine règle lorsque les Allemands perdaient le contrôle de la mer et une autre lorsque la fortune leur souriait.

A partir de cette époque, c'est-à-dire à partir du commencement de 1915 jusqu'au jour de mon départ officiel, je ne crois pas avoir eu un entretien avec un Allemand sans que celui-ci fît allusion au différend. Peu de temps avant de quitter l'Allemagne, en janvier 1917, et après que j'eusse appris que la guerre sous-marine allait être reprise de façon implacable, je me trouvai à une soirée chez le Dr Solf, le Ministre des Colonies, lorsqu'un Allemand d'aspect corpulent, qui se trouvait être un des grands-ducs de Mecklembourg-Schwerin, se planta devant moi à une certaine distance et, m'adressant la parole en allemand, me dit : « Vous êtes l'ambassadeur américain? Eh bien! je tiens à vous dire, en ma qualité d'Allemand, que nous ressentons vivement la façon dont l'Amérique se conduit envers nous en fournissant des armes et des munitions aux ennemis de l'Allemagne, que nous n'oublierons jamais cette conduite et que nous prendrons notre revanche un jour! » Il s'exprimait sur un ton si élevé et se frappait la poitrine avec une telle violence que tous les assistants s'étaient tu pour l'écouter. Au reste, comme il portait sur sa poitrine les insignes des ordres de l'Aigle Noir, de l'Aigle Rouge, de l'Eléphant et du Séraphin, le bruit causé par toute cette ménagerie eût suffi à attirer l'attention. Je lui rappelai poliment l'existence de la Convention de La Haye et lui fis remarquer qu'il ne nous était pas permis de modifier les lois internationales selon les caprices de la guerre et que l'Allemagne avait fourni des armes à l'Angleterre pour être employées contre les Boers. Il se contenta de répondre : « Nous n'attachons aucune importance aux traités. » Je répliquai : « C'est, en effet, ce que tout le monde dit. » La riposte s'imposait d'elle-même;

La presse allemande publiait continuellement des articles tendant à démontrer que la guerre aurait déjà pris fin si l'Amérique n'avait pas aidé les Alliés en les approvisionnant. Le 4 février 1915, quand le gouvernement allemand annonça que le blocus de l'Angleterre allait commencer le 18 du même mois, et prévint les états neutres d'avoir à tenir tous leurs navires en dehors de la zone de guerre, le pouvoir eut avec lui l'opinion publique tout entière.

A partir de ce moment, nous fûmes en butte à des crises constantes, provoquées par les torpillages auxquels les sous-marins allemands se livraient sur les navires américains. Il y eut le cas du *Gulflight*, celui du *Cushing* et celui du *Falaba*, un navire anglais qui fut coulé sans avertissement et où, parmi les victimes, se trouvaient des passagers américains. Le 6 mai 1915, le directeur Kriege, du Ministère des Affaires Étrangères, pria M. Jackson de vouloir bien venir le voir et lui demanda s'il était disposé à faire signaler les trois points suivants à l'attention du public américain :

1. Comme riposte aux efforts tentés par l'Angleterre pour interrompre les rapports commerciaux que les Etats-Unis entretiennent avec l'Allemagne, celle-ci s'emploiera, par tous les moyens dont elle dispose, à ruiner le commerce et la marine marchande britanniques. Jamais, à aucun moment, l'idée n'est venue à l'Allemagne de ruiner le commerce des neutres ou d'y intervenir d'une façon quelconque, sauf lorsqu'un cas de contrebande se présentait. Etant donné que le gouvernement britannique armait des navires marchands en les amenant à dissimuler leur caractère réel, il n'était guère possible d'accorder une immunité absolue aux navires neutres, dont le torpillage éventuel devenait ainsi inévitable. Les commandants des sous-marins avaient reçu, dès le début, des ordres sévères et ces ordres, sans cesse renouvelés et de plus en plus sévères, leur enjoignaient d'éviter toute attaque contre les navires neutres autant que le

souci de leur propre sécurité leur permettait de le faire.

2. Quand un navire neutre aura été coulé par un sous-marin, le gouvernement allemand exprimera ses regrets de façon formelle et offrira de payer une indemnité sans avoir recours au tribunal des prises.

3. Tous les rapports relatifs au torpillage d'un navire neutre par un sous-marin allemand deviennent, aussitôt leur réception, l'objet d'une enquête de la part du Ministère des Affaires Étrangères allemand aussi bien que de l'amirauté et les résultats en sont communiqués au gouvernement intéressé, qui est, en retour, prié de communiquer au gouvernement allemand le résultat de l'enquête à laquelle il s'est livré personnellement. Quand, dans les deux rapports, on se trouvera en présence d'une divergence matérielle sur la cause présumée de la destruction du navire (torpille ou mine) le cas devra être soumis à une commission constituée par des représentants des deux nations intéressées, auxquels sera adjoint un arbitre appartenant à une nation neutre et dont la décision devra être jugée comme définitive. Cette procédure a déjà été adoptée dans deux cas qui se sont présentés : l'un avait trait à un navire hollandais et l'autre à un navire allemand. Le gouvernement allemand se réserve le droit de refuser cet arbitrage international dans certains cas exceptionnels où l'amirauté allemande sera amenée à intervenir pour des raisons d'ordre militaire.

Le directeur Kriege dit à M. Jackson que l'ambassade recevrait bientôt une communication écrite contenant les principes essentiels des trois points susénoncés. M. Jackson transcrivit cette conversation sous la forme qui vient d'être reproduite et montra une copie du texte ainsi rédigé au directeur Kriege. Peu après, dans la même journée, Geheimrat Simon vint voir M. Jackson à l'ambassade et lui apprit que le directeur Kriege désirait que le deuxième paragraphe débutât ainsi : « Quand par suite d'une erreur malheureuse, un navire neutre, etc. » et que le directeur Kriege désirait aussi que la fin du troi-

sième paragraphe à partir de : « Quand, dans les deux rapports, » fût ainsi modifiée :

« Quand, dans les deux rapports, on se trouvera en présence d'une divergence matérielle sur la cause probable de la destruction du navire (torpille ou mine), le gouvernement allemand a déjà déclaré à diverses occasions qu'il était tout prêt à soumettre le cas à la décision d'une commission internationale, d'accord en cela avec la convention de La Haye relative au règlement amical des contestations internationales. »

Geheimrat Simon ajouta que ces modifications étaient suggérées par le docteur Kriege pour le cas où l'on déciderait de communiquer ces déclarations à la presse américaine. M. Jackson dit à Geheimrat Simon qu'il me rendrait compte de cet entretien, mais que c'était moi qui déciderais si ces propos étaient susceptibles de faire l'objet d'une communication au gouvernement américain ou à la presse.

Il va sans dire que la nouvelle du torpillage de la *Lusitania*, survenu le 7 mai, créa une situation des plus critiques, ce torpillage ayant entraîné la mort de nombreux Américains, et, bien entendu, aucune suite ne fut donnée aux propositions du directeur Kriege. Il est inutile que je m'étende ici sur les notes qui furent échangées entre les deux gouvernements à la suite de cet événement, puisque le public a été mis au courant du différend.

Peu de temps après que j'eusse remis la première note relative au torpillage de la *Lusitania*, le 11 mai 1915, Zimmermann déjeuna avec nous. Parmi les convives se trouvait une Américaine, femme charmante, mariée à un Allemand. Après le lunch, bien que je fusse en train de causer avec quelqu'un, je surpris par hasard quelques bribes de la conversation qu'elle avait engagée avec Zimmermann. Après le départ de ce dernier, je demandai à l'Américaine ce que Zimmermann avait bien voulu lui dire en lui parlant ainsi de l'Amérique et de l'Allemagne, de Bryan et de la *Lusitania*. Elle m'apprit qu'elle avait

exprimé à Zimmermann le regret qu'elle éprouvait de voir que nous allions être probablement obligés de quitter Berlin, puisque les rapports diplomatiques entre les deux pays semblaient sur le point d'être rompus. A cela, Zimmermann avait répondu qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter à ce propos, car le gouvernement allemand venait d'être averti par le gouvernement autrichien que l'ambassadeur d'Autriche à Washington, le docteur Dumba, avait fait savoir par câble que la note adressée par les Etats-Unis à l'Allemagne au sujet de la *Lusitania* n'avait d'autre but que de calmer l'opinion en Amérique et que le gouvernement américain n'exprimait pas dans cette note sa véritable pensée. Là-dessus, j'allai voir Zimmermann au Ministère des Affaires Étrangères. Il me montra le câblogramme du docteur Dumba. L'esprit de cette dépêche concordait avec le récit que m'avait fait mon interlocutrice.

Il va sans dire que je télégraphiai au département de l'Etat ce que je venais d'apprendre et j'écrivis au Président Wilson sur le même sujet. La suite de l'incident a été porté à la connaissance du public. J'ignorais, naturellement, ce qui avait pu se passer entre M. Bryan et le docteur Dumba, mais je suis certain que celui-ci a dû se méprendre sur le sens des déclarations amicales que M. Bryan a pu lui faire. Je dois considérer comme une bonne fortune d'avoir découvert l'existence du câblogramme Dumba dans des conditions si imprévues et qui rappellent assez les moyens employés au théâtre. Si les Allemands avaient pu croire que la note de la *Lusitania* n'exprimait pas la véritable pensée du gouvernement américain, la guerre aurait certainement éclaté à ce moment-là entre l'Allemagne et l'Amérique et cela démontre comment les événements les plus importants peuvent être modifiés par des déjeuners plantureux et une jolie femme.

On s'était vivement indigné en Allemagne en apprenant que, lorsque la *Lusitania* avait quitté New-York

au mois de février 1915 pour se rendre en Europe, le navire avait hissé le pavillon américain au moment d'entrer dans les eaux britanniques. Peu de temps après qu'on eût appris cet incident, je me trouvai au Jardin d'Hiver, une des grandes salles de concert de Berlin, en compagnie de M. Grant Smith, le premier secrétaire de l'ambassade américaine à Vienne et de plusieurs attachés de mon ambassade. Nous nous entretenions naturellement en anglais, fait qui excita la colère d'un Allemand, en état d'ivresse, qui se trouvait assis dans une loge à côté de la nôtre L'Allemand fit remarquer à haute voix que quelqu'un parlait anglais à côté de lui et en apprenant d'un des spectateurs que ce quelqu'un était l'ambassadeur des Etats-Unis, l'homme déclara, d'une voix retentissante, que les Américains étaient pires que les Anglais et que la *Lusitania* avait arboré le pavillon américain dans les eaux britanniques pour se protéger contre toute attaque. Il est juste de dire que la salle se livra aussitôt à des protestations et força l'homme à se taire. A l'issue de la représentation, comme je m'en allais, je vis s'approcher quelques Allemands, lesquels, m'ayant adressé la parole m'exprimèrent les sentiments de regret qu'ils éprouvaient devant le scandale qui s'était produit. Je reçus le lendemain la visite du directeur du Jardin d'Hiver qui venait m'exprimer, lui aussi, ses regrets. Environ un an après, je rencontrai aux courses l'homme qui s'était livré à cette manifestation et je lui demandai le motif de sa conduite. Il se confondit aussitôt en excuses, avoua qu'il avait bu et me dit qu'il espérait que j'allais oublier l'incident. C'est l'unique manifestation hostile dont j'aie été l'objet au cours de mon ambassade en Allemagne.

De nombreuses propositions furent mises en avant par le Ministère des Affaires Etrangères allemand — aussi bien avant qu'après le torpillage de la *Lusitania*, — au sujet de la situation qui était faite aux bâtiments américains dans la zone de guerre. Zimmermann, qui avait un certain nombre de ces propositions rédigées en allemand, me les montra

un soir et je les traduisis en anglais à son intention pour qu'il pût voir comment elles se présentaient dans cette langue. Ces propositions avaient trait aux bâtiments contrôlés qui partaient d'Amérique. Ces bâtiments devaient être peints et marqués d'une façon déterminée. On devait savoir de façon certaine et pouvoir affirmer de quels ports venaient ces bâtiments et la date à laquelle le départ avait eu lieu. Enfin, l'Amérique devait certifier que ces navires n'avaient aucune marchandise de contrebande à leur bord. Toutes ces propositions furent rejetées par le Président avec une certaine sévérité. La réponse allemande du 16 février à notre note du 10 avait annoncé que l'Allemagne déclinait d'avance toute responsabilité à l'égard des dangers que les navires neutres pouvaient courir et avait également déclaré que des mines sous-marines seraient semées autour des côtes de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Cette note contenait également une des solutions proposées par Zimmermann, celle relative au convoiement des navires marchands américains par des bâtiments de guerre. La note allemande du 16 parlait également des munitions que les Etats-Unis dirigeaient en quantités considérables sur l'Europe au profit des Alliés et suggérait aux Etats-Unis d'amener ceux-ci à adopter la Déclaration de Londres et à admettre que l'Allemagne possédait le droit d'importer non seulement des denrées, mais des matières premières.

Le Président adressa, le 20 février, une note conciliatrice à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne. Cette note suggérait que les sous-marins ne fussent plus employés désormais contre les bâtiments marchands, quelle que fût la nationalité de ces derniers et que l'Allemagne fût autorisée à recevoir des denrées pour sa population civile, par l'intermédiaire d'agences nommées par les Etats-Unis en Allemagne, lesquelles auraient pour mission de contrôler la réception de ces denrées aussi bien que leur distribution. Dans l'intervalle, deux navires américains, le *Carib* et l'*Evelyn*, chargés de coton pour l'Allemagne avaient

été coulés, sur la côte allemande, par des mines. En Amérique, le Congrès avait rejeté un projet de loi tendant à accorder au Président pleins pouvoirs pour mettre l'embargo sur les exportations des munitions de guerre. Au mois d'avril, le comte Bernstorff adressa une note, où il prétendait que l'attitude des Etats-Unis n'était pas tout à fait celle à laquelle on devait s'attendre de la part d'une puissance neutre, note où il parlait du grand nombre d'usines nouvelles qu'on construisait aux Etats-Unis pour la fabrication des matériaux de guerre, et où il disait : « En réalité, les Etats-Unis n'approvisionnent que les ennemis de l'Allemagne, constatation qui n'est nullement modifiée par les bonnes dispositions que les Etats-Unis manifestent en théorie à l'égard de l'Allemagne à ce même point de vue. » Le secrétaire d'État Bryan répondit par une note où il déclarait que les principes absolus du droit international nous interdisaient d'apporter aucune modification dans nos lois de neutralité qui fût susceptible d'affecter d'une façon quelconque, pendant la durée des hostilités, les rapports que les Etats-Unis devaient entretenir sur un pied égal avec les nations en guerre, et que l'embargo sur le commerce des armes constituait une modification de cette nature et serait, par conséquent, une violation formelle de la neutralité des Etats-Unis.

Mais le torpillage de la *Lusitania* vint mettre fin à toutes ces négociations, à tous ces reproches, à toutes ces récriminations, ce torpillage ayant entraîné la mort de nombreux passagers américains parmi lesquels se trouvaient des femmes. Je fus moi-même sous l'impression que nous allions rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne et je me préparais à quitter le territoire. Le 11 mai, je remis à von Jagow la note relative au cas de la *Lusitania*. Après avoir appelé l'attention du gouvernement allemand sur les attaques dont les navires américains avaient été l'objet, attaques qui venaient de se renouveler avec le torpillage de la *Lusitania*, la note formulait cette déclaration : « Le gouvernement impérial

allemand ne peut pas s'attendre à ce que le gouvernement des Etats-Unis néglige toute parole ou toute mesure jugée nécessaire à l'exercice du devoir sacré qui lui incombe de maintenir les prérogatives des Etats-Unis et des citoyens américains et de sauvegarder leur droit à une vie libre. » J'eus, au cours de cette période, de fréquents entretiens avec M. de Jagow et M. Zimmermann. Ce fut au cours d'une de ces conversations sur la guerre sous-marine que Zimmermann eut l'occasion de me tenir ce propos : « Les Etats-Unis n'osent pas agir contre l'Allemagne, parce que nous possédons cinq cent mille réservistes allemands en Amérique, qui prendront les armes contre votre gouvernement si celui-ci ose dicter une mesure quelconque contre l'Allemagne ». Il entra dans une violente colère en prononçant ces mots et frappa la table du poing à coups répétés. Je lui répondis que nous possédions cinq cent un mille réverbères en Amérique et que c'était à ces réverbères que les réservistes allemands se trouveraient accrochés, s'ils s'employaient à provoquer un soulèvement quelconque. Je lui fis remarquer qu'aucun Germano-Américain n'avait encore traversé les pays scandinaves, à la faveur d'un passeport américain — d'obtention cependant facile — pour venir s'enrôler dans l'armée allemande. J'ajoutai que, s'il pouvait me montrer une seule de ces recrues dans l'armée allemande, je serais disposé à me montrer moins sceptique à l'égard d'un soulèvement de la part des Allemands d'Amérique. Au fait, l'armée allemande, pendant toute la durée des hostilités, n'eut, à ma connaissance, qu'une seule recrue de nationalité américaine : un étudiant qui, se trouvant en Allemagne à la déclaration de guerre, s'enrôla dans un régiment. Le père, un homme d'affaires de New-York, me demanda par dépêche de vouloir bien obtenir son licenciement de l'armée allemande. J'obtins ce licenciement. Le jeune homme m'écrivit aussitôt pour m'informer qu'il était majeur et me dire qu'il ne voyait pas pourquoi son père se mettait ainsi à le contrarier dans ses aspira-

tions militaires. Je retirai aussitôt la demande que j'avais adressée à l'autorité, mais il avait déjà été licencié. Cependant, le jour où son régiment se mit en route pour le front occidental, il réussit à partir avec les hommes, en se cachant dans un fourgon. Il prit part à l'attaque d'Ypres, où il fut atteint d'une balle. Transporté dans une ambulance allemande, il guérissait bientôt de sa blessure, recevait la croix de fer et, rendu à la vie civile, s'embarqua pour l'Amérique. J'ignore ce qu'il est devenu.

Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur cet échange de notes et sur la controverse qui eut lieu à propos des attaques sous-marines. Ces détails relèvent plutôt de l'histoire générale de la guerre. Je n'ai à parler ici que des incidents auxquels je fus mêlé. Au reste, comme l'a dit Victor Hugo, on n'écrit pas l'histoire à l'aide d'un microscope. On n'a pas oublié les termes de la réponse que fit l'Allemagne à la note du gouvernement américain sur le cas de la *Lusitania*. Cette réponse, remise le 29 mai, déclarait que la *Lusitania* était armée, transportait des munitions et avait également servi à transporter des troupes canadiennes. Cependant, dans l'intervalle, le 26 mai, le navire américain *Nebraskan* avait été torpillé sur les côtes d'Irlande. Deux jours après, le 28, l'Allemagne déclarait que le vapeur américain *Gulflight* avait été torpillé par erreur et présentait des excuses pour l'acte accompli. M. de Jagow me remit à peu près en même temps une note demandant que les bâtiments américains portassent des signes plus visibles de leur nationalité et que ces signes fussent éclairés la nuit. La deuxième note américaine concernant la *Lusitania* fut publiée le 11 juin 1915. La remise de cette note coïncida avec la démission de M. Bryan comme secrétaire d'Etat. Dans cette note, le Président Wilson (car tout le monde sait aujourd'hui qu'il est l'auteur de ces notes) élucida la question relative au torpillage des navires ennemis ayant des passagers à leur bord. La note disait à propos de la *Lusitania* :

« Seuls, sa résistance ouverte ou son refus de laisser

procéder à une visite pouvaient justifier le commandant du sous-marin de n'avoir pas reculé devant le péril où il mettait les passagers. »

Le 8 juillet, le gouvernement allemand remettait sa réponse à cette note. Cette réponse disait de nouveau : « Nous avons été contraints d'adopter la guerre sous-marine pour répondre aux intentions déclarées de nos ennemis et à la méthode de guerre adoptée par eux en contravention avec la loi internationale. » En faisant de nouveau allusion au prétendu transport de munitions par la *Lusitania*, la réponse disait que « si la *Lusitania* avait été épargnée, des milliers de caisses de munitions seraient parvenues aux ennemis de l'Allemagne » et que « des milliers de mères allemandes et d'enfants allemands seraient ainsi devenus des veuves et des orphelins ». La note contenait quelques-unes des propositions favorites de Zimmermann. Ces propositions tendaient à autoriser les commandants de sous-marins allemands à faciliter le passage de certains bâtiments américains marqués d'une façon spéciale et dont ils auraient connu le départ à l'avance, à la condition que le gouvernement américain donnât l'assurance formelle que ces navires ne transportaient aucune contrebande de guerre. On suggérait également qu'un certain nombre de navires neutres fussent ajoutés à la liste de ceux qui circulaient sous le pavillon américain, afin de faciliter les traversées des Américains appelés à voyager à l'étranger. Enfin la note, dans son passage le plus important, formulait cette réflexion : « En particulier, le gouvernement impérial ne peut pas admettre qu'un navire ennemi soit protégé par le seul fait qu'il a des passagers américains à son bord. »

Le 21 juillet, le gouvernement américain repoussait les propositions de l'Allemagne, en déclarant que « les vies des non-combattants ne pouvaient être mises en péril, dans aucun cas, à moins que le navire n'opposât une résistance ou ne cherchât à se dérober après avoir été appelé à se soumettre à une visite ». Le gouverne-

ment américain rejetait l'argument dont l'Allemagne s'était servi pour prétendre que l'attitude de la Grande-Bretagne lui donnait le droit d'user de représailles, même si ces représailles faisaient des victimes parmi les Américains. La note américaine disait à ce propos : « Car un acte de représailles de guerre se place de lui-même au-dessus de la loi, et défendre un acte en disant qu'il est accompli par représailles, c'est admettre qu'il est illégal. » La note ajoutait : « Si un belligérant se considère impuissant à user de représailles à l'égard d'un ennemi sans porter atteinte à la vie des neutres en même temps qu'à leurs biens, il se doit à lui-même de renoncer à de pareilles pratiques, ne fût-ce que par un sentiment d'humanité, par esprit d'équité et pour le respect dû aux puissances neutres. » Cette note disait également : « Les Etats-Unis ne peuvent pas croire que le gouvernement impérial se refusera plus longtemps à désavouer l'acte brutal et gratuit que son commandant naval a accompli en coulant la *Lusitania* ou à offrir une réparation à l'égard des victimes de nationalité américaine autant qu'une réparation peut être offerte pour un acte illégal qui a fauché inutilement tant de vies humaines. » L'idée essentielle de la note se trouvait dans cette phrase : « L'amitié elle-même l'amène (le gouvernement des Etats-Unis) à dire au gouvernement impérial que toute contravention nouvelle accomplie à l'égard de ces droits par les commandants des navires allemands sera considérée par le gouvernement des Etats-Unis, quand ils affecteront des citoyens américains, comme constituant un acte volontairement hostile. » La question — relativement au cas particulier de la *Lusitania* — en est restée là.

Dans l'intervalle, l'attaque contre le navire américain *Nebraskan* avait été désavouée : la note allemande déclarant que « le torpillage n'était pas dirigé contre le pavillon américain et devait être accepté comme un accident malheureux ». La situation diplomatique, relativement à

l'usage des sous-marins et aux attaques sans avertissement préalable et sans égard pour la vie des passagers, continuait à demeurer incertaine, lorsque, le 19 août 1915, le navire britannique *Arabic* fut torpillé sans avertissement, non loin de l'endroit où la *Lusitania* avait été coulée. Parmi les victimes se trouvaient deux Américains. Après s'être livré aux finasseries habituelles, le gouvernement allemand finit par arguer, dans sa note du 7 septembre, que le commandant du sous-marin allemand s'était préparé à couler le *Dunsley*, persuadé que l'*Arabic* qui s'approchait cherchait à l'attaquer et qu'il lança sa torpille en conséquence. Le gouvernement impérial refusa d'admettre sa responsabilité, mais offrit de soumettre le cas à un arbitrage.

Le cas de l'*Ancona* se présenta presque aussitôt. L'*Ancona* avait été coulé par un sous-marin battant le pavillon autrichien. Ce cas était naturellement en dehors de mes attributions, mais ne représentait pas moins un anneau dans la chaîne. Puis vint le torpillage du *Persia* dans la Méditerranée. Parmi les victimes se trouvait notre consul à Aden. Dans la note que le comte de Bernstorff avait adressée au Secrétaire d'Etat Lansing, à la date du 1er septembre 1915, l'ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis déclarait que les paquebots ne seraient pas coulés par les sous-marins allemands sans avertissement et avant que les passagers eussent été mis en sûreté, à la condition que les paquebots ne chercheraient pas à se dérober ou à offrir une résistance, et déclarait, en outre, que cette règle était déjà en vigueur au moment où s'était produit le torpillage de l'*Arabic*. Le cas de l'*Arabic* donna lieu à de longues négociations.

On put croire, à un certain moment, que les relations diplomatiques allaient être rompues, mais le gouvernement impérial finit par reconnaître que le commandant du sous-marin avait eu tort de prétendre que l'*Arabic* cherchait à l'attaquer, offrit de payer une indemnité et désavoua l'acte du commandant. On fit savoir que des

ordres nouveaux avaient été donnés aux commandants de sous-marins, ordres dont le caractère précis permettait de dire qu'un renouvellement d'incident pareil à celui de l'*Arabic* ne serait plus possible. Le gouvernement autrichien liquida de la même façon, à la fin de décembre 1915, les réclamations de l'*Ancona*. En Autriche, l'ambassadeur Penfield fut l'objet des plus vifs éloges pour l'habileté qu'il avait déployée dans le règlement de ce différend.

Les négociations relatives au cas, non encore solutionné, de la *Lusitania*, furent conduites à Washington par le comte Bernstorff et par le Secrétaire d'Etat Lansing. L'Allemagne finit par offrir de payer une indemnité pour les victimes américaines de la *Lusitania*. Le gouvernement allemand « regrettait profondément la catastrophe », tout en refusant de désavouer l'acte dont le commandant du sous-marin s'était rendu coupable en coulant le paquebot, ou d'admettre qu'un pareil acte était en contradiction avec la loi. A peu près à cette même époque, notre département de l'Etat adressa une note, proposant que les sous-marins fussent tenus de se conformer aux règles de la guerre en vigueur pour les « cuirassés » : c'est-à-dire qu'ils ne seraient autorisés à couler que les navires qui se défendraient ou chercheraient à se dérober ; que les passagers et l'équipage seraient mis en sûreté au préalable mais que, d'autre part, il serait interdit aux navires marchands appartenant aux puissances belligérantes de s'armer. Cette proposition n'aboutit pas. Zimmermann (il ne s'agit pas ici du Ministre des Affaires Etrangères) écrivit un article dans le *Lokal-Anzeiger*, dont il est le directeur, article dans lequel il disait que les Etats-Unis avaient certains points en leur faveur dans la question de l'exportation des munitions. J'ai entendu dire que von Kessel, le commandant de la Marche de Brandebourg, avait déclaré que Zimmermann méritait d'être fusillé comme un traître. Mis au courant de ce propos, Zimmermann avait amené von Kessel à faire

des excuses ; mais il fut mobilisé quelque temps après.

Le colonel House arriva en Allemagne à la fin de janvier 1916. Il ne resta que trois jours. La situation lui donnait les plus grands soucis, cette situation s'étant aggravée à ses yeux, à la suite d'une entrevue qu'il avait eue avec Zimmermann et où celui-ci lui avait déclaré que l'Allemagne était prête à entrer en guerre avec les Etats-Unis.

Au mois de février 1916, les Junkers de la Chambre basse prussienne inaugurèrent une politique d'opposition à l'égard du Chancelier et se mirent à discuter la guerre sous-marine, question qui ne les regardait pas. Le Chancelier se montra très dur dans sa riposte et finit par avoir gain de cause. On raconta, à cette époque, que l'Empereur s'était rendu à Whillemshafen pour recommander aux commandants des sous-marins d'agir désormais avec prudence.

Vers le 1er mars, le bruit courut qu'un grand Conseil de guerre avait été tenu à Charleville et qu'en dépit de l'appui que l'amiral de Tirpitz avait rencontré auprès du chef d'état-major Falkenhayn, le Chancelier, fort de l'approbation de l'Empereur, avait réussi une fois de plus à faire écarter le projet relatif au renouvellement d'une guerre sous-marine sans restrictions. On annonça en ce même mois de mars la nouvelle de la « maladie » de l'amiral de Tirpitz, nouvelle qui fut suivie peu après par l'annonce de la démission de l'amiral. On s'attendait à voir une manifestation se produire le 19 mars, jour anniversaire de sa naissance. J'aperçus, ce jour-là, de nombreux agents postés autour de sa maison. Mais il ne se produisit aucun fait anormal. J'avais formé le projet de me rendre en Amérique. Le Chancelier et M. de Jagow me demandèrent de retarder mon voyage. Dans l'intervalle qui s'écoula entre le torpillage de la *Lusitania* et celui du *Sussex*, l'Allemagne se trouva divisée en deux camps. Le parti du Chancelier cherchait à maintenir la paix avec l'Amérique, désireux d'éviter à l'Allemagne la honte de

se voir jugée hors la loi par les nations civilisées. L'amiral de Tirpitz et son parti d'officiers navals et militaires préconisaient une guerre sous-marine sans merci. Les conservateurs, furieux contre Bethmann-Hollweg, en raison de ses idées conciliatrices à l'égard de l'extension du suffrage électoral, se joignirent à ce parti d'opposition.

L'accueil réservé à notre dernière note relative au cas de la *Lusitania* (juillet 1915) fut hostile. On m'accusa d'agir contre l'Allemagne, bien qu'on sût que je n'avais pu prendre part à l'élaboration de cette note. Au mois d'août 1915, les représentants des grands industriels d'Allemagne au Reichstag se joignirent aux attaques dirigées contre le Chancelier. Ces députés désiraient conserver le nord de la France et la Belgique, en raison des richesses minières qui s'y trouvent, et obtenir dans la suite le monopole du commerce du fer et de l'acier sur le continent. Des agents de propagande, payés indubitablement par l'usine Krupp, influençaient l'opinion de la façon la plus active. Ces annexionnistes étaient contrecarrés par des hommes plus raisonnables, qui signèrent une pétition contre l'annexion de la Belgique. Parmi les signataires de cette pétition se trouvaient le prince Hatzfeld (duc de Trachenberg), président de la Croix-Rouge ; Dernburg, le prince Henckel de Donnersmarck, le professeur Delbrück, von Harnack et beaucoup d'autres. Le règlement du cas de l'*Arabic* eut le don d'exciter la rage des conservateurs. La *Tageszeitung* fut suspendue pendant plusieurs jours à la suite de la publication d'un article assez aigre sur cette question de l'*Arabic*, suspension qui révélait, de façon imprévue, les vues personnelles du Chancelier. Reventlow, qui collaborait à ce journal, est un des publicistes les plus habiles de l'Allemagne. Ancien officier de marine, il se montre des plus acerbes dans sa haine contre les Etats-Unis. On racontait qu'il avait habité autrefois l'Amérique et qu'il avait perdu sa modeste fortune dans le commerce des oranges en Floride. Mais je n'ai jamais rien su de précis à ce sujet.

Nous eûmes au mois de novembre 1915, après le règlement de l'affaire de l'*Arabic*, une période de tranquillité relative. Mme Gerard fut décorée de la première et de la troisième classes de l'Ordre de la Croix-Rouge. MM. Jackson et Rives, attachés à l'ambassade, furent décorés des deuxième et troisième classes du même ordre. La troisième classe est toujours accordée par cette raison que pour qu'une personne soit décorée de la première ou de la deuxième classe, il faut qu'elle soit déjà titulaire de la troisième classe, c'est-à-dire de celle par laquelle on doit commencer.

On parlait, à cette époque, de la formation d'un nouveau parti, constitué en réalité par les libéraux et les socialistes, car ces derniers étaient trop mal vus pour pouvoir inaugurer sous leur propre nom une campagne effective contre le parti militaire. Le projet n'eut pas de suite.

Le Chancelier se plaignait toujours, et de façon très vive, de ne pouvoir se servir d'un chiffre pour communiquer avec le comte Bernstorff par la télégraphie sans fil. Il me dit un jour : « Comment puis-je arriver à arranger le cas de l'*Ancona* et celui de la *Lusitania* de façon amicale, ainsi que je le désire, si je n'ai pas les moyens de communiquer avec mon ambassadeur? Pourquoi le gouvernement des Etats-Unis ne me permet-il pas de communiquer à l'aide d'un chiffre ? » Je répondis : « Le Ministère des Affaires Etrangères a voulu m'amener à fournir un sauf-conduit au fameux Von Rintelen sous prétexte que celui-ci allait s'occuper en Amérique d'œuvres charitables en faveur de la Belgique. Peut-être le gouvernement de Washington pense-t-il que vous cherchez à vous mettre en communication avec des gens de cette sorte ? » Le Chancelier changea aussitôt de sujet et me dit qu'il subsisterait en Allemagne après la guerre un sentiment d'animosité contre l'Amérique. Je lui répondis que cette idée était partagée par beaucoup d'Allemands et que, d'autre part, j'avais reçu à titre privé des lettres d'un grand nombre d'Américains, lesquels me disaient, dans ces

lettres, que, si l'Allemagne avait l'intention de déclarer la guerre à l'Amérique après la cessation des hostilités, le mieux était d'entrer en lutte tout de suite. Il me dit, sur un ton aimable, qu'une guerre avec l'Amérique serait ridicule. Il me demanda pourquoi l'opinion en Amérique se montrait hostile à l'Allemagne. Je répondis que certains incidents avaient produit une impression déplorable sur l'esprit des Américains : le cas de miss Cavell, par exemple. J'ajoutai que des renseignements personnels me permettaient de dire que le Kaiser lui-même n'approuvait pas le torpillage de la *Lusitania*. Le Chancelier demanda : « Et le *Baralong* ? » Je répondis que je ne connaissais pas les détails relatifs à cette affaire, laquelle semblait être confuse et donner lieu à des interprétations diverses, c'est-à-dire au doute ; mais que, néanmoins, il n'y avait aucun doute à entretenir au sujet du cas de miss Cavell : elle était une femme et elle avait été fusillée.

Je lui parlai ensuite, en détail, du traitement auquel les prisonniers britanniques étaient soumis et je lui donnai à comprendre que cet état de choses ne pouvait durer. Cette conversation ne fut pas la seule que j'eus avec le Chancelier sur ce sujet. Je suis certain qu'il réprouvait les méthodes adoptées à l'égard des prisonniers de guerre, mais il se plaignait toujours d'être impuissant là où le pouvoir militaire exerçait ses droits et me renvoyait toujours aux *Mémoires* de Bismarck.

Au cours de la controverse qui se poursuivit pendant cet hiver sur la question des sous-marins, la *Gazette de Francfort*, journal ultra-conservateur, publia une interview qu'un de ses collaborateurs avait eue avec l'amiral de Tirpitz, interview qui passait pour avoir été prise à « une haute autorité navale ». Dans cet entretien, la « haute autorité navale » préconisait une guerre sous-marine impitoyable contre la Grande-Bretagne et affirmait qu'une pareille campagne amènerait la défaite de cette puissance, appelée à mettre bas les armes dans le plus bref délai. A l'issue de cette défaite, qui allait en-

trainer la reddition de la flotte britannique tout entière, la flotte allemande augmentée de la flotte britannique se dirigerait sur l'Amérique et exigerait de ce pays une indemnité qui permettrait à l'Allemagne de liquider toutes les dépenses occasionnées par la guerre. Au lendemain de sa chute, l'amiral de Tirpitz, dans une lettre qu'il écrivit à un groupe d'admirateurs qui lui avaient envoyé une couronne et des vers, déclara que la côte flamande était indispensable à l'Allemagne pour combattre l'Angleterre et l'Amérique. L'amiral de Tirpitz fut remplacé par l'amiral de Holtzendorff. Le frère de ce dernier est le bras droit de Ballin, directeur de la compagnie de navigation Hambourg-Amérique. L'amiral de Holtzendorff vivait dans un milieu moins prévenu que celui où évoluait Tirpitz. Il paraissait exercer une influence modératrice autour de lui. Je vins à considérer sa nomination comme un événement favorable destiné à acheminer l'Allemagne vers des rapports pacifiques avec l'Amérique.

J'ai dit, dans un précédent chapitre, comment l'Empereur avait refusé de me recevoir en donnant pour raison que j'étais l'ambassadeur d'un pays qui fournissait des munitions aux alliés. Depuis que j'avais été informé de cette résolution, c'est-à-dire depuis le mois de mars 1915, je continuais à insister, de temps en temps, sur les droits que me confiait ma qualité d'ambassadeur, et finalement, au commencement d'octobre 1915, j'adressai la lettre suivante au Chancelier :

« Votre Excellence,

« Je vous ai prié dernièrement de vouloir bien convenir d'une audience avec Sa Majesté. Veuillez ne plus vous en occuper. Sincèrement à vous.

« James W. Gerard. »

Cette lettre parut avoir exercé son effet. Je fus informé que je serais reçu par l'Empereur le 22 octobre, au Nouveau Palais, à Potsdam. Le Kaiser se disposait à venir passer quelques heures à Berlin pour recevoir le ministre

du Pérou et un ou deux autres diplomates. Nous primes, le matin, le train pour Potsdam, en compagnie de M. de Jagow, avec l'intention de rentrer par le train qui quitte Potsdam un peu après une heure. Je crois que les fonctionnaires du Palais s'attendaient à ne me voir rester que quelques minutes seulement avec l'Empereur, car en entrant dans la pièce où se trouvait le Kaiser, vaste salle s'ouvrant sur la fameuse galerie d'obus, j'aperçus le ministre du Pérou et les autres diplomates qui attendaient dans cette galerie leur tour d'audience.

L'Empereur était seul dans la salle et aucun tiers ne fut admis à l'entretien que nous eûmes ensemble. Le Kaiser portait un uniforme gris de hussard, du modèle de la nouvelle tenue de campagne, uniforme de parade aux galons et aux brandebourgs d'or. On remarquait dans un des angles de la salle une grande table couverte de cartes militaires, de compas, d'échelles de proportion et de règles. Cet étalage donnait à penser que l'Empereur venait d'étudier un plan de campagne, aidé d'un de ses officiers ou peut-être du chef de l'état-major. Je restai debout, car le Kaiser ne s'était pas assis. L'Empereur se tenait tout près de moi selon sa coutume, qui est celle de M. Roosevelt, et se mit à parler sur un ton très sérieux.

Je pus heureusement dissiper deux appréhensions qu'il entretenait à l'égard de l'Amérique. L'Empereur me dit qu'il avait lu dans un journal allemand qu'un certain nombre de sous-marins, construits en Amérique pour la Grande-Bretagne, avaient traversé l'Atlantique à destination de l'Angleterre, escortés par des bâtiments de la marine américaine. Je pus, bien entendu, opposer sur l'heure un démenti formel à cette ridicule histoire et appuyer plus tard mes affirmations de preuves irrécusables. L'Empereur se plaignit du fait qu'un emprunt avait été lancé en Amérique en faveur de la Grande-Bretagne et de la France. Je répondis que le premier emprunt lancé en Amérique en faveur d'un belligérant s'était trouvé être au profit de l'Allemagne. L'Empereur se fit renseigner sur l'heure

à ce sujet. Les fonctionnaires appelés confirmèrent mon dire.

Le Kaiser me déclara qu'il n'aurait pas autorisé le torpillage de la *Lusitania* s'il avait été consulté et ajouta que vouer à la mort tant de femmes et d'enfants n'était pas le fait d'un gentilhomme. Il se montra, cependant, plein d'aigreur envers les Etats-Unis et s'écria à plusieurs reprises : « L'Amérique devra se montrer circonspecte après la guerre ! » et aussi « Je ne supporterai aucune sottise de l'Amérique après la guerre ! »

L'entretien dura à peu près une heure un quart. Quand je finis par sortir de la salle, je trouvai les officiers de la maison de l'Empereur dans un tel état d'agitation que je les soupçonnai d'avoir donné libre carrière à leur imagination et d'avoir cru qu'un événement terrible s'était produit dans cette salle. Tandis que je me hâtais vers la porte du Palais pour entrer dans la voiture qui allait me conduire au train, un de ces officiers, marchant à mes côtés, se mit à me demander : « Tout va bien ? Tout va bien ? » Les malheureux diplomates qui devaient être reçus et qui, pendant tout le temps qu'avait duré l'entretien, étaient restés derrière la porte à attendre leur tour d'audience, manquèrent leur train, — et leur lunch. L'Empereur offrait l'aspect d'un homme ravagé par les soucis et paraissait nerveux. Cependant, quand j'eus l'occasion de le revoir aux derniers jours du mois d'avril 1916, je le trouvai dans de meilleures conditions morales et physiques. J'éprouvai de telles inquiétudes à rapporter la partie dangereuse de cet entretien — en raison des nombreux espions qui circulaient dans l'intérieur de mon ambassade et de ceux qui opéraient dans le département de l'Etat en Amérique — que je me bornai à la résumer à mots couverts et fis tenir mon message directement au Président par courrier.

L'année 1916 s'ouvrit sans que cette grave question de la guerre sous-marine eût reçu une solution. En effet, le gouvernement allemand annonça qu'à partir du

1er mars 1916, les sous-marins allemands couleraient sans avertissement tous les navires marchands des ennemis de l'Allemagne. Je n'ai pas à m'occuper ici de la controverse à laquelle cette question donna lieu en Amérique, ni des discussions qui accompagnèrent les votes du Congrès, lesquels appuyèrent, en somme, la politique du Président. Une proposition relative aux navires marchands armés fut présentée par notre département de l'Etat, mais les décisions prises à cet égard devinrent sans objet à l'époque du règlement du cas du *Sussex*, auquel j'arrive. Dans la deuxième quinzaine de mars 1916, un certain nombre de navires, qui transportaient des Américains parmi leurs passagers, furent torpillés sans avertissement. C'étaient l'*Eagle Point*, l'*Englishman*, le *Manchester Engineer* et le *Sussex*. Un des Américains qui se trouvaient à bord de l'*Englishman* fut tué ou se noya. Mais l'événement capital fut le torpillage du paquebot *Sussex* employé à faire le service de la Manche et et qui transportait des passagers de Folkestone à Dieppe. Le 24 mars, le *Sussex* fut torpillé dans le voisinage des côtes de France. Le navire avait à son bord 436 passagers, dont 75 appartenant à la nationalité américaine. La torpille avait été aperçue par le capitaine et plusieurs passagers et on avait cherché à l'éviter. A la suite du torpillage, beaucoup de passagers profitèrent des bateaux de sauvetage. Trois Américains avaient été blessés. On compta plus de 40 morts, bien que le bateau n'eût pas sombré et qu'il pût être remorqué jusqu'à Boulogne.

Je fus chargé par le Gouvernement allemand de procéder à une enquête pour m'assurer si le *Sussex* avait été vraiment coulé par un sous-marin allemand. Sur mon insistance, le Ministère des Affaires Étrangères se décida à réclamer à l'Amirauté un rapport sur le torpillage de ce navire. Le 10 avril, la note allemande m'était enfin remise. J'avais reçu, dans l'intervalle, l'assurance sans cesse renouvelée que le *Sussex* n'avait pas été torpillé par

un sous-marin allemand. A la note était jointe un document graphique, dessiné à grands traits. On m'informait que ce dessin avait été établi par le commandant du sous-marin et représentait un navire qu'il avouait avoir torpillé dans les parages où s'était produite l'attaque dirigée contre le *Sussex* et à peu près à l'heure où cette attaque avait eu lieu. On ajoutait que le navire torpillé était employé au service des mines sous-marines, qu'il appartenait au type récent de l'*Arabic*, et que l'explosion violente qui avait suivi le torpillage indiquait que ce navire transportait une grande quantité de munitions. La note se terminait ainsi : « Le gouvernement allemand doit donc considérer que les dégâts auxquels a été soumis le *Sussex* ne proviennent pas d'une attaque dirigée par un sous-marin allemand mais d'une autre cause. » La note contenait l'offre de soumettre toute divergence d'opinion qui pourrait se produire à l'examen d'une commission mixte en conformité avec les principes établis par la convention de La Haye en 1907. On prétendit que l'*Englishman* et l'*Eagle Point* n'avaient été attaqués par des sous-marins qu'après avoir essayé de se dérober. Le cas du *Manchester Engineer* fut l'objet d'explications spéciales. A propos du cas particulier présenté par le *Sussex*, la note ajoutait : « Si le gouvernement américain possède d'autres renseignements concernant le cas du *Sussex*, le gouvernement allemand lui demande de vouloir bien les lui communiquer afin de pouvoir les soumettre également à une enquête. »

Dans l'intervalle, certains représentants de la marine américaine s'étaient occupés de réunir des preuves concernant le torpillage du *Sussex*, et ces témoignages — qui paraissaient écrasants et, par suite des faits admis par la note allemande, absolument concluants — furent joints à la note envoyée en Allemagne, note où il était dit que « à moins que le gouvernement impérial ne se décide à déclarer sur l'heure qu'il a l'intention d'abandonner la guerre sous-marine pratiquée actuellement à l'égard des paquebots et des navires marchands et que cette déclara-

tion ne reçoive aussitôt son plein effet, le gouvernement des Etats-Unis se trouvera dans l'obligation de cesser toutes relations diplomatiques avec les Etat-Unis ».

La question était maintenant nettement posée. J'ai déjà dit qu'il s'était formé peu à peu deux partis en Allemagne : l'un, dirigé par l'amiral de Tirpitz, préconisait une guerre sous-marine sans merci (*rucksichtloser*), en vertu de laquelle tous les navires marchands ennemis devaient être coulés sans avertissement ; l'autre, dirigé par le Chancelier, désireux d'éviter un conflit avec l'Amérique sur cette question. Ainsi que je l'ai expliqué dans un chapitre précédent, le parti militaire a toujours cherché à s'immiscer dans la politique étrangère de l'Allemagne et influer ainsi sur les destinées de l'Empire. On peut dire que, lorsque les Allemands songèrent à se créer une flotte, ce fut Tirpitz qui, à certains égards, prit la direction du mouvement. On peut donc le considérer dans un certain sens comme le créateur de la marine actuelle. Politicien habile, il a exercé pendant des années une véritable domination sur le Reichstag. Dans la question de la guerre sous-marine, il fut appuyé de la façon la plus efficace par la Ligue navale allemande, une association qui compte peut-être un million de membres. Bien qu'il ne fût seulement qu'un des trois chefs de la marine (il était secrétaire d'Etat à la marine) il dominait en réalité les deux autres départements de marine : l'état-major de la marine et le bureau de la marine, et cela par la force de sa personnalité, par la situation politique qu'il avait su se créer et par l'appui qu'il avait trouvé auprès de ses amis de la Ligue navale. Pareil en cela à la plupart des Allemands de la classe dirigeante, il a pour unique passion : l'ambition. Ces Spartiates ne sont nullement tentés par les gains ni par le luxe que procure l'argent. Ils mènent une vie des plus simples — dans l'armée comme dans la marine — afin d'empêcher les officiers de se livrer à une vie de luxe et de rivaliser en frais de représentation et aussi afin d'éviter aux moins fortunés — aussi bien qu'à leurs femmes —

des motifs d'humiliation, motifs qui ne manqueraient pas de se produire si ces derniers se trouvaient en contact permanent avec des camarades habitués à une existence dispendieuse.

Les idées ambitieuses de l'amiral de Tirpitz conduisirent celui-ci à se considérer comme le remplaçant éventuel de Bethmann-Hollweg. La question sous-marine devint donc non seulement une question d'ordre militaire, — dépendant en même temps du Ministère des Affaires Étrangères en ce qui concernait les rapports de l'Allemagne avec les Etats-Unis — mais aussi une question de politique intérieure, un moyen de chasser le Chancelier du pouvoir. Les avocats de la guerre sans merci se recrutaient dans la marine et dans l'armée et parmi les Allemands qui estimaient qu'on devait se servir de tous les moyens possibles pour nuire à l'ennemi et surtout des moyens susceptibles d'arrêter l'envoi des munitions de guerre aux Alliés. L'armée et la marine étaient soutenues par les conservateurs et par tous ceux qui souhaitaient la chute prochaine du Chancelier. Les journaux conservateurs et les journaux catholiques eux-mêmes faisaient assaut de violence dans les articles où ils réclamaient la guerre sous-marine sans restrictions aussi bien que dans ceux où ils dénonçaient l'attitude des Etats-Unis d'Amérique. On appelait les Américains qui prenaient passage à bord des navires marchands de l'ennemi des *Schutzengel* (anges gardiens). Des caricatures parurent. Une d'elles montrait le second d'un navire britannique disant à son capitaine que le bâtiment était prêt à partir et le capitaine demandait : « Etes-vous sûr que le *Schutzengel* américain est à bord ? » Les nombreuses notes envoyées par l'Amérique à l'Allemagne devinrent également un sujet fertile et donnèrent lieu à d'innombrables caricatures. Je m'en rappelle une tout particulièrement, caricature très ingénieuse, qui parut dans un journal intitulé *Brummer* et qui représentait l'arrivée de la centième note américaine dans un port allemand, saluée par

le maire et les autorités militaires, entourés des sociétés chorales de la ville et de groupes de jeunes filles chargées de couronnes et de gerbes. Les journaux libéraux étaient disposés à soutenir le Chancelier dans la politique qu'il semblait vouloir suivre afin d'éviter une rupture ouverte avec l'Amérique, mais ces journaux eux-mêmes ne se montraient pas très fermes. Les militaires méprisaient naturellement l'Amérique d'une façon absolue et prétendaient que celle-ci en déclarant la guerre à l'Allemagne n'arriverait pas à lui faire plus de mal et qu'il se pouvait même que l'Amérique se trouvât, par suite de ses préparatifs de guerre, dans l'obligation de réduire ses envois de munitions aux ennemis de l'Empire. Quant à l'appoint représenté par l'Amérique au point de vue militaire ou naval, l'armée et la marine allemande le considéraient comme nul.

Telle était la situation, lorsque la nouvelle note américaine relative au cas du *Sussex* vint créer une crise, crise dont la gravité échappa à nombre de gens en raison même de l'état d'effervescence dans lequel les esprits se trouvaient depuis si longtemps. Je résolus de ménager une entrevue entre le colonel House et le Chancelier. Le colonel eut, un soir après dîner, une longue conversation avec M. de Bethmann-Hollweg, conversation au cours de laquelle il signala à celui-ci les côtés dangereux de la situation. La nouvelle note américaine m'avait amené à considérer cette situation comme à peu près désespérée et j'en vins à me dire que cette question, qui avait traîné depuis si longtemps, conduisait inévitablement à une rupture des relations diplomatiques et peut-être même à la guerre. M. de Jagow formula le même avis, prononça le mot « fatalité » et dit qu'il n'y avait plus rien à tenter.

Je sentais moi-même que rien ne pouvait changer l'opinion publique en Allemagne ; que malgré la chute de l'amiral de Tirpitz, qui s'était produite quelque temps auparavant, les partisans d'une guerre sous-marine impitoyable allaient triompher ; et que, pour leur donner satis-

faction, l'Allemagne allait courir le risque de rompre avec l'Amérique. J'étais assis à ma table de travail, pensant à ces choses dans un état d'esprit fiévreux et désespéré, lorsque j'appris que le professeur Ludwig Stein demandait à me voir. Le professeur Stein est le propriétaire du magazine *Nord et Sud* et collaborateur de la *Vossische Zeitung*, où sous le pseudonyme de « Diplomaticus » il traite des questions de politique étrangère. Il me dit qu'il ne considérait pas la situation comme absolument désespérée, qu'il existait toujours en Allemagne un parti important composé de gens raisonnables et me conseilla fortement de me rendre au grand quartier général et de causer avec le Kaiser, lequel, d'après ce qu'il me dit, passait pour être contre la rupture. Je répondis au Dr Stein que j'étais naturellement tout prêt à faire cette visite, si elle s'offrait comme un moyen d'éviter la guerre. Je dis à ce propos au Chancelier, que, s'il se disposait à régler la question de façon pacifique, il lui serait peut-être plus facile d'arriver à ses fins en plaçant pour ainsi dire ce règlement sous les auspices de l'Empereur, ou bien, si la décision dépendait uniquement du Kaiser, je pourrais peut-être aider à convaincre l'Empereur, en lui exposant la situation au point de vue américain. J'ajoutai que je me rendrais au grand quartier général aussitôt que je serais invité à le faire. Un député du Reichstag, qui peut être rangé parmi les esprits raisonnables de l'Allemagne, le Dr Heckscher, émit lui aussi l'avis qu'une conversation avec le Kaiser s'imposait et conseilla vivement cette visite.

CHAPITRE XIII

QUESTIONS COMMERCIALES.

Je fus on ne peut plus surpris de découvrir, au cours des hostilités, la grande diversité et l'énorme quantité de marchandises exportées d'Allemagne aux Etats-Unis. Les articles expédiés des Etats-Unis en Allemagne sont pour la plupart des articles de première nécessité. Le coton exporté annuellement représente une valeur de cent soixante millions de dollars ; le cuivre, soixante-quinze millions ; le blé, quinze millions ; le gras animal, vingt millions ; l'huile minérale, dix millions, et il est expédié des quantités considérables d'huile végétale. Les expéditions de blé sont naturellement variables. Les Etats-Unis, de leur côté, exportent en Allemagne certains produits industriels. Ces expéditions, dont la valeur s'élève annuellement à environ soixante-dix millions de dollars, comprennent toutes sortes d'objets relevant de la mécanique et particulièrement des machines à écrire. Les principales exportations de l'Allemagne en Amérique consistent en matières colorantes et en teintures chimiques, en jouets, linge de corps, instruments de chirurgie, coutellerie, bas, articles de tricotage, etc. L'Allemagne exporte aussi de la potasse, minéral qu'on ne trouve que sur son territoire et dans certaines parties de l'Autriche et qui, joint à des phosphates et à des nitrates, sert à la fabrication d'un grand nombre d'engrais. Dans ces dernières années, le nitrate a été exporté du Chili dans toutes les parties du monde. Le phosphate est obtenu de la Caroline du sud, de la Floride et de certaines autres régions du globe.

Les nitrates sont, comme la potasse, des éléments indis-

pensables à la fabrication des explosifs utilisés dans l'art de la guerre. Dès l'ouverture des hostilités, l'Allemagne se trouvait dans l'impossibilité de se procurer des nitrates du Chili. Mais les Allemands mirent en pratique une innovation introduite en Norvège quelques années avant la guerre. Ils établirent tout un système électrique combiné en vue de l'extraction des nitrates de l'atmosphère. Depuis la guerre, l'agriculture en Amérique souffre du manque de potasse. En Allemagne, l'agriculture souffre du manque de phosphates, et peut-être aussi de nitrates, car je crois bien que tout l'azote que les Allemands arrivent à extraire de l'air par leurs moyens électriques est employé dans la fabrication des explosifs.

L'industrie des matières tinctoriales s'était développée à un tel point sur le territoire de l'Empire, que l'Allemagne avait fini par approvisionner le monde entier. Dans les premiers mois de la guerre, quelques Américains d'esprit entreprenant, ayant à leur tête Herman Metz, affrétèrent un navire, le *Matanzas*, qu'ils envoyèrent à Rotterdam, pour prendre une cargaison de matières tinctoriales venant d'Allemagne. Le navire battait le pavillon américain. Les autorités britanniques le laissèrent passer. Plus tard, le Ministère de l'Intérieur allemand, dont Delbrück avait la direction, n'autorisa l'exportation des matières tinctoriales qu'à la condition de recevoir du coton en échange. L'exportation cessa. D'autres pays durent s'employer à la fabrication de ces matières. Il se peut qu'à la suite de ces difficultés, les Etat-Unis soient amenés à protéger cette industrie de façon permanente, bien qu'il soit nécessaire de la placer pendant quelques années sous le régime protectionniste, car, dans l'effort désespéré qu'elle tentera dans le but de reprendre son monopole, l'Allemagne n'hésitera certainement pas à faire des frais énormes pour chasser les Américains de ce commerce et vendra ses produits à meilleur compte. Les sous-marins de commerce *Deutschland* et *Bremen* furent construits en grande partie par des fabricants de matières

tinctoriales, lesquels en expédiant leurs produits de cette façon en Amérique avaient espéré empêcher le développement de cette industrie. Cette question des matières colorantes donna lieu à de nombreuses négociations entre le Ministère des Affaires Étrangères allemand et l'Ambassade américaine à Berlin.

L'Allemagne exporte annuellement une quantité considérable de jouets aux Etats-Unis. Ces jouets sont fabriqués en grande partie dans la Forêt-Noire par des industriels qui travaillent chez eux. Il va sans dire que la guerre finit par supprimer cette exportation. Les Allemands sont appelés à constater, à la fin des hostilités, que ce commerce leur a été enlevé de façon sérieuse, car les enfants auront été distraits à l'aide d'autres articles et les nouvelles coutumes adoptées sont appelées à se maintenir.

De même que les industries textiles des Etats-Unis dépendaient de l'Allemagne pour les matières colorantes, les planteurs sucriers d'Amérique dépendaient d'elle pour leurs graines de betteraves. Je réussis à faire acheminer des cargaisons de ces graines, et cela avec l'aide précieuse de notre consul à Magdebourg et de notre attaché M. Winslow. J'ai appris, depuis, que cette industrie se développait en Amérique et qu'on obtenait également des graines d'autres pays, notamment de la Russie.

Un autre produit important, pour les Etats-Unis aussi bien que pour le Mexique, est le cyanure. La découverte relative au traitement des minerais d'or et d'argent par le procédé du cyanure a aidé à l'exploitation de nombreuses mines qui n'auraient pu être utilisées si l'on avait continué à se servir des anciennes méthodes. Au début des hostilités, certains Allemands exploitaient cette industrie à Perth Amboy et aux Niagara Falls, sur une modeste échelle. Mais le cyanure, qu'on employait aux Etats-Unis, venait surtout d'Allemagne. La compagnie germano-américaine et les compagnies qui fabriquaient ce produit en Allemagne et en Grande-Bretagne opéraient

toutes avec les mêmes brevets : les compagnies britanniques et allemandes d'après des accords qui assuraient la distribution du travail partout où elles étaient appelées à exercer cette industrie. Delbrück, le vice-chancelier allemand, Ministre de l'Intérieur, frappa l'exportation du cyanure d'interdiction au début de la guerre, prétendant avec obstination que ce produit était une industrie exclusivement allemande et que, s'il en autorisait l'exportation aux Etats-Unis ou au Mexique, les Anglais s'empareraient des chargements et se serviraient du cyanure ainsi saisi pour exploiter leurs mines dans l'Afrique du Sud, ajoutant ainsi à leur réserve d'or et à leur puissance de nation combattante.

Il s'agissait de faire comprendre à ce raisonneur que les industriels des environs de Glasgow, en Ecosse, fabriquaient du cyanure en quantité suffisante pour approvisionner toutes les mines britanniques. Les fabricants allemands s'employaient à cette tâche et moi aussi. Mais il fallut un certain temps pour arriver à convaincre Delbrück, lequel finit par autoriser, d'assez mauvaise grâce, l'exportation d'un millier de tonnes de cyanure. L'arrivée de ce chargement aux Etats-Unis permit à de nombreuses mines, aussi bien aux Etats-Unis qu'au Mexique, de continuer leurs opérations, et de garder ainsi des employés qui allaient se trouver sans travail. Quand Delbrück finit par autoriser, quelque temps après, une exportation supplémentaire de quatre mille tonnes, il ne nous était plus permis d'en profiter et notre département de l'Etat fut impuissant à obtenir des autorités britanniques un laissez-passer.

J'estime que Delbrück a suivi une politique fâcheuse pour le gouvernement allemand en interdisant ainsi l'exportation des marchandises en Amérique. Un grand nombre d'industriels, aussi bien ceux qui employaient des matières colorantes et des produits chimiques que ceux qui avaient besoin de semences pour l'exploitation de leur commerce, réclamaient à grands cris les articles d'Alle-

magne. Mais ils en étaient privés du fait de l'Allemagne elle-même, du fait de l'interdiction qui pesait sur l'exportation des produits allemands. Si cette situation anormale avait été uniquement due au blocus exercé par la Grande-Bretagne, un cri de protestation se serait peut-être élevé aux Etats-Unis contre ce blocus, protestation qui aurait peut-être modifié la situation internationale. Les Allemands interdirent également l'exportation de la potasse. Ils espéraient ainsi amener les Etats-Unis à rompre le blocus britannique et à offrir des chargements de coton ou de denrées en échange. Les Allemands déclarèrent que, comme la potasse servait à fabriquer des munitions, ils continueraient à en interdire l'exportation, à moins que cet article ne fût consigné au gouvernement américain, qui s'engagerait à n'en autoriser l'emploi que pour la fabrication des engrais et cela sous la surveillance d'inspecteurs allemands nommés à cet effet.

Toutes ces négociations échouèrent. Aucun chargement de potasse n'a donc été expédié d'Allemagne à destination des Etats-Unis depuis le commencement de la guerre. Les autorités américaines en obtiennent cependant en quantités suffisantes : des algues qu'on brûle sur les côtes du Pacifique, des saumures d'un lac de la Californie méridionale et d'une certaine roche qu'on trouve dans l'Utah. On peut obtenir également la potasse du feldspath ; mais j'ignore si des travaux ont été effectués à cet effet. J'ai entendu dire tout dernièrement que nous avions reçu une certaine quantité de potasse d'un champ nouvellement découvert au Brésil. Le bruit a couru qu'on en avait également trouvé en Espagne. J'ignore ce que valent ces découvertes, mais je suppose que le syndicat allemand a dû chercher aussitôt à s'emparer des terrains pour tenir tout le commerce de ce produit entre ses mains.

La Grande-Bretagne ne rangea le coton parmi les articles de contrebande que longtemps après la déclaration de guerre. Je crois que cette longue hésitation provenait de la crainte d'irriter les Etats-Unis ; mais dans l'inter-

valle, l'Allemagne s'était largement approvisionnée et ce stock servit naturellement à la fabrication des poudres. A la suite des mesures prohibitives adoptées à l'égard de l'exportation du coton en Allemagne, les Allemands prétendirent qu'ils avaient réussi à obtenir une poudre excellente avec de la pulpe de bois. Naturellement, je n'ai pas pu vérifier le fait d'une façon absolue.

Avant la guerre, l'Allemagne avait cherché de toutes les façons à éloigner les produits américains de son marché. Ainsi que je l'ai indiqué dans le chapitre consacré à la question du monopole de l'huile, les chemins de fer de l'Etat prussien eux-mêmes servent à la réalisation de cette politique sournoisement prohibitive. Cette politique a été adoptée non seulement à l'égard des huiles minérales d'Amérique, mais à l'égard d'autres produits, comme le bois, par exemple. On est même arrivé à voir de simples ordonnances — comme celle relative à l'inspection de la viande — réussir à éloigner les produits américains et cela d'une façon plus effective que ne l'aurait fait un tarif prohibitif. L'ordonnance à laquelle je viens de faire allusion prévoit que tout colis contenant de la viande doit être ouvert et soumis à un examen. Il va sans dire qu'une saucisse qui a été passée ainsi à l'inspection, c'est-à-dire retirée et ouverte, a perdu toute sa fraîcheur. Personne n'en veut. Les pommes importées d'Amérique étaient également soumises à un contrôle défavorable. Je n'arrivai pas, non plus, à obtenir que le gouvernement modifiât le tarif relatif au saumon en baril, denrée qui aurait cependant amélioré le régime allemand de façon sensible. L'ouvrier allemand, l'ouvrier le plus exploité et le plus dupé du monde, est non seulement astreint à fournir de longues heures de travail pour gagner très peu, mais à acheter ses denrées à des prix fixés par le tarif officiel, lequel a été établi au profit des junkers et des propriétaires fonciers prussiens !

Naturellement, les junkers prussiens expliquent les tarifs appliqués aux denrées allemandes et les ordonnances

protectrices contre l'importation des denrées étrangères, en disant que l'agriculture nationale doit être favorisée : d'abord, afin de pourvoir à la subsistance de la population en temps de guerre et de blocus, et, ensuite, afin d'encourager la classe des paysans, qui est celle qui fournit à l'armée les soldats les mieux trempés. Les peuples et les commerçants auront à envisager après la guerre un nouveau mode de procéder que nous pouvons appeler la socialisation de la vente et de l'achat. L'Allemagne se mit à appliquer, peu de temps après l'ouverture des hostilités, un tarif prohibitif contre l'importation de certains articles de luxe, comme les parfums, par exemple. Le motif de cette mesure était naturellement d'empêcher les Allemands de se livrer à des dépenses inutiles et cela au profit de l'étranger. On créait en même temps une association importante l' « Einkaufgesellschaft » Centrale. Cette association, composée de civils nommés sous les auspices du gouvernement, peut être comparée, à certains égards, à une des commissions que nous avons instituées pour protéger nos droits. Toute matière première importée en Allemagne tombe entre les mains de cette compagnie centrale et c'est à elle que les industriels doivent s'adresser pour leurs achats.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des membres de cette commission. Ils sont tous d'avis qu'elle continuera à fonctionner après la guerre. Ainsi, on dira à un Allemand qui désire acheter une automobile ou un collier de perles, ou une boîte de parfumerie : « Si c'est en Allemagne que vous devez faire votre acquisition, nous vous accorderons l'autorisation que vous demandez ; mais si vous avez l'intention de faire venir votre automobile d'Amérique ou vos perles ou bien votre parfumerie de Paris, l'autorisation vous sera refusée. » De cette façon, l'or allemand sera économisé : le peuple allemand n'aura pas l'occasion de faire des dépenses, plutôt inutiles, ou bien sera amené à dépenser son argent au profit d'industries nationales. D'autre part, quand un Allemand

voudra se procurer une matière première quelconque — du cuivre, du coton, du cuir, du blé ou tout autre produit analogue — il ne lui sera pas permis de l'acheter à l'étranger, par lui-même. La « Einkaufgesellschaft » Centrale fixera un délai pour la réception des commandes de toutes les personnes désireuses, par exemple, d'acheter du coton ou du cuivre. Les commandes reçues, on examinera le chiffre total des quantités qu'elles représentent. Alors, un membre de la commission se rendra en Amérique pour acheter les quatre millions de balles de coton ou les deux cent millions de livres de cuivre requises. L'idée allemande est que la commission arrivera par ce moyen à provoquer la rivalité dans l'offre à l'étranger. L'acheteur allemand connaîtra ainsi le plus bas prix auquel les vendeurs peuvent vendre leur produit. Les Allemands estiment que les vendeurs tomberont un à un, sous la coupe de cet acheteur, exceptionnel par son importance, et vendront leur produit à un prix inférieur à celui qu'ils auraient demandé et obtenu s'ils s'étaient trouvés les uns et les autres en présence d'acheteurs allemands à marché ouvert. La commande totale une fois achetée, les articles seront répartis entre les acheteurs particuliers qui avaient confié leurs ordres à la compagnie centrale, chacun de ces ordres étant augmenté d'une quote-part des dépenses encourues par la commission et peut-être d'un tant pour cent additionnel au profit du trésor impérial.

J'eus l'occasion, avant la guerre, de visiter une grande usine allemande, laquelle employait environ 15.000 ouvriers, hommes et femmes. J'avais pour guide le propriétaire de l'usine lui-même. En me montrant un grand nombre d'articles, pour la fabrication desquels on avait employé du cuivre, il me dit : « Nous achetons ce cuivre en Amérique et nous bénéficions d'un *cent* et demi (sept centimes et demi) par livre, parce que notre gouvernement nous permet de nous associer pour nos achats ; mais vous, votre gouvernement ne vous permet pas de vous associer pour vendre. Vous avez chez vous d'innombrables

sots, lesquels, enviant les riches, se mettent à voter des lois pour interdire les associations, qui sont cependant le développement logique de toute industrie. »

Par sa façon de traiter la question du change, le gouvernement allemand a donné, au cours des hostilités, un nouvel exemple de l'utilité qu'offre un pouvoir central s'exerçant au nom de l'Etat au profit de la nation. Pendant la première année de la guerre, quand j'avais besoin d'argent pour mes dépenses, je tirais un chèque sur une banque à New-York, en triplicata, et j'envoyais un commis porter ce chèque dans les différentes banques de Berlin, en recommandant à l'employé de le négocier chez le banquier le plus offrant. Mais le gouvernement allemand intervint bientôt. La banque de l'Empire fut chargée de fixer chaque jour le taux du change, et il fut interdit aux banquiers et aux particuliers d'acheter ou de vendre à un taux différent. Ce taux officiel était faux et fixé à l'avantage de l'Allemagne. J'eus l'occasion de le prouver à un moment où le taux officiel allemand du dollar était de cinq marks cinquante-deux. Je le prouvai en envoyant mes chèques américains en Hollande. Ayant converti mes chèques en argent hollandais, j'échangeai cet argent contre de l'argent allemand et j'obtins par ce procédé cinq marks soixante-quatorze par dollar. De plus, il m'arriva, au moment de quitter l'Allemagne, de vendre une certaine quantité d'or américain à une banque allemande au taux de six marks quarante-deux par dollar, bien que le taux officiel fût, ce jour-là, de cinq marks cinquante-deux et bien qu'en raison de l'interdiction qui pesait sur l'exportation de l'or, l'acheteur fût exposé à perdre les intérêts sur la somme qu'il m'avait versée ou sur l'or qu'il avait acheté, et cela jusqu'à la fin des hostilités. Cette transaction montre ce que les Allemands pensaient de la valeur du mark.

La seule façon de maintenir aux produits d'Amérique un prix équitable après la guerre est de permettre aux maisons américaines, aux propriétaires miniers et aux

fabricants, de s'associer pour la vente à l'étranger. Il y a en ce moment devant le Congrès un projet de loi, le projet Webb, qui demande que les exportateurs soient autorisés à s'associer. On devrait voter ce projet de loi, car il est manifestement en faveur des produits américains : les matières premières et les denrées aussi bien que les articles fabriqués. A notre ambassade à Berlin, nous avions également à nous préoccuper des permis à obtenir pour l'exportation des marchandises américaines qui se trouvaient en Belgique et qui avaient été saisies par l'Allemagne. Nous réussîmes en partie. Les marchandises furent l'objet d'une indemnité.

L'Allemagne s'empara des biens des belligérants et les plaça sous la surveillance de receveurs nommés à cet effet. Tout établissement exploité en Allemagne dont le fonds se trouvait appartenir en majeure partie à des belligérants — associations ou particuliers — était placé sous le contrôle d'un receveur. Cependant le gouvernement allemand entendait que l'enquête relative à la propriété du fonds s'arrêtât à la première association en titre et n'allât pas plus loin. Ainsi, il arrivait souvent que le stock d'un établissement appartenait en majeure partie à une compagnie britannique et que, d'autre part, les fonds sociaux de cette compagnie appartenaient en majeure partie à une société américaine ou à des Américains. En ce cas, le gouvernement allemand refusait de prendre en considération les intérêts américains et plaçait la compagnie sous le contrôle de l'Etat.

En présence de la modicité du salaire accordé à l'ouvrier pour une somme de travail relativement considérable et de l'absence des lois prohibitives à l'égard des associations, j'ai toujours été surpris que les Allemands, qui étaient en train de gagner tant d'argent, se fussent laissés entraîner dans cette guerre par l'autocratie militaire.

Je crois que nous aurons à modifier, après la guerre, certaines de nos idées, relativement aux prétendus trusts

et à la loi Sherman, si nous voulons garder une place pour notre commerce sur le marché du monde. L'Allemagne ne se borne pas à autoriser les trusts, elle les encourage. Le mot employé est « cartel ». La différence qui existe entre un trust américain et un « cartel » allemand est que le trust américain a, pour ainsi dire, une administration centralisée, dont le rôle est de s'emparer sans cesse des éléments rivaux d'une certaine entreprise et de les unir, tandis qu'en Allemagne les éléments rivaux s'unissent par contrat pour un nombre limité d'années. Cette combinaison s'appelle un « cartel ». Tous ceux qui font partie du « cartel » reçoivent pendant sa durée une part déterminée dans la production totale et une part déterminée dans les profits de la combinaison. Comme le consul général Skinner l'a fort bien dit, on peut comparer le « cartel » allemand à une association qui est établie par contrat pour un temps déterminé et qui ne peut être renouvelé que par le consentement de ses membres.

Il se peut que la concurrence soit un vestige des temps barbares, et que tout effort tenté pour en modifier l'âpreté doive être considéré comme le signe d'une civilisation supérieure. Il ressort des débats, qui ont eu lieu au Congrès, que l'assemblée, en promulguant la loi Sherman, n'entendait pas interdire la restriction de la concurrence parmi les personnes engagées dans la même entreprise, mais voulait seulement empêcher qu'une association pût être formée par des personnes qui, une fois associées, auraient le monopole d'une entreprise particulière ou d'un certain produit. Il est facile de voir la raison pour laquelle le droit d'association doit être refusé à nos usines de houille, mais il est permis de se demander pourquoi on interdirait aux personnes engagées dans l'industrie du tabac de s'associer avec leurs concurrents, car la culture du tabac se poursuit chez nous sur une échelle considérable et ce produit peut être l'objet d'un monopole.

Les tribunaux allemands ont déclaré formellement que

lorsque des fabricants se trouveront menacés de ruine par suite de la dépréciation de leurs produits, ils seront justifiés à se servir de la combinaison du « cartel » comme moyen de préservation. Les lois allemandes ont un but logique, à mon sens, celui de prévenir les concurrences déloyales. La question du monopole écartée, on peut toujours faire appel à la concurrence quand on voit une association réaliser de trop grands profits, et la nouvelle association ou les particuliers, amenés ainsi à entrer en lutte, devraient être protégés par la loi contre le danger qui pourrait alors surgir : celui de l'abaissement des prix, subitement introduit pour se débarrasser du nouveau concurrent. On doit se rappeler cependant qu'une association peut, en agissant d'une façon déloyale dans la concurrence, se montrer plus tyrannique qu'un monopole. Après avoir considéré les arguments qui défendent l'un et l'autre côté de la question, je ne suis pas arrivé moi-même à me faire une opinion. Cette question devrait être l'objet de l'examen le plus sérieux. Se débarrasser de ses concurrents, tel est le but du trust américain, forcer ses concurrents à s'unir à soi, tel est le but du « cartel » allemand.

En réalité, le gouvernement allemand s'intéresse à ces « cartels » de façon active. Ainsi, il a bien montré qu'il s'intéressait au syndicat de la potasse à l'époque où certains contrats passés par des acheteurs américains avec des mines allemandes furent annulés et toutes les mines de potasse productives de l'Allemagne et de l'Autriche unies dans une même association. Il a encore montré l'intérêt qu'il attache à ce principe du « cartel » en songeant à établir un monopole du commerce de l'huile, tentative dont j'ai parlé dans un chapitre précédent. La combinaison encore plus récente établie à l'égard de l'industrie des matières colorantes, et cela spécialement en vue de se défaire de la concurrence américaine après la guerre, est intéressante par l'exemple qu'elle offre des méthodes allemandes. Pendant un cer-

tain nombre d'années, l'industrie des matières colorantes s'était trouvée pour ainsi dire entre les mains de six grandes compagnies. On aura une idée de l'importance de ces compagnies par ce fait que quelques-unes d'entre elles employaient cinq cents chimistes aux travaux des recherches. En 1916, ces six compagnies passèrent un contrat entre elles dans le but de s'unir d'une façon plus étroite, non seulement en vue de l'écoulement des produits, mais en vue de la diffusion des idées et des découvertes. Ces grandes compagnies fournirent pendant des années à tous les pays du monde, non seulement des matières tinctoriales et autres produits chimiques, mais des médicaments composés avec du goudron, qui passaient pour avoir été découverts par leurs chimistes et étaient répandus sur le marché comme des inventions nouvelles et d'une efficacité merveilleuse, bien que rien ne les distinguât des médicaments ordinaires connus. La *Badische Anilin und Soda Fabrik*, établie sur un capital de cinquante-quatre millions de marks, a payé, de 1903 à 1913, des dividendes dont la moyenne dépasse vingt-six pour cent. La *Farbwerke Meister, Lucius und Bonning* établie à Hoechst, près de Francfort, sur un capital de cinquante millions de marks, a pendant la même période payé des dividendes dont la moyenne dépasse vingt-sept pour cent, et les établissements chimiques de Bayer et Cie, près de Cologne, établis sur un capital de cinquante-quatre millions de marks, ont payé pendant la même période des dividendes dont la moyenne dépasse trente pour cent.

Le succès commercial des Allemands, pendant ces quarante dernières années, a été dû en grande partie au fait que tous les fabricants, tous les inventeurs, tous les exportateurs sentaient derrière eux le gouvernement qui les soutenait de toute sa résolution et de tout son pouvoir. En Amérique, au contraire, les hommes d'affaires ont été terrorisés par des poursuites constantes et amenés pour ainsi dire à l'inaction. Ce qui était considéré comme un crime au point de vue juridique dans telle région des

Etats-Unis était jugé comme parfaitement légal dans une autre. Si nous devons lutter contre la concurrence de l'Allemagne après la guerre, il faudra que nous examinions tous ces problèmes sous un jour nouveau. Ainsi, une question se présente, celle des ports libres. Le député Murray Hulbert a saisi la Chambre des Représentants d'une demande invitant les Secrétaires d'Etat des Finances, de la Guerre et du Commerce à donner leur avis sur l'utilité qu'il y aurait à établir des ports libres dans les limites des régions douanières des Etats-Unis.

Les ports libres existent en Allemagne, et depuis de longues années, bien que l'Allemagne soit régie par un tarif protectionniste. Tout pays à ports libres se trouve en présence d'un double avantage : puisque, par suite de la fabrication des matières premières et de l'exportation libre de tous droits, les industriels s'enrichissent — au profit du pays — tout en procurant du travail aux ouvriers, travail qui, en améliorant la situation des ouvriers employés, aide à améliorer en même temps celle des autres, et cela dans le pays tout entier. En effet, tout emploi confié à un ouvrier dans une industrie qui n'existerait pas sans le fonctionnement du port libre, enlève un homme du marché ouvrier et favorise ainsi les camarades qu'il laisse derrière lui. Bien que le port libre n'existe pas aux Etats-Unis, une tentative n'a pas moins été faite pour avantager certaines industries par le moyen du « drawback ». Ainsi, les raffineurs de sucre brut importé de Cuba paient un droit sur ce sucre lorsque celui-ci entre aux Etats-Unis, mais sont remboursés quand une quantité correspondante de sucre raffiné est exportée dans d'autres pays.

Ce système a été critiqué tout dernièrement. Il est juste de dire qu'on s'est borné à l'examiner au point de vue des raffineurs de sucre. Mais en traitant la question, les journaux n'ont pas moins paru reprocher au gouvernement de favoriser ces derniers, d'une manière injuste, alors qu'en réalité la remise de ces « drawbacks » permet

aux raffineurs de poursuivre leur industrie en vue de l'exportation, à peu près dans les mêmes conditions où ils le feraient si leurs raffineries se trouvaient dans les ports libres établis d'après le système allemand. L'abrogation du système des « drawbacks », aussi bien pour cette industrie que pour les autres, aura pour résultat de déplacer ces industries et de les acheminer vers le Canada ou d'autres pays où ce système, qui équivaut à celui des ports libres, est autorisé.

J'eus, peu de jours avant mon départ d'Allemagne, une conversation avec un fabricant de munitions, qui emploie environ dix-huit mille ouvriers dans ses usines, — transformées dans leurs attributions, car elles ne fabriquent des munitions que depuis la guerre. Je l'interrogeai sur l'attitude adoptée par le gouvernement à l'égard des fabricants de munitions. Il me dit que le gouvernement leur permettait de réaliser des profits avantageux, bien qu'une grande partie de leurs bénéfices leur fût enlevée par les impôts qui frappent l'excédent que ces bénéfices offrent en tant que profits de guerre ; que le gouvernement voulait encourager les fabricants à transformer leurs usines en usines de guerre, c'est-à-dire à les employer à la fabrication de tous les articles nécessaires à la poursuite de la guerre et que les fabricants étaient disposés à le faire, du moment qu'il s'agissait simplement pour eux de savoir le montant des bénéfices qu'ils seraient autorisés à conserver ; mais que, si les prix fixés par le gouvernement avaient laissé un doute dans l'esprit des fabricants sur la réalisation possible d'un bénéfice, la production de ces articles de guerre s'en serait ressentie.

Au fond, on peut dire que les seuls impôts levés en Allemagne depuis l'ouverture des hostilités sont ceux qui ont trait aux frais et aux bénéfices de guerre. L'Allemagne s'est arrangée à subvenir aux frais de la guerre par des emprunts considérables, autorisés par le Reichstag et auxquels le peuple a souscrit. J'estime qu'en joignant la dette flottante à ces emprunts, on peut évaluer

la dette allemande, à ce jour à environ quatre-vingts milliards de marks. Les Allemands ont cru pendant longtemps qu'ils allaient pouvoir régler les frais de la guerre à l'aide des indemnités qu'ils se disposaient à réclamer aux peuples avec lesquels l'Allemagne était entrée en lutte. Helfferich indiquait cet état d'esprit dans le discours qu'il prononça au Reichstag, le 20 août 1915, quand il disait :

« Si nous voulons être à même d'établir des conditions « de paix conformes à notre intérêt et à nos besoins, nous « ne devons pas oublier la question des frais. Nous de- « vons nous arranger dans la mesure du possible à ce que « tout l'effort prochain de notre peuple soit libre d'en- « traves. La charge écrasante des milliards revient aux « instigateurs de cette guerre, et dans l'avenir ce sont plu- « tôt eux qui auront à la traîner. »

Il va sans dire que par « instigateurs de la guerre » Helfferich entendait les ennemis de l'Allemagne, mais comme la responsabilité de cette calamité mondiale revient à l'Allemagne et que l'instigatrice, c'est elle, la prophétie se retourne contre les Allemands. Au mois de décembre 1915, Helfferich émit la prétention commode que puisque les Allemands étaient en train de dépenser en Allemagne l'argent obtenu par les emprunts de guerre, ces emprunts n'étaient pas en réalité une charge pour eux. Il disait : « Nous sommes en train de faire circuler cet argent chez nous et cela presque exclusivement, tandis que l'ennemi est en train de verser ses emprunts à l'étranger, — ce qui est pour nous une garantie que dans l'avenir nous maintiendrons notre avantage. » Cette théorie, partagée par les Allemands, est un des sophismes les plus remarquables de la guerre. Les emprunts de guerre allemands ont été souscrits principalement par les grandes compagnies allemandes, par les caisses d'épargne, les banques, les compagnies d'assurance sur la vie, contre l'incendie, contre les accidents, etc.

De plus, ces emprunts ont été pyramidés, c'est-à-dire que celui qui avait souscrit cent mille marks au premier emprunt pouvait, à l'annonce du deuxième, porter ses titres du premier à la banque et, en déclarant qu'il allait souscrire au deuxième, emprunter de la banque quatre-vingt mille marks sur la garantie offerte par les titres qu'il apportait et ainsi de suite. La richesse des pays augmente tous les ans. Cet accroissement ne peut guère être déterminé que d'une façon approximative. De même qu'un homme qui exploite une ferme voit son capital ou son revenu augmenter dans les années normales, la richesse globale d'un pays s'accroît elle aussi d'année en année. Des personnes autorisées m'ont dit que, d'après leurs calculs, l'accroissement de la richesse allemande dans les années prospères s'élevait au plus à dix milliards de marks.

Eh bien, quand les intérêts annuels que doit payer l'Allemagne excéderont l'accroissement annuel de la richesse du pays, la banqueroute financière et même morale du pays s'ensuivra. Si le pays se trouve dans l'obligation de répudier l'emprunt tout entier ou une partie de cet emprunt. la perte retombera naturellement sur ceux qui ont souscrit à l'emprunt. L'ouvrier ou le petit capitaliste qui place toute son épargne dans l'emprunt de guerre se prive de ressources pour sa vieillesse. Il en est également ainsi de celui qui a contracté une assurance ou a placé ses économies dans une banque : or, la compagnie d'assurance ou la banque peuvent être appelées à déposer leur bilan par suite de la répudiation de l'emprunt de guerre. Vous vous trouvez ainsi en présence d'un pays où tous les gens valides se mettent à travailler pour verser ce qu'ils peuvent sur l'intérêt de l'emprunt officiel et cela après avoir gagné de quoi vivre et faire vivre leur famille, et les vieux et les jeunes sans appui, et, privés de leurs économies, n'ont plus qu'à s'adresser à l'asile des indigents et deviennent ainsi des charges à la communauté. Les intérêts sur l'emprunt de guerre de l'Allemagne s'élèvent

déjà à quatre milliards de marks par an. A ces intérêts, on doit ajouter naturellement les intérêts sur la dette antérieure de l'empire et de chacune des divisions politiques du pays, y compris les villes, lesquelles ont, toutes, augmenté leurs dettes dans des proportions considérables, pour secourir les victimes de la guerre. A tout ceci, on doit joindre naturellement les frais administratifs et les dépenses nécessaires pour le maintien de l'armée et de la marine. Quand le commerçant allemand d'intelligence moyenne arrivera à se dire qu'il n'y a pas d'indemnités à attendre des pays étrangers, c'est en se mettant en présence de cette situation nouvelle qu'il sentira le mieux la nécessité d'obtenir la paix à n'importe quel prix.

CHAPITRE XIV

En Charge des Intérêts allemands.

Les intérêts de l'Allemagne en France, en Grande-Bretagne et en Russie, avaient été confiés aux ambassadeurs des Etats-Unis dans ces différents pays. Ceci donna bien entendu un surcroît d'occupations à notre ambassade, car nous servions d'intermédiaire entre le gouvernement allemand et ces ambassadeurs. Je dus établir un département spécial à cet effet. Ce département fut dirigé par Barclay Rives, qui était attaché à notre service diplomatique depuis de longues années et qui faisait partie de mon ambassade depuis le commencement de la guerre. Ayant rempli les fonctions de premier secrétaire de l'ambassade américaine à Vienne pendant dix ou douze ans, il parlait l'allemand en perfection et connaissait beaucoup d'Allemands et d'Autrichiens. Ce département dont il avait la charge s'enquérait du sort de certains Allemands faits prisonniers, engageait des négociations à propos du traitement auquel les prisonniers allemands étaient soumis, etc.

Un exemple donnera une idée de ces attributions. A l'époque où les Allemands envahirent la France, un petit détachement de cavaliers allemands composé de deux officiers nommés von Schierstaedt et le comte Schwerin et de plusieurs hommes s'avança en patrouille jusqu'à la forêt de Fontainebleau, au sud de Paris. Là, les cavaliers allemands se trouvèrent isolés des forces allemandes et se mirent à errer pendant plusieurs jours dans la forêt. Au cours de leurs pérégrinations, ils exigèrent des vivres des habitants et s'emparèrent, je crois, d'un vieux man-

teau pour un des officiers qui avait perdu le sien. Ils réquisitionnèrent aussi un véhicule pour le transport d'un blessé. Après s'être rendus aux Français, les deux officiers comparurent devant une Cour martiale française, comme s'étant livrés à des actes de pillage et furent condamnés à la dégradation et à la déportation à Cayenne.

Les Allemands adressèrent des représentations énergiques. Notre très habile ambassadeur à Paris, l'honorable William C. Sharp, s'occupa de ce cas particulier avec le Ministre des Affaires Étrangères et réussit à empêcher la déportation des deux officiers. Cependant. l'envoi de ces officiers et de leurs hommes dans une prison militaire, où ils étaient traités comme des condamnés, provoqua une grande agitation dans toute l'Allemagne. Les officiers disposaient de nombreuses et puissantes relations chez eux. On s'occupa de leur cas activement. La presse allemande entra en ligne avec des articles acerbes, des dessins et des caricatures...

J'envoyai M. Rives à Paris, en lui recommandant de ne revenir qu'après avoir vu les officiers. Au bout de quelques semaines, il réussit, par l'entremise de M. Sharp, à les voir dans la prison militaire. Plus tard, les Français eurent une tendance à se montrer indulgents dans ce cas particulier, mais il était assez difficile de trouver un moyen courtois qui permît au gouvernement de la République de revenir sur la décision prise. Schierstaedt ayant été atteint de folie dans l'intervalle, on suggéra un procédé assez ingénieux pour trancher la difficulté et je crois bien que l'idée en revient à M. Sharp. Comme Schierstaedt n'avait plus sa raison, on se dit qu'il l'avait déjà perdue au moment où le détachement de cavaliers errait dans la forêt de Fontainebleau. Or, il était l'officier en chef. Le second officier et les soldats qui avaient obéi à ses ordres ne pouvaient donc être tenus pour responsables. Schwerin et les hommes de la patrouille furent ainsi placés dans un camp régulier de prisonniers et Schierstaedt très aimablement renvoyé par

les Français en Allemagne, où il retrouva assez de raison pour pouvoir venir me remercier du service qu'on lui avait rendu.

Je faisais tout ce que je pouvais pour être agréable aux Allemands. Nous les aidions au double point de vue de l'échange des prisonniers et des soins que réclamaient leurs intérêts situés dans les pays ennemis. Le bruit courait à Berlin que les Allemands faits prisonniers dans les colonies africaines de l'Allemagne étaient forcés de travailler en plein soleil sous la surveillance de gardiens indigènes qui les battaient. La question fut prise en main par un des grands-ducs de Mecklembourg, lequel avait été gouverneur de Togo et s'était intéressé aux prisonniers en leur envoyant des vêtements et d'autres articles. L'Allemagne demanda que les prisonniers d'Afrique fussent envoyés dans un climat plus tempéré.

Le prince Max de Bade s'intéressa, lui aussi, au sort des prisonniers. Le prince est l'héritier présomptif du trône de Bade, bien qu'il ne soit pas le fils du duc régnant. Il est très populaire. J'avoue que j'avais pour lui la plus vive admiration. Esprit cultivé, lecteur fervent d'Emerson, il se tient au courant de l'évolution intellectuelle de tous les pays et des progrès qui s'y accomplissent. Le peuple badois sera certainement heureux sous le gouvernement d'un tel prince. Ce prince se montrait d'un jugement si droit et animé de sentiments si charitables, que M. de Jagow fut un moment disposé à créer un département central à l'intention des prisonniers de guerre et à lui en confier la direction. J'estimais avec M. de Jagow que tout irait alors pour le mieux au double point de vue pratique et moral. Naturellement, M. de Jagow ne pouvait que suggérer d'une façon discrète l'avantage d'une pareille mesure. Le personnage choisi avait toutes les qualités désirables pour remplir ces fonctions : il était prince, l'héritier présomptif d'un des trônes de l'empire allemand et occupait dans l'armée le rang de général. Malheureusement, l'opposition de l'armée et, particuliè-

rement, celle des commandants de corps fut si vive que M. de Jagow dut renoncer à son projet. Je suis certain que, si le prince Max avait été placé à la tête d'un département de ce genre, l'Allemagne ne se trouverait pas sous le coup de l'accusation odieuse qui pèse sur elle, celle de maltraiter les prisonniers, et les deux millions de prisonniers de guerre en ce moment sur le territoire allemand ne retourneraient pas chez eux, comme ils sont appelés à le faire, une haine mortelle au cœur. Le prince Max se montra extrêmement utile à la mission américaine chargée de s'occuper des prisonniers allemands en Russie, mission que j'avais organisée et dont je parlerai dans le chapitre consacré aux œuvres de guerre.

Toutes les réclamations adressées par le gouvernement impérial, au sujet du traitement appliqué ou de la situation faite aux prisonniers allemands dans les pays ennemis, m'étaient d'abord remises. Ces réclamations étaient ensuite transmises par notre ambassade aux ambassadeurs américains chargés des intérêts allemands dans les pays ennemis. Tout ceci donnait lieu à une correspondance considérable, augmentait ainsi le travail d'un personnel déjà fort occupé. Je recevais journellement des visites d'Allemands qui voulaient être renseignés sur le sort de leurs amis faits prisonniers ou qui venaient m'interroger sur certaines questions d'ordre commercial, etc. Tous ces gens-là se montraient reconnaissants de ce que nous arrivions à faire pour leur donner satisfaction, mais leur gratitude n'était qu'une goutte d'eau dans l'océan de haine, qui s'élevait contre l'Amérique, alimenté par les milieux officiels.

CHAPITRE XV

Les Œuvres de Guerre.

Aussitôt que la guerre eut été déclarée et que des millions d'hommes se furent mis en route avec l'intention de tuer, des gens par centaines, hommes et femmes, entreprirent de secourir les blessés et les prisonniers, et de prendre soin de ceux que les soldats, déjà partis pour le front, avaient laissés derrière eux. La première œuvre de bienfaisance dont j'eus à m'occuper fut la Croix-Rouge américaine. Deux équipes, contenant chacune trois médecins et environ douze infirmières, furent expédiées en Allemagne par la Société nationale de la Croix-Rouge américaine. Je demandai aux autorités allemandes, avant l'arrivée des médecins et des infirmières, si les équipes seraient acceptées et où elles seraient dirigées. Les autorités allemandes les acceptèrent et décidèrent tout d'abord d'en envoyer une sur chacun des fronts. Celle destinée au front occidental fut confiée aux soins du jeune Goldschmidt Rothschild, un des derniers rejetons de la grande famille des Rothschild de Francfort. Il avait été attaché à l'ambassade allemande à Londres avant la guerre. L'équipe destinée au front oriental fut confiée aux soins du comte Hélie de Talleyrand. Ces deux jeunes gens parlaient parfaitement l'anglais et avaient été choisis pour cette raison. Ils comptaient, de plus, beaucoup d'amis en Angleterre et en Amérique.

Le comte Hélie de Talleyrand appartient à une branche de la célèbre famille de Talleyrand et il est de nationalité allemande. Le prince de Talleyrand, le fameux

ministre de Napoléon avait, à l'époque du premier Empire, marié un de ses neveux à une princesse de Courlande, laquelle était cohéritière, avec sa sœur, de la principauté de Sagan en Allemagne. Les droits de cette sœur furent acquis par la sœur mariée au jeune Talleyrand et les enfants qui naquirent de cette union devinrent princes de Sagan et portèrent le titre italien de duc de Dino et le titre français de duc de Valençay. Quelques-uns de ces descendants demeurèrent en Allemagne. C'est à cette branche des Talleyrand qu'appartient le jeune Talleyrand qui fut chargé de l'équipe de la Croix-Rouge. D'autres s'établirent en France : parmi ceux-ci se trouvaient le dernier titulaire du titre et le duc de Dino, qui épousa successivement deux Américaines : miss Curtis et Mme Sampson. D'après une coutume suivie, le titulaire du titre principal, celui de prince de Sagan, autorisait les deux membres de la famille qui venaient après lui par droit de succession à porter le titre de duc de Dino et celui de duc Valençay. Avant la mort du dernier prince de Sagan, survenue en France, son fils avait épousé une Américaine, Mme Anna Gould, épouse divorcée du comte de Castellane. A l'occasion de cette mort, et selon la coutume établie dans la maison de Sagan, les membres de la famille qui appartenaient à la nationalité allemande tinrent un conseil de famille et, avec l'approbation de l'Empereur d'Allemagne, firent passer le droit de succession du mari de Mme Anna Gould à son fils : ce qui fait que c'est le fils qui a aujourd'hui droit au titre et non le père ; mais ce fils doit devenir citoyen allemand à sa majorité.

Le jeune frère du mari de Mme Anna Gould porte le titre de duc de Valençay. Il est l'époux divorcé de la fille de M. Levi P. Morton, ancien vice-président des Etats-Unis. Le jeune Talleyrand, dont je viens de parler et qui eut à s'occuper de l'équipe de la Croix-Rouge américaine, ne voulait pas — bien qu'il appartînt à la nationalité allemande — se battre contre la France, où il avait de si nombreuses attaches de parenté et comptait tant d'amis.

Il fut donc très heureux d'accomplir ces fonctions qui le plaçaient auprès de notre Croix-Rouge.

A l'arrivée des médecins américains et de leurs infirmières à Berlin, on décida d'envoyer les deux équipes sur le front oriental : l'une dans la petite ville de Gleiwitz en Silésie, et l'autre dans la ville voisine de Kosel. Le comte de Talleyrand partit avec les deux équipes, M. Goldschmidt Rothschild ayant été attaché à la légation de Prusse à Munich. Il y eut une réception à l'ambassade en l'honneur de ces médecins et de ces infirmières, réception à laquelle assistèrent le prince de Hatzfeld, duc de Trachenberg, qui se trouvait à la tête de la Croix-Rouge allemande, et d'autres personnalités allemandes qui s'intéressaient à ces œuvres. Les deux équipes restèrent à Gleiwitz et à Kosel à peu près un an, c'est-à-dire jusqu'au moment où la Croix-Rouge américaine rappela ses équipes d'Europe. J'avais déjà entendu parler des souffrances endurées par les prisonniers allemands en Russie. J'eus de nombreux entretiens sur la question avec Zimmermann, le Ministre des Affaires Étrangères, et le prince de Hatzfeld, ainsi qu'avec le prince Max de Bade, et, finalement, je demandai qu'on profitât du bon vouloir des médecins et des infirmières d'Amérique qui seraient disposés à se rendre en Russie pour s'occuper des prisonniers allemands privés de soins. Neuf médecins et trente-huit infirmières offrirent leurs services. Ils furent l'objet d'une imposante réception à Berlin. Les autorités allemandes mirent un crédit important à leur disposition. J'obtins du gouvernement russe les autorisations nécessaires et la mission quitta Berlin pour Pétrograd. L'organisation de cette mission avait causé une satisfaction évidente dans tous les milieux. Des officiers prussiens vinrent assister au départ des trains et offrirent des fleurs aux infirmières.

Il est vraiment malheureux que les membres de cette mission aient rencontré, après leur arrivée en Russie, des obstacles de toutes sortes et aient éprouvé tant de difficul-

tés à obtenir l'autorisation de se mettre à l'œuvre. Un grand nombre d'entre eux réussirent, cependant, à secourir les prisonniers allemands. Ainsi, un de nos médecins réussit à se faire nommer directeur de la santé dans une ville où cinq mille Allemands avaient été réunis, et, aidé de plusieurs infirmières américaines, put se montrer utile. Certaines infirmières s'avancèrent jusqu'à Tomsk en Sibérie, tandis que d'autres se répandaient sur le territoire russe. Si cette mission, placée sous la direction du directeur Snoddy, avait pu poursuivre sa tâche telle qu'elle avait été établie, elle ne se serait pas bornée à rendre des services — importants — aux prisonniers de guerre allemands, mais aurait puissamment aidé à dissiper les préjugés entretenus par les Allemands à l'égard des Américains. Malgré les difficultés qu'elle a rencontrées, la mission ne s'est pas moins montrée utile. En revenant de Gleiwitz et de Kosel pour retourner en Amérique, les médecins et les infirmières de ces équipes américaines furent, à leur arrivée à Berlin, décorés de la seconde classe de l'ordre de la Croix-Rouge allemande, et ceux qui étaient allés en Autriche furent également décorés par le gouvernement austro-hongrois.

Parmi ceux qui se dévouèrent aux œuvres de charité pendant la guerre, il faut citer, au premier rang, M. Herbert C. Hoover. Je ne puis trouver des termes pour exprimer mon admiration à l'égard de cet homme qui sut mettre son grand talent d'organisateur au service de l'humanité. Chacun sait les efforts qu'il a accomplis pour aider à ravitailler les habitants de la Belgique et du nord de la France. M. Hoover m'offrit une des présidences de la Commission internationale pour l'assistance de la Belgique et je fus heureux de pouvoir seconder ses efforts à Berlin. Les travaux de la Commission étaient importants. J'eus à m'occuper de façon active des chargements de denrées, dont j'avais à faciliter l'expédition par voie de mer, etc. M. Hoover et moi nous allâmes voir le Chancelier et nous voulûmes l'amener à rapporter la mesure relative à la

contribution mensuelle de quarante millions de francs que les Allemands avaient imposée comme amende à la Belgique. Ici, par exemple, nous nous butâmes à un refus formel. Plus tard, au mois d'avril 1915, je pus constater, de mes propres yeux, comment le service de ravitaillement de M. Hoover arrivait à approvisionner, et cela de la façon la plus effective, non seulement la population de la Belgique mais celle de la partie de la France occupée par les Allemands. M. Hoover s'était entouré d'un personnel capable et se trouvait aidé en Europe par des hommes comme M. Vernon Kellogg et ses collaborateurs, et en Amérique par des hommes comme M. A. J. Hemphill...

Au commencement de 1915, M. Ernest P. Bicknell, qui était d'abord venu en Allemagne représenter la Croix-Rouge américaine, y revint pour s'occuper de la fondation Rockefeller, qu'il venait également représenter. Il était accompagné de M. Wickliffe Rose, membre lui aussi de cette Fondation. Je m'occupai avec eux de la question de l'assistance à donner à la Pologne. M. Rose et M. Bicknell visitèrent ensemble la Pologne et constatèrent de leurs propres yeux les nécessités qui s'imposaient. Une réunion eut lieu au Reichstag, à laquelle assistèrent le prince de Hatzfeld, de la Croix-Rouge allemande ; le directeur Guttmann, de la Dresdner Bank ; Geheimrat Lewald, du Ministère de l'Intérieur, représentant le gouvernement allemand ; et beaucoup d'autres personnalités appartenant au monde officiel, militaire et financier.

La Commission pour l'assistance de la Pologne, dont je devais être le président, fut organisée et comprit parmi ses membres : l'ambassadeur d'Espagne, Son Excellence l'évêque de Posen, le prince évêque de Cracovie, M. Jacob H. Schiff, de New-York, d'autres encore. Messieurs Warwick, Green et Wadsworth en devaient être les membres actifs. Je rédigeai, conjointement avec MM. Rose et Bicknell, une sorte de traité, me rappelant certaines difficultés que la Commission d'assistance américaine à la Belgique avait rencontrées. La clause principale de ce

traité déclarait que le gouvernement allemand s'engageait à ne pas réquisitionner des denrées ou des fonds dans les limites du territoire destiné à être secouru, lequel comprenait toute la partie de la Pologne qui se trouvait occupée par les Allemands, cette délimitation devant s'arrêter, autant que je me le rappelle, à quatre kilomètres de la ligne de feu. La seule exception qui fût prévue était qu'on avait le droit de frapper d'une amende toute communauté dont les habitants auraient conjointement ou individuellement encouru une des responsabilités établies par la Convention de La Haye. La fondation Rockefeller s'engageait, de son côté, à payer tous les frais auxquels la Commission avait à faire face.

Ce traité, après avoir été soumis au général Hindenburg et été approuvé par lui, fut signé par le docteur Lewald, représentant le gouvernement allemand; par M. Bicknell, représentant la fondation Rockefeller; et par moi, qui représentais la nouvelle Commission constituée pour secourir la Pologne. On se mit aussitôt à la tâche et l'on chercha à se procurer des denrées en Hollande et en Danemark. Mais les approvisionnements étaient assez maigres dans ces pays. Cependant, les Alliés refusèrent d'autoriser l'exportation des denrées en Allemagne pour les besoins de cette Commission. Le projet fut donc abandonné. Plus tard, quand les Alliés se montrèrent disposés à laisser les denrées pénétrer en Allemagne, le gouvernement allemand refusa de reprendre le traité et refusa en même temps de s'engager à interdire à l'armée d'occupation allemande de réquisitionner des denrées dans la Pologne envahie. Il va sans dire qu'en présence de ce nouvel état de choses, on ne pouvait plus s'attendre à voir les Alliés autoriser l'entrée des denrées, car il est évident que les Allemands — conformément à un précédent créé par eux dans le nord de la France — auraient attribué à leur armée et à leur population civile toutes les denrées produites par la région occupée et auraient donné aux Polonais celles qui arrivaient du dehors, alors que ces

Polonais seraient peut-être, à ce moment même, en train de labourer et de cultiver les champs dont les produits allaient servir aux seuls Allemands.

Il n'y a aucun doute que les Polonais ont beaucoup souffert. Ceux qui liront plus tard l'histoire de la Pologne pendant la guerre seront épouvantés au récit d'une pareille infortune. Il est vraiment regrettable que ces différents projets d'assistance n'aient pas réussi. Cependant la Commission Rockefeller continua jusqu'à mon départ à s'intéresser à ce malheureux pays et réussit même à se procurer du lait condensé pour les enfants. Ces négociations m'avaient mis en contact avec un certain nombre de Polonais, qui habitaient Berlin, et qui me parurent très anxieux eux-mêmes d'aider à améliorer la situation de leurs compatriotes. Je désire exprimer ici mon admiration pour l'œuvre accomplie en Europe par la Commission Rockefeller. La Commission ne se bornait pas à émettre des idées excellentes et pratiques, mais elle avait su en confier l'exécution à des collaborateurs d'un caractère élevé et d'un mérite exceptionnel. Ainsi que je l'ai dit dans un chapitre précédent, je fus plaisanté dans les journaux américains parce que j'avais suggéré, en réponse à un câblogramme de la Ligue de Charité, qu'on s'intéressât aux prisonniers de guerre.

J'ignore si la création de l'œuvre importante entreprise par le docteur John R. Mott et ses collaborateurs fut inspirée par ma réponse ou non. Cela n'a pas d'importance. Ce qui est certain, c'est que cette œuvre, entreprise par l'Association Chrétienne des Jeunes Gens américaine, eut, elle, une grande importance aux yeux des prisonniers de guerre en Europe. Le docteur Mott, après avoir servi dans la Commission Mexicaine, se rendit en Russie comme membre de la Commission chargée d'opérer dans ce pays. Cette œuvre entreprise par l'Association Chrétienne des Jeunes Gens, sous la direction du docteur Mott, — très intelligemment aidé dans la circonstance par le Révérend Archibald C. Harte, — fut, à ce

que j'ai entendu dire, soutenue financièrement par la famille Mc Cormick, de Chicago, M. Cleveland H. Dodge, M. John D. Rockefeller, et d'autres personnes. Les autorités allemandes permirent à M. Harte de construire des salles de réunion dans les camps de prisonniers en Allemagne. Il obtint également que les prisonniers fussent autorisés à travailler. M. Harte se rendit ensuite en Russie, où des autorisations analogues lui furent accordées.

J'ai entendu dire que les Russes avaient laissé tout d'abord une grande liberté à leurs prisonniers, lesquels n'étaient soumis à aucune surveillance dans les villages où ils vivaient en Sibérie, se procurant du lait, du pain, du beurre, des œufs et du miel, à des prix raisonnables. La guerre se prolongeant, cette liberté finit par se restreindre. Les prisonniers furent peu à peu retenus dans les camps et la coutume s'imposa de plus en plus. Leur situation était des plus tristes. L'hiver, la nuit se fait à trois heures et cette nuit semble interminable, car le jour ne commence à paraître le lendemain qu'à dix heures. Naturellement, je n'eus pas l'occasion de voir les camps de prisonniers. L'œuvre poursuivie dans ces camps de Russie était analogue à celle qui s'accomplissait dans les camps d'Allemagne sous la direction de M. Harte et de ses collaborateurs. Je m'intéressais à cette œuvre de façon particulière, parce que j'espérais que l'assistance accordée aux prisonniers de guerre allemands en Russie aiderait à dissiper la haine et les préjugés entretenus à l'égard des Américains en Allemagne. Je fis donc tout mon possible non seulement pour activer l'œuvre de M. Harte, mais pour obtenir l'envoi en Russie des médecins et des infirmiers dont j'ai déjà parlé.

Naturellement, M. Harte ne pouvait pas s'occuper de tous les camps des prisonniers en Allemagne et il dut borner ses efforts. Il améliora la situation des prisonniers anglais du camp de Ruhleben, près de Berlin, et cela au point de vue moral comme au point de vue physique. L'Association Chrétienne des Jeunes Gens américaine

construisit un vaste hall, où l'on célébra des services religieux, où l'on fit des conférences et où l'on donna des représentations théâtrales. Les prisonniers pouvaient y venir dans la journée, soit pour écrire ou pour lire. Une bibliothèque y avait été installée. L'Association Chrétienne des Jeunes Gens américaine eut à prévoir aux soins du culte et à ceux de l'enseignement ; elle eut à s'occuper des ateliers et des jardins, des exercices physiques et des sports de plein air, des cuisines pour les convalescents soumis à un régime particulier, des bibliothèques, de la musique : orchestre, chœurs, etc. A la rupture des relations diplomatiques, un certain nombre de membres de l'Association Chrétienne des Jeunes Gens quittèrent l'Allemagne avec moi.

Les femmes allemandes firent montre de qualités appréciables pendant la guerre. Elles prirent part aux travaux de la Croix-Rouge et aidèrent aux préparatifs qu'on faisait pour recevoir les blessés dans les hôpitaux. Le premier jour de la mobilisation en province, on vit dans toutes les gares de chemin de fer de nombreuses jeunes filles venues pour offrir des provisions aux soldats en route vers le front. Dans les grandes villes, aux gares d'embranchement comme aux terminus, des installations avaient été faites pour permettre à ces déléguées de la Croix-Rouge de servir des mets chauds aux militaires qui arrivaient. Parmi les déléguées établies dans les gares terminus se trouvaient des infirmières venues pour changer les appareils de pansement des soldats blessés. Frau von Ihne, la femme de l'éminent architecte, créa un refuge pour les soldats aveugles dans la Bellevuestrasse. Dans ce refuge, on enseigna aux soldats à fabriquer des balais, des brosses, des paniers, etc. Les dames allemandes transformèrent leurs maisons de campagne en refuges pour les blessés convalescents. Mais l'œuvre la plus importante fut peut-être le service national des femmes *(Frauendienst)* organisé dès le premier jour de la guerre. Les secours accordés par l'Etat aux femmes et

aux enfants de soldats étaient distribués par des bureaux spéciaux établis à Berlin. Le *Frauendienst* installa dans le voisinage de chacun de ces bureaux une sorte d'agence, où des déléguées se tenaient à la disposition des femmes des soldats pour les aider d'une manière ou d'une autre et leur donner des conseils. Ces agences avaient chacune une sorte de dossier-répertoire où les noms de tous les habitants de l'arrondissement se trouvaient inscrits avec leurs besoins. Je crois qu'au moment de mon départ il y avait à Berlin plus de sept mille Allemandes employées à remplir les nouveaux devoirs sociaux imposés par la guerre : apprendre aux ménagères à se passer de lait, d'œufs ou de graisse dans la confection des mets, veiller à la distribution régulière et scrupuleuse du lait accordé aux enfants, etc. La mortalité diminua parmi les enfants, au cours de la guerre, grâce au zèle déployé par ces femmes.

Une guerre entraîne toujours une perturbation plus ou moins profonde dans les affaires et le commerce d'un pays. Les articles de luxe ne se vendent guère et les ouvriers engagés dans la fabrication de ces articles se trouvent sans emploi. En Allemagne, le service national des femmes, agissant de concert avec les agences d'échange pour le travail, fit de son mieux pour obvier à cette situation. Les femmes furent aidées jusqu'à ce qu'elles eussent trouvé un emploi. On leur enseigna des métiers nouveaux, que les circonstances rendaient d'une utilité plus pratique. Nombre de femmes furent employées à expédier des colis de provisions et d'articles divers aux soldats du front et aux prisonniers de guerre.

L'Association de Commerce et de Négoce Américaine et l'Ambassade réussirent à faire établir à Berlin un restaurant gratuit. La salle était ornée de drapeaux et de plantes vertes. On y servait des repas à deux cents personnes, tous les jours. L'établissement continua à fonctionner après que nous eûmes quitté l'Allemagne. J'eus l'occasion de visiter cette cuisine populaire avec Mme Gerard, le jour de

Noël 1916. Nous étions accompagnés de M. et Mme Wolf et du général von Kessel, commandant en chef de la Marche de Brandebourg. On distribua des cadeaux aux enfants. Les mamans reçurent chacune un bon de marchandise. On chanta des cantiques de Noël et quand un enfant — un enfant allemand, bien entendu — vint réciter une prière en faveur de la paix, l'assistance se sentit émue jusqu'aux larmes. Certaines princesses et certaines dames de l'aristocratie créèrent des hôpitaux particuliers, dont elles s'occupèrent avec une activité des plus utiles.

CHAPITRE XVI

La Haine.

Au mois de février 1917, au cours de mon voyage de retour de Berlin à New-York, je m'arrêtai à Paris. Je rencontrai dans un dîner le célèbre historien italien Ferrero. Nous causâmes entre nous après le repas. Je lui rappelai qu'il avait déclaré dans un de ses livres avoir été vivement frappé d'une particularité que l'on observe en étudiant le caractère du peuple américain : l'absence de haine, et je lui dis que la même remarque avait été faite par un auteur français, Jules Huret, qui avait, lui aussi, écrit sur l'Amérique. Ferrero se rappela l'observation. Le romancier français Marcel Prévost était venu prendre part à la conversation. Une discussion s'ensuivit. Tout le monde convint qu'il y avait plus de haine en Europe qu'en Amérique : d'abord, parce que les peuples d'Europe sont enfermés dans un espace restreint ; ensuite, parce que les occasions d'avancement font défaut à l'Européen, d'où son âpreté dans la lutte, quels que soient son rang ou son emploi ; et, enfin, parce qu'il lui manque cette concentration de la pensée sur l'avenir si caractéristique chez l'Américain. En Europe, le touriste peut, en prenant une auto, parcourir en quelques heures des pays totalement différents, des pays qui se distinguent les uns des autres non seulement par la langue, les coutumes et le costume, mais par l'aspect physique des habitants et leur façon de penser.

Le jour de mon départ de Berlin, j'allai voir Herr von Gwinner, le directeur de la Deutsche Bank, à propos du fonds de secours qui avait été recueilli au profit des veuves

et des orphelins d'Allemagne. Au cours de la conversation, von Gwinner vint à me dire que les Européens enviaient les Américains, parce que nous paraissions avoir la faculté de nous assimiler les étrangers, lesquels, aussitôt qu'ils ont débarqué sur nos rivages, se mettent à oublier leur haine et s'efforcent d'adopter aussi vite que possible nos modes, notre langue et même notre façon de penser. Je lui répondis que j'attribuais cela à la liberté dont on jouissait chez nous, où il était par exemple permis à un Polonais de s'exprimer dans sa langue et de s'habiller selon la coutume de son pays si cela lui plaisait ; que la seule arme dont nous nous servions contre ceux qui désiraient conserver les coutumes européennes était le ridicule et que c'étaient les mesures de répression prises par la Prusse contre les Polonais et les Danois, les Alsaciens et les Lorrains, qui avaient réveillé l'instinct de lutte chez ces peuples et les avaient conduits à se cramponner à tous les vestiges de leur ancienne nationalité.

A l'ouverture des hostilités, la haine du peuple allemand sembla s'être concentrée sur les Russes. Liebknecht lui-même, en venant me prouver par sa visite qu'il n'avait pas été fusillé comme on l'avait raconté en Amérique, me parla des dangers qu'offrait le Tsarisme et de la haine qu'on éprouvait à l'égard des Russes. Mais, peu après, sous l'habile impulsion de la classe dirigeante, toute la haine des Allemands se concentra sur la Grande-Bretagne. On peut dire que le journal satirique anglais *Punch* ne se montrait guère excessif, à ce moment-là, en représentant une famille prussienne subissant régulièrement, tous les matins, sa crise de haine. En Allemagne, la haine est entretenue, cultivée comme une passion noble. Les ministres du culte et les généraux ont rivalisé en manifestations oratoires sur ce thème. Au commencement de 1917, le général prussien qui commandait à Limbourg prononça un discours où il exalta les avantages de la haine et déclara que rien n'était comparable au sentiment de bien-

être qu'on éprouvait en se réveillant, le matin, après avoir passé une nuit dans des pensées et des rêves de haine.

La phrase « *Gott strafe England* » semblait avoir été répandue dans toute l'Allemagne. Elle était imprimée sur des timbres-poste destinés à être apposés au dos des lettres comme cela se pratiquait chez nous avec nos timbres de la Croix-Rouge. A l'ambassade, je vins à constater que mon valet de chambre allemand se mettait à apposer ces timbres sur le dos de toutes les lettres officielles ou particulières que l'on expédiait. Il fut interrompu dans sa besogne, aussitôt découvert. Le papier-monnaie était imprimé avec la phrase « *Gott strafe England* » à laquelle les mots « *und America* » furent souvent ajoutés, la guerre se prolongeant et l'Amérique refusant de modifier les règles établies et d'arrêter l'envoi des approvisionnements aux alliés. Tout le monde connaît l' « Hymne de Haine » de Lissauer. L'apparition d'une composition de cette sorte dans un pays en état de guerre n'a rien en soi d'extraordinaire. Mais le fait extraordinaire, c'est que ce document d'une singularité exceptionnelle traduisait l'état d'esprit du pays tout entier, et, fait non moins extraordinaire, il a valu à l'auteur l'ordre de l'Aigle Rouge de seconde classe, décerné par l'Empereur en manière de récompense.

Il n'y a pas le moindre doute que les prisonniers de guerre britanniques ont été traités, au début, d'une façon très dure et que, dans le trajet du front aux camps de concentration, ils furent réduits pour ainsi dire à la famine et battus par leur garde. Les officiers — des êtres plus que sacrés pourtant aux yeux des Allemands — furent l'objet d'un traitement brutal — même quand ils étaient blessés — et, dans la plupart des prisons, traités plutôt comme des condamnés que comme des officiers et des gentilshommes.

Comme les Allemands vinrent graduellement à se rendre compte que le Président Wilson n'était nullement effrayé du vote allemand et que les exportations ne seraient pas arrêtées, le fleuve de haine se retourna contre l'Amérique. On était convaincu, chez les Allemands, que le Président

Wilson avait contre lui la majeure partie de la population des Etats-Unis, qu'il ne représentait pas les véritables sentiments de l'Amérique et que ces sentiments étaient favorables à l'Allemagne. Malheureusement, beaucoup d'Américains en Allemagne s'étaient employés à entretenir le peuple et le gouvernement allemands dans cette croyance. Ces Américains se livraient à des attaques contre leur pays et leur Président dans des discours et des conférences et même dans des lettres publiées par les journaux. Un nommé Maurice Somborn, un Germano-Américain qui représentait en Allemagne une maison de commerce américaine, se montrait parmi les plus actifs. Il avait l'habitude de parcourir Berlin et d'autres villes, où il se livrait — dans les cafés et dans les brasseries — à des discours violents contre le Président et les Etats-Unis. Il devint si hardi qu'il osa déclarer un jour dans mon bureau, en présence d'un certain nombre de visiteurs, qu'il serait heureux de pendre le secrétaire d'Etat Bryan, qu'il le pendrait aussi haut que l'avait été Aman et qu'il pendrait le Président Wilson un pied plus haut. Les journaux américains racontèrent que j'appelai un serviteur et fis chasser l'intrus. Ce n'est pas tout à fait exact. Je fus assez égoïste pour me réserver le plaisir de mettre moi-même l'homme à la porte.

Cet incident me suggéra une idée que je mis aussitôt à exécution. Je télégraphiai au département de l'Etat, demandant à être autorisé à reprendre les passeports des Américains qui se livraient à des attaques contre les Etats-Unis, ces Américains s'étant aliéné le droit d'être protégés par un passeport. Le département de l'Etat m'approuva. Le Consul de Dresde saisit, sur mon ordre, le passeport d'un chanteur nommé Rains et celui d'un rentier du nom de Recknagel. Ces deux Américains avaient adressé aux journaux de Dresde une lettre violente dirigée contre le Président Wilson. Ce ne fut pas sans difficulté que j'arrivai à reprendre le passeport de Somborn. Je reçus les excuses de ce dernier quelque temps après, excuses

d'un homme désemparé et repentant qui demandait à retourner en Amérique. J'écrivis à Washington à cet effet. On m'autorisa à lui accorder un passeport.

Ces individus, assez vils pour insulter leur propre pays, se livraient à des dénonciations bruyantes contre moi. Cependant, nombre d'entre eux hésitèrent à manifester leurs sentiments antipatriotiques dans la crainte de se voir privés de leurs passeports. Il est indiscutable que le gouvernement allemand encouragea la formation de certaines sociétés qui avaient pour objet de répandre des articles et des pamphlets dirigés contre le Président des Etats-Unis. Parmi ces agences, la plus en vedette fut la prétendue Ligue de la Vérité. La ligue comptait parmi ses agents permanents un dentiste américain qui avait été en prison aux Etats-Unis et avait été expulsé de Dresde par les autorités de cette ville. Le secrétaire de la ligue était une Allemande, qui faisait parade de ses prétendus sentiments américains. C'était une ancienne danseuse, une spécialiste de la danse serpentine. L'agent principal était un Allemand du nom de Marten, qui s'était fait bienvenir des autorités de son pays en publiant un livre sur la Belgique, où il niait la perpétration des atrocités reprochées aux Allemands. Marten recueillit des souscriptions auprès d'un grand nombre d'Allemands et d'Américains en résidence en Allemagne, installa son siège social dans un appartement de la Potsdamerstrasse et s'occupa aussitôt de répandre des pamphlets et des feuilles volantes dirigées contre l'Amérique. Parmi ses principaux soutiens se trouvait un nommé Stoddard, qui s'était enrichi en faisant des conférences de voyage en Amérique et qui s'était retiré plus tard dans une charmante villa située à Meran, en Autriche. Stoddard publia un pamphlet intitulé « *Qu'allons-nous faire de Wilson?* » et se livra à certaines élucubrations lamentables sous forme de pièces de vers. Le tout fut largement répandu par la Ligue de la Vérité.

Il est évident que cette propagande se poursuivait avec

l'autorisation formelle des autorités allemandes, car une association ne peut se former, se réunir et fonctionner pendant la guerre que sur l'autorisation et sous la surveillance de l'autorité militaire et de la police. Tous ceux qui ont habité l'Allemagne savent que, pour placer un emblème ou une couronne sur une statue dans la rue, il faut se faire délivrer une permission spéciale, par l'autorité compétente, — même en temps de paix. Et cependant le 27 janvier 1916, jour anniversaire de la naissance de l'Empereur, la Ligue de la Vérité fut autorisée à placer une immense couronne, de plus de quatre pieds de haut, sur le monument de Frédéric le Grand, couronne à laquelle étaient joints un drapeau américain voilé de crêpe et une bannière de soie sur laquelle était inscrit en grosses lettres dorées : « WILSON ET SA PRESSE NE SONT PAS L'AMÉRIQUE ! » La Ligue de la Vérité fit photographier cette couronne. Des milliers d'exemplaires de cette photographie furent répandus sur le territoire allemand, et cela, bien entendu, avec l'agrément des autorités. La couronne, le drapeau et la bannière furent maintenus en vedette jusqu'au 6 mai 1916, en dépit des fréquentes protestations que j'adressai à ce sujet à M. Zimmermann et à M. de Jagow. Après avoir reçu la première note relative au torpillage du *Sussex*, j'appelai de nouveau l'attention de M. de Jagow sur le maintien de cette couronne et je lui dis que si cette insulte permanente à notre drapeau et à notre Président n'était pas supprimée, dans les vingt-quatre heures, je me chargerais de la besogne moi-même. Le lendemain, tout avait disparu.

Cette ligue m'attaquait, de temps en temps, dans des circulaires. Sur une circulaire qu'elle distribua à la fin de décembre 1916, peu de temps après mon retour en Allemagne, on lisait ces lignes : « Que pensez-vous de l'attitude de l'ambassadeur américain? En rentrant en Allemagne, à son retour d'Amérique, il était accompagné d'une Française. » C'était vrai. Mais la ligue se gardait bien de dire, naturellement, que cette Française était au

service de ma femme, laquelle m'accompagnait et avait été autorisée par le Ministère des Affaires Etrangères allemand à venir en Allemagne avec sa femme de chambre. Les roueries allemandes me sont assez familières. Mais je n'ai jamais compris pourquoi le gouvernement allemand avait autorisé la création de cette Ligue de la Vérité et pourquoi il l'encourageait à poursuivre son œuvre. Les agissements de cette ligue, dirigée par une ancienne spécialiste de la danse serpentine et par un dentiste, ne pouvaient vraiment pas effrayer le Congrès Américain, le Président Wilson et l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, au point de les contraindre à accepter les idées du gouvernement allemand ! Et si le gouvernement allemand voulait se concilier la sympathie du Président ou celle de l'ambassadeur, pourquoi autorisait-il cette association de vauriens à insulter aveuglément la République des Etats-Unis, son Président et son ambassadeur ?

Marten, le directeur de cette « ligue », avait pour ami ***, un ancien officier de la Garde Nationale de l'Etat de New-York, lequel avait accepté une somme importante de Bernstorff « pour certaines dépenses ». Il va sans dire qu'à l'étranger — dans n'importe quel pays — l'acceptation par un officier d'une somme quelconque d'un ambassadeur aurait constitué un fait inexplicable et tellement singulier à la charge de l'officier que celui-ci se serait trouvé presque aussitôt collé au mur, devant un feu de peloton. Nous sommes devenus si indulgents, si souples, si oublieux des devoirs imposés aux officiers envers leur drapeau et leur pays qu'au retour de *** d'Allemagne, il lui sera peut-être permis de parcourir les Etats-Unis dans une tournée de conférences, qui ne pourra être que triomphale !

On publiait, à Berlin, un journal assez ridicule rédigé en anglais et intitulé le *Continental Times*. Ce journal appartenait à une Juive autrichienne, qui avait épousé un Anglais. Après l'ouverture des hostilités, le Ministre des Affaires Etrangères allemand se mit à soutenir cette feuille

en achetant régulièrement tous les mois plusieurs milliers de numéros. La feuille publiait les nouvelles les plus susceptibles d'influencer l'opinion en faveur des Empires Centraux, nouvelles tendancieuses au premier chef. Cette feuille, qui portait comme sous-titre « journal pour les Américains », avait pour rédacteur en chef un Anglais de bonne famille nommé Stanhope, lequel naturellement put se dispenser d'habiter le camp de prisonniers de Ruhleben. *** se trouvait parmi les collaborateurs du journal. Des articles contre le Président Wilson parurent, articles grossiers et insultants. Finalement, *** publia, dans la feuille, un article mensonger, au cours duquel il déclara que Conger, de l' « Associated Press », avait appris l'expédition projetée de sir Roger Casement : que Conger m'en informa, que je télégraphiai la nouvelle au Département de l'Etat à Washington et qu'un membre du cabinet du Président Wilson communiqua cette nouvelle à l'ambassadeur britannique. Un peu plus tard, dans une dépêche que le Ministère des Affaires Etrangères allemand permit à *** d'expédier au sénateur O' Gorman, de New-York, par la télégraphie sans fil, *** modifia son récit mensonger et prétendit que j'avais envoyé la nouvelle directement en Angleterre. Le *Continental Times* était distribué dans les camps de prisonniers. A la suite de la publication de l'article de ***, j'allai voir M. de Jagow et je lui dis : « Ecoutez, je trouve que cette campagne imbécile, soutenue par votre gouvernement, a assez duré, et s'il paraît de nouveaux articles dans le genre de celui de ***, je déclarerai publiquement que les prisonniers de guerre en Allemagne sont soumis à la honte de recevoir le *Continental Times*, feuille à calomnies qui passe pour être publiée à l'intention des Américains, mais qui est en réalité subventionnée par le Ministère des Affaires Etrangères allemand, et qui, appartenant à une Autrichienne, est rédigé par un Anglais renégat. »

La combinaison du *Continental Times*, telle qu'elle se présentait, était faite, elle aussi, pour jeter un trouble

dans les esprits désireux d'approfondir la psychologie allemande. Les Allemands semblaient se dire une fois de plus que le meilleur moyen d'obtenir les bonnes grâces de quelqu'un est de commencer par l'attaquer. L'auteur de l'*Art charmant de se faire des Ennemis* a dû s'instruire dans une école allemande.

Un Ambassadeur est supposé être protégé. Cependant, lorsqu'en 1916 je déposai au Ministère des Affaires Étrangères allemand des attestations qui émanaient de l'ancien secrétaire de la « Ligue de la Vérité » et d'un homme qui s'était trouvé constamment avec Marten et le dentiste, attestations où il était déclaré que Marten avait parlé de tirer sur moi, le Ministère des Affaires Etrangères n'osa ou ne voulut prendre aucune mesure contre cette ligue ridicule. Ces attestations étaient corroborées par un respectable restaurateur de Berlin et par ses employés, qui affirmèrent que Marten s'était présenté au restaurant, accompagné de plusieurs officiers allemands de mine « féroce » pour « voir » si j'y étais. Je n'ai pas besoin de dire que je ne me suis jamais soucié des rodomontades de ces lunatiques, que je tenais pour des charlatans et aussi pour des lâches. Marten et ses amis étaient également engagés dans une propagande contre les Juifs. L'activité de Marten s'expliquait par ce fait que sa propagande lui rapportait de l'argent, car sa caisse de guerre était alimentée par de nombreux Allemands — recrutés parmi les pauvres d'esprit — et par des Américains traîtres, et aussi du fait que le lâche avait réussi à se faire exempter du service militaire, à la faveur d'une œuvre aussi bien vue de l'autorité militaire.

Le gouvernement paraissait, au reste, très désireux de cultiver le sentiment de haine qui s'était dessiné contre l'Amérique. Bien avant que l'Amérique eût expédié le moindre chargement de munitions en Angleterre et bien avant qu'aucun chargement eût été dirigé sur la France, le gouvernement allemand s'était mis non seulement à influencer les journaux et les « gazettes officielles », mais

les « communiqués » officiels prétendaient que le front occidental employait des munitions américaines en quantités considérables. Le gouvernement semblait croire que, s'il arrivait à provoquer en Allemagne assez de haine contre l'Amérique à propos de cette question de munitions, les Américains, effrayés, arrêteraient les envois. Le gouvernement avait permis qu'on frappât des médailles en l'honneur de tout général qui prenait une ville — par exemple : « von Emmich, vainqueur de Liége », etc. — mesure dangereuse, car tous les généraux, tous les petits princes pourvus d'un commandement arrivèrent à souhaiter que la guerre se prolongeât pour avoir leur effigie sur une médaille, même si personne ne devait l'acheter. Le comble allait être atteint par la frappe d'une médaille pour commémorer le torpillage de la *Lusitania*, médaille qui fut vendue dans toute l'Allemagne. Même si le torpillage de la *Lusitania* avait été justifié, une pareille mesure eût été révoltante. Mais il faut avoir vécu en Allemagne pendant la guerre pour se rendre compte du dégoût qu'on peut éprouver à voir des gens se réjouir ainsi de la mort de tant de personnes innocentes, de tant de femmes et de tant d'enfants. Il ne s'est trouvé à ma connaissance dans toute l'Allemagne que deux écrivains, qui osèrent, à un certain moment, parler en bons termes de l'Amérique. Un de ces deux publicistes, Regierungsrat Paul Krause, gendre du feld-maréchal von der Goltz, écrivit, au mois de janvier 1917, un article dans le *Lokal Anzeiger*, où il étudia la question de l'exportation des munitions au point de vue américain, et le hardi et courageux orateur et écrivain, qui a nom Maximilien Harden, eut la hardiesse de défendre le point de vue américain. Dans un des numéros de son journal *Die Zukunft* parut un article intitulé : « Si j'étais M. Wilson. » C'était l'article principal. Les premiers exemplaires n'avaient pas été plutôt vendus que le journal était saisi par la police. J'ignore si la saisie fut faite à la requête du gouvernement militaire ou si elle fut faite sur l'ordre du Chan-

celier. Tout le monde à Berlin attribua cette mesure au général von Kessel, le gouverneur militaire de la Marche de Brandebourg. J'avais fait la connaissance de Harden avant la guerre et j'eus l'occasion de m'entretenir avec lui au cours des hostilités. Il faisait de temps en temps une conférence dans la grande salle de la Société Philharmonique, conférence qui attirait une affluence considérable. Au reste, il ne disait rien de sensationnel dans ces conférences : le texte avait été préalablement examiné par la censure. Le journal de Harden est une publication hebdomadaire, disposant d'une influence énorme, bien que d'un format très modeste.

Les journaux libéraux — tel que le *Tageblatt* dirigé par Théodore Wolff et qui est le journal le plus répandu de Berlin — ne se montraient guère favorables, bien qu'ils ne se montrassent pas violents. Mais les articles des journaux conservateurs et même ceux des journaux catholiques respiraient la haine contre l'esprit américain. Au Reichstag, l'Amérique et le Président Wilson étaient souvent attaqués et jamais défendus. Le 30 mai 1916, au cours des débats sur la censure, le député Stresemann, qui appartient au groupe des nationaux libéraux à tendances conservatrices, attaqua violemment le Président Wilson et déclara qu'on pouvait se dispenser de ses services comme ami de la paix. Le gouvernement, les journaux et les hommes politiques s'unirent dans une campagne d'opposition contre l'Amérique.

Je crois que toute la haine concentrée naguère contre la Grande-Bretagne s'est retournée aujourd'hui contre les Etats-Unis. Les Américains d'origine allemande sont encore plus détestés que ceux dont l'origine est purement américaine. Ils ont déçu les Allemands profondément. D'abord, parce que bien que les Germano-Américains aient soutenu financièrement les œuvres de bienfaisance allemande dans la guerre actuelle et cela dans des proportions considérables, ceux qui bénéficiaient de ces souscrip-

tions en Allemagne ignoraient le caractère particulier qu'elles offraient, car la Croix-Rouge allemande accueillait ces souscriptions sans apprendre au public que cet argent provenait d'Américains d'origine allemande. Ensuite, parce que les Germano-Américains ne sont pas venus s'enrôler dans l'armée allemande, ce qu'ils pouvaient faire en traversant les pays neutres avec des passeports américains. Enfin, et c'est la déception la plus amère, les Américains d'origine allemande n'ont pas voulu risquer leurs biens, leur tranquillité, leur vie et l'avenir de leurs enfants en prenant les armes contre l'Amérique au profit des Hohenzollern. On s'était livré pendant des années à une propagande habile pour faire comprendre aux Allemands d'Amérique qu'ils faisaient partie de la nation allemande, une et indivisible, pour amener les originaires du Grand-Duché de Hesse, de la Bavière, de la Saxe et du Wurtemberg à oublier que ces pays avaient été conquis en 1866 par le militarisme prussien.

Quand le frère du Kaiser, le prince Henri, vint visiter l'Amérique, il passa la plus grande partie de son temps avec les Américains d'origine allemande et parmi les associations germano-américaines, afin d'aider au développement de cette propagande. Avant la guerre, l'Américain d'origine allemande, qui retournait dans le village où il était né et où il avait passé son enfance, n'arrivait qu'à exciter, par son luxe, l'envie de ses anciens compatriotes. Et l'envie engendre la haine. Tous les journaux allemands publièrent des caricatures de l'oncle Sam et du Président Wilson. Une de ces caricatures représentait notre Président en train de lâcher d'une main la colombe de la paix, tandis que de l'autre il passait des munitions aux Alliés. C'était encore la moins désagréable.

Du 10 août 1914 au 25 septembre 1915, l'Empereur, ainsi que je l'ai dit, ne cessa de refuser de m'accorder une audience, sous prétexte qu'il ne pouvait pas recevoir l'ambassadeur d'un pays qui fournissait des munitions aux ennemis de l'Allemagne. Nous fûmes mis à l'index par

tous les princes allemands. Je n'eus pas l'occasion d'en voir un seul après l'ouverture des hostilités, sauf le prince Max de Bade, qui s'intéressait aux prisonniers de guerre en Allemagne et dans les autres pays. Il m'arriva d'envoyer un de mes secrétaires porter une offrande au palais d'une des belles-filles du Kaiser, la princesse Auguste-Guillaume, la princesse ayant annoncé qu'elle resterait ce jour-là pour accueillir toute offrande qu'on voudrait bien lui faire parvenir en faveur de son hôpital. Elle accepta la somme que mon secrétaire était chargé de lui remettre, ce qui ne l'empêcha pas de s'exprimer de la façon la plus acerbe contre l'Amérique à propos de l'exportation des armes. En 1914, à l'occasion de la Noël, nous adressâmes à un des princes qui se trouvaient sur le front des boîtes de cigarettes pour les soldats. Nous ne reçûmes même pas un accusé de réception.

Le docteur Jacobs, qui était le correspondant à Berlin de la publication artistique l'*Amérique Musicale* et qui resta dans la capitale prussienne jusqu'au 26 avril 1917, fut convoqué vers le 16 du même mois à la Kommandatur et soumis à un interrogatoire. Au cours de cet interrogatoire, on lui demanda s'il connaissait la « Ligue de la Vérité » et, sachant que cette association existait, pourquoi il n'en faisait pas partie. Cette abstention l'avait-elle rendu suspect? Je l'ignore. En tout cas, ordre lui fut donné de se présenter deux fois par jour au commissariat de police. On lui interdit de sortir de chez lui, le soir, passé huit heures. Il fut soumis à cette mesure pendant le reste de son séjour à Berlin. La question qu'on lui avait posée à propos de la fameuse « ligue » montre l'intérêt que les autorités allemandes portaient à cette association nauséabonde, laquelle était allée jusqu'à dire, dans quelques-unes de ses circulaires, que j'étais soupçonné d'avoir délivré des passeports américains à des Anglais afin de leur permettre de sortir d'Allemagne. Cette allégation donna lieu, après mon départ, à une interpellation au Reichstag. Zimmermann déclara que

l'accusation avait été l'objet d'une enquête, et jugée mensongère.

J'ai parlé, dans un autre chapitre, de la question de la vente des armes et des munitions faite par l'Amérique aux Alliés. Cette question est toujours présente à l'esprit des Allemands, lesquels ne se préoccupent nullement des droits conférés par la loi ou les traités et ne voient que le fait brutal apporté par la vente de ces armes et de ces munitions qui ont contribué à leur enlever des êtres chers. Nous aurons à supporter cette haine pendant de longues années.

FAC-SIMILÉ D'UNE
ENVOYÉES PAR LE BUREAU DE LA PRESSE, A BERLIN,
LE DERNIER RAID DE
(*Dans ces instructions, on leur recommande*
n'aient pas l'air d'un

Nicht wörtlich zu benützen.

Die ganze Berichterstattung über den letzten Luftangriff seitens der Engländer hat sich, wie gewöhnt, darauf beschränkt, die übliche Anzahl von Menschenleben als einzige Opfer des Angriffs anzugeben und die materiellen Schäden als völlig belanglos hinzustellen. Alle Bemühungen durch weitgehende Absperrungsmaßnahmen und Knebelung der Berichterstattung die tatsächlich verursachten Schäden der Öffentlichkeit vorzuenthalten, sind auch dieses Mal erfolglos geblieben. Zerstörungen, wie sie namentlich der letzte Angriff im Gefolge gehabt hat, lassen sich auf die Dauer eben nicht verschleiern. Der ganze Umfang ~~der der ganze Umfang~~ der Schäden läßt sich zwar noch nicht im Entferntesten übersehen, doch genügt das, was bisher bekannt geworden ist, vollauf, um zu erkennen, daß der Luftangriff vom 13./14. X. alle bisherigen an Wirkung weit aus übertroffen hat.

Es wurden erfolgreich beworfen.

1. Die Londoner Hafenanlagen (die sogenannten Docks und ihre anliegenden Stadtteile

Im Einzelnen.

In den East India Docks brannte ein großer Schuppen, der zum Teil Munition und anderes Kriegsmaterial enthielt, vollständig nieder.

In den London Docks wurden die Kaimauern und Lagerhäuser auf weite Strecken niedergelegt. Mehrere Schiffe wurden getroffen, zum Teil völlig vernichtet

In den Victoria Docks geriet ein großer Baumwollspeicher in Brand und wurde völlig zerstört.

Die in der Nähe der Docks gelegenen Straßen, insbesondere die St George Street und die Leman Street haben schwer gelitten.

2.) Die City und das Zeitungsviertel sind mit besonders gutem Erfolge angegriffen worden.

Insbesondere wurden mit Bomben belegt

Der mit Geschützen versehene Tower nebst Towerbrücke
die Chancery Lane,
die Liverpol Street,
die Morgate Street,
die Bishopsgate,
die Altgate,
die Minories.

In diesen Straßen sind zahlreiche Häser zerstört worden, zum Teil ganze Häuserblocks.

SÉRIE D'INSTRUCTIONS
AUX JOURNAUX ALLEMANDS, POUR LES AIDER A DÉCRIRE
ZEPPELINS SUR LONDRES.
de veiller à ce que leurs récits
compte rendu officiel).

A ne pas utiliser textuellement

Dans leur compte-rendu du dernier raid aérien, les Anglais se sont bornés, comme d'habitude, à donner le nombre de vies humaines sacrifiées comme des victimes isolées de l'attaque et à présenter les dégâts matériels comme absolument insignifiants. Mais c'est en vain, une fois de plus, qu'ils se sont efforcés, par des mesures de précautions ultérieures et par la rédaction de leur compte-rendu, de diminuer l'importance des dégâts. Des destructions, telles que celles causées par la dernière attaque, ne peuvent tout de même rester ignorées. L'étendue exacte des dégâts ne nous a pas encore été révélée, mais ce que l'on sait pour le moment est amplement suffisant pour pouvoir affirmer que le combat aérien du 13/14. X. a surpassé en efficacité tout ce qui avait été obtenu jusqu'à présent.

Ont été bombardés avec succès :

1). Les bâtiments du port de Londres (les docks) et les parties de la ville avoisinantes.

En particulier :

Dans les East India Docks, *incendie d'un grand hangar, contenant entre autres des munitions et du matériel de guerre, qui furent entièrement détruits.*

Dans les London Docks, *destruction des quais et des hangars sur une grande longueur. Plusieurs bateaux ont été touchés, quelques-uns coulés.*

Dans les Docks Victoria, *un grand dépôt de coton flamba et fut entièrement anéanti.*

Les rues avoisinant les docks, entre autres Saint-George Street et Lenan Street, ont beaucoup souffert.

2). La Cité et le quartier des journaux *ont été bombardés avec un succès tout particulier.*

Ont été entre autres bombardés :

La Tour de Londres pourvue de canons, près du Pont de la Tour.

Chancery Lane
Liverpool Street
Morgate Street
Bishopsgate
Aldgate
Minories

} *Dans ces rues, un grand nombre de maisons ont été détruites, et en partie des groupes de maisons.*

Im Einzelnen.

Die South Western Bank brannte bis auf die Grundmauern nieder. Erhebliche Summen an Geld und Wertpapieren sollen vernichtet worden sein. Unter den Trümmern wurde noch tagelang nach Geld und Papieren gesucht. Auch eine Filiale der London Bank wurde eingeäschert.

Im Zeitungsviertel wurde das Gebäude der Morning Post besonders schwer beschädigt.

Der Untergrund- und Eisenbahnbetrieb durch London mußte infolge von Zerstörungen teilweise eingestellt werden.

Vororte

1.) Woolwich.
Im Arsenal sind schwere Beschädigungen angerichtet worden. Ein Teil ganz neuer Maschinen und Einrichtungen ist vernichtet worden.

2.) Enfield.
Eine Batterie mit Scheinwerfern, von der die Luftschiffe heftiges Feuer bekommen hatten, wurde mit Bomben belegt und zum Schweigen gebracht. Die Scheinwerfer erloschen zum Teil unmittelbar nach den ersten Bombenwürfen.

3.) Hampton
Die Pump- und Kraftstation wurde beworfen. Bei der guten Beobachtungsmöglichkeit wurden gute Trefferergebnisse festgestellt.

4.) Croydon
Es wurde eine Reihe großer Fabrikanlagen beworfen und mehrere große Brände beobachtet.

5.) Kentistown (Im Norden Londons)
Hier wurde eine besonders starke Scheinwerferbatterie ausgiebig mit Bomben belegt und zahlreiche Treffer beobachtet. Nach einem mitten in der Batterie gelegenen Treffer erlosch sofort eine Reihe von Scheinwerfern.

6.) In Westham und Eastham wurden große Fabrik- und Eisenbahnanlagen beworfen. Es konnte sehr guter Erfolg festgestellt werden.

7.) Ipswich.
Es wurde eine Batterie beworfen, deren Feuer nach wenigen Bombenwürfen merklich schwächer wurde.

Die Luftschiffe wurden während des ganzen Angriffs außerordentlich heftig beschossen. Aus allen Teilen Londons hagelte es Schrapnells und Sprenggranaten. 4 Flugzeuge bemühten sich, die Abwehr der Luftschiffe zu unterstützen, ohne jedweden Erfolg. Zahllose Scheinwerfer beleuchteten aus allen Stadtteilen die Luftschiffe taghell. Eins der Luftschiffe nahm sich die Zeit, die Scheinwerfer zu zählen. Es zählte über 26. Die Engländer werden sich unter diesen Umständen nicht darüber beklagen dürfen, wenn wir ihre Kapitale als einen außerordentlich gut befestigten Platz ansehen und dementsprechend behandeln.

Text nicht wörtlich. Jedoch soweit Zahlen und Tatsachen in Frage kommen, zu benutzen.

En particulier.

La South Western Bank a été incendiée jusqu'aux fondements. Des sommes considérables en argent et papier-valeur doivent avoir été anéanties. On a cherché encore pendant la journée l'argent et les papiers sous les décombres. Une filiale de la London Bank a aussi été incendiée.

Dans le quartier des journaux, l'immeuble du Morning Post *a été fortement endommagé.*

L'exploitation des chemins de fer souterrains et des trains a dû, par suite des dégâts, être en partie suspendue.

Environs.

1). Woolwich.
De grands dégâts ont été constatés à l'Arsenal. Une partie des machines, toutes neuves, et de l'agencement est détruite.

2). Enfield.
Une batterie avec réflecteurs, qui avait dirigé un feu violent contre nos dirigeables, a été atteinte par nos bombes et réduite au silence. Plusieurs projecteurs s'éteignirent immédiatement après le premier bombardement.

3). Hampton.
La station des pompes et des forces électriques a été touchée. Grâce à la bonne visibilité, des coups heureux ont été portés.

4). Croydon.
Un certain nombre de grosses fabriques ont été atteintes et on a remarqué plusieurs grands incendies.

5). Kentishtown (*au nord de Londres*).
Ici une batterie avec projecteurs, particulièrement puissante, a été bombardée abondamment et on a observé beaucoup de touchés. A la suite d'un coup porté en plein dans la batterie, une rangée de projecteurs s'est éteinte immédiatement.

6). A Westham et Eastham, *de grandes fabriques et des entrepôts de chemin de fer ont été bombardés. On a pu obtenir d'excellents résultats.*

7). Ipswich.
On a bombardé une batterie dont le feu, après quelques jets d'explosifs, s'est considérablement ralenti.

Ce texte n'est pas à reproduire mot à mot, pour autant qu'il n'y est pas question de chiffres ou de faits.

On a tiré avec acharnement sur les dirigeables, pendant toute la durée du combat. De toutes les parties de Londres, les schrapnels et les obus pleuvaient. Quatre aéroplanes s'efforcèrent de coopérer à la chasse des dirigeables, mais sans succès. De toutes les parties de la ville, des projecteurs innombrables éclairaient nos dirigeables comme en plein jour. L'un de ceux-ci se donna la peine de compter les projecteurs. Il en compta 26. Les Anglais ne devront pas se plaindre, dans ces conditions, si nous considérons leur capitale comme une place particulièrement bien fortifiée et si nous la traitons comme telle.

Worte in die Zeit

Flugblätter 1914 von Ernst Lissauer

✠ Die Hälfte des Reinertrags ist für die Kriegerwaisen bestimmt. ✠

Erstes Blatt

Und ward mir nicht gegeben, mitzuschlagen,
Gewehr und Säbel in stürmender Hand,
Sei mir vergönnt, ein kämpfend Wort zu sage
O nimm auch diese Gabe an, mein Land!

Zum Geleit

Es gilt in diesem Kriege nicht nur Großmacht und Vormacht, nicht n Gebiete und Kohlenstationen, nicht nur Handel und Siedelung; es g Bestand und Dauer des einigen Volkes, Wahrung und Wirkung der deutsch Kultur, die eben in eine neue Phase voller Triebkraft und Fülle wuchs. Die Krieg verklärt sich mit Geiste, und wiederum: die Geister waffnen sich. Der G der Volkheit, aus großer Geschichte her, in große Geschichte hin, bläst über d Massen, über den Waffen dieser Zeit. Und ist heute auch das Wort gering hin der Tat, zu jeglicher Zeit ist das Wort verrucht, das nicht schlagendes Herz u greifende Hände hat: in solchem Sinn wollen diese Worte mit Hand anleg

Haßgesang gegen England

Was schiert uns Russe und Franzos',
Schuß wider Schuß und Stoß um Stoß!
Wir lieben sie nicht,
Wir hassen sie nicht,
Wir schützen Weichsel und Wasgaupaß, --
Wir haben nur einen einzigen Haß,
Wir lieben vereint, wir hassen vereint,
Wir haben nur einen einzigen Feind:

Den ihr alle wißt, den ihr alle wißt,
Er sitzt geduckt hinter der grauen Flut,
Voll Neid, voll Wut, voll Schläue, voll List,
Durch Wasser getrennt, die sind dicker als Blut.
Wir wollen treten in ein Gericht,
Einen Schwur zu schwören, Gesicht in Gesicht,

La première page d'un pamphlet contenant l'*Hymne de Haine* de Lissauer.

CHAPITRE XVII

SUITE DES NÉGOCIATIONS DIPLOMATIQUES.

A la suite des événements que j'ai racontés au chapitre XII — quelques jours après — M. de Jagow se présenta à l'ambassade et m'invita à aller voir l'Empereur au grand quartier général, mais sans me donner la raison de cette convocation. J'ignore jusque aujourd'hui si le Chancelier et l'entourage de l'Empereur songeaient à signer un accord temporaire avec les Etats-Unis à propos de la question sous-marine et désiraient placer pour ainsi dire cet arrangement sous les auspices de l'Empereur, ou si, en présence de l'indécision du Kaiser, ceux qui étaient en faveur de la paix voulaient que je défendisse devant lui le point de vue américain. J'incline plutôt vers cette dernière hypothèse. M. de Jagow m'informa que j'allais être accompagné par un fonctionnaire du Ministère des Affaires Etrangères et que je serais autorisé à me faire accompagner d'un secrétaire et du garde-du-corps (*Leibjaeger*) habituel, que tout ambassadeur en Allemagne emmène avec lui quand il fait un voyage. Notre conseiller M. Grew était très désireux de m'accompagner dans cette visite. J'estimai que je ne pouvais mieux faire que de le choisir, non seulement en raison de son ancienneté, mais en raison des excellents services qu'il avait rendus. Le lieutenant de Prittwitz, qui avait été placé au Ministère des Affaires Étrangères comme une sorte d'adjoint spécial à M. de Jagow, fut chargé de nous accompagner.

Nous partîmes de Berlin le vendredi 28 avril dans la soirée. On avait mis à notre disposition un sleeping à salon. Comme nous nous dirigions vers le front par la

ligne de Sarrebruck, notre train s'arrêtait souvent pour laisser passer les longs convois de blessés venant du front et se rendant aux hôpitaux de l'arrière. En pénétrant en France, nous pûmes constater, par le spectacle qui s'offrit à nos yeux, combien les combats livrés dans cette région en août 1914 avaient été acharnés. Les villes et les villages que nous traversions étaient en partie en ruines. Çà et là, sur les collines, des lignes de tranchées se révélaient. On apercevait sur la plate-forme de certaines gares des femmes en deuil qui pleuraient. C'étaient des Françaises, malheureuses femmes qui venaient d'apprendre la mort d'un fils, d'un mari ou d'un fiancé, mort qui remontait à plusieurs mois sans doute La ville forteresse de Metz, que nous traversâmes, semblait en travail comme une ruche. Des trains passaient sans cesse. Les routes étaient sillonnées de troupes d'artillerie en marche et d'autos qui allaient et venaient dans une course folle.

Le grand quartier général du Kaiser sur le front occidental est situé dans la ville de Charleville-Mézières, sur la Meuse, dans le département des Ardennes, lequel à ce moment était le seul département français qui se trouvât entièrement sous l'occupation allemande. Nous fûmes reçus à la gare par plusieurs officiers, qui nous invitèrent à prendre place dans une automobile du Kaiser mise à ma disposition pour la circonstance. Les officiers nous conduisirent à une villa de Charlèville, qui appartenait à un industriel français du nom de Périn. Cette charmante petite villa, construite en briques rouges, avait reçu un nouveau nom. Les Allemands l'appelaient « Sachsen Villa », parce qu'elle avait été habitée par le Roi de Saxe quand celui-ci était venu voir le Kaiser. La villa se trouvait sous la garde d'une ménagère française et d'un vieux jardinier. Cependant, bien que nous n'eussions à prendre qu'un léger repas, deux serviteurs personnels du Kaiser avaient été dépêchés à notre intention. Ils avaient apporté avec eux des pièces du service de table de l'Empereur, porcelaine et argenterie.

La propriété habitée par le Kaiser était une construction en briques rouges située en dehors de la ville et qui s'appelait, autant qu'il m'en souvient, le château de Bellevue ou de Bel-Air. L'Empereur n'y était installé que depuis quelques jours. Il avait précédemment occupé une villa assez importante, située dans l'intérieur de la ville. Mais il avait quitté cette propriété pour l'autre, quelques jours avant mon arrivée, à la suite d'un double événement. Une bombe lancée par un aviateur français était tombée sur la gare de Charleville et avait tué le mécanicien du train impérial et une autre bombe était tombée à cent mètres à peine de la villa occupée par le Kaiser. Pendant notre séjour à Charleville, nous déjeunâmes et dînâmes tous les jours avec le Chancelier dans la villa qu'il habitait, laquelle appartenait à un banquier français. Nous étions généralement dix à table ou à peu près. Parmi les convives se trouvaient le gendre du Chancelier, Zech Prittwitz, et deux conseillers en droit international, tous les deux attachés au Ministère des Affaires Etrangères. Nous dînâmes à deux occasions avec von Treutler, le Ministre Prussien en Bavière, chargé de représenter le Ministère des Affaires Etrangères auprès du Kaiser, et Helfferich, qui vers la fin de notre séjour avait été mandé de Berlin. J'avais étudié et pratiqué l'allemand avec assiduité. La conversation à table se poursuivit dans cette langue, tant bien que mal de notre côté, mais sans interruption presque, car le Chancelier n'aime guère s'exprimer en anglais et certains convives ignoraient totalement cette langue. Il arriva cependant que, lorsque je cherchai à expliquer en allemand à Helfferich les différents systèmes d'impôts en vigueur aux Etats-Unis, je me trouvai singulièrement embarrassé !

Je reçus pendant notre séjour à Charleville des dépêches du département de l'Etat, qui m'étaient transmises de Berlin, chiffrées, et que Grew put traduire ayant apporté un code avec lui. Dans une de ces dépêches, il était dit d'une façon formelle, relativement au règlement

de la question de la guerre sous-marine, que l'Amérique ne ferait aucune distinction entre les navires marchands armés et ceux qui ne l'étaient pas. Nous donnâmes pendant un moment l'impression d'une famille heureuse. La famille française propriétaire de la villa semblait avoir une prédilection marquée pour les jouets mécaniques. Tous les soirs, après dîner, ces jouets étaient mis en mouvement au vif amusement du Chancelier. Le grand succès fut remporté par un danseur géant et par un clown qui rivalisait en exercices acrobatiques avec un porc savant. Grew, qui est un excellent musicien, se mettait au piano et jouait les morceaux qui lui paraissaient les plus susceptibles de plaire au Chancelier, lequel lui demanda un soir à lui faire entendre de la musique de Bach, le compositeur favori de sa défunte femme. Nous allâmes, un jour, en compagnie du prince de Pless, de von Treutler et de quelques autres personnes, prendre le thé dans le jardin de la villa que le Kaiser avait occupée dans l'intérieur de la ville. Le prince de Pless est toujours assidu auprès de l'Empereur et semblait, à ce moment-là, jouir particulièrement de ses bonnes grâces. Le prince nous mena en auto chez un vieux Français, qui élève des faisans de l'Himalaya, absolument merveilleux. L'homme est un ancien geôlier, qui semble vraiment avoir une tendance prononcée à surveiller des captifs ! L'automobile que le Kaiser avait mise à ma disposition — et qui était une de celles dont il se servait — était flanquée à droite et à gauche de deux fusils chargés, maintenus debout dans des filets et tout prêts à être utilisés. Un jour, accompagnés comme d'habitude par les officiers attachés à notre service, nous allâmes visiter la vieille ville de Rocroy et nous traversâmes la belle partie de la forêt des Ardennes qui s'étend vers l'est, revenant à Charleville par les hauteurs qui dominent la vallée de la Meuse.

Je voulus voir comment la population française était ravitaillée par la Commission d'assistance américaine. Accompagné d'un des membres du Comité français, je me

COMITÉ D'ALIMENTATION DU NORD DE LA FRANCE

DISTRICT DE CHARLEVILLE



Le Comité du District informe les Habitants qu'il met à leur disposition pour la

PREMIÈRE quinzaine *du mois de* **MAI 1916**

les quantités de marchandises suivantes dans le tableau ci-dessous et aux prix fixés :

MARCHANDISES	QUANTITÉS A DISTRIBUER POUR LA QUINZAINE ET PAR HABITANT	PRIX DE VENTE AUX HABITANTS	
1. Farine	4 k. 500	le kilog	0 fr. 48
Prix maximum du pain.		—	0 fr. 40
2. Riz	0 k. 500	—	0 fr. 65
3. Haricots.	0 k. 500	—	0 fr. 60
4. Lard	0 k. 500	—	2 fr. 80
5. Saindoux	0 k. 250	—	2 fr. 30
6. Café vert	0 k. 250	—	1 fr. 70
7. Sucre cristallisé.	0 k. 150	—	0 fr. 90
8. Sel	0 k. 200	—	0 fr. 10
9. Savon dur	0 k. 250	—	1 fr.

En principe le ravitaillement doit être distribué à tous les habitants.

1° Au comptant à ceux qui peuvent payer;

2° A titre remboursable pour les personnes momentanément privées de ressources, avec signature d'un engagement de remboursement à la commune après la guerre;

3° Gratuitement aux indigents.

Le prix moyen de la vie est fixé à 1 franc par jour et par habitant. Un barème de classification a été établi en prenant ce chiffre pour base et peut être consulté à la Mairie.

Toute personne qui, le pouvant, se refuserait au paiement ou à la signature de l'engagement, peut être momentanément privée de ravitaillement, sauf le pain, jusqu'à ce qu'elle ait payé ou signé.

Les habitants sont libres de ne pas prendre toutes les denrées mises à leur disposition. Les parts non distribuées restent à la commune, qui peut ainsi soit constituer une réserve, soit faire des distributions supplémentaires dans la même forme que les distributions ordinaires.

Les habitants ne doivent pas prendre les denrées dont ils n'ont pas besoin. Il leur est formellement interdit de faire du commerce avec les denrées du Ravitaillement et notamment d'en céder à des commerçants pour les remettre en vente

Les denrées provenant du Ravitaillement qui seront trouvées chez des commerçants seront saisies.

Le Gérant du District,
L. PILLOT

Le Président du District,
G. CAMION

Cette affiche doit être apposée avant la distribution.

LISTE DES PRIX DES DENRÉES A CHARLEVILLE
(Première quinzaine de Mai 1916).

rendis sur les lieux où le ravitaillement s'effectuait. Nous commençâmes par visiter le magasin d'entrepôt à Charleville, car on peut dire que cette ville est le quartier général de l'œuvre d'assistance. Pour la poursuite de cette œuvre de ravitaillement, le nord de la France a été divisé en six arrondissements. Chaque arrondissement dispose d'une organisation centrale chargée de diriger les denrées sur les communes comprises dans l'arrondissement. Ces communes sont composées chacune d'environ cinq cents habitants. Nous nous rendîmes en auto dans une de ces communes, sachant que la distribution des denrées pour la semaine allait avoir lieu. Les habitants rangés en ligne devant une usine attendaient leurs rations, un panier à la main. En pénétrant dans une des salles de l'usine, chaque habitant s'arrêtait devant un guichet, où il versait le montant des rations auxquelles il avait droit pour la semaine ou signait un accusé de réception par lequel il s'engageait à régler le montant dû à une date déterminée. Les indigents recevaient leurs rations gratuitement. Chacune de ces trois classes représentait à peu près un tiers de la population. Les versements étaient faits en général à l'aide du papier-monnaie émis par les diverses villes et remboursable après la guerre. On voyait sur les murs des pancartes indiquant les prix des denrées et les quantités allouées à chaque habitant pour quinze jours. Voici quelle était la liste établie pour les quinze premiers jours de mai 1916 :

Denrées.	Quantité par habitant.	Prix.
Farine	4kg500	0f 48 le kilo
Riz	0 500	0 55 —
Haricots	0 500	0 90 —
Lard	0 500	2 80 —
Saindoux	0 250	2 30 —
Café vert	0 250	1 70 —
Sucre cristallisé. . .	0 150	0 90 —
Sel	0 200	0 10 —
Savon	0 250	1 00 —

En outre de ces denrées, chaque habitant reçut le jour de notre visite une petite quantité de graines de carottes, qu'il était autorisé à semer sur ses terres, c'est-à-dire sur cette portion de terrain dont les Allemands lui avaient laissé la jouissance.

La malheureuse population qui recevait cette assistance paraissait être dénuée de toutes ressources, avoir faim et être fortement déprimée. Nombre de ces infortunés s'entretinrent avec moi — non seulement dans ce village mais aussi à Charleville — et me firent part de la gratitude qu'ils éprouvaient à l'égard du peuple américain. Ceux de Charleville me dirent qu'ils avaient appris que ma présence dans leur ville était due à des difficultés qui avaient surgi entre l'Amérique et l'Allemagne. Ils ajoutèrent qu'ils espéraient que les deux pays n'entreraient pas en guerre, se demandant ce qu'ils deviendraient si une pareille éventualité arrivait à se produire et redoutant de mourir de faim dans la confusion qui s'ensuivrait. A Charleville, des avis affichés dans les rues interdisaient aux habitants de sortir le soir, après huit heures autant qu'il m'en souvient. On lisait aussi des affiches informant les habitants qu'on leur accordait la libre disposition d'une portion déterminée de leurs terrains pour planter des pommes de terre.

Notre visite terminée, nous remontâmes dans notre auto et nous nous rendîmes à Sedan. Nous nous arrêtâmes en cours de route à Bazeilles, et nous visitâmes la petite propriété où Napoléon III et Bismarck se rencontrèrent après la bataille de Sedan. Nous fûmes reçus par la propriétaire de cette maison historique, une vieille dame qui, en nous faisant les honneurs de son logis, nous montra les traces de balles dont la maison est criblée : traces laissées par la guerre de 1870 et par la présente guerre. Elle s'excusa d'avoir fait remplacer le carreau d'une fenêtre qui avait été brisé par une balle au cours de la guerre actuelle. Mais elle déclara y avoir été contrainte par le froid. Elle nous raconta que toute jeune, en 1870, elle habitait déjà cette

maison et que c'était elle qui avait conduit Napoléon III et Bismarck dans la chambre où ils avaient eu leur entretien. Nous nous trouvions justement dans cette chambre, située à l'étage. Je lui montrai les sièges et lui demandai de vouloir bien m'indiquer celui dont s'était servi Bismarck. Elle me le désigna. Je m'y assis et lui dis, en riant, que j'espérais que cela me procurerait de la chance. Et j'augmentai sa collection de pièces d'or par une petite contribution personnelle.

Nous visitâmes à Sedan un vieux moulin qui servait de magasin d'entrepôt à la Commission d'Assistance et nous nous rendîmes ensuite au bureau du maire, où nous prîmes part à une réunion tenue par les autorités prussiennes et les membres du comité français de Sedan, réunion où l'on discuta certains détails concernant le ravitaillement de la population. L'œuvre d'assistance ne s'étend pas, bien entendu, jusqu'à la ligne de feu. Nous ne visitâmes pas moins un petit village très peu éloigné du front allemand. On nous montra les magasins mis à la disposition de la Commission d'Assistance pour la distribution de ses réserves. Comme le village était rempli de soldats, je me dis que ces soldats devaient être approvisionnés par des magasins spéciaux établis à leur usage. Cependant pour être bien certain qu'ils ne vivaient pas sur les réserves de la Commission d'Assistance, je voulus voir où se trouvaient les magasins affectés à l'entretien des soldats. Je fus conduit, à travers la voie ferrée, à ces dépôts spéciaux, et, en lisant les étiquettes des barriques et des boîtes, je vins à penser qu'une grande partie de ces denrées était importée de Hollande.

En traversant la région, j'avais vu des femmes et des jeunes filles occupées à travailler dans les champs ou s'y efforçant. Leur aspect était tellement différent de celui des paysannes ordinaires que j'interrogeai à leur sujet les officiers qui nous accompagnaient. On me répondit que ces femmes étaient bien des paysannes de la région, mais que ma surprise était très naturelle, car les paysannes

s'habillaient dans cette partie de la France avec une recherche particulière. Quelque temps après — à Charleville, — j'eus l'occasion de me rencontrer, dans la maison d'un officier, avec des membres de la Commission d'Assistance américaine en mission dans le nord de la France et qui étaient venus à ma rencontre par train spécial. J'étais accompagné du comte Wengersky, chargé de servir d'interprète et de guide aux membres de la Commission. Le comte Wengersky, qui avait été pendant quelques années l'agent à Londres de la compagnie de navigation Hambourg-Amérique, parlait bien l'anglais. Il s'était trouvé souvent en contact avec des Américains et avait un peu plus de tact que n'en montre d'ordinaire l'officier prussien. Nous prîmes le thé. Quelques instants après, m'étant trouvé seul avec certains membres de la Commission Américaine qui m'avaient pris à part, j'eus des lumières nouvelles sur les pseudo-paysannes françaises que j'avais aperçues dans les champs de Charleville et dont l'aspect particulier m'avait si vivement frappé.

Les Allemands avaient, paraît-il, cherché à recruter des volontaires dans les grandes villes industrielles de Lille, de Roubaix et de Tourcoing, pour travailler aux champs. Quatorze volontaires seulement avaient répondu à leur appel, qui avait reçu pourtant la publicité de l'affiche. Les Allemands avaient alors donné l'ordre d'appréhender un certain nombre d'habitants et de les diriger sur des fermes des environs, où ils furent utilisés pour les besoins de l'agriculture. Les Américains me dirent que cet ordre avait été exécuté de la façon la plus barbare. Ainsi, il arrivait qu'en rentrant chez lui, le soir, un homme constatait que sa femme ou ses enfants avaient disparu Personne, aucun voisin ne pouvait lui dire où ils avaient été emmenés. Des soldats allemands s'étaient présentés sous la conduite d'un chef, qu'il avait fallu suivre de gré ou de force. C'était tout ce que l'homme apprenait. On racontait qu'un commerçant, d'une certaine aisance, avait eu ainsi ses deux filles, âgées l'une de

quinze ans et l'autre de dix-sept ans, et son domestique, réquisitionnés de la même façon et expédiés dans une petite ferme où ils avaient été contraints de travailler pour les Allemands et, qui plus est, le commerçant n'ignorait pas où se trouvait la ferme! Les Américains m'avouèrent que cet état de choses provoquait une indignation telle dans ces villes qu'ils appréhendaient un soulèvement de la part de la population, soulèvement qui allait amener les Allemands à se livrer à des actes de répression, par le meurtre et l'incendie. J'eus ce même soir, à dîner, un entretien à ce sujet avec le Chancelier. Je lui dis que de pareils faits constituaient de véritables outrages et que, sans consulter mon gouvernement, j'allais protester, au nom de la civilisation, contre la poursuite d'un semblable traitement infligé à la population civile de la France. Le Chancelier me dit qu'il ignorait ces faits, accomplis assurément d'après les ordres du gouvernement militaire. Il ajouta qu'il en parlerait à l'Empereur et qu'il espérait arrêter les déportations. Je crois, en effet, que ces déportations furent arrêtées. Il n'est pas moins certain que vingt mille au moins de ces déportés ne rentrèrent chez eux que plusieurs mois après. Au mois de mai, à mon retour en Amérique, je déclarai dans un discours qu'il avait fallu la triple intervention du Pape, du Roi d'Espagne et du Président Wilson pour obtenir que ces malheureux déportés fussent renvoyés dans leurs foyers. Une agence, d'information allemande, publia un article où il était dit que j'avais, en parlant ainsi, avancé un fait inexact : les déportés français n'avaient pas été renvoyés chez eux parce que le Pape, le Roi d'Espagne et le Président Wilson étaient intervenus en leur faveur, mais bien parce que les Allemands n'avaient plus besoin de leurs services. Il me semble que cette dénégation aggrave l'acte accompli par les autorités allemandes.

Nous avions le soir, chez le Chancelier, des discussions sur la situation créée par la guerre sous-marine et je

poursuivais de longs entretiens à ce propos avec M. de Bethmann-Hollweg dans un coin du salon, pendant que ses hôtes prêtaient l'oreille à la musique ou assistaient aux évolutions des jouets mécaniques. Les propos échangés furent certainement rapportés au Kaiser par le Chancelier ou par von Treutler, qui jouissait, à cette époque, d'une grande faveur auprès du souverain. Je me rappelle qu'un soir on me demanda ce que l'Amérique pourrait bien faire, si par impossible elle était amenée à déclarer la guerre à l'Allemagne. Je répondis que la plupart des grandes inventions employées dans la guerre actuelle avaient été trouvées par des Américains ; que le sous-marin, qui motivait justement notre discussion, se trouvait dans ce cas, comme le fil de fer barbelé, comme l'aéroplane, comme le cuirassé, comme le téléphone et le télégraphe — si nécessaires à la guerre de tranchées — que même cette guerre particulière de tranchées avait reçu, pendant la guerre de Sécession, un développement qu'on était autorisé à évoquer en présence des procédés mis en œuvre à l'heure actuelle ; et que j'étais sous l'impression que le génie américain était appelé à trouver au besoin une invention nouvelle susceptible de produire un résultat décisif dans cette guerre. Mes interlocuteurs allemands semblaient disposés à admettre que mes dires contenaient une part de vérité. Ils ne se montrèrent pas moins sceptiques sur un point particulier, qu'ils s'efforcèrent de mettre en évidence. « Il se peut, disaient-ils, que vous inventiez quelque chose de nouveau en Amérique, il se peut que vous aidiez les Alliés en leur fournissant des fonds et des approvisionnements, mais vous n'avez pas d'hommes, et le sentiment populaire est tel chez vous que la levée d'une armée importante doit être considérée d'ores et déjà comme une idée chimérique. » Je répondis qu'une fois la guerre déclarée, les Allemands pouvaient, en commettant des actes comme ceux qui avaient soulevé la Grande-Bretagne, nous amener à décréter le service obligatoire pour nos nationaux. Mes interlo-

culeurs allemands crièrent à l'invraisemblance. Je suis convaincu que l'institution du service obligatoire chez nous, décrétée au lendemain de la déclaration de guerre, a été un coup droit porté à l'opinion allemande, qui en a été comme décontenancée.

Le Chancelier cherchait toujours à subordonner tout accord concernant la guerre sous-marine à quelque engagement particulier de notre part, engagement où nous étions appelés à desservir les intérêts de la Grande-Bretagne. Mais je ne cessai de répéter, avec insistance, que je ne pouvais vraiment pas admettre que le gouvernement allemand, pour reconnaître nos droits, nous imposat l'obligation d'agir contre une autre puissance. Le général Falkenhayn m'évita avec soin pendant toute la durée de mon séjour au grand quartier général. Je savais parfaitement qu'il s'y trouvait et je conclus, par son attitude, qu'il était en faveur d'une guerre avec l'Amérique. J'appris plus tard qu'il avait insisté pour qu'on prît connaissance de ses vues sur cette question et qu'il avait été prié par ordre supérieur de vouloir bien s'en tenir à ses attributions militaires. Un ou deux jours après notre arrivée à Charleville, on reçut la visite du vice-chancelier Helfferich. J'ai toujours pensé qu'on l'avait fait appeler pour qu'il vînt appuyer de tout son poids les arguments en faveur de la paix et démontrer qu'il était utile de se réserver l'amitié de l'Amérique, dont les marchés resteraient ainsi ouverts à l'Allemagne après la guerre, et je suis convaincu que — à ce moment-là du moins — l'influence d'Helfferich s'exerça vraiment en faveur de la paix. Finalement, j'appris que j'allais déjeuner avec l'Empereur le lendemain 1er mai. Grew fut invité à m'accompagner et le Chancelier me dit qu'il viendrait me chercher une heure avant l'heure fixée pour le déjeuner, car l'Empereur désirait s'entretenir avec moi avant qu'on se mît à table. On m'envoya, dans l'après-midi, l'extrait d'un rapport expédié par le commandant d'un sous-marin, rapport où celui-ci disait qu'il avait rencontré un navire qu'il lui eût été facile de

torpiller, mais qu'il ne l'avait pas fait parce que le navire se trouvait à cent vingt milles de la côte et qu'à cette distance l'équipage n'aurait pu atteindre la terre.

En me voyant le lendemain matin, le Chancelier me demanda si j'avais lu l'extrait du rapport en question. Je lui répondis que je l'avais lu, mais que je venais aussi de lire dans un journal qu'un bâtiment, qui naviguait dans une région située à une distance à peu près égale des côtes, avait été torpillé, et cela pendant une tempête, et que l'équipage avait dû se réfugier dans les canots de sauvetage ; qu'en tout cas une hirondelle ne faisait pas le printemps et qu'on recevait continuellement des rapports déclarant que des navires avaient été torpillés à une grande distance des côtes.

Nous entrâmes dans l'auto et partîmes pour le château où résidait le Kaiser. Cette propriété était située à un mille environ de la villa habitée par le Chancelier. Nous descendîmes avant de pénétrer dans la cour du château. Le Chancelier me conduisit dans un jardin qui s'étendait sur une légère élévation, dominée par le château. L'Empereur, en uniforme, s'y promenait. Comme je m'approchais, il me dit :

— Venez-vous comme le grand proconsul, la guerre dans une main et la paix dans l'autre ?

L'Empereur faisait allusion, bien entendu, à l'épisode fameux de la seconde guerre Punique, où Quintus Fabius Maximus, le chef des délégués envoyés par Rome à Annibal, prenant un pli de sa toge dans chaque main, s'écria : « Dans ce double pli, j'apporte la guerre et la paix. Choisissez. » A quoi, on lui répondit : « Donnez-nous ce que vous préférez ». « Eh bien ! prenez la guerre ! » s'écria le Romain en laissant retomber sa toge. « Nous acceptons le don », crièrent les sénateurs carthaginois « et très volontiers »

Je répondis :

— Non, Votre Majesté, et je ne souhaite qu'une chose, c'est que le différend survenu entre les deux pays soit aplani.

L'Empereur se mit alors à dire qu'il trouvait le ton de nos Notes « discourtois », que nous accusions les Allemands d'employer dans cette guerre des méthodes barbares, alors qu'il avait voulu, lui, en sa qualité d'empereur et de chef de l'Eglise, poursuivre la guerre d'une façon chevaleresque. Il rappela le discours qu'il avait adressé aux membres du Reichstag au début des hostilités et déclara que les « nations opposées à l'Allemagne s'étaient servies de méthodes et de moyens répréhensibles, que les Français d'aujourd'hui ne se conduisaient pas comme ceux de 1870 et que leurs officiers, au lieu d'être des nobles, venaient on ne savait d'où ».

Il rappela alors les efforts tentés pour affamer l'Allemagne et empêcher l'exportation du lait, et déclara qu'avant que sa famille et ses petits-enfants fussent exposés à mourir de faim il aurait fait sauter le château de Windsor et toute la famille Royale d'Angleterre.

Nous discutâmes ensuite, longuement et en détail, la question relative à la guerre sous-marine. L'Empereur, au cours de la discussion, émit l'opinion que le sous-marin était une arme définitive, qui resterait ; il ajouta que c'était une arme reconnue aujourd'hui dans tous les pays et m'apprit qu'il avait vu dans un journal américain, le *Scientific American*, un dessin représentant un projet de sous-marin géant. Il déclara que, en tout cas, la loi internationale n'existait plus. Le Chancelier approuva cette dernière déclaration. L'Empereur ajouta qu'une personne qui avait pris passage sur un navire marchand appartenant à l'ennemi se trouvait dans la situation de quelqu'un qui voyagerait dans un fourgon derrière la ligne de feu. Cette personne n'avait pas le droit de se plaindre s'il lui arrivait un accident. Le Kaiser me demanda pourquoi nous avions continué à observer une attitude passive à l'égard de la Grande-Bretagne, cette puissance ayant violé, selon lui, la loi internationale ; pourquoi nous n'avions pas rompu le blocus britannique! Je répondis par des arguments basés sur le droit inter-

national. J'ajoutai que, dans aucune de ces notes, le gouvernement des Etats-Unis n'avait généralisé, c'est-à-dire représenté l'Allemagne comme une puissance qui se livrait dans cette guerre à des actes barbares ; que nous nous élevions contre l'emploi des sous-marins et rien de plus ; que nous ne pourrions jamais nous engager à agir contre la Grande-Bretagne ou n'importe quelle autre puissance dans le but d'obtenir de l'Allemagne ou de toute autre puissance le maintien des lois internationales à notre égard et le respect des droits et de la vie de nos citoyens ; que nous nous bornions à réclamer les droits que nous conférait la loi internationale et qu'il nous appartenait de décider quel était le premier droit que nous allions faire prévaloir ; que, comme je l'avais déjà dit au Chancelier, si deux hommes pénétraient dans mon jardin et que l'un se mît à marcher sur mes fleurs et l'autre assassinât ma sœur, je commencerais probablement par courir après le meurtrier de ma sœur ; que les personnes qui avaient pris passage à bord d'un navire marchand ennemi occupaient une situation très différente de celles qui avaient pris place dans un fourgon derrière la ligne de feu, parce que celles-ci voyageaient sur le territoire de l'ennemi, tandis que les passagers du navire se trouvaient sur un territoire qui — en dehors de la limite des trois milles — était libre et ne pouvait être nullement considéré comme territoire ennemi.

Nous discutâmes également le point de vue adopté par le gouvernement allemand dans une des « notes » relatives au cas du *Frye*, où il était dit qu'un chargement de denrées en route vers un port de guerre ennemi devait être considéré comme de la contrebande, car tout donnait à penser que les denrées étaient destinées aux troupes de l'ennemi. L'Empereur parla du cas du *Dacia* avec une certaine aigreur. Je me mis à l'expliquer. Le Chancelier se mêla à la conversation pour dire que le point de vue américain était conforme aux règles établies. Je déclarai qu'il ne nous appartenait pas de forcer le blocus, qu'il

y avait, aux États-Unis, de nombreux agents allemands qui pouvaient tenter l'épreuve en faisant des expéditions de denrées à cet effet ; qu'à ma connaissance un navire, la *Wilhelmine*, ayant à son bord un chargement de denrées, avait été saisi par les Anglais, qui étaient ensuite entrés en arrangement avec le propriétaire du navire en lui allouant, ainsi que j'étais porté à le croire, une forte somme pour la cargaison en litige ; et enfin, en examinant la doctrine relative à la destination réelle des marchandises, — c'est-à-dire, les marchandises expédiées dans un pays neutre mais destinées en réalité à un des belligérants — je dis que j'étais sous l'impression que notre attitude à l'égard de la Grande-Bretagne pendant la guerre de Sécession pouvait être comparée à celle adoptée par la Grande-Bretagne au cours de la guerre actuelle, et j'ajoutai que, autant que je pouvais me le rappeler, notre Cour Suprême avait eu à statuer sur une prétendue expédition de marchandises à Matamaros dans le Mexique, alors que les marchandises étaient destinées en réalité à la Confédération.

Au cours de la discussion sur la question de la guerre sous-marine, l'Empereur et le Chancelier vinrent à parler du torpillage de la *Lusitania* et dirent que le public avait été prévenu avant le départ du bateau. A cela, je répliquai : « En supposant que le Chancelier me conseille de ne pas aller sur la Wilhelmplatz, où j'ai parfaitement le droit de me rendre, le fait de m'avoir prévenu ne l'autorise pas à me tuer, si je n'ai pas écouté son avis et que je sois allé là où j'ai le droit d'aller. »

La conversation devint alors d'ordre plus général. Nous finîmes par quitter le jardin et nous nous dirigeâmes vers le château, où la suite de l'Empereur et ses hôtes semblaient nous attendre avec une certaine impatience, car, tout en marchant, j'apercevais des têtes anxieuses aux fenêtres et au haut des terrasses. Nous étions, en effet, fort en retard et l'heure fixée pour le déjeuner était passée depuis longtemps déjà. Je pris place à table entre l'Empe-

reur et le prince de Pless. La conversation se maintint sur des sujets d'ordre général. La question des suffragettes et l'équipée d'Henry Ford en faveur de la paix offrirent matière à des discussions amusantes. J'eus, après le déjeuner, une nouvelle conversation avec l'Empereur, aussi longue que celle qui s'était poursuivie dans le jardin, mais d'ordre plus général.

Ce même soir, après avoir dîné avec le Chancelier, je quittai Charleville vers onze heures, dans le même sleeping-car qui m'avait conduit, et j'arrivai le lendemain après-midi, vers quatre heures, à Berlin. Une foule de journalistes allemands et de correspondants de journaux américains m'attendaient à la gare, anxieux de connaître les nouvelles que j'apportais. La veille, à dîner, le Chancelier m'avait dit en me prenant à part : « D'après ce que je vois, l'Amérique désire que les sous-marins suivent la règle établie pour les croiseurs ? » et j'avais répondu « Oui, précisément ; ils peuvent exercer le droit de visite et d'inspection, mais ne doivent pas torpiller ou couler les navires sans avertissement et ne doivent couler aucun bâtiment avant d'avoir mis les passagers et l'équipage en sûreté. »

Le 3 mai, j'appris dans la matinée qu'un projet de note avait été rédigé par le gouvernement allemand et que cette note contenait une clause dans laquelle il était dit que les sous-marins allemands se conformeraient aux règles établies pour les croiseurs, mais que la clause ne s'appliquait pas aux navires marchands armés. Comme une pareille proposition laissait les choses en l'état pour ainsi dire, je fis venir mon auto et je me rendis sans plus tarder chez l'ambassadeur d'Espagne, à qui je fis part de la nouvelle que je venais d'apprendre. Je lui dis qu'une pareille proposition allait entraîner la rupture avec l'Amérique infailliblement et que, comme j'avais été chargé de lui confier les intérêts de l'ambassade en cas de rupture, je venais le préparer à cette éventualité J'informai plusieurs de mes collègues du fait qui allait vraisemblablement se

produire, avec le secret espoir, bien entendu, que mes paroles seraient répétées et parviendraient — directement, ou indirectement — au Ministère des Affaires Etrangères. Que se passa-t-il? Je l'ignore. Ce que je sais, c'est qu'en recevant la note sur le cas du *Sussex*, je constatai qu'elle ne contenait aucune exception relative aux navires marchands armés.

La question de la guerre sous-marine semblait avoir reçu une solution — du moins provisoirement — par la publication de cette note et par la réponse qu'y fit le Président Wilson, bien que dans cette réponse le Président refusât d'approuver la prétention, émise par l'Allemagne, de régler son attitude à l'égard de nos droits d'après les mesures que nous prendrions pour faire prévaloir nos droits contre la Grande-Bretagne. Je ne confiai pas moins au département de l'Etat mes impressions personnelles. Je déclarai que, selon moi, les dirigeants de la politique allemande allaient reprendre la guerre sous-marine sans restrictions, sous la pression de l'opinion publique, de l'amiral de Tirpitz et des partis conservateurs, et que cette éventualité allait se produire à l'automne ou au plus tard en février ou mars 1917.

Au cours de la dernière conversation qu'il avait eue avec moi avant mon départ du grand quartier général, le Chancelier, après avoir discuté la question des sous-marins assimilés aux croiseurs, m'avait dit : « Et maintenant j'espère que, si nous arrivons à régler cette question, votre Président sera assez magnanime pour prendre en main la question de la paix ». C'est, en quelque sorte, à la suite des avis formulés à cet égard dans les cercles officiels que j'accordai, à mon retour à Berlin, une interview au rédacteur d'un journal de Munich, où j'exprimai ma confiance dans une paix prochaine, tout en prenant soin de ne rien préciser. Le Chancelier chercha, après cela, à me démontrer — et cela à de nombreuses occasions — que l'Amérique devait s'efforcer d'obtenir la paix et que, si rien de ce genre n'était tenté, l'opinion publique allemande

exigerait la reprise de la guerre sous-marine sans restrictions. Au mois de septembre 1916, causant avec M. de Jagow, je vins à lui dire que Mme Gerard se disposait à aller passer quelques semaines en Amérique. M. de Jagow me demanda avec instance de profiter de l'occasion pour partir moi aussi et de m'employer auprès du Président afin que celui-ci tentât quelque chose en faveur de la paix. En raison de cette insistance et comme je désirais exposer la situation aussi clairement que possible aux yeux de l'Amérique, je résolus de partir pour New-York, et je m'embarquai à Copenhague le 28 septembre, à bord du navire danois *Frédéric-VIII*, en compagnie de Mme Gerard. J'avais passé près de trois ans à Berlin, ne faisant que de courtes absences. En effet, je n'avais quitté la capitale prussienne que pour aller passer cinq ou six jours à Kiel, en 1914 ; deux ou trois jours en Silésie — à deux reprises — et quinze jours à Munich, dans l'automne de la même année. En 1916, j'avais eu à me rendre à Munich où je restai deux jours ; je passai également deux jours à Partenkirchen et j'allai, pendant la saison d'été, passer deux ou trois jours à Heringsdorf, à deux reprises. Là se bornent mes absences, sans tenir compte, bien entendu, des visites que je fis aux camps de prisonniers pendant les deux années de guerre.

Parmi les passagers du *Frédéric-VIII*, se trouvaient deux journalistes, M. Herbert Swope, du *New-York World*, et M. William C. Bullitt, du *Philadelphia Ledger*. Tous les deux venaient de séjourner en Allemagne. Je déclarai à ces messieurs que, selon moi, l'Allemagne se préparait à inaugurer la guerre sous-marine sans restrictions, à moins qu'un effort vers la paix ne se dessinât quelque part et cela d'une façon précise. Ils exposèrent ces vues dans des articles qu'ils rédigèrent pour leurs journaux respectifs. Les articles de M. Swope furent recueillis après leur apparition dans le *New-York World* et publiés dans un volume intitulé l'*Empire allemand à l'intérieur*. On lisait, à la page 74 : « D'après l'avis d'une personnalité haute-

ment qualifiée pour exprimer son opinion sur la politique allemande, la guerre sous-marine sans restrictions doit être considérée comme une menace pour nous obliger à nous employer sans plus tarder et de façon active en faveur de la paix. On a attiré l'attention de l'ambassadeur Gerard sur ce propos avant son départ de Berlin, mais il a refusé d'approuver une pareille interprétation. »

L'auteur écrivait à la page 88 : « Notre ambassadeur à Berlin s'attendait à une démonstration comme celle à laquelle le sous-marin U-53 s'est livré, au mois d'octobre, en coulant six navires près de Nantucket, démonstration tendant à indiquer comment l'Allemgne agirait dans nos eaux si la guerre était déclarée. »

Il écrivait à la page 94 : « Le mouvement en faveur de la reprise d'une guerre sous-marine impitoyable — aussi impitoyable que celle qui a été marquée par le torpillage de la *Lusitania* — s'accentue de jour en jour dans toute l'Allemagne. Le Chancelier lutte contre ce mouvement, mais il est impossible de dire s'il pourra continuer à le contenir. J'ai quitté l'Allemagne, persuadé que seule la paix empêcherait cette reprise. Cette impression est partagée par tous les Allemands avec qui j'ai eu l'occasion de m'entretenir à ce sujet et elle est également partagée par l'ambassadeur Gerard. La menace se dessinait d'une manière si précise qu'elle fut un des motifs qui conduisirent l'ambassadeur Gerard à se rendre aux Etats-Unis au mois d'octobre dernier, afin de pouvoir en conférer avec le gouvernement à Washington. Les dépêches des journaux en parlèrent à ce moment-là. »

J'écrivis une préface pour le livre de M. Swope dans le but de faire savoir au peuple américain que, selon moi, l'Allemagne se disposait à reprendre la guerre sous-marine dans un avenir très prochain et à la poursuivre sans restrictions.

Notre voyage sur le *Frédéric-VIII* ne fut marqué par

aucun incident particulier. Cependant, le 9 octobre, Swope vint frapper à la porte de ma cabine vers minuit et m'informa de la part du capitaine qu'on venait d'apprendre par la télégraphie sans fil que des sous-marins allemands étaient en train d'opérer dans nos régions — dans la direction même vers laquelle nous marchions — et qu'ils venaient de couler six navires non loin de Nantucket. Je pensai aussitôt que le capitaine s'était mis à modifier légèrement sa route. Cependant, nous sentîmes flotter une odeur d'huile le lendemain tout le long du parcours et cela pendant des heures. Les navires danois, allant de Copenhague à New-York, étaient tenus de s'arrêter au port de Kirkwall, dans les îles Orkney, au nord de l'Ecosse, où les autorités britanniques les soumettaient à une visite. Au cours de ce voyage, un passager suédois, à l'approche de Kirkwall, s'était montré assez naïf pour vouloir prendre un croquis du port et des défenses de la ville. Comme il était assis sur le pont supérieur du *Frédéric-VIII*, il avait été aperçu par un fonctionnaire britannique, qui, à l'aide d'un télescope, suivait la marche du navire. Il dut descendre à terre et fut conduit devant les autorités. Les navires ne peuvent pénétrer dans le port de Kirkwall que le jour. Tous les soirs à dix heures, le port est fermé par des chalutiers, qui en bouchent l'entrée à l'aide d'un filet, tendu en manière de protection contre les sous-marins. Le passage n'est rouvert qu'au jour. Nous voyageâmes à bord du *Frédéric-VIII* aussi bien pour nous rendre en Amérique que pour retourner à Copenhague. Le commandant du navire, le capitaine Thomsen, au cours de ce double trajet dans des eaux si particulièrement dangereuses, ne cessa d'inspirer, par sa maîtrise, la plus entière confiance aux passagers.

Le 11 octobre, en arrivant en Amérique, je fus l'objet d'une réception des plus flatteuses. La ville de New-York me conféra les droits de bourgeoisie. Quelques jours après le Président, qui se trouvait à Shadow Lawn, à Long

Branch, me faisait appeler. Notre première entrevue dura près de quatre heures et demie. Je le revis, bien entendu, après l'élection, au moment de retourner en Allemagne. Ce fut, en réalité, à sa demande que je me mis en route le 4 décembre. Je partis avec l'impression qu'il était animé du double désir de ne pas entrer en guerre et d'arriver à faire la paix, et que ce désir, chez lui, primait tout. Cette question de faire la paix était naturellement des plus délicates. Une offre directe de notre part aurait pu nous mettre dans la même situation que celle où se trouva placée la Grande-Bretagne, au cours de la guerre de Sécession, lorsque le gouvernement britannique nous suggéra de conclure la paix. Sous sa forme protocolaire, la réponse des Etats du Nord pouvait, en somme, se résumer ainsi : « ils possédaient assez de jugement pour s'occuper de leurs propres affaires; ils ne toléreraient aucune intervention et tiendraient toute nouvelle proposition pour un acte inamical. » Les Allemands sont partis en guerre sans consulter les Etats-Unis et semblent avoir estimé dans la suite qu'ils avaient le droit de demander aux Etats-Unis de leur obtenir une paix de leur choix, au moment qui leur paraîtrait le plus propice. Ils semblent avoir estimé de plus que, du moment que les Etats-Unis ne leur donnaient pas satisfaction, ils étaient autorisés non seulement à violer toutes les lois de la guerre, à l'égard de leurs ennemis, mais à assassiner les citoyens des Etats-Unis sur les hautes mers. Je ne reste pas moins sous l'impression que le Président était disposé à aller jusqu'à l'extrême limite pour amener les belligérants à conclure la paix.

Notre voyage de retour de New-York à Copenhague ne fut marqué par aucun événement... Il faisait froid... On voyageait presque dans la nuit... Nous fûmes arrêtés par un croiseur britannique à l'ouest des îles Orkney et conduits, pour la visite habituelle, dans le port de Kirkwall, où nous séjournâmes pendant deux jours.

Le Président m'avait confié tout l'intérêt qu'il portait

à la population belge déportée en Allemagne. En réduisant ainsi une portion importante de la population mâle de Belgique à une sorte d'esclavage, l'Allemagne avait provoqué l'indignation profonde des Américains. Un prélat vénéré, le cardinal Farley, m'avait dit quelques jours avant mon départ : « Il faut remonter jusqu'aux annales des Mèdes et des Perses pour trouver un exemple pareil de tout un peuple condamné au servage. » M. Grew avait fait des représentations au Chancelier à ce sujet. Dès mon retour, je m'occupai de la question. On me dit qu'il s'agissait d'une mesure militaire : que le général de Ludendorff avait appréhendé une rupture du front occidental et une invasion de la Belgique par l'armée britannique, et que les autorités militaires ne s'étaient pas souciés d'avoir derrière eux une population hostile, qui aurait pu couper les lignes des voies ferrées, les fils télégraphiques et téléphoniques... Les déportations avaient été motivées par cette raison jugée péremptoire... Cependant, on me promit de me procurer les autorisations nécessaires pour visiter ces Belges. Mais ces autorisations ne me furent fournies que quelques jours seulement avant mon départ d'Allemagne. Plusieurs de ces Belges, qui se trouvaient à la tâche à Berlin, réussirent à s'échapper de leur travail pour venir me voir. Ils me firent un récit émouvant de l'acte brutal dont ils avaient été l'objet. Conduits par la force de Belgique en Allemagne, ils avaient été astreints à fabriquer des munitions qui allaient servir probablement contre leurs proches ou leurs amis. Je dis au Chancelier : « On emploie des Belges à fabriquer des obus, contrairement à toutes les règles de la guerre et aux conventions de La Haye. » Il me répondit : « Je ne le crois pas. » Je lui dis alors : « Mon auto est à la porte. Je puis vous conduire en quatre minutes à un endroit où trente Belges sont en train de fabriquer des obus. » Mais il ne trouva pas le temps de m'accompagner.

Les Américains doivent se dire que les Allemands ne reculeront devant rien pour obtenir la victoire et qu'ils

ne respectent que la force. Pendant mon absence, M. de Jagow était tombé du pouvoir — chute prédite par ses ennemis de Berlin — et avait été remplacé par M. Zimmermann.

Je restai une journée à Copenhague, afin de prendre les dispositions nécessaires pour le transport en Allemagne de trois tonnes de denrées que j'avais rapportées avec moi de New-York et afin de déjeuner avec le comte Rantzau, le ministre allemand, diplomate fort capable. C'est ainsi que la note du Président relative à la paix me précéda à Berlin et fut remise, par M. Grew, quelques heures avant mon arrivée. M. Joseph C. Grew, de Boston, me servit d'adjoint pendant tout le temps que dura mon ambassade à Berlin. Il s'occupa des affaires de l'ambassade avec la plus haute compétence pendant la durée de mon séjour en Amérique dans l'automne de 1916 et me fut toujours d'une aide précieuse. J'espère le voir aller très loin dans la carrière qu'il a choisie. La note en question était datée du 18 décembre 1916 et était adressée par le secrétaire d'Etat aux ambassadeurs des Etats-Unis dans les capitales des pays belligérants. Elle commençait ainsi :

« Le Président me charge de vous transmettre la communication suivante qui doit être remise sur l'heure au Ministre des Affaires Étrangères du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité : « Le Président des « États-Unis m'a chargé de présenter au (ici le nom du « gouvernement auquel on s'adressait) une suggestion à « propos de la guerre qui se poursuit actuellement, sug« gestion qu'il espère voir le gouvernement prendre en « considération comme étant présentée dans l'esprit le « plus amical, etc. »

Dans la note adressée aux Puissances Centrales, il était dit :

« Cette suggestion que je suis chargé de présenter était

« venue depuis longtemps déjà à l'esprit du Président,
« qui avait hésité jusqu'ici à la formuler. Il éprouve un
« certain embarras à le faire en ce moment, parce qu'il
« pourrait paraître avoir agi avec le secret désir de s'as-
« socier aux récentes ouvertures faites par des Puissances
« Centrales. »

Le Président faisait naturellement allusion au discours prononcé par M. de Bethmann-Hollweg au Reichstag au mois de décembre, discours où, après avoir passé en revue la situation militaire, le Chancelier avait dit :

« Profondément pénétré, au double point de vue moral
« et religieux, de son devoir envers la nation et par-dessus
« tout envers l'humanité, l'Empereur considère que le
« moment est venu de tenter un effort vers la paix. Sa
« Majesté, en complète harmonie avec nos alliés et agis-
« sant conjointement avec eux, a donc résolu de proposer
« aux Puissances ennemies d'ouvrir des négociations en
« faveur de la paix. »

Et le Chancelier avait continué, en disant qu'une note à cet effet avait été transmise, le matin même, aux Puissances ennemies, par l'intermédiaire des représentants, à Berlin, des Puissances auxquelles les intérêts et les droits de l'Allemagne dans les pays ennemis avaient été confiés, et que, par conséquent, les représentants de l'Espagne, des Etats-Unis et de la Suisse avaient été priés d'expédier la note. Au moment même où le Chancelier faisait cette déclaration, — le discours fut prononcé le 12 décembre 1916, — l'Empereur adressait aux généraux commandant les corps d'armée le message suivant :

« Soldats ! D'accord avec les souverains alliés et cons-
« cient de notre victoire, j'ai fait une offre de paix
« à l'ennemi. Il n'est pas encore certain qu'elle soit

« acceptée. Vous vous battrez jusqu'à ce que ce moment arrive. »

Je reviens à la note du Président. Le Président avait suggéré qu'on s'employât, le plus tôt possible, à obtenir de tous les belligérants un exposé de leurs vues respectives sur les conditions susceptibles de servir de base à une paix prochaine et celles qui pouvaient offrir une garantie contre toute reprise des hostilités. Il appelait l'attention du monde sur ce fait que, d'après les déclarations des hommes d'Etat des puissances belligérantes, les buts de tous les gouvernements semblaient être identiques. Le Président terminait en disant qu'il ne venait pas faire des offres de paix, qu'il n'offrait même pas sa médiation, qu'il se bornait à proposer qu'on procédât à des enquêtes afin d'éclairer la religion des peuples et leur faire savoir s'ils pouvaient vraiment entretenir l'espoir d'une paix prochaine, cette paix que l'humanité entière attendait avec impatience.

Peu de temps après la publication de cette note, M. Lansing, notre secrétaire d'Etat aux Affaires Étrangères, accorda aux représentants de la Presse américaine une interview — interview qu'il allait expliquer dans la suite — où il déclarait que l'Amérique était à la veille d'entrer en guerre.

Je m'arrangeai à voir Zimmermann et le Chancelier, dès mon retour à Berlin. Zimmermann me dit que nos liens d'amitié l'autorisaient à penser que nous continuerions à travailler ensemble d'une façon franche et ouverte, cartes sur table, et cela dans l'intérêt de la paix. Je fus, naturellement, du même avis. Les choses, à la surface, semblaient sur le point de suivre un cours régulier. Un fait nouveau s'était pourtant produit pendant mon séjour aux Etats-Unis : le torpillage sans avertissement de la *Marina*, torpillage qui avait entraîné la mort d'un certain nombre de passagers américains. Mais le gouvernement et le peuple américains semblaient vouloir ne pas insister sur

cet incident, pourvu que l'Allemagne continuât à maintenir les assurances qu'elle avait données dans la note relative au *Sussex*. J'étais resté en bons termes, pendant toute la période de la guerre, avec les membres du gouvernement allemand, c'est-à-dire avec le Chancelier, von Jagow, Zimmermann et certains fonctionnaires du Ministère des Affaires Etrangères, aussi bien qu'avec Helfferich, le Dr Solf, le Ministre des Colonies ; Kaempf, le président du Reichstag, et un certain nombre de personnalités influentes comme von Gwinner, de la Deutsche Bank ; Gutmann, de la Dresdner Bank ; le Dr Walter Rathenau, qui occupa pendant longtemps les fonctions de chef du département chargé de veiller à l'approvisionnement et à la préservation des matières premières ; le général von Kessel, commandant en chef de la Marche de Brandebourg, malgré les nombreuses escarmouches que j'eus avec lui au sujet du traitement appliqué aux prisonniers ; Théodore Wolff, directeur du *Tageblatt ;* le professeur Stein, Maximilien Harden, et beaucoup d'autres. Le Chancelier mena pendant longtemps la même lutte que celle qui avait été entreprise par l'Amérique : la lutte pour la paix, si bien que les journaux qui attaquaient le Chancelier étaient ceux-là mêmes qui attaquaient le Président Wilson, l'Amérique et les Américains, et qui m'avaient souvent inclus dans leur attaques. J'avais agi de la façon la plus franche envers M. de Jagow et envers M. Zimmermann, au cours de chacune des crises qui s'étaient produites entre l'Amérique et l'Allemagne, tendant toujours vers le même but : la préservation de la paix entre nos deux pays. De nombreuses suggestions avaient été faites et ces suggestions avaient, à mon avis, contribué à maintenir la paix. Cependant, le Chancelier et le Ministère des Affaires Etrangères n'avaient rien fait, par pure faiblesse, pour prévenir les insultes que la « Ligue de la Vérité » avait adressées à notre Président et à notre drapeau, en dépit de la situation toute particulière où ces insultes plaçaient le pouvoir, qui, par son inaction, semblait les approuver.

Il va sans dire que, en ce qui me concernait personnellement, quelques attaques de plus ou de moins de la part d'un dentiste ou d'une spécialiste de la danse serpentine n'offraient guère d'importance ; mais le renouvellement de ces attaques n'éveilla pas moins mon attention sur les spéculations et les agissements auxquels peuvent se livrer les cerveaux allemands appelés à opérer dans les milieux officiels.

A mon retour à Berlin, tous les gens du pouvoir, le Chancelier, Zimmermann, von Stumm (le successeur de Zimmermann), von der Busche, autrefois Ministre d'Allemagne dans l'Argentine et dont les fonctions au Ministère des Affaires Etrangères étaient aussi importantes que celles de von Stumm, tous, sans exception, me déclarèrent avec force que des cas comme celui de la *Marina* devaient être considérés comme des accidents et que l'Allemagne avait le plus grand désir de maintenir les assurances données dans la note relative au *Sussex*. Ils ajoutèrent que la principale question à résoudre était de savoir si les Allemands, en faisant leurs offres de paix, en me priant de me rendre en Amérique pour m'entretenir avec le Président de cette question de la paix, désiraient vraiment la paix ou bien s'ils ne faisaient leurs offres que pour justifier aux yeux du monde une reprise de la guerre sous-marine sans restrictions et se faire approuver par l'opinion publique américaine au cas où une pareille éventualité se présenterait. Je suis certain que cette reprise ne se serait pas produite si le Chancelier et le Ministère des Affaires Etrangères avaient pu trancher la question. Mais l'Allemagne n'est pas gouvernée en temps de guerre par le pouvoir civil. Elle relève de l'autorité militaire. A l'époque où je fis le voyage d'Amérique, Hindenburg se trouvait à la tête de l'état-major général et Ludendorff, précédemment chef d'état-major, avait été créé quartier-maître général, afin de pouvoir accompagner Hindenburg au grand quartier général.

Peu de temps avant la bataille des Lacs Masuriens, Hin-

denburg était un simple général en retraite, établi à Hanovre. Comme il avait étudié cette région de façon particulière, pendant des années, il fut brusquement appelé au commandement de l'armée allemande, et lutta contre l'invasion russe. Ludendorff, qui avait pris part comme colonel à l'attaque contre Liége, accompagna Hindenburg en qualité de chef d'état-major. Les succès remportés par Hindenburg sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ici. Il devint l'idole de l'Allemagne, étant le seul général, le seul homme vers lequel le peuple se sentît vraiment entraîné. Mais, au moment de partir pour l'Amérique, je n'avais pas moins constaté que le peuple allemand commençait à se dire qu'Hindenburg était simplement une façade et que le cerveau était représenté par Ludendorff. Beaucoup d'Allemands, parmi ceux qui étaient les mieux placés pour connaître les choses, m'avouèrent dans la suite que celui-ci était, en effet, le véritable dictateur de l'Allemagne.

J'avais entrepris mon voyage en Amérique sur les instances de M. de Jagow et du Chancelier. Au cours du dernier entretien que j'avais eu avec le Chancelier avant mon départ, je lui avais rappelé les propos tenus par lui sur la situation prépondérante occupée par le pouvoir militaire à l'égard du pouvoir civil et je lui avais exprimé le désir que j'avais de m'entretenir avec Hindenburg et Ludendorff avant de me mettre en route. Il ne put ou ne voulut pas me ménager cette entrevue. Je lui renouvelai ma demande peu de temps après mon retour, lui disant qu'à défaut de l'Empereur, je ne serais pas fâché de voir Hindenburg et Ludendorff, qui étaient, de l'aveu même du Chancelier, les chefs du pouvoir militaire et, par le fait, les dirigeants de l'Allemagne. Je n'eus pas plus de succès. Dans l'intervalle, et en dépit des assurances officielles qui m'avaient été données, certaines personnalités allemandes, parmi les plus autorisées, m'avertirent que le gouvernement se disposait à reprendre la politique de la guerre sous-marine sans restrictions. Ces personnes

m'affirmèrent que Ludendorff s'était déclaré en faveur de cette politique. Elles ajoutèrent qu'une pareille déclaration équivalait à l'adoption du principe. Je crus d'abord que l'Allemagne inaugurerait sa politique en attaquant les navires marchands armés. Le cas des prisonniers du *Yarrowdale* semblait venir à l'appui de cette théorie.

Un commandant allemand avait capturé et coulé un certain nombre de navires appartenant à l'ennemi et avait expédié un des navires capturés, le *Yarrowdale*, avec tout un équipage, à Swinemunde. On avait placé à bord, comme prisonniers, des hommes appartenant aux équipages des navires capturés et j'appris — *sub rosâ* — que parmi ces hommes se trouvaient des Américains. L'arrivée du *Yarrowdale* fut tenue secrète pendant quelque temps, mais aussitôt que j'eus appris cette arrivée, je demandai au Ministre des Affaires Étrangères s'il se trouvait des Américains parmi les équipages retenus comme prisonniers. Mes notes se succédèrent et restèrent sans réponse pendant fort longtemps. Le gouvernement allemand finit par avouer ce que je savais déjà, c'est-à-dire que les Américains qui avaient été pris avec les équipages des navires capturés étaient gardés comme prisonniers de guerre : les Allemands estimant que tous ceux qui exerçaient un emploi quelconque sur les navires marchands ennemis devaient être considérés comme des combattants ennemis. Je me dis que l'Allemagne allait peut-être s'autoriser de ce principe pour prétendre que les navires marchands armés se mettaient dans le cas d'être coulés sans avertissement. Sur la sommation du département de l'Etat, je réclamai la mise en liberté immédiate des prisonniers du *Yarrowdale*. Elle fut accordée par l'Allemagne. Cependant, à la rupture des relations diplomatiques, les prisonniers libérés furent arrêtés de nouveau et ne furent relâchés de façon définitive qu'après notre départ. J'avais demandé à visiter le camp où ces prisonniers étaient internés, et, sachant où

était ce camp, j'y envoyai M. Ayrault et M. Osborne. L'autorisation arriva. Mais, le jour même, on donnait des ordres pour que les prisonniers fussent dirigés sur d'autres camps. M. Osborne et M. Ayrault avaient pu voir les prisonniers avant leur départ et purent ainsi rendre compte des conditions dans lesquelles ils se trouvaient.

Le 6 janvier, l'Association américaine du Commerce et du Négoce m'offrit un banquet à l'hôtel Adlon. La réunion donna lieu à une sorte de manifestation germano-américaine. Zimmermann y assista, bien qu'il dût quitter le banquet assez tôt dans la soirée pour se rencontrer avec le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche-Hongrie avec qui il avait rendez-vous. Assistaient également à ce dîner : Helfferich, Vice-Chancelier et Ministre de de l'Intérieur; le docteur Solf, Ministre des Colonies; Sydow, Ministre du Commerce; Dernburg; von Gwinner, de la Deutsche Bank; Gutmann, de la Dresdner Bank; von der Busche, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Étrangères; le maire et le préfet de police de Berlin; le Président de la Chambre de Commerce de Berlin; von Stumm, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Étrangères, et de nombreux fonctionnaires de ce ministère. Parmi les convives se trouvaient également : Richter, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur; le lieutenant-colonel Doeutelmoser, de l'état-major général; les propriétaires et directeurs des principaux journaux de Berlin; le comte Montgelas, le fonctionnaire spécialement chargé au Ministère des Affaires Étrangères des questions américaines; des officiers de marine comme le capitaine Lans; les correspondants des journaux américains en Allemagne; et le prince Isenburg, qui se montrait en termes d'intimité cordiale avec les brasseurs George Ehret, de New-York, et Krueger, de Newark. On y voyait des personnalités du monde des lettres comme Ludwig Fulda, le capitaine Persius, le professeur Hans Delbrück, le docteur Paasche, vice-président du Reichs-

tag, et bien d'autres personnalités encore, aussi connues que celles que je viens de citer.

Des discours furent prononcés par M. Wolf, président de l'Association américaine du Commerce et du Négoce ; Helfferich, Zimmermann, von Gwinner et enfin par moi. La plus grande cordialité régna à table. Zimmermann fit allusion aux sentiments d'amitié qui nous unissaient l'un à l'autre et ajouta qu'il ne doutait pas un seul instant que nous arriverions à nous entendre pour tout mener à bien. Helfferich déclara dans son discours, qu'en apprenant l'allemand et en observant la vie allemande de près comme je l'avais fait, je me trouvais être un des rares diplomates qui, en venant en Allemagne, avaient pu se rendre un compte relativement exact de la vie allemande telle qu'elle se présentait et pénétrer, jusqu'à un certain point, la psychologie des Allemands. Von Gwinner prononça un discours en anglais, discours de table qui aurait fait honneur à l'orateur américain le plus disert. Dans la brève allocution que je prononçai, je déclarai que les rapports entre les deux puissances n'avaient jamais été meilleurs et que je n'avais pas le moindre doute que ces excellents rapports seraient maintenus aussi longtemps que des hommes comme Zimmermann — et d'autres que je nommai et que je déclarai être comme lui mes amis personnels — resteraient au pouvoir. Je parlai aussi des fonds que j'avais rapportés des Etats-Unis à l'intention des veuves et des orphelins d'Allemagne. La plupart des journaux allemands rendirent compte de cette manifestation de façon très aimable. Ils considérèrent naturellement mes paroles comme un témoignage d'amitié. Seul Reventlow prétendit qu'en parlant des membres du gouvernement comme je l'avais fait, j'étais intervenu dans les affaires intérieures de l'Allemagne.

Ces discours et, en résumé, ce banquet, furent pour ainsi dire le dernier effort tenté, en désespoir de cause, pour maintenir les rapports amicaux entre les deux puissances. Les hommes d'expérience qui assistaient à ce dîner

savaient aussi bien que moi que la guerre sous-marine — sans restrictions — avait été décidée et que seul un hasard heureux pouvait amener le parti militaire, soutenu par une opinion publique savamment travaillée, à renoncer à l'adoption de cette mesure qui allait être prise en violation de la loi internationale et des principes de la civilisation. Le lendemain du banquet, le Chancelier me fit appeler. Il approuva les paroles que j'avais prononcées et m'exprima ses remerciements. Tout semblait donc aller pour le mieux. Mais je crains que cette satisfaction ouverte n'ait été qu'une attitude et il est même fort possible que l'ordre de recommencer la guerre sans restrictions ait été donné aux commandants des sous-marins la veille du banquet dont il a été parlé plus haut. Les Allemands croyaient que le Président Wilson avait été élu avec un mandat impératif qui l'obligeait à observer une attitude neutre à tout prix et qu'on pouvait insulter, railler et humilier l'Amérique impunément. Nous avions entendu parler de la reprise de la guerre sous-marine avant même que ce dîner eût lieu et quelques jours après j'en avais avisé le département de l'Etat par dépêche. Mes renseignements ne s'appuyaient pas sur des faits, bien entendu, mais sur des rapports qui semblaient dignes de foi et qui avaient été obtenus grâce aux efforts méritoires de notre habile attaché naval, le commandant Gherardi, et ces renseignements étaient confirmés par les allusions que j'avais pu saisir en causant avec des personnalités allemandes disposant d'une certaine influence. Après le 6 janvier, Zimmermann et certains autres fonctionnaires du Ministère des Affaires Etrangères continuèrent à m'assurer que le gouvernement ne songeait nullement à recourir à de pareils moyens. Et maintenant, en vérité, les efforts des Allemands en faveur de la paix étaient-ils sincères ou étaient-ils simulés ?

Du jour où le Chancelier s'était mis à parler de la paix, je lui avais demandé et j'avais demandé aux autres personnalités du pouvoir quelles étaient les conditions de paix

de l'Allemagne. Je n'ai jamais réussi à obtenir une réponse précise.

Quand il m'arrivait de demander au Chancelier si l'Allemagne était disposée à évacuer la Belgique, il répondait invariablement :

— Oui, avec des garanties.

Finalement, en janvier 1917, à un moment où il reparlait de la paix, je lui dis :

— Quelles sont ces conditions de paix auxquelles vous ne cessez de faire allusion ? Voulez-vous me permettre de vous poser quelques questions à ce sujet ? Et tout d'abord, les Allemands sont-ils disposés à évacuer la Belgique ?

Le Chancelier répondit comme à son habitude :

— Oui, mais avec des garanties.

Je demandai :

— Quelles sont ces garanties ?

Il déclara :

— Il faut que nous ayons les forts de Liége et de Namur ; il nous faut d'autres forts et il faut que nous entretenions des garnisons sur tout le territoire belge. Les voies ferrées doivent nous appartenir aussi bien que les ports et certains autres moyens de communication. Il ne sera pas permis aux Belges de maintenir une armée, mais il faut qu'on nous permette de retenir des forces importantes en Belgique. Il faut que nous ayons le droit de contrôle sur le commerce de la Belgique.

Je répondis :

— Je vois que vous n'avez pas laissé grand'chose aux Belges, si ce n'est que le roi Albert sera autorisé à résider à Bruxelles avec une garde d'honneur !

Le Chancelier s'écria :

— Nous ne pouvons pas permettre à la Belgique de se tenir comme une sorte d'avant-poste (*Vorwerk*) de la Grande-Bretagne.

Je répondis :

— Je ne pense pas que le peuple britannique désire de son côté qu'elle devienne un avant-poste de l'Allemagne,

d'autant plus que von Tirpitz a déclaré qu'il fallait conserver les côtes de Flandre afin de combattre la Grande-Bretagne et l'Amérique.

Je continuai :

— Et le nord de la France ?

Il répondit :

— Nous sommes disposés à évacuer le nord de la France, mais il faudra procéder à une rectification de la frontière.

Je demandai :

— Et la frontière orientale ?

Il déclara :

— Nous devons obtenir de ce côté une rectification importante, relativement à notre frontière.

Je demandai :

— Et la Roumanie ?

Il répondit :

— Nous laisserons à la Bulgarie le soin de traiter avec la Roumanie.

Je continuai :

— Et la Serbie ?

Il déclara :

— On pourra autoriser le maintien d'une très petite Serbie, mais cette question relève de l'Autriche. On doit laisser à l'Autriche toute liberté d'agir à l'égard de l'Italie. Il faut que nous recevions des indemnités de tous les pays et que nous rentrions en possession de tous nos navires et de toutes nos colonies.

Il va sans dire que « rectification de frontière » est une expression de pure politesse et que c'est « annexion » qu'il faut lire.

Le 22 janvier 1917, notre Président, en s'adressant au Sénat, fit allusion à la note qui avait été envoyée le 18 décembre à toutes les Puissances belligérantes. En parlant de la réponse que les Puissances de l'Entente avaient faite à cette Note relative à la Paix, le Président vint à dire : « Nous approchons du moment où l'on

pourra discuter d'une façon précise les conditions d'une paix susceptible de terminer la guerre actuelle ».

Il parla de la bonne volonté témoignée à cet égard des deux côtés, en disant : « Les Puissances Centrales se sont bornées à déclarer qu'elles étaient prêtes à se rencontrer avec leurs adversaires à toute conférence qui se réunirait pour discuter les conditions de la paix. Les Puissances de l'Entente ont répondu d'une façon beaucoup plus nette et ont formulé, en termes généraux, il est vrai, mais avec assez de précision pour y faire entrer des détails, les accords, garanties et actes de réparation, qu'elles considèrent devoir être les conditions indispensables d'un règlement satisfaisant. Nous approchons du moment où l'on pourra discuter d'une façon précise les conditions d'une paix susceptible de terminer la guerre actuelle. »

Le Président parla ensuite de la création d'une entente mondiale formée en vue de garantir la paix dans l'avenir et dit : « Il faut, d'abord, que la guerre actuelle prenne fin. Mais nous devons à la sincérité qui nous anime et à l'importance que nous attachons à la considération du monde de déclarer que notre participation à la paix future est soumise en grande partie à la façon dont la guerre prendra fin et aux conditions souscrites à cet effet. »

Le Président Wilson ajouta que les hommes d'Etat des puissances belligérantes avaient déclaré, des deux côtés, que leur but n'était nullement d'écraser leurs adversaires et il dit que ces assurances impliquaient que la prochaine paix devait être « une paix sans victoire ». Il dit également, en parlant de la Pologne : « Partout, les hommes d'Etat sont d'accord pour souhaiter l'établissement d'une Pologne unie, indépendante et autonome. » Il dit encore : « Tout grand peuple qui lutte à l'heure actuelle pour arriver à développer ses ressources et ses moyens avec l'ampleur nécessaire devrait avoir, dans la mesure du possible, un

débouché vers les grandes routes de la mer. » Dans le cas où le but ne pourra pas être atteint par une cession de territoire, l'accord pourra se faire, sans aucun doute, par le moyen d'une neutralisation des droits directs de passage. Et il termina en suggérant, en effet, que toutes les nations adoptent la Doctrine de Monroe et qu'aucune nation n'ait à chercher à expliquer la politique qu'il observe envers un autre peuple.

A la suite de l'ultimatum envoyé par l'Allemagne le 31 janvier, le Chancelier, au cours d'une conversation, me parla de cette Note du 18 décembre relative à la paix et du discours du 22 janvier. Je dois déclarer ici qu'à mon retour en Allemagne je m'étais très avancé en parlant au Chancelier et aux autres membres du gouvernement de l'impérieux désir du Président de voir la paix rétablie dans le monde. Je leur dis que j'étais sous l'impression que le Président était prêt à aller très loin pour contraindre toute nation qui refuserait une paix raisonnable ; mais en même temps je donnais à entendre aux membres du gouvernement que l'élection n'avait modifié d'aucune façon la politique du Président et je les mettais en garde contre le danger que la reprise d'une guerre sous-marine sans restrictions allait offrir au point de vue du maintien des rapports qui avaient existé jusqu'ici entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Cependant, au cours de cet entretien qui eut lieu après le 31 janvier, le Chancelier déclara qu'il avait été contraint de recourir à la guerre sous-marine parce qu'il était évident que le Président se trouvait dans une situation à ne pouvoir rien accomplir en faveur de la paix. Il parla surtout du discours que le Président avait prononcé le 22 janvier et dit que, dans ce discours, le Président considérait la réponse des Puissances de l'Entente comme susceptible d'offrir une base pour la paix, thèse qui ne pouvait même pas être l'objet d'un examen de la part de l'Allemagne ; et il ajouta — et ceci est une critique qui m'a été formulée non seulement par lui, mais par de nombreux Allemands — qu'en parlant d'une

Pologne unie et indépendante, le Président parlait évidemment de reprendre à l'Allemagne cette partie de la Pologne qui avait été incorporée dans le royaume de Prusse et l'accorder à ce nouveau royaume indépendant, ramenant ainsi la frontière allemande à deux heures d'auto de Berlin, et que, de plus, lorsque le Président parlait d'accorder à chaque nation un débouché vers la mer, il entendait par là que le port de Dantzig devait retourner à ce nouveau royaume de Pologne, accomplissant ainsi une sorte de mainmise sur un port prussien et retranchant en même temps la portion extrême de la Prusse orientale du reste du royaume.

Je répondis que ces objections me paraissaient être assez frivoles : que, tout naturellement, le Président en avocat habile qui cherchait à gagner sa cause, c'est-à-dire à obtenir la paix, avait dit que toutes les parties en présence semblaient être d'accord pour que la paix fût conclue ; que, si l'Allemagne se bornait à faire une guerre défensive comme elle l'avait toujours prétendu, elle devait avoir été ravie en constatant que le Président avait déclaré que tout l'effort de l'Amérique était en faveur d'une paix sans victoire, paix faite pour rassurer l'Allemagne et lui enlever toute inquiétude au sujet de cet écrasement et de ce démembrement que les hommes d'Etat allemands avaient paru si souvent redouter. J'ajoutai que j'étais sûr que, lorsque le Président avait parlé d'une Pologne unie et indépendante, il n'avait pas songé à ce pays tel que celui-ci avait pu se présenter à une période particulière de son histoire, mais à la Pologne telle qu'elle avait été constituée par l'Allemagne et par l'Autriche ; et qu'enfin, en parlant du droit d'une nation à posséder un débouché vers la mer, il pensait plutôt à la Russie et aux Dardanelles qu'à tel port prussien susceptible d'être utilisé en faveur de la Pologne.

Le Chancelier déclara que ce discours du Président au Sénat américain était une des principales raisons qui avaient amené l'Allemagne à une reprise de la guerre

sous-marine sans restrictions. Seulement, une difficulté se présente ici : c'est que les ordres pour la reprise de la guerre sous-marine sans restrictions avaient été lancés bien avant que l'Allemagne eût eu connaissance de la moindre partie du discours !

J'avais télégraphié à Washington, bien avant la prononciation de ce discours, les renseignements que le commandant Gherardi avait réunis à propos des ordres donnés aux sous-marins. Le lendemain du jour où j'avais reçu la note officielle allemande annonçant cette reprise, je me promenais après dîner dans les rues de Berlin. Les rues étaient toutes blanches sous la neige. Au cours de ma promenade, je rencontrai une jeune Allemande qui, je le savais, était fort liée avec le Kronprinz. Elle revenait à pied de l'Opéra, où elle s'était justement trouvée en compagnie du Prince et se dirigeait vers la station du métropolitain, car à cette époque les taxis étaient devenus introuvables. J'allai vers elle. Aux premiers mots que nous échangeâmes, je lui parlai de l'ultimatum que j'avais reçu le soir même, à six heures, de Zimmermann, et je lui dis que, selon moi, c'était la rupture des rapports diplomatiques entre les deux puissances et notre départ forcé d'Allemagne. Elle témoigna la plus grande surprise en apprenant qu'on annonçait la reprise de la guerre sous-marine pour le 31 janvier et me dit que, s'étant trouvée quelques semaines auparavant chez la Kronprinzessin, elle avait entendu justement parler de la guerre sous-marine au cours de la conversation et que l'on disait, à ce moment-là, que la guerre allait commencer le 15 janvier, les ordres ayant été lancés pour cette date.

En tout cas, il est certain que les ordres avaient été donnés aux commandants de sous-marins bien avant le 31, et probablement vers le 15. Je suis convaincu que le seul objet que les Allemands avaient en vue, en faisant ces offres de paix, était d'essayer d'amener les Alliés à se réunir dans une conférence et, là, chercher à détacher

quelques-uns d'entre eux ou tout au moins un d'entre eux par l'offre d'une paix séparée; ou si ce projet échouait, les Allemands estimaient que ces offres de paix par elles-mêmes créeraient un courant si favorable à leur égard qu'ils pourraient reprendre une guerre sous-marine sans restrictions contre la Grande-Bretagne sans avoir à entretenir la crainte d'une intervention de la part des Etats-Unis.

Dans la quinzaine qui précéda le 31 janvier, le docteur Solf me demanda si je ne pensais pas que les Etats-Unis pourraient autoriser l'Allemagne à reprendre la guerre sous-marine sans restrictions contre la Grande-Bretagne. Il ajouta que trois mois suffisaient pour amener la Grande-Bretagne à se mettre à genoux et pour terminer ainsi la guerre. En effet, von Tirpitz, le grand amiral von Meuster, les conservateurs, les ennemis du Chancelier et autres partisans de la guerre sous-marine avaient mené leur propagande d'une façon si habile que la nation allemande tout entière était arrivée à se persuader que la reprise d'une campagne sous-marine sans merci allait conduire les Allemands à réaliser la paix si ardemment désirée. Aucun gouvernement n'aurait pu résister au vœu si nettement exprimé par tout ce peuple qui réclamait l'adoption du moyen de guerre illégal, et cela parce qu'il était évident que l'armée et la marine aussi bien que la population civile estimaient qu'une guerre sous-marine sans restriction allait être couronnée de succès et suivie d'une paix glorieuse.

Mais cette paix n'était, bien entendu, qu'une paix allemande, une paix comme celle que le Chancelier m'avait esquissée; une paix qu'il était interdit aux Alliés et même au monde d'accepter; une paix qui aurait laissé l'Allemagne formidable et toute prête à entreprendre une guerre contre les nations de l'hémisphère occidental; une paix qui aurait obligé tous les peuples, aussi longtemps que l'aristocratie allemande serait restée au pouvoir, à consacrer le meilleur de leur énergie, la période

la plus féconde de la vie humaine, aux préparatifs de la guerre.

Le 30 janvier, je fus prévenu de façon formelle que l'ultimatum allait être lancé le lendemain et, jugeant qu'un avis de cette sorte faisait certainement allusion à une reprise de la guerre sous-marine sans restrictions, j'avertis, par dépêche, les ambassadeurs et les ministres américains aussi bien que le département de l'Etat. Le 31 janvier, je reçus ce mot de Zimmermann :

« Le secrétaire d'État aux Affaires Étrangères Zimmermann prie Son Excellence l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique de vouloir bien lui faire l'honneur d'une visite cet après-midi, à six heures, au Ministère des Affaires Étrangères.

« *Wilhelmstrasse 75-76, Berlin, 31 janvier 1917.* »

Je me rendis au Ministère des Affaires Étrangères à l'heure indiquée. Zimmermann me lut, dans le texte allemand, une Note du Gouvernement impérial annonçant la création de zones de guerre autour des territoires de la Grande-Bretagne et de la France et l'inauguration de la guerre sous-marine sans restrictions, fixée à minuit. Je ne présentai aucune observation, plaçai la Note dans ma poche et retournai à l'ambassade. Il était à peu près sept heures. Naturellement, la Note fut traduite aussitôt et transmise en toute diligence aux Etats-Unis. Après avoir envoyé la Note, j'eus une entrevue avec le Chancelier, entrevue au cours de laquelle, ainsi que je l'ai dit plus haut, il se mit à critiquer la note du 18 décembre relative à la paix, trouvant qu'elle n'était pas assez précise, et critiqua également le discours prononcé au Sénat le 22 janvier. Il ajouta qu'il estimait que la situation avait changé ; qu'en dépit de ce que le Président avait déclaré dans la Note qui avait précédé l'accord relatif au cas du *Sussex*, le Président était maintenant en faveur de la paix ; qu'il avait été élu sur le principe d'une poli-

tique de paix et qu'aucune difficulté ne surgirait. En me remettant la Note, Zimmermann m'avait dit que cette guerre sous-marine était une nécessité pour l'Allemagne, et que l'Allemagne était incapable de tenir encore un an en raison de la question des vivres. Il avait ajouté : « Accordez-nous deux mois de guerre sous-marine : dans trois mois, nous aurons terminé la guerre et obtenu la paix. »

Le samedi 3 février, le Président annonça au Congrès la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne. Naturellement, la nouvelle ne parvint à Berlin que le lendemain. Ce même samedi, nous devions, Mme Gerard et moi, assister à une matinée théâtrale, en compagnie de Zimmermann et de Mme Friedländer-Fuld-Mitford. Nous allâmes prendre Mme Mitford chez elle et nous nous rendîmes au théâtre, où nous vîmes représenter une pièce fort réussie — de Thoma, je crois — *La Fille Prodigue* (*Die Verlorene Tochter*).

Zimmermann n'assista pas à la représentation, mais vint nous rejoindre chez Mme Mitford. Après souper, le Ministre, tout en causant, me reparla de la Note adressée aux Etats-Unis et me dit :

— Eh bien, je puis vous l'avouer maintenant ! c'est de cette Note que je m'occupais tous ces temps derniers avec l'Empereur au grand quartier général ! J'ai été souvent tenté de vous tenir au courant de ce qui se passait, comme je le faisais autrefois ; mais vous auriez dit que nous marchions vers une rupture des relations diplomatiques et j'ai pensé qu'il valait mieux garder le silence. Mais, comme vous le verrez, tout ira bien. L'Amérique ne fera rien, car le Président est uniquement pour la paix. Tout marchera comme auparavant, vous verrez ! Je vous ai ménagé une entrevue avec le Kaiser pour la semaine prochaine au grand quartier général, et je vous le répète, tout ira à souhait.

Le lendemain, dimanche, nous eûmes à déjeuner deux

Auswärtiges Amt

Der Staatssekretär des
Auswärtigen Amts
Zimmermann, bittet
Seine Exzellenz den Bot-
schafter der Vereinigten
Staaten von Amerika,
Herrn Gerard, um die
Ehre seines Besuches
heute Nachmittag um
6 Uhr im Auswärtigen
Amt, Wilhelmstraße 75/76
Berlin, den 31 Januar 1917

Fac-similé de la convocation adressée par le Secrétaire d'État Zimmermann a l'Ambassadeur Gerard, a l'effet de lui annoncer que le gouvernement allemand a résolu d'inaugurer une guerre sous-marine sans restriction contre les alliés.

Allemands, tous deux attachés au Ministère des Affaires Etrangères : l'un accompagné de sa femme, une Américaine ; l'autre, non plus, n'était pas tout à fait un étranger pour nous, car il avait séjourné aux Etats-Unis. Au moment même où nous nous dirigions vers la salle à manger, quelqu'un nous montra un exemplaire du *B. Z.* (le journal de midi). La feuille berlinoise contenait un récit qui semblait être le compte rendu exact de la rupture des relations diplomatiques par l'Amérique. Le lunch fut loin d'être gai. Les deux Allemands paraissaient très tristes et parlaient à peine, tandis qu'à mon bout de table je cherchais à entretenir la conversation avec le plus de politesse possible.

La dépêche officielle de Washington me parvint le lendemain matin. J'allai voir Zimmermann et je lui dis que j'étais venu pour lui demander mes passeports. Naturellement, Zimmermann avait déjà reçu la nouvelle et avait eu le temps de se composer une attitude. Les correspondants américains m'apprirent qu'en les recevant, la veille, il avait d'abord refusé de parler, qu'il s'était ensuite montré assez violent dans ses propos et qu'il avait fini par manifester une profonde émotion. Je suis certain, d'après mes observations personnelles, que la rupture des relations diplomatiques lui causa la surprise la plus vive — à lui comme aux autres membres du gouvernement — et cependant je n'arrive pas à comprendre comment des hommes qui passent à juste titre pour être si intelligents aient pu penser que les Etats-Unis d'Amérique supporteraient un pareil affront sans murmurer.

La police, qui avait toujours surveillé notre ambassade depuis le commencement de la guerre, avait été renforcée de façon importante et ne se bornait pas à en surveiller l'entrée, mais se tenait aussi derrière et gardait même les abords dans les rues voisines. Cependant, la population de Berlin ne se livra à aucune manifestation. Le mardi après-midi, j'allai faire une promenade ;

parcourant les principales rues de Berlin, sans être accompagné. A mon retour à l'ambassade, je trouvai le comte Montgelas, qui m'attendait. Le comte Montgelas était directeur aux Affaires Etrangères — avec le rang de ministre — du département chargé des questions américaines. Je voulus savoir de Montgelas pourquoi je n'avais pas reçu mes passeports. Il me répondit qu'on me faisait attendre parce que le gouvernement impérial ignorait la situation dans laquelle se trouvait le comte Bernstorff et que, d'après certaines rumeurs, les navires allemands qui se trouvaient en Amérique avaient été confisqués par le gouvernement américain. Je répliquai que j'étais convaincu que Bernstorff était l'objet du traitement le plus courtois et que les navires allemands n'avaient pas été confisqués. Cependant, j'ajoutai :

— Je ne vois pas vraiment pourquoi je suis amené à réfuter ces nouvelles que vous faites courir au sujet de Bernstorff et des navires allemands ! Il me semble que c'est à vous de prouver ces faits. En tout cas, pourquoi ne demandez-vous pas au gouvernement suisse, qui vous représente maintenant, de télégraphier à son ministre à Washington afin de connaître les faits précis ?

Il répondit :

— Dame ! vous savez bien que les Suisses n'ont pas l'habitude d'envoyer des dépêches par câble !

Le comte Montgelas sortit alors un document, qui était une confirmation du traité conclu entre la Prusse et les États-Unis en 1799, traité auquel on avait ajouté certaines clauses, qui me parurent vraiment extraordinaires. Il me demanda de lire ce document d'un bout à l'autre et de vouloir bien le signer ou de me faire autoriser à cet effet, et ajouta que, si je ne signais pas le document, les Américains éprouveraient de sérieuses difficultés pour quitter l'Allemagne, les correspondants des journaux américains tout particulièrement.

Après avoir lu le traité, je déclarai :

— Naturellement, je ne peux pas signer ceci sous ma propre responsabilité. D'autre part, je ne télégraphierai pas à mon gouvernement, à moins que je ne sois autorisé à télégraphier en chiffre, afin de pouvoir lui donner mon avis sur ce document.

Il répondit :

— C'est impossible.

Voici ce que disait le traité :

« Accord entre l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique relativement au traitement a appliquer a leurs citoyens respectifs et aux biens personnels de ces derniers après la rupture des relations diplomatiques.

« Article I. — Après une rupture des relations diplomatiques entre l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique, et dans l'éventualité d'une déclaration de guerre entre les deux Puissances, les citoyens de chacune des deux Puissances et leurs biens personnels situés sur le territoire de l'autre Puissance seront traités selon l'article 23 du Traité d'Entente Cordiale et de Commerce conclu entre la Prusse et les Etats-Unis le 11 juillet 1799, avec les clauses explicatives et supplémentaires suivantes.

« Article II. — Les commerçants allemands aux Etats-Unis et les commerçants américains en Allemagne seront maintenus sur un pied d'égalité, à tous les points de vue, avec les personnes mentionnées à l'article 23, relativement au traitement qui doit être appliqué à leurs personnes et à leurs biens. Par conséquent, ils auront le droit de rester et de continuer leur commerce dans le pays où ils résident, même après que le délai indiqué dans l'article 23 sera écoulé. Les commerçants, aussi bien que les autres personnes mentionnées à l'article 23, sont susceptibles d'être exclus des places fortifiées ou de tout autre endroit offrant une importance quelconque au point de vue militaire.

« Article III. — Les Allemands aux Etats-Unis et les Américains en Allemagne pourront quitter le pays où ils résident dans le délai et par les routes que les autorités compétentes leur assigneront. Les personnes en partance auront le droit d'emporter leurs biens personnels, y compris l'argent, les valeurs et les comptes de banque, exception faite des articles dont l'exportation est interdite, d'après les clauses générales.

« Article IV. — La protection des Allemands aux Etats-Unis et des Américains en Allemagne, et celle de leurs biens, seront garanties d'après les lois existantes dans les pays respectifs. Relativement à la jouissance de leurs droits et des recours que la loi leur assure à ce sujet, ils ne seront soumis à aucune restriction en dehors de celles qui sont appliquées aux résidents neutres; par conséquent, ils ne doivent pas être transférés dans des camps de concentration, leurs biens personnels ne doivent pas être mis sous séquestre ou en liquidation ou soumis à tout autre transfert obligatoire, sauf pour les cas qui, sous les lois existantes, sont également applicables aux neutres. En règle générale, les biens allemands aux Etats-Unis et les biens américains en Allemagne ne seront pas soumis à la séquestration ou à la liquidation ou à tout autre transfert obligatoire, sous d'autres conditions que celles applicables aux biens des neutres.

« Article V. — Les brevets et autres privilèges possédés par des Allemands aux Etats-Unis ou par des Américains en Allemagne ne seront pas déclarés nuls, pas plus que l'exercice de ces droits ne sera gêné, ou ces droits transférés à autrui sans le consentement de la personne intéressée, à la condition qu'ils restent soumis aux règlements établis exclusivement dans l'intérêt de l'Etat.

« Article VI. — Les contrats passés entre Allemands et Américains soit avant, soit après la rupture des relations diplomatiques, aussi bien que les accords de

toutes sortes, passés entre Allemands et Américains, ne seront pas considérés comme nuls, sans objet ou en suspens, sauf lorsqu'ils relèveront de considérations applicables aux neutres. De même, les citoyens de chacune des Puissances ne seront pas gênés dans l'accomplissement des engagements qui résultent de pareilles obligations, soit par des sommations ou par d'autres moyens, à moins que ces mesures ne soient applicables aux neutres.

« Article VII. — Les stipulations de la sixième Convention de La Haye, relatives au traitement à appliquer aux navires marchands ennemis à l'ouverture des hostilités, s'appliqueront aux navires marchands de chacune des deux Puissances ainsi qu'à leurs cargaisons. Ces navires peuvent ne pas être astreints à quitter le port où ils se trouvent, à moins qu'ils ne reçoivent en même temps un laissez-passer, reconnu comme valable par toutes les Puissances maritimes ennemies, pour un port de leur pays d'origine ou le port d'un pays allié, ou pour un autre port du pays où le navire se trouve

« Article VIII. — Les règlements contenus dans le chapitre III de la troisième Convention de La Haye, relatifs à certaines restrictions à apporter dans l'exercice du droit de capture dans la guerre maritime, s'appliqueront aux capitaines, aux officiers et au personnel des équipages des navires marchands, spécifiés dans l'article 7, et des navires marchands qui pourraient être capturés au cours d'une guerre.

« Article IX. — Cet accord s'appliquera également aux colonies et autres possessions situées à l'étranger de chacune des deux Puissances.

« *Berlin, février 1917.* »

Je déclarai :

— Je ne télégraphierai rien du tout ! Pourquoi venez-vous m'offrir un projet de traité après la rupture de

nos relations diplomatiques, et demander à un ambassadeur, retenu prisonnier, sa signature ? Les prisonniers ne signent pas de traités ! Un traité signé par un prisonnier n'aurait aucune valeur.

J'ajoutai :

— Après avoir entendu votre menace à l'égard des Américains que vous voulez retenir ici et après avoir pris connaissance de ce traité, je déclare que même si j'étais autorisé à le signer je refuserais péremptoirement de mettre mon nom au bas d'un tel document !

Montgelas paraissait plutôt décontenancé et, dans son trouble, s'en alla en me laissant le document, qu'il avait certainement l'intention de remporter en cas de refus. Montgelas était un homme fort agréable. Je crois qu'il ne s'était jamais mépris sur l'attitude qu'allait adopter l'Amérique et qu'il avait fait part de ses impressions, en se montrant hostile aux actes de terreur, tels que le torpillage de la *Lusitania* et la reprise de la guerre sous-marine sans restrictions. Je suis certain qu'un homme de ce caractère n'a accepté qu'avec répugnance la pénible corvée de soumettre un pareil traité à ma signature. Je m'empresse de déclarer, ici, que les correspondants des journaux américains les plus germanophiles eurent une attitude très digne, la même attitude que leurs autres confrères. Tous me supplièrent de ne pas songer à eux, pas plus qu'à leur liberté, du moment que les intérêts de l'Amérique étaient en jeu.

Aussitôt que les relations diplomatiques eurent été rompues — et je les avais rompues formellement non seulement dans mon entretien avec Zimmermann le lundi matin, mais en requérant mes passeports par écrit le soir du même jour — notre service télégraphique spécial fut supprimé. Il ne me fut même pas permis d'expédier des dépêches aux Consuls américains établis sur le territoire de l'Allemagne, à qui j'avais à donner des instructions. Le courrier fut également supprimé, ainsi que le téléphone. Mes serviteurs n'avaient même pas le droit de se

servir du téléphone de l'hôtel voisin. Nous achevâmes, dans l'intervalle, nos préparatifs de départ. Nous prîmes nos dispositions pour confier les intérêts américains aussi bien que ceux de la Roumanie, de la Serbie et du Japon, à l'ambassade d'Espagne et les intérêts de la Grande-Bretagne à la légation des Pays-Bas. J'ai déjà dit que j'étais certain que l'ambassadeur Polo de Bernabe protégerait fidèlement les intérêts des Etats-Unis et je crois que le baron Gevers défendra résolument la cause des prisonniers britanniques. Nous vendîmes nos automobiles. Deux superbes chevaux de selle, qui avaient été primés — l'un, originaire de Kentucky et l'autre de Virginie — et que j'avais ramenés d'Amérique — se trouvèrent destinés à monter sur la scène. Je les vendis, en effet, au propriétaire du cirque de Berlin ! Nous donnâmes les trois tonnes de denrées, que nous avions rapportées avec nous des Etats-Unis, à nos collègues du corps diplomatique, c'est-à-dire à nos collègues d'Espagne, de Grèce, des Pays-Bas et des Républiques du Centre et du Sud de l'Amérique. Je comptais de nombreux amis parmi les diplomates des deux Amériques, qui étaient tous des hommes de valeur et occupaient une situation personnelle dans leur propre pays. La plupart d'entre eux sont trop au courant des desseins formés par les pangermanistes allemands contre l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud pour qu'il y ait lieu d'insister à ce sujet.

Finalement — le vendredi matin, je crois — M. Oscar King Davis, correspondant du *New-York Times*, reçut un radiotélégramme de M. van Anda, directeur du *New-York Times*, lui disant que Bernstorff et son personnel étaient l'objet d'un traitement des plus courtois et que les navires allemands n'avaient pas été confisqués. Dans la soirée, notre téléphone fut rétabli et il nous fut permis de prendre connaissance de nos dépêches et d'envoyer des dépêches ouvertes aux consuls, etc., sur tout le territoire allemand ; on nous avertit en même temps qu'on nous autoriserait probablement à partir le lendemain dans

la soirée. Toujours suivi par des espions, j'allai faire mes adieux à mes collègues du corps diplomatique, c'est-à-dire à tous ceux que je pus rencontrer. Le lendemain samedi, me disant qu'en dépit des mesures ridicules qu'on avait prises à notre égard — en supprimant notre courrier et notre téléphone et en me retenant à Berlin pendant près d'une semaine — je me mettrais en route de bonne humeur, je priai mon serviteur de s'enquérir par téléphone si Zimmermann et le Chancelier étaient disposés à me recevoir. J'eus avec l'un et l'autre des entretiens agréables, — chacun des entretiens durant une demi-heure... Je dis au Chancelier, de façon expresse, que j'étais venu lui faire mes adieux, à titre personnel et non pour donner matière à un Livre Blanc et que tout ce qu'il me dirait serait accueilli par moi à titre confidentiel. J'allai voir également le docteur Zahn, du Ministère des Affaires Etrangères, qui avait réglé les détails de notre départ et je lui offris un étui à cigarettes en or, que je le priai de vouloir bien accepter comme souvenir.

Au dernier moment, les Allemands autorisèrent un certain nombre de Consuls et d'employés qui avaient travaillé à l'ambassade ainsi qu'un certain nombre d'Américains qui habitaient Berlin, à profiter de notre train. Ce train, qui quitta la Potsdamer Station à 8 h. 10 du soir, emportait ainsi environ cent vingt voyageurs. L'heure de notre départ n'avait pas été annoncée officiellement et ce départ ne donna lieu naturellement à aucune manifestation, bien que le nombre inusité d'autos rangés devant l'ambassade eût pu éveiller l'attention et attirer la foule. Au fait, pendant toute cette semaine où j'avais été retenu à Berlin, je m'étais promené par la ville, l'après-midi comme le soir, allant et venant, entrant dans les magasins, sans être une seule fois l'objet d'une démonstration hostile.

Il y avait, à la gare, une foule énorme. Tous les membres de l'ambassade d'Espagne, des légations des Pays-Bas et de Grèce, et nombre de nos collègues des légations de l'Amé-

rique Centrale et de l'Amérique du Sud étaient venus nous saluer à notre départ. Le Ministère des Affaires Étrangères allemand était représenté par Montgelas, le docteur Roediger, Prittwitz et Horstmann. Comme le train se mettait en marche, nous fûmes l'objet d'une manifestation chaleureuse de la part d'un certain nombre de nos compatriotes qui, restant à Berlin, étaient venus assister eux aussi à notre départ. Le gouvernement allemand avait chargé deux officiers de nous accompagner pendant tout le cours du trajet. L'un, le major von der Hagen, avait été envoyé par l'Etat-Major général ; l'autre, le baron Wernher von Ow-Wächendorf, représentait le Ministère des Affaires Étrangères. Le choix de ce dernier était une attention de la part du Ministère, car cet officier ne pouvait qu'être fort bien disposé envers nous : en effet, prisonnier en Angleterre, il avait obtenu son échange par notre entremise. J'avais commandé toute une provision de champagne et de cigares. Les officiers commencèrent par nous inviter à vider une coupe de champagne avec eux dans le wagon-restaurant ; puis, ils vinrent nous rejoindre dans le wagon-salon que nous occupions au bout du train.

Le voyage ne fut marqué par aucun incident. Nous aperçûmes, à certains arrêts du train, des groupes, qui se tenaient en dehors de la gare et nous regardaient fixement, mais qui ne se livraient à aucune démonstration. Nous traversâmes le Würtemberg et pénétrâmes en Suisse par la voie de Schaffhouse. Les deux officiers nous quittèrent au dernier arrêt allemand. J'avais pris la précaution de m'informer de leur nom, à Berlin, avant notre départ. Comme ils nous faisaient leurs adieux, je leur offris à chacun un étui à cigarettes en or avec leur nom inscrit sur le couvercle ainsi que la date de notre voyage. Au premier arrêt en Suisse, nous fûmes salués par des troupes. Le colonel commandant en chef — car il n'y a pas de généraux en Suisse — et plusieurs officiers d'Etat-Major prirent place avec nous dans le train et nous

N° 57.





von Gottes Gnaden

Deutscher Kaiser, König von Preußen,

usw. usw. usw.

Ersuchen hiermit, unter dem Versprechen einer vollkommenen Erwiderung, alle Militär- und Zivilbehörden auswärtiger Staaten, Unsern sämtlichen Militär- und Zivilbehörden aber befehlen Wir ausdrücklich, auf Vorzeigung dieses [illegible] Gerard, Frau Gerard, [illegible]

frei und ungehindert reisen, auch nötigenfalls [illegible] Schutz und Beistand angedeihen zu lassen.

Gegeben Berlin, den [illegible]

Auf Seiner Kaiserlichen und Königlichen Majestät Allerhöchsten Spezialbefehl.



Der Reichskanzler.
In Vertretung
Zimmermann

Reisepaß
gültig auf [illegible]

SAUF-CONDUIT POUR L'AMBASSADEUR GERARD ET SA FAMILLE
PORTANT LA SIGNATURE DU SECRÉTAIRE D'ETAT ZIMMERMANN ET DATÉ DU 5 FÉVRIER 1917

accompagnèrent presque jusqu'à Zurich. En m'adressant à un des officiers d'Etat-Major, je m'étais exprimé en français. Mais il m'avait interrompu aux premiers mots en me disant en excellent anglais : « Inutile de parler français ! J'ai passé un certain nombre d'années à New-York où j'ai encore de nombreux parents. Mon nom est Iselin. » Nous quittâmes le train spécial allemand à Zurich. Nous fûmes reçus sur la plate-forme par le Consul américain, ainsi que par plusieurs Japonais, qui tenaient à nous exprimer leur gratitude, et aussi par un certain nombre de journalistes français et suisses, venus à notre rencontre. C'est ainsi que prit fin notre exode d'Allemagne.

CHAPITRE XVIII

Libéraux et Hommes raisonnables.

J'ai déjà dit que je suis sous l'impression que l'Allemagne ne sera pas amenée à faire la paix par suite d'une révolution et qu'elle trouvera des denrées en quantités suffisantes pour pouvoir continuer la guerre pendant une année encore. Qu'est-ce qui pourrait donc amener une paix raisonnable? en supposant, bien entendu, que les Allemands échouent dans leur campagne sous-marine contre la Grande-Bretagne et que la décomposition de la Russie ne libère pas assez de soldats de la frontière orientale pour rompre les lignes des fronts britanniques et français en France ? Je crois qu'une évolution de l'Allemagne vers une politique libérale est la seule éventualité appelée à donner au monde des garanties de paix assez sérieuses pour justifier l'arrêt de la guerre.

Il n'existe pas, à proprement parler, un parti libéral vraiment important en Allemagne. Ainsi que je l'ai déjà dit, le Reichstag est divisé, dans ses grandes lignes, en conservateurs, catholiques du centre et social-démocrates. Le soi-disant parti libéral national s'est révélé dans cette guerre comme une subdivision du parti conservateur et s'est parfois montré aussi acerbe, au point de vue des idées conservatrices, que les *junker* eux-mêmes. Herr Bassermann et Herr Stresemann n'ont pas agi comme des chefs de l'idée libérale, pas plus qu'ils n'ont montré qu'on pouvait se fier à leur sagesse politique. C'est bien Stresemann, qui, le 30 mai 1916, s'écria au Reichstag, en parlant du Président Wilson comme arbitre de la paix : « Nous repoussons la main de Wilson ! » Le lendemain

du jour où le Président annonça au Congrès la rupture des relations diplomatiques, les nouvelles de cette rupture n'étaient pas encore arrivées à Berlin. Ce matin-là, — un dimanche paisible — les membres du parti libéral national s'étaient réunis pour entendre un discours de Herr Stresemann, discours, où celui-ci leur dit qu'après s'être livré à une étude approfondie de la situation au point de vue américain, à une enquête tout aussi sérieuse sur le caractère des Américains et la politique des Etats-Unis, il pouvait donner à ses auditeurs l'assurance que l'Amérique ne romprait jamais avec l'Allemagne. Au moment où l'orateur s'asseyait dans le tumulte des applaudissements, un Allemand, qui se tenait au fond de la salle, se leva et déployant un numéro du *B. Z.*, le journal berlinois de midi, lut à haute voix une dépêche de Hollande qui annonçait que l'Amérique venait de rompre les relations avec l'Allemagne. On peut juger par cet incident du sens politique et de la prévoyance de Herr Stresemann.

Les socialistes ou Social-Démocrates, pour les appeler par un nom plus approprié, se sont montrés les adversaires de la forme monarchique du gouvernement. Cela les a placés dans un complet isolement, au point de vue politique, militaire et social. A la suite d'une attaque victorieuse des Français en Champagne, j'ai entendu dire qu'une Allemande, convaincue que son mari se trouvait parmi les morts, avait manifesté sa rage et son désespoir, au point de dire qu'elle allait se joindre au parti social-démocrate, et l'on répétait ses paroles pour donner une idée de l'égarement dans lequel son chagrin l'avait plongée. Notez que la personne en question était la femme d'un humble commis, employé dans une maison de Berlin. Les Social-Démocrates ne reçoivent pas d'emplois, ne reçoivent pas de titres. Ils ne sont pas appelés à faire partie de la classe des « *Rat* » et ne peuvent pas prétendre à occuper un grade d'officier dans l'armée. Est-ce que le lieutenant Förstner, l'homme de l'Affaire de Saverne, n'avait pas promis une récompense à celui

qui le premier parmi ses hommes abattrait « un de ces odieux Social-Démocrates » en cas de trouble? Il n'y a donc, à l'heure actuelle, aucun refuge au point de vue politique pour les hommes raisonnables à tendances libérales et ce sont ces hommes qui doivent créer eux-mêmes un parti libéral, un parti auquel on pourra appartenir sans s'exposer à voir sa situation dans les affaires compromises, ses chances de promotion abolies, et à se trouver l'objet d'une sorte de dégradation au point de vue social.

Il y a beaucoup d'hommes de cette sorte aujourd'hui en Allemagne. Il se peut qu'un certain nombre de socialistes conservateurs se joignent à ce parti et il existe au pouvoir des hommes que leurs habitudes d'esprit et leurs façons de penser conduiraient peut-être à adopter la même voie. Le Chancelier est peut-être, au fond, un libéral lui-même. Il appartient à une famille de banquiers de Francfort et, bien que son nom soit précédé de la particule et qu'il soit propriétaire foncier, il a l'esprit tourné vers une sorte de libéralisme philosophique. Zimmermann, le Ministre des Affaires Etrangères, est, lui aussi, un libéral, et l'adversaire du système qui a été suivi jusqu'ici lorsqu'il s'est agi de choisir les dirigeants du pouvoir, lesquels sont uniquement recrutés dans la classe aristocratique, — bien que l'élévation de Zimmermann au poste de Ministre des Affaires Etrangères, à un moment de crise, lui ait fait perdre la tête au point de se joindre aux partisans les plus déterminés de la guerre sous-marine sans restrictions ! Le docteur Solf, le Ministre des Colonies, tout dévoué qu'il soit à l'Empereur et à sa famille, est si raisonnable dans ses vues, si indulgent pour l'opinion d'autrui — indulgent sans faiblesse — qu'il semble tout indiqué pour diriger la politique d'une Allemagne devenue libérale : ce serait un chef idéal. Bien qu'ils apprécient les importants dividendes qu'ils ont touchés pendant les années de paix qui se sont écoulées depuis 1870, les grands banquiers, les commerçants et

les industriels ne sentent pas moins l'ignominie qui pèse sur les habitants d'un pays soumis à une classe qui tire ses privilèges de la naissance, une classe qui n'a même pas assez de tact pour dissimuler son mépris — mépris traditionnel — envers tous ceux dont les mains ont été souillées par le commerce ou les affaires. Au fait, un tel parti s'impose à l'Allemagne comme une sorte de parti tampon, susceptible d'être utilisé contre les Social-Démocrates.

La guerre terminée, les soldats qui se sont battus dans la boue des tranchées pendant si longtemps exigeront un remaniement des circonscriptions électorales telles qu'elles sont établies à l'égard du Reichstag et l'abolition du système électoral tel qu'il s'exerce en Prusse, système si imparfait. Et quand le principe du suffrage universel aura été adopté en Prusse, quand la population industrielle de l'Allemagne aura, au Reichstag, cette représentation à laquelle elle a droit et dont elle a été frustrée depuis si longtemps avec tant d'effronterie, il se peut que la constitution d'un grand parti libéral se présente comme l'unique rempart de la propriété privée contre l'assaut d'une social-démocratie exaltée et entraînée à des représailles par un sentiment de vengeance parfaitement motivé. On berne les ouvriers allemands depuis vraiment longtemps. Ils constituent cette classe dont le Président Lincoln a dit : « Il y a dans le peuple des gens que vous pouvez duper tout le temps » ; et la classe moyenne des industriels, des commerçants, etc., ont adhéré au système en raison des bénéfices que ledit système leur a permis de réaliser.

La difficulté qui se présente pour conclure une paix avec l'Allemagne, telle que l'Allemagne est constituée en ce moment, vient de ce que le monde entier sent bien qu'une paix conclue avec son gouvernement ne serait pas durable : qu'une telle paix impliquerait le retrait de certains alliés du pacte d'alliance actuellement formé contre l'Allemagne ; la préparation de l'Allemagne à une nouvelle guerre et cela en profitant de l'enseignement

apporté par la guerre actuelle ; et la déclaration de cette nouvelle guerre, guerre où rien ne fait entrevoir une nouvelle victoire de la Marne, arrêtant l'Allemagne en marche pour conquérir le monde.

Avant la guerre, les radicaux d'Angleterre accordaient une grande confiance au parti socialiste allemand. On a pu voir combien cette confiance était peu justifiée, — en juillet et août 1914, — au moment où le parti socialiste vota sans la moindre opposition les crédits pour la guerre : une guerre déclarée par l'Empereur, qui se bornait à dire qu'elle était défensive ; une guerre déclarée sous prétexte que l'Allemagne avait été l'objet de certaines violations de territoire, violations qu'on n'est jamais arrivé à établir ! Le parti socialiste est divisé. Il est vraiment fâcheux que les Puissances ne puissent pas traiter avec un homme comme Scheidemann, par exemple, esprit politique, qui, dans d'autres démocraties, paraîtrait imbu d'idées conservatrices au point d'être tenu pour réactionnaire. Mais Scheidemann et ses amis n'auront aucune voix consultative dans l'énonciation des conditions de paix tant que le gouvernement impérial existera, bien que, dans les négociations qu'ils tentent de nouer avec les socialistes des autres pays, ils soient protégés par ledit gouvernement. On se sert d'eux pour diviser les Alliés. Ainsi que le Président Wilson le disait dans son message à la Russie, le 26 mai 1917 : « La guerre a commencé à tourner contre l'Allemagne, et, dans l'effort désespéré qu'ils font pour échapper à la défaite ultime, inévitable, les dirigeants de l'Allemagne sont en train d'employer tous les moyens, sont même en train de se servir de l'influence des groupes et des partis allemands envers lesquels ils ne se sont jamais montrés ni justes, ni équitables, ni même tolérants, pour favoriser des deux côtés de l'océan une propagande susceptible de maintenir leur influence à l'intérieur et leur puissance à l'extérieur, et cela à la ruine de ces mêmes hommes dont ils se servent. »

On est porté à croire à l'étranger que le parti social-

démocrate allemand, généralement connu hors d'Allemagne sous le nom de parti socialiste, peut être comparé, à certains points de vue, à un grand parti libéral. C'est une erreur profonde. Par leurs actes, sinon par leurs déclarations expresses, ils se sont montrés les adversaires du régime monarchique et leurs chefs sont accusés de s'être déclarés en faveur de l'amour libre et contre la religion. L'Eglise catholique considère que la Social-Démocratie est son plus grand ennemi et a fait de sérieux efforts pour contrecarrer son développement en encourageant une sorte de trade-union catholique en faveur d'un groupe de socialistes animés de sentiments religieux. Le Social-Démocrate est en Allemagne une sorte de paria. Bien qu'un tiers des membres du Reichstag appartienne à ce parti, jamais un député social-démocrate n'est appelé au pouvoir et toute la classe dirigeante, tous les professeurs, les instituteurs, ministres du culte — protestants et catholiques — aussi bien que les classes moyennes prospères, tous sont violemment opposés aux doctrines de la Social-Démocratie. Le monde aurait tort de croire que les chefs de ce parti seront appelés à parler pour l'Allemagne : ce serait entretenir une illusion. Si les populations industrielles étaient représentées au Reichstag d'une façon équitable, ils pourraient peut-être diriger cette assemblée. Mais — je n'ai cessé de le répéter — le Reichstag ne dispose que de l'opinion publique et l'Allemagne actuelle est gouvernée par des fonctionnaires nommés dans l'ordre hiérarchique. Tous ces fonctionnaires allemands doivent être ajoutés aux classes que j'ai mentionnées. L'Allemagne est le pays qui compte le plus de fonctionnaires. Comme ceux-ci doivent leur existence au pouvoir, ils sont astreints non seulement à servir le pouvoir, mais à épouser la cause du pouvoir jusqu'à considérer ceux qui lui sont hostiles comme leurs ennemis personnels. Ils sont donc, eux et leurs amis, les adversaires des Social-Démocrates.

Tout ceci montre combien, à l'heure actuelle, il est

difficile à des hommes à vues raisonnables et libérales, qui refusent d'entrer en lutte contre la religion et la morale, de trouver un refuge au point de vue politique.

Le Chancelier, qui est lui-même au fond un libéral ainsi que je l'ai déjà dit, a déclaré que des changements s'imposaient en Allemagne. Il est peut-être permis de penser qu'un grand parti libéral, d'esprit nouveau, sera formé, comme je l'ai encore dit, un parti qui sera composé des Social-Démocrates les plus conservateurs, des débris du parti libéral national et du parti progressiste et de ceux des Conservateurs qui penchent le plus vers le libéralisme. Le point important est maintenant de savoir si le parti catholique ou Centre se dissoudra de lui-même et si ses membres cesseront de briguer l'élection en leur qualité de représentants de l'Église catholique. Il est peut-être hardi de s'attendre à voir le parti du Centre, tel qu'il est constitué en ce moment, se déclarer pour une politique libérale et un gouvernement parlementaire en même temps qu'en faveur d'un remaniement plus équitable des circonscriptions électorales qui envoient des députés au Reichstag ; mais il y a dans ce parti beaucoup d'esprits sages et prévoyants et les chefs du parti, le docteur Spahn et M. Erzberger, sont des hommes intrépides et capables. Depuis quelques années, un mouvement se dessine dans le parti du Centre tendant vers ce but. Beaucoup de députés sont venus à penser qu'il n'y avait pas lieu de continuer à maintenir le parti pour sauvegarder les droits des Catholiques, au point de vue religieux, et l'on a songé à une orientation nouvelle. Les Catholiques se sont montrés, cependant, d'un avis contraire. Mais la question subsiste encore. La dissolution volontaire du Centre comme parti catholique amènerait immédiatement la création d'un véritable parti libéral, auquel tous les Allemands pourraient appartenir sans perdre de leur prestige au point de vue social, sans devenir des ennemis déclarés de la monarchie et sans avoir à se prononcer contre la religion et la morale.

Les représentants des Puissances pourront discuter facilement, au sein du Congrès qui se réunira après la guerre, avec les représentants d'une Allemagne libérale, avec les représentants d'un gouvernement qui, sous sa forme monarchique, sera régi par une Constitution analogue à celle des Etats-Unis ou par un gouvernement parlementaire. Je crois que la tendance des libéraux allemands penche plutôt vers la transition la plus commode : rendre le Chancelier et ses ministres responsables devant le Reichstag et les amener à abandonner leurs fonctions à la suite de tout vote exprimant un manque de confiance. A l'époque de l'Affaire de Saverne, Scheidemann prétendit qu'un vote pareil devait forcément entraîner la démission du Chancelier et c'est celui-ci qui refusa de démissionner, déclarant qu'il n'était responsable que devant l'Empereur. L'établissement d'un pareil gouvernement parlementaire peut s'effectuer par des voies régulières, et si les membres du Reichstag étaient élus par des circonscriptions établies sur un pied équitable, le monde traiterait désormais avec une Allemagne devenue libérale et qui le serait devenue sans avoir donné lieu à des actes de violence contre le régime existant. Il va sans dire que l'inauguration de cette réforme parlementaire doit coïncider avec la suppression du système électoral actuel en Prusse, lequel est imparfait. Cette transformation du régime actuel en un régime doté d'un Ministère responsable peut être accomplie, sous la constitution de l'Empire allemand, par un simple vote du Reichstag — à la majorité — et un vote identique du Bundesrat, où l'on ne compte même pas quatorze voix adverses contre ce projet de changement dans la constitution. Cela veut dire qu'on doit obtenir au préalable le consentement de l'Empereur en sa qualité de roi de Prusse, ainsi que le consentement d'un certain nombre de chefs des Etats allemands.

Théodore Wolff et son beau-père Mosse sont appelés à jouer un rôle important dans cette transformation de l'Allemagne, en supposant, bien entendu, qu'elle se pro-

duise jamais. Le *Tageblatt*, le grand journal dont Mosse est le propriétaire et Wolff le directeur, a été pendant toute la durée de la guerre un flambeau de raison et de patriotisme, et les autres grands journaux suivront cette voie lumineuse. Je vois avec peine Georg Bernhard, le directeur plein de talent de la *Vossische Zeitung*, un libéral et un juif, porter la livrée des junkers, à son plus vif dégoût, j'en suis certain. Après mon départ d'Allemagne, la *Vossische Zeitung* se livra contre moi à des accusations les plus ridicules, comme celle qui me reprochait d'avoir délivré des passeports américains à des sujets britanniques. Le journal aurait tout aussi bien pu m'accuser d'avoir envoyé des notes au Ministère des Affaires Étrangères allemand sous des enveloppes cachetées. Bien que je fusse chargé des intérêts britanniques, je ne pouvais vraiment pas délivrer des passeports britanniques à des citoyens britanniques autorisés à quitter l'Allemagne, mais selon la coutume universelle adoptée en pareille circonstance et avec l'autorisation formelle du Ministère des Affaires Étrangères allemand, je remettais à ces sujets britanniques qui retournaient chez eux des passeports américains avec cette mention libellée : « Sujet britannique. » La découverte d'un merle blanc, évidemment.

La chute du Chancelier von Bethmann-Hollweg fut le résultat triomphal d'une intrigue de couloir et de la politique des *junker*. Je crois le Chancelier sincèrement libéral et que c'est contre son avis motivé que la guerre sous-marine sans restrictions fut reprise, les garanties données par la Note du *Sussex* rompues et l'Allemagne impliquée dans une guerre contre l'Amérique. S'il s'était démis de ses fonctions plutôt que de consentir à la reprise de la guerre sous-marine, il serait devenu le point de ralliement de la politique libérale et se serait trouvé plus tard à la tête d'une situation bien autrement plus importante que celle qu'il avait déjà occupée. Mais, moitié par désir de conserver son poste et moitié par un loyalisme mal compris — envers l'Empereur, — il resta au pouvoir en faisant

le sacrifice de ses convictions ; et quand il finit par quitter son poste, il ne fut pas récompensé par un titre de prince, pas même par celui de comte. Il lira, dans sa retraite, ces lignes de Schiller si souvent citées en Allemagne : *Der Mohr hat seine Schuldigkeit gethan, Der Mohr kann gehen* (Le Maure a achevé son travail, le Maure peut s'en aller). Et dans sa vieillesse, il pourra se rappeler l'exclamation du grand Chancelier d'Henri VIII, dans la pièce de Shakespeare : « O Cromwell, Cromwell ! Si j'avais employé au service de Dieu la moitié du zèle que j'ai mis à servir le Roi, il ne m'aurait pas, dans ma vieillesse, exposé tout nu à la rage de mes ennemis ! »

Mais ce Dieu n'est pas le dieu spécial des Prussiens, dieu de la guerre avec qui ces derniers semblent croire qu'ils ont contracté une sorte d'accord, mais le Dieu du Christianisme, de la civilisation et du genre humain tout entier. Il eût été plus facile pour l'Allemagne de faire la paix, avec Bethmann-Hollweg à la tête du pouvoir. Le monde entier le connaît et rend hommage à son honnêteté. Helfferich demeura comme Vice-Chancelier et Ministre de l'Intérieur : c'est un esprit puissant et souple, de vues raisonnables et opposé au militarisme, j'en suis sûr. On peut s'asseoir à la table du Conseil avec lui et arriver à des compromis et à des résultats ; cependant son ardent patriotisme et son habileté extrême le rendent un adversaire redoutable.

Kühlmann est au Ministère des Affaires Etrangères. Beaucoup plus rusé que Zimmermann, il continuera à lutter pour nous amener à nous brouiller avec le Japon et le Mexique, et il ne sera pas pris. Second personnage en importance à l'ambassade allemande à Londres, il fit savoir, au moment de l'ouverture des hostilités, que l'Angleterre entrerait dans la lutte. Au moment où il prit possession de son poste, on répandit partout la nouvelle qu'il était opposé à la politique de la guerre sous-marine sans restrictions, manœuvre habile, faite pour prédisposer le monde en sa faveur et l'appuyer dans les négociations

auxquelles il peut songer. Méfiez-vous de l'astucieux Kühlmann !

Amorcer le Chancelier est un sport favori de la vie politique en Allemagne. Le Kaiser n'a pas plutôt nommé un Chancelier que des centaines de petits politiciens, membres du Reichstag, directeurs de journaux, reporters, intrigants de toutes sortes, cherchent à l'amener à abandonner son poste. Quand Bethmann-Hollweg fit montre de tendances libérales et se mit à parler en faveur d'un système électoral plus équitable en Prusse, les junkers, les militaristes et les partisans du régime de caste unirent leurs efforts à ceux des intrigants habituels. La chute du Chancelier n'était plus qu'une question de temps : sa tête tomba bientôt dans le panier. Son successeur est un bureaucrate prussien. Cela dit tout.

Il est évident qu'aucun peuple ne permettra jamais que sa réforme politique lui soit dictée de l'extérieur. La situation des puissances en guerre avec l'Allemagne n'est pas moins celle-ci : il est impossible de faire la paix avec l'Allemagne telle qu'elle est constituée actuellement, parce que cette paix ne serait qu'une trêve, un court répit, et que les autocrates du militarisme allemand ne tarderaient pas à envoyer de nouveau les fils de l'Allemagne à la mort dans les tranchées pour le développement du régime actuel et la gloire personnelle — aussi bien que le profit — de vieux généraux pleins de suffisance, et de princes animés du vain désir de paraître. Le monde civilisé estime qu'une Allemagne devenue libre ne se laissera pas aller à engager une guerre inutilement, à croire à la guerre pour elle-même, pas plus qu'elle ne considérera le métier des armes comme une industrie nationale. C'est au peuple allemand à faire son choix. Notre grand Président a démontré à ce peuple — et il l'a démontré de façon admirable — que ce n'est pas lui que nous combattons, mais bien cette autocratie qui l'a contraint à se livrer à une boucherie déshonorante.

CHAPITRE XIX

Le Peuple allemand pendant la Guerre.

A la déclaration de guerre, le pouvoir suprême en Allemagne fut transféré des autorités civiles aux autorités militaires. Le vendredi soir à cinq heures, aussitôt la déclaration de l'état de guerre rendue publique, la Garde du régiment des Grenadiers « Empereur Alexandre » se mit en marche sous le commandement d'un lieutenant accompagné de quatre tambours, et alla se ranger devant le monument de Frédéric le Grand, situé au centre de l'avenue des Tilleuls. Les tambours battirent aux champs. Puis, le lieutenant donna lecture d'un ordre qui débutait ainsi : « Par ordre du souverain, l'état de guerre est proclamé à Berlin et dans la province de Brandebourg. » L'ordre était signé du général von Kessel, commandant en chef de la Marche de Brandebourg, lequel annonçait au public qu'il était investi de tous les pouvoirs ; que les fonctionnaires civils pourraient continuer à occuper leurs postes, mais auraient à obéir aux ordonnances du commandant en chef; qu'il serait loisible aux fonctionnaires nommés à cet effet de procéder à des perquisitions domiciliaires et à des arrestations, et cela à n'importe quel moment; que les étrangers incapables de produire des raisons valables pour rester à Berlin avaient vingt-quatre heures pour quitter la ville; que la vente des armes, dela poudre et des explosifs aux civils était interdite, et qu'il était défendu aux civils de porter sur eux des armes sans être munis d'une autorisation de l'autorité compétente

Le transfert du pouvoir s'opéra de la même façon dans tous les corps d'armée, provinces ou arrondisse.

ments d'Allemagne : partout le général commandant en chef prit le pouvoir suprême. On avait dû nommer un nouveau chef à Berlin, le commandant en chef de la Marche, parce que deux corps d'armée — le troisième corps et celui des Gardes — avaient leur quartier général dans la capitale prussienne.

Ces commandants de corps d'armée ne se montraient nullement gênés dans l'exercice de leurs attributions nouvelles. Certains d'entre eux allèrent même jusqu'à prescrire la longueur des robes pour les femmes. Au mois de janvier 1917, il arriva qu'un certain nombre de femmes — suivant en cela la coutume adoptée en Allemagne dans les réunions sportives — se montrèrent en culottes aux sports d'hiver de Garmisch-Partenkirchen. Le commandant en chef (*General Kommando*) pour la Bavière publia l'ordre suivant :

« De nombreuses femmes ont provoqué, par leur tenue, la colère et l'indignation des habitants de Garmisch-Partenkirchen. Cette réprobation s'adresse surtout à certaines femmes, souvent d'âge mûr, qui bien qu'elles ne prennent pas part aux jeux sportifs ne se montrent pas moins en culottes. Il est même arrivé à des femmes ainsi vêtues de pénétrer dans les églises pendant la célébration du culte. Une telle tenue est faite pour froisser les légitimes susceptibilités des populations des montagnes, populations graves envers qui une pareille attitude est vraiment cruelle et donne souvent lieu dans les rues à des incidents désagréables. Des fonctionnaires, des ministres du culte, des particuliers se sont adressés au *General Kommando* à cet effet et celui-ci a donné pleins pouvoirs aux autorités de Garmisch-Partenkirchen de prendre des mesures énergiques contre cette inconduite, en se faisant aider par la police au besoin. »

J'ai eu l'occasion de passer deux jours à Garmisch-Partenkirchen en février 1916. Certaines jeunes filles alle-

mandes paraissaient charmantes en culottes, mais j'avoue que je partage l'avis du *General Kommando* au sujet du spectacle offert par les femmes d'âge mûr, et que ce spectacle était une « cruauté » non seulement pour « les populations graves des montagnes », mais pour l'observateur ordinaire. Ces commandants de corps ne sont responsables apparemment que devant l'Empereur et, par conséquent, les difficultés que j'ai rencontrées au sujet du traitement appliqué aux prisonniers étaient dues en grande partie à ce système, puisque tout commandant de corps se considérait investi d'un pouvoir absolu dans l'étendue de sa juridiction, non seulement sur la population civile et militaire, mais sur les camps de prisonniers placés sous son contrôle.

Un certain nombre de lois furent votées le 4 août 1914, lois qui avaient été élaborées longtemps à l'avance et qui apportaient des modifications diverses, nécessitées par la guerre : telles que les lois relatives à la frappe de la monnaie, aux opérations de banque et à l'établissement des prix maxima. Les lois relatives aux prix des articles étaient votées au fur et à mesure. Ainsi, la loi du 28 octobre 1914 prévoyait en détail les prix maxima pour le seigle dans les différentes régions de l'Allemagne. Le prix de la tonne de seigle allemand ne devait pas dépasser 220 marks à Berlin, 236 marks à Cologne, 209 marks, à Kœnisberg, 228 marks à Hambourg, 235 marks à Francfort-sur-le-Mein. Le prix maximum pour la tonne de blé allemand fut établi avec une surcharge de 40 marks sur les prix sus-énoncés pour le seigle. Ce prix ne comprenait pas les sacs et était établi pour la vente au comptant. La loi relative aux prix maxima s'appliquait à tous les articles de nécessité journalière, non seulement aux denrées et au fourrage, mais à l'huile pour l'éclairage, au charbon et au bois. Ces prix maxima étaient naturellement sujets à des modifications selon les circonstances, mais je crois pouvoir avancer sans crainte d'être contredit qu'au cours de mon séjour à Berlin pendant la guerre, les denrées de

première nécessité n'ont jamais été, à aucun moment, aussi chères qu'à New-York.

Le soi-disant pain de guerre, la principale nourriture de la population, pain qu'on a commencé à fabriquer peu de temps après l'ouverture des hostilités, était composé de seigle et de farine de pomme de terre. On ne pouvait pas dire qu'il fût sans saveur, surtout quand il avait été grillé.

Quand on s'aperçut que la guerre ne s'annonçait pas aussi courte qu'on l'avait cru tout d'abord, on eut recours à la carte de pain. Le lundi matin, chaque consommateur recevait une carte à laquelle étaient joints un certain nombre de petits coupons perforés de dimensions exiguës — le quart d'un timbre-poste ordinaire — portant les numéros 25, 50 ou 100. Le total de ces chiffres représentait la ration en grammes accordée à chaque consommateur par semaine. La personne qui désirait acheter du pain chez un boulanger ou dans un restaurant devait remettre un de ces petits coupons et on lui donnait, en échange, la quantité de pain à laquelle ce coupon donnait droit. Les boulangers recevaient une certaine quantité de farine au commencement de chaque semaine, farine dont ils avaient à rendre compte à la fin de la semaine en remettant le nombre de cartes de pain que cette farine représentait.

Comme les denrées devenaient rares, le système de la carte fut appliqué à la viande, aux pommes de terre, au sucre, au beurre et au savon. Les légumes verts et les fruits furent maintenus en dehors du système, comme le furent — pendant longtemps — les poulets, les canards, les oies, les dindes et le gibier. En raison de ces exceptions, la vie s'offrait plutôt facile aux gens riches, bien que l'oie vînt à monter à des prix ridicules. Il y eut naturellement tout un trafic de cartes, de vente de beurre non contrôlé ou passé en contrebande, etc. La police se montra très rigide dans l'application des lois ; le directeur d'un des plus grands hôtels de Berlin fut conduit en prison

pour avoir demandé à ses serviteurs leur ration de beurre et l'avoir vendue aux clients riches de l'hôtel. Au moment de mon départ de Berlin, il fallait montrer un certificat de médecin pour obtenir du lait. Seuls les enfants au-dessous de six ans en étaient exemptés. La mesure tourna à l'avantage des enfants pauvres, qui furent ainsi plus favorisés qu'ils ne l'avaient été avant la guerre, car les déléguées du Frauendienst et des autres sociétés de bienfaisance avaient soin de s'assurer que chaque enfant recevait la ration à laquelle il avait droit.

Au cours de la troisième année de guerre, le charbon devint très rare par suite de la crise des moyens de transport et la pénurie de la main-d'œuvre. A Munich, tous les endroits publics : théâtres, galeries de peinture, musées, cinémas, fermèrent leurs portes. La crise fut moins grave à Berlin. Mais la capitale prussienne ne connut pas moins, elle aussi, des heures difficiles. On vit les éléphants de la ménagerie Hagenbeck attelés à des charrettes de charbon dans les gares. On économisa la lumière. Toutes les maisons de rapport (et tout Berlin vit dans des maisons de rapport distribuées en appartements) étaient fermées à neuf heures. Il était défendu d'éclairer les devantures des magasins et tous les théâtres fermaient leurs portes à dix heures. On éclairait une rue sur deux et les lampes électriques n'avaient qu'un bec allumé sur trois.

Au fur et à mesure que les hommes partaient pour le front, ils étaient remplacés par des femmes, que l'on employait à des travaux absolument nouveaux pour elles. La nouvelle voie souterraine du métropolitain de Berlin est en train d'être construite par des femmes. Ce travail n'est pas aussi ardu à Berlin qu'à New-York, car la ville est bâtie sur un lit de sable. Les femmes sont également employées sur les voies ferrées. On les voit au travail sur les lignes, armées de pioches. Les grandes voitures jaunes des postes de Berlin sont conduites par des femmes. Le service du métropolitain était également assuré par des femmes ainsi que celui des tramways, où elles ne se bor-

naient pas à remplacer les receveurs, mais parfois les conducteurs. Les banques, les compagnies d'assurance, de nombreuses maisons de commerce employaient des femmes. On voyait de ces employés féminins jusque dans l'enceinte sacrée d'un grand nombre de bureaux du pouvoir civil et militaire.

Tout ce qui était étranger tombait sous le coup d'un ostracisme intransigeant. On fit même la chasse aux mots étrangers. Le mouvement fut dirigé par le préfet de police deBerlin en personne, M. de Jagow (cousin du Ministre des Affaires Etrangères). M. de Jagow et ses adjoints décidèrent que la langue allemande devait être expurgée de tous les mots d'origine étrangère. L'enseigne de l'Hôtel Bristol, situé sur la promenade des Tilleuls, disparut. L'Hôtel Westminster, situé dans la même rue, reçut le nom de Lindenhof. La pâtisserie de l'Hôtel Cumberland portait sur sa devanture le mot français « Confiserie ». Ordre fut donné au directeur de l'établissement d'enlever ce mot. Cependant le directeur fut autorisé à maintenir l'enseigne de son hôtel, qui continua à s'appeler l'Hôtel Cumberland, le nom étant porté par le beau-père de l'unique fille du Kaiser, le duc de Cumberland. Le mot « chauffeur » fut supprimé. Mais on ne sut par quoi le remplacer. D'aucuns opinèrent pour *Kraftwagenfuhrer* (conducteur de wagon activé par une machine). On finit par germaniser le mot français et « chauffeur » devint *Schauffoer*. Les Prussiens firent enlever toutes les enseignes qui portaient le mot *Confektion*. Mais l'exemple le plus divertissant fut offert par le général commandant en chef de la ville de Breslau, qui écrivit à un confiseur pour lui défendre d'employer le mot « bonbon ». Le confiseur, faisant montre d'un esprit d'à propos et d'indépendance assez rare en Allemagne, répondit qu'il s'empresserait de renoncer au mot « bonbon » le jour où le commandant en chef renoncerait de son côté à se faire appeler « général », mot tout aussi français.

On eut recours aux moyens les plus imprévus pour

faire entrer l'or dans les coffres de la Banque impériale. On voyait partout des affiches avec cette inscription : « Quiconque garde son or dessert la patrie ». Tout soldat qui remettait une pièce d'or de vingt marks à son supérieur recevait en échange vingt marks en papier-monnaie et une permission de deux jours. De même, un écolier recevait pour une pièce d'or de dix marks le montant de sa pièce en papier-monnaie et avait droit à une demi-journée de congé. Les établissements de cinéma remettaient à ceux qui payaient leur place en or un billet supplémentaire, valable pour un des jours suivants. Une Américaine habitant Berlin fut réveillée un matin à huit heures par deux agents de police qui lui notifièrent qu'ils avaient appris qu'elle possédait des pièces d'or, ajoutant que, si elle ne se décidait pas à les échanger contre du papier-monnaie ils se livreraient immédiatement à des perquisitions. Elle leur remit les pièces d'or, que je réussis, au reste, à lui faire rendre dans la suite. On finit par interdire la sortie de l'or du territoire. Les voyageurs, qui arrivaient en Allemagne avec de l'or sur eux, étaient tenus d'échanger cet or contre du papier-monnaie.

J'arrivai à constater que l'Allemagne importait des Pays-Bas et des pays Scandinaves — particulièrement de la Suède — des denrées et d'autres articles en quantités considérables, bien que naturellement je ne fusse pas en situation de me livrer à aucune évaluation. Aujourd'hui que nous sommes entrés dans la lutte, nous allons prendre des mesures énergiques et cesser tout commerce d'exportation avec les pays qui approvisionnent l'Allemagne en denrées, en matières premières, etc. La Suède se livre à ce trafic avec une activité toute particulière, mais j'ai appris que la Norvège expédie des pyrètes, du soufre, qui aident à fabriquer l'acide sulfurique, élément indispensable aux munitions de guerre. La potasse, qu'on ne trouve à l'état de minerai qu'en Allemagne et en Autriche, a été employée comme moyen d'échange pour obtenir de la

Suède des articles de première nécessité tels que le cuivre, le saindoux, etc.

La première manifestation provoquée par la guerre eut lieu à Berlin, en 1915, au début de l'été. Un groupe de cinq cents femmes environ s'assembla devant le palais du Reichstag. Les manifestantes furent dispersées aussitôt par la police. Aucun journal ne rendit compte de cette démonstration. Les réclamations des manifestantes étaient plutôt vagues. Elles traitèrent M. de Bulow de vieux ramolli pour avoir échoué en Italie et se plaignirent que la crème fouettée ne valait pas celle qu'on se procurait avant la guerre. Il y eut de-ci de-là, dans la suite, quelques protestations au sujet de la cherté des vivres, et les femmes vinrent à réclamer le retour de leurs maris des tranchées.

Un certain nombre de *cranks* arrivèrent à Berlin dans ces premiers jours de l'été. Miss Jane Addams et ses suffragettes débarquèrent, venant de Hollande où elles avaient tenu une assemblée. Je réussis à obtenir du chancelier et de M. de Jagow un rendez-vous pour elles, rendez-vous qu'elles attendaient avec la plus vive impatience. Un de ces deux personnages semble avoir fait une certaine impression sur Miss Addams, car au moment où j'écris ces lignes je lis dans les journaux qu'elle estime que nous n'aurions pas dû entrer en guerre, parce que nous risquons de froisser quelqu'un.

Le 27 juillet 1915, j'informais que je venais d'apprendre que les Allemands relevaient parmi leurs prisonniers russes ceux qui leur paraissaient animés de sentiments révolutionnaires ou libéraux; qu'ils fournissaient de l'argent et de faux passeports à ces prisonniers et les renvoyaient en Russie pour provoquer la révolution.

Un Allemand de mes amis m'a dit qu'un fabricant de jumelles de campagne, qu'il connaît personnellement,

avait reçu une importante commande du gouvernement bulgare. Ce fabricant s'est rendu au Ministère des Affaires Étrangères et a voulu savoir s'il devait livrer la commande. Il lui fut répondu, que non seulement il fallait livrer, mais exécuter l'ordre dans le plus bref délai possible. Cette nouvelle me permit d'annoncer longtemps d'avance l'alliance de la Bulgarie avec les Puissances Centrales.

Il y avait encore des gens raisonnables en Allemagne un an après l'ouverture des hostilités. Le 9 août, je rencontrai Ballin, le directeur de la grande Compagnie de navigation Hambourg-Amérique. Je lui demandai :

— Quand allez-vous arrêter cette lutte insensée ?

Le lendemain, Ballin vint me voir et me dit que les Allemands raisonnables désiraient la paix, et la paix sans annexion. Il ajouta qu'on hésitait partout à prononcer le mot de « paix », que les Puissances semblaient estimer que parler de paix, c'était révéler un état de faiblesse, qu'il avait donné au Chancelier le conseil de déclarer dans un journal à attaches officielles que l'Allemagne ne faisait qu'une guerre défensive et était disposée à conclure une paix honorable. Il me dit — à ce moment — que l'Empereur était contre l'annexion de la Belgique.

En procédant à l'examen de l'énorme dette de guerre contractée par l'Allemagne, il ne faut pas oublier que les municipalités allemandes et les autres circonscriptions politiques ont contracté, elles aussi, de grosses dettes par suite de la guerre, telles que les allocations supplémentaires accordées aux veuves et aux enfants de soldats.

En novembre 1915, il y eut des troubles provoqués par le manque de vivres et un mouvement sérieux contre la continuation de la guerre. Un journal socialiste de Leipzig cessa de paraître par ordre supérieur.

On ne cessa de battre le rappel pour faire rentrer l'or et l'on chercha à en obtenir par tous les moyens. Peu de temps avant mon départ d'Allemagne, les journaux reproduisirent une circulaire invitant les Allemands à se défaire de leurs bijoux. Beaucoup de personnes répondirent à cet appel. Parmi ces personnes se trouvaient, je crois, l'Impératrice et d'autres membres de la famille impériale.

En décembre 1915, un grand banquier de Berlin me dit que les Allemands étaient fatigués de la guerre ; que la maison Krupp et les autres grandes entreprises industrielles étaient en train d'amasser des fortunes et prolongeaient la guerre, en insistant sur l'annexion de la Belgique ; et que les *junker* étaient également en faveur de la continuation de la guerre, parce qu'ils employaient des prisonniers et que leurs bénéfices étaient ainsi quadruplés et même quintuplés. Il ajouta que, selon lui, c'est le commerçant de classe moyenne (*Kaufleute*) qui sera appelé à payer les frais de la guerre et que les *junker* ne subiront pas d'impôts.

En décembre, le beurre devint rare. Les ménagères qui attendaient leur tour devant les boutiques y pénétraient souvent de force. On réquisitionna du cuivre dans de nombreux immeubles à Berlin. Un de mes amis du Ministère des Affaires Etrangères m'apprit que le fameux von Rintelen avait été envoyé en Amérique dans le but de s'assurer du stock entier des poudreries Du Pont et qu'il lui était interdit de s'occuper d'autre chose.

Au mois de décembre, le jour où la question de la paix fut l'objet d'une interpellation au Reichstag, une réunion devait avoir lieu dans la soirée, avenue des Tilleuls, réunion qui avait été annoncée par des affiches. J'avais parcouru les rues dans l'après-midi et j'avais constaté que la police avait divisé la ville en sections, de façon à interdire l'ac-

cès de la promenade des Tilleuls à la foule. La séance du Reichstag fut mouvementée. Scheidemann, le député socialiste, parla en termes très mesurés. Mais le Chancelier voulut lui répondre et l'on chercha ensuite à clore le débat. Les socialistes se livrèrent à de si bruyantes protestations que les membres de la majorité durent céder et un autre socialiste de marque, Landsberger, réussit à parler au nom de ses collègues. Il s'exprima, lui aussi, en termes mesurés et vint à déclarer que les socialistes eux-mêmes s'opposeraient à ce que l'Alsace-Lorraine retournât à la France. Il lui arriva de prononcer au cours de son allocution une phrase typique, où il disait que « les Etats Désunis d'Europe étaient en train de se battre pour faire une place aux Etats-Unis d'Amérique ».

Les banques adressèrent des circulaires aux personnes qui avaient loué des coffres-forts chez elles, les priant de vouloir bien en déclarer le contenu. C'était une façon de s'assurer que ces coffres ne contenaient pas de l'or.

Nous reçûmes au mois de janvier 1916 de nombreuses visites. S. S. Mc Clure, Hermann Bernstein, Inès Milholland Boissevain arrivèrent à Berlin, venant des Etats-Unis où ils avaient pris passage à bord du navire qui amenait Ford et sa mission de paix. Je présentai Mme Boissevain à Zimmermann, qui l'admira beaucoup.

En janvier 1916, je me rendis à Munich. De là, j'allai visiter deux camps de prisonniers à Ingolstadt : l'un destiné aux officiers et l'autre aux soldats. Je vis aussi l'archidiacre Nies, de l'Eglise épiscopale américaine, qui inspectait les camps de prisonniers en Bavière et accomplissait par là une œuvre extrêmement utile.

Les membres de la colonie américaine de Munich pourvoyaient à l'entretien d'un hôpital de la Croix-Rouge avec l'appui de certains de leurs amis d'Amérique. Cet hôpital

était placé sous l'habile direction du docteur Jung, un médecin de Washington, à qui sa femme apportait une aide précieuse. L'équipe des infirmières était composée de jeunes filles américaines et allemandes. La colonie américaine de Munich pourvoyait aussi, journellement, à la subsistance d'un certain nombre d'enfants des écoles. Je regrette d'avoir à dire, cependant, que de nombreux résidents américains dans cette ville se livraient à des attaques contre le Président Wilson et les Etats-Unis.

En mars 1916, je fus pressenti au sujet du projet que le gouvernement allemand avait formé à l'effet de dépêcher un envoyé sans attributions formelles — comme le colonel House — aux Etats-Unis. Ce délégué se serait entretenu à titre officieux avec le Président et les personnalités les plus marquantes. On me dit que Solf allait être probablement désigné.

En 1916, l'Allemagne interdit l'importation d'un certain nombre d'articles de luxe. Cette mesure fut prise naturellement dans le but d'empêcher que l'argent allemand aille à l'étranger.

Un Danois qui possédait un certain stock de manganèse au Brésil avait vendu ce stock à une maison de Philadelphie, pour être livré à la « United States Steel Company ». Le gouvernement allemand ayant appris la nouvelle fit arrêter le Danois. Le Ministre de Danemark eut les plus grandes difficultés à faire relâcher son compatriote.

Au mois d'avril 1916, les séances du Reichstag furent marquées par les interruptions, assez vives, de Liebknecht. Le Chancelier se vit interrompre un jour, au beau milieu de son discours, par le député socialiste, qui déclara que les Allemands n'étaient pas libres. Une autre fois, Liebknecht s'éleva contre l'allégation qui représente

les Allemands comme n'ayant pas désiré la guerre. A une autre occasion, il appela l'attention du gouvernement sur les tentatives auxquelles les Allemands s'étaient livrés dans le but d'inciter les prisonniers de guerre musulmans et irlandais à déserter et à se ranger du côté de l'Allemagne. Enfin Liebknecht exaspéra les partisans du gouvernement en déclarant que la souscription à l'emprunt était une escroquerie.

Je crois qu'à la suite de l'accord survenu au sujet du torpillage du *Sussex*, les Allemands furent animés du désir de voir des relations plus cordiales s'établir entre l'Allemagne et les Etats-Unis. En tout cas, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, en réponse à de nombreuses attaques anonymes dont j'avais été l'objet, publia, à ce moment, un article où l'on m'octroyait une sorte de certificat officiel, tendant à me représenter comme un bon enfant et notifiant que les rumeurs relatives à mes sentiments d'hostilité envers l'Allemagne ne reposaient sur rien.

Au mois de mai 1916, Wertheim, le directeur du grand service d'approvisionnement de Berlin, me disait que ses employés étaient encore plus occupés qu'en temps de paix.

Au commencement de juin, j'eus deux entretiens assez longs avec le prince de Bulow. Il parle bien l'anglais et passe aux yeux de ses ennemis pour s'être perfectionné dans cette langue, ces temps derniers, afin de se tenir prêt en vue des conférences qui pourraient être convoquées en faveur de la paix. Il est d'esprit plus actif que le Chancelier actuel et impatient de jouer un rôle.

Au mois de juin, le Chancelier fut tellement exaspéré par les attaques anonymes dont il était l'objet — pamphlets et autres — qu'il les dénonça en plein Reichstag,

décision dont il n'eut qu'à se louer. Des insinuations, des calomnies; des rumeurs de toutes sortes circulaient dans tout Berlin à cette époque. Helfferich eut lui-même à se défendre contre l'accusation de s'être livré à des attaques anonymes contre le Chancelier.

Au mois de juillet, un comité se forma sous le nom de « Comité National pour une Paix honorable ». Le prince Wedel fut choisi comme président. La plupart des membres de cette association étaient des amis du Chancelier. Au reste, on savait que le directeur de la *Gazette de Francfort* — l'organe du Chancelier — était un des trois principaux dirigeants de la ligue. On décida de désigner cinquante délégués, lesquels furent chargés de parler au nom de la ligue dans toute l'étendue du territoire allemand. L'inauguration de cette campagne oratoire fut fixée au 1er août. Seulement, les orateurs se montrèrent de vues si différentes et prononcèrent pour la plupart des discours si parfaitement ridicules qu'il durent interrompre leur tournée. L'idée n'eut pas de suite.

Au mois d'août, j'allai passer, à deux reprises, le samedi et le dimanche à Heringsdorf, une station estivale de la Baltique. Il me fallut obtenir au préalable une autorisation du pouvoir militaire, par l'entremise du Ministère des Affaires Etrangères, car les étrangers n'ont pas le droit de séjourner sur le littoral de l'Allemagne. Je constatai, au cours de mes deux visites, que les règlements relatifs à l'extinction des lumières aux fenêtres, la nuit, étaient appliqués de la façon la plus stricte.

Il y a trois installations de bains à Heringsdorf, établies en forme de square; les cabines sont rangées sur trois côtés du carré, le quatrième côté étant la plage, laquelle se développe sur une étendue d'environ six cents mètres. Une des installations est réservée aux hommes, une autre aux femmes. La troisième est mixte : c'est la *Familienbad* (plage de famille). Les Allemandes portent

des costumes de bain raisonnables et sont loin de se livrer aux innovations extraordinaires que nous voyons se produire en Amérique. Elles portent des sandales, sans bas, et comme beaucoup d'entre elles sont bien faites, elles se montrent à Heringsdorf à leur avantage, tout en continuant à s'habiller fort mal. Les Allemandes sont, pour la plupart, d'excellentes nageuses. Leur costume est, au reste, des plus commodes. Mais il faisait plutôt froid, à ce moment-là.

Mon attention avait été attirée par une jeune blonde, d'une beauté ravissante, qui, assise sur son peignoir de bain, s'offrait à l'admiration de toute la plage. Tout à coup, je la vis se pencher et fouiller dans une des poches de son peignoir. Elle en retira un énorme sandwich de pain noir qu'elle se mit à manger tranquillement. Après quoi, elle alla se plonger dans l'eau et se livrer au plaisir de la nage. L'Allemand mange sans cesse. Dans les prospectus des pensions de famille d'Heringsdorf, il est spécifié que les clients auront droit — en outre des quatre ou cinq repas habituels — à un sandwich qu'ils pourront emporter sur la plage à l'heure du bain.

Il existe à Berlin une fort belle chapelle anglicane, que la mère du Kaiser avait coutume de fréquenter. L'Empereur avait permis — en souvenir de sa mère — que la chapelle restât ouverte. On continua donc à y célébrer le culte pendant la guerre. Le pasteur, le Révérend Williams, fut autorisé à visiter les prisonniers britanniques. Il se montra extrêmement dévoué, allant d'un camp à l'autre et se signalant par ses œuvres charitables. Il fut arrêté avec sa sœur — qui avait donné d'aussi grandes preuves de dévouement — et conduit avec elle en prison. Tous deux étaient accusés d'espionnage !

Aux premiers temps de mon séjour à Berlin, j'assistais au service divin à l'église américaine. Mais, en 1915, le conseil de fabrique confia le sermon à une Allemande, et

je cessai de paraître à l'église. Le Révérend Docteur Crosser, le pasteur américain chargé des soins du culte au moment de mon arrivée à Berlin, nous quitta au cours du printemps qui précéda la guerre. Je le regretterai toujours.

Le malheureux Creelman, le célèbre journaliste américain, mourut à Berlin. Nous l'avions placé dans un excellent hôpital. Il recevait tous les jours la visite d'un attaché de l'ambassade. Le service religieux fut célébré à l'église américaine par le Révérend Docteur Dickie. Le Révérend Dickie résidait depuis de longues années à Berlin. La bibliothèque de l'église américaine est un don de Mme Dickie. Le Ministère des Affaires Etrangères se fit représenter par Herr Horstmann.

Bien qu'à l'heure actuelle, tous les princes et tous les hommes publics consentent à poser pour les fictions du cinématographe, on n'est pas moins porté à croire que le Tsar Ferdinand de Bulgarie et certains membres de sa famille ont été les premiers à donner l'exemple. En 1916, on annonça à Berlin une pièce, où le roi Ferdinand de Bulgarie, la reine et les deux filles que le roi a eues de son premier mariage, se trouvaient parmi les personnages.

Il y avait entre von Jagow et Zimmermann cette difrence que le premier avait vécu à l'étranger, qu'il avait coudoyé des gens de tous les pays et n'ignorait pas que leur psychologie était digne de retenir l'attention et pleine d'enseignement.

Zimmermann, au début de sa carrière, avait été consul à Shangaï et, au cours de son voyage de retour par l'Amérique, s'était arrêté deux jours à San Francisco et trois jours à New-York. Il semblait être sous l'impression que cette traversée avait suffi pour l'initier au caractère américain.

Très différent, von Jagow se mit à s'entretenir de

l'Amérique avec moi pendant de longues heures, dès le début de la guerre ; il m'emprunta des livres sur les États-Unis et même des romans américains. Le roman qui l'intéressa le plus vivement fut la *Tourmente*, de Booth Tarkington.

Je crois que le gouvernement allemand a dû chercher tout récemment à enseigner la terrorisation d'une façon encore plus active, car en visitant les camps, etc., nous avons tous remarqué que les hommes du Landsturm, c'est-à-dire les soldats d'un certain âge, étaient plus portés à la clémence que les jeunes soldats.

Alexandre Cochran, un yachtman de New-York, se mit à notre disposition pour assurer le service des lettres et des dépêches entre l'ambassade américaine de Londres et celle de Berlin. Au cours de son premier voyage, il fut arrêté et dut passer la nuit — couché sur le plancher — dans une salle de police de la ville frontière de Bentheim, bien qu'il fût muni de deux passeports : son passeport ordinaire et un passeport spécial de courrier. Il se garda naturellement de recommencer. Il a aujourd'hui un poste de commandant dans la marine britannique, s'étant engagé à bord de son grand yacht à vapeur le *Warrior*, peu de temps avant que l'Amérique entrât dans la lutte. Au temps aimable de la paix, il avait été l'hôte de l'Empereur à Kiel.

Un prisonnier britannique, qui s'était échappé de Ruhleben, fut arrêté de façon curieuse. Les prisonniers de Ruhleben recevaient leur pain de l'extérieur, ainsi que je l'ai expliqué dans le chapitre sur les prisonniers de guerre. C'était du pain blanc, article inconnu en Allemagne depuis la guerre. L'évadé avait emporté quelques sandwichs faits, bien entendu, avec le pain qu'il avait reçu à Ruhleben, et eut l'imprudence de sortir un de ces sandwichs dans la salle d'attente d'une gare. Il fut aussitôt entouré par une foule d'Allemands, curieux de savoir où

il s'était procuré du pain blanc et fut ainsi découvert et reconduit en prison.

A l'époque de notre voyage aux Etats-Unis, au mois de septembre 1916, l'honorable Maurice F. Egan, notre éminent ministre à Copenhague, nous offrit un banquet dans cette ville. Diplomate de valeur, il a, à la suite d'un labeur opiniâtre, ajouté les trois magnifiques îles danoises au patrimoine du peuple américain. Il est doyen du corps diplomatique à Copenhague et jouit d'une grande popularité. Nous rencontrâmes, à ce dîner, la comtesse Hegermann-Lindencron, l'auteur de *Les côtés riants de la vie diplomatique* et des *Cours de mon temps*, livres qui ont eu un grand succès en Amérique. A Copenhague, nous nous rencontrâmes également à table, à l'aller comme au retour, avec le comte Rantzau-Brockdorf, qui représentait alors l'Allemagne à la Cour de Danemark. Le comte Rantzau est un diplomate habile et fin, aucunement imbu de l'esprit militariste et bien mieux disposé, à mon sens, que la moyenne des diplomates allemands envers un compromis raisonnable. C'est un internationaliste charmant, aux manières avenantes et agréables, se distinguant ainsi d'un grand nombre de fonctionnaires prussiens.

Nous devons, en jugeant le peuple allemand, nous rappeler que, tandis qu'ils ont fait dans ces quarante dernières années de grands progrès en chimie et qu'ils ont développé leur commerce de façon considérable, ils ne possèdent qu'une liberté restreinte, et encore cette liberté est-elle de date toute récente. Vers l'année 1780, Frédéric le Grand envoya aux autorités de la ville de Greiffenberg, en Silésie, une somme d'argent pour réparer les ruines de la ville, qui avait été détruite par un incendie. Les magistrats de la ville vinrent le remercier. Ils s'agenouillèrent devant lui, et leur porte-parole s'exprima en ces termes :

« Nous adressons à Votre Majesté, au nom des habitants de Greiffenberg, nos plus humbles remerciements pour le don très gracieux que Votre Majesté a daigné nous faire afin de nous aider à rebâtir nos foyers. Nous ne sommes qu'une poussière et, pénétrés de notre condition infime, nous n'ignorons pas que notre gratitude n'est à vos yeux d'aucune importance ni d'aucune valeur. Nous nous disposons néanmoins à implorer Dieu pour qu'il répande sur Votre Majesté ses bienfaits en retour de ce don royal. »

Trop d'Allemands se considèrent aujourd'hui comme de la « poussière » aux yeux des innombrables princes qui vivent au milieu d'eux. Et ces princes sont trop enclins à estimer que les royaumes, duchés et principautés d'Allemagne et leurs habitants leur appartiennent en toute propriété. Au cours de la guerre de l'Indépendance américaine, les princes de Nassau, d'Anspach et de Hesse vendirent leurs malheureux sujets au gouvernement britannique pour combattre les Américains ; le sol des Etats-Unis recouvre les restes de nombreux paysans allemands, qui sont allés se faire tuer dans cette guerre appelée à ne rien leur rapporter.

Quand Frédéric le Grand, le modèle et le type des princes allemands, mourut en 1786, il disposa, dans son testament, du royaume de Prusse comme il aurait fait d'un cheval.

« Je lègue à mon cher neveu, Frédéric-Guillaume, mon successeur immédiat, le royaume de Prusse, les provinces, villes, palais, forts, forteresses, tous les approvisionnements en munitions et tous les arsenaux, toutes les terres qui m'appartiennent par héritage ou par droit de conquête, les joyaux de la Couronne et la vaisselle d'or et d'argent qui se trouvent à Berlin, les propriétés rurales, collections de monnaies, galeries de peinture, jardins, etc. »

Comparez ce testament aux déclarations de Washington et d'Hamilton qui datent de la même époque ! C'est en 1819 seulement que le servage fut aboli dans le grand duché de Mecklembourg.

Les espions et les agents chargés d'influencer les correspondants américains avaient établi leur quartier général dans un grand hôtel de Berlin. De Beaufort donne un aperçu de leurs agissements dans son livre *Derrière le Rideau allemand.*

Carl W. Ackerman, correspondant de l'*United Press*, et Seymour B. Conger, correspondant de l'*Associated Press*, occupent une place à part parmi les correspondants des journaux américains qui se sont trouvés à Berlin pendant la guerre, et ils ont droit aux plus grands éloges pour avoir toujours maintenu l'indépendance de leurs idées au point de vue strictement américain, en dépit de l'ambiance, en dépit des tentatives dont ils furent l'objet et des difficultés réelles qu'ils eurent à surmonter. Je n'entends pas dire par là que les autres correspondants manquèrent de loyauté, mais la germanophilie de beaucoup d'entre eux amena malheureusement le Ministère des Affaires Etrangères et le grand état-major allemands à entretenir de fausses idées sur les Américains. C'est le magnifique exemple de patriotisme donné par Ackerman et par Conger — sous le feu — qui a droit à une mention particulière.

CHAPITRE XX

Un dernier mot

Les Allemands prétendirent que j'avais dupé et berné le Ministère des Affaires Etrangères et le gouvernement en les empêchant de se servir pendant deux ans de leur moyen de combat le plus effectif. Ceci, bien entendu, n'est pas exact. J'ai toujours dit la vérité au Ministère des Affaires Etrangères, simplement et en toute franchise, et l'événement a montré que j'avais indiqué exactement l'attitude que l'Amérique allait adopter. Notre jeu national, le *poker*, nous a valu à l'étranger une réputation peu équitable. On croit toujours que nous faisons du *bluff*. Il a paru en Allemagne un livre consacré à notre Président sous ce titre : *Le Président Bluff !* Je regrette que les autorités allemandes aient jugé que les avis de certains correspondants germanophiles, qui vaticinaient au-dessus des ambassadeurs, étaient plus dignes d'être écoutés que ceux des représentants autorisés des Etats-Unis. J'ai quitté l'Allemagne, la conscience claire, certain d'avoir fait tout mon possible pour maintenir la paix.

Il n'appartient pas à l'ambassadeur d'une puissance de déterminer la politique de cette puissance. Un des premiers devoirs qui lui incombent — si ce n'est le premier — est de tenir son pays au courant de ce qui se passe, de pénétrer les intentions de la puissance auprès de laquelle il est accrédité et je crois avoir réussi à donner au département de l'Etat des renseignements anticipés sur certains actes auxquels les dirigeants de l'Allemagne se sont décidés. J'étais soutenu par un personnel loyal et dévoué, composé d'attachés et de collaborateurs capables,

et grâce à l'obligeance de M. Bryan et de M. Lansing, je recevais également une aide précieuse du département — si remarquablement organisé — des Affaires Étrangères aux Etats-Unis. J'adressais, toutes les semaines, une lettre confidentielle au secrétaire d'Etat Lansing, qui me faisait en retour d'excellentes suggestions. M. Lansing se montrait plein de tact dans ses rapports avec les représentants des Etats-Unis à l'étranger, lesquels, sous son adroite impulsion, travaillaient à l'œuvre commune de la façon la plus cordiale.

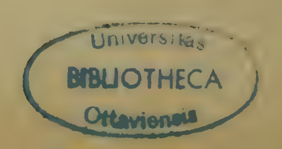
A mon retour en Amérique, tout me parut petit et mesquin, impression fort naturelle aux yeux de quelqu'un qui avait passé deux ans et demi au milieu de cette calamité mondiale. J'étais surpris de voir des gens en quête de petits profits comme autrefois, obéir à des sentiments de jalousie et de vengeance... Libéré de la besogne quotidienne, je ressentis pour la première fois toute l'horreur et l'inutilité de ce tourment incroyable que les autocrates du militarisme prussien ont imposé au monde et je songeai aux comptes qu'ils auront à rendre le jour où le peuple allemand aura la révélation de la vérité, quand il saura à quels motifs, bas et vils, ses dirigeants ont obéi en condamnant toute une génération humaine à la guerre et à la mort. N'est-il pas honteux que le monde entier ait été ainsi troublé ; que des hommes de mœurs paisibles soient forcés de vivre dans la boue et dans la fange au cœur du rude hiver, exposés aux balles, à la mitraille, aux obus, et que chacun de ces hommes soit là à épier le moment où il pourra se jeter sur un de ses semblables — tout aussi inoffensif — et l'assassiner ? Pourquoi faut-il que les habitants de la Vieille Pologne meurent de faim, faute de trouver des chiens à abattre dans les rues de Lemberg ? Les longues théories de paysans ruinés de Serbie et de Roumanie ; les populations de la Belgique et du nord de la France arrachées de leurs foyers et contraintes de travailler comme des esclaves au profit des Allemands ; les malheureux prisonniers de guerre réduits à la famine dans leurs baraques

ou maintenus à la tâche dans les usines et dans les mines ; les cris des vieillards et des enfants atteints par les bombes des zeppelins ; les sanglots des mères qui ont perdu leurs fils ; le frémissement même de l'air au passage des âmes des dix millions de morts en route vers un autre monde — pourquoi toutes ces horreurs sont-elles tombées sur une terre verdoyante et charmante, où nous avions cru que l'amour, la générosité et l'amitié, le génie, la science et l'industrie, la religion et la civilisation, régnaient ?

C'est parce qu'il existe, dans les plaines obscures et glaciales de l'Allemagne septentrionale, une autocratie qui a trompé un grand peuple, qui a empoisonné l'esprit de ce peuple de génération en génération en prêchant la vertu de la guerre et son utilité. Tant que cette autocratie n'aura pas été balayée ou été réduite à l'impuissance, il n'y aura pas de paix possible sur la terre. Le rêve doré de la conquête du monde avait été presque réalisé. Encore une avance, quelques trains de munitions de plus et il n'y avait pas de victoire de la Marne, il n'y avait pas un Joffre — un Martel moderne — pour repousser les hordes barbares. J'ai toujours dit que l'Allemagne dispose encore de forces considérables et que, pour être victorieux, les peuples opposés à l'Allemagne doivent se pénétrer de l'esprit militaire. Au point de vue purement militaire, l'entrée dans la lutte d'un grand peuple comme le nôtre ne comporte aucune signification, à moins que ce peuple n'arrive à disposer d'une armée puissante.

Et il ne faut pas qu'il y ait une paix allemande ! En continuant à gouverner l'Allemagne, la Bulgarie et la Turquie, comme il le fait, le vieux « régime » ne songerait qu'à attendre un moment favorable pour recommencer la guerre, pour entreprendre une lutte nouvelle dans le but de s'assurer la domination mondiale.

Heureusement, l'Amérique est là, qui barre la route — l'Amérique dirigée par un Président combatif, résolu à ne tolérer aucun compromis avec une autocratie brutale.



LISTE DES ILLUSTRATIONS

TABLE DES MATIÈRES

Vannes. — Imprimerie LAFOLYE Frères.


a39003 002477585b

